

## L'après 5 mai

► Les ambitions et les inquiétudes de Jacques Chirac

► Philippe Massoni, le préfet policier de l'Élysée

► Le dialogue social et le conflit des médecins

► Législatives : l'accord à gauche

Lire pages 6 à 8

### SUPPLÉMENT

Le Monde  
**ARGENT**  
Faire construire sa maison

### UNION EUROPÉENNE

Les projets de la Commission p. 2

### INTERNET

Les voyages se vendent bien sur le Net p. 12

### JUDO

Les Français tentent de se qualifier pour la Coupe du monde p. 22

International.....	2	Horizons.....	13
France.....	6	Aujourd'hui.....	22
Société.....	9	Météorologie.....	25
Carnet.....	11	Jeux.....	25
Abonnements.....	11	Culture.....	26
Entreprises.....	12	Radio-Télévision.....	31

# Enquête sur l'Europe des populismes

Des modérés à l'extrême droite, notre dossier sur ces mouvements hétérogènes et dérangeants

ON LE CROYAIT enterré dans les livres d'histoire, voilà que le populisme déferle sur l'Europe. Le score de Jean-Marie Le Pen aux deux tours de l'élection présidentielle française, le succès de la Liste Pim Fortuyn le 15 mai aux Pays-Bas ne sont pas des phénomènes isolés ; ils sont l'expression d'une incontestable réalité qui touche un nombre croissant de pays européens, d'ouest en est.

En visite officielle à Madrid, le président Jacques Chirac a relevé, vendredi 17 mai, « les fortes inquiétudes liées à la perception de l'avenir » que ces deux scrutins ont fait apparaître au sein de l'électorat. Il a proposé d'approfondir la réflexion entre Européens sur ce phénomène.

Le Monde a voulu aller au-delà des pourcentages électoraux et consacre ce week-end son « grand dossier » aux populismes d'Europe. A travers huit pages d'analyses, de reportages, d'entretiens et de comparaisons graphiques et géographiques, ce dossier révèle la



diversité que recouvre le concept de populisme. Avec nos correspondants, nos envoyés spéciaux et les meilleurs experts du sujet, nous avons fait un tour d'Europe de ce « cri de détresse » dont le politologue Yves Meny suggère qu'on tire rapidement les leçons.

Le populisme peut surfer sur les angoisses de la transition économique, comme dans les anciens pays communistes, mais aussi sur les doutes nés de l'impact de l'intégration de la culture musulmane sur les valeurs traditionnellement libérales des sociétés d'Europe du Nord, ou encore véhiculer un extrémisme de droite plus ouvert que celui du Front national, avec lequel la plupart des mouvements populistes européens gardent leurs distances.

Partout, la montée de ces mouvements traduit l'inadaptation de nos systèmes démocratiques aux défis du monde contemporain et l'incapacité des élites à répondre au profond malaise des peuples d'Europe.



DANS un entretien au Monde, le politologue Guy Hermet raconte pourquoi les populismes sont de retour en Europe depuis trois décennies. Du Portugal à la Norvège, des Flandres jusqu'en Slovaquie ou en Roumanie, ils prennent des formes très variées - populisme fiscal, réactionnaire, national, médiatique - parfois contradictoires. Mais toujours antipolitiques.

Notre dossier pages 13 à 20

## L'Arsène Lupin d'Eschentzwiller

UNE TOILE de Bruegel, une huile sur bois de François Boucher, des ciboires du XVII<sup>e</sup> siècle, une tapisserie des Gobelins, *L'Entrée du village* de Peter Gysels (école flamande, photo) : c'est l'incroyable butin d'un serveur de restaurant de 31 ans qui a dérobé, dans les musées européens, 172 pièces de grande valeur qu'il dissimulait dans ses vêtements en quittant les lieux. Aucune de ces pièces n'a été revendue : Stéphane Breitwieser s'était constitué un musée personnel dans la maison qu'il habitait à Eschentzwiller (Haut-Rhin) avec sa mère.

Le jeune homme a été arrêté, en novembre 2001, dans le Musée

Richard Wagner de Tribtschen, en Suisse, où il avait volé, trois jours auparavant, un cor datant de l'époque de l'ancienne Confédération



FRANCE SOIR

helvétique. Il a été écroué en Suisse, où il sera jugé pour les faits commis dans la Confédération.

Lorsqu'elle a appris son arrestation, sa mère a jeté ou détruit une partie de la collection : « Il fallait laver la maison. » Une trentaine de militaires du génie, accompagnés de gendarmes français et de policiers suisses, ont repêché, dans le canal Rhin-Rhône, 107 objets, notamment des pièces d'orfèvrerie, des ciboires du XVII<sup>e</sup> siècle venant de Belgique et une miniature de bateau à roues en argent et vermeil de même époque volé à Augsburg (Allemagne).

Lire page 9

### 55<sup>e</sup> FESTIVAL DE CANNES

## Le « Japon » d'un Mexicain inconnu



CARLOS REYGADAS, un Mexicain de 30 ans, juriste de formation et « cinéaste autodidacte » est l'une des révélations de Cannes 2002. Présenté à la Quinzaine des réalisateurs, son premier long métrage, *Japon*, autoproduit, tourné avec des villageois et des amis, est d'une beauté et d'un lyrisme sidérants. Lire pages 26 à 28

## Gare à ceux qui écrivent que le chancelier Schröder se teint les cheveux !

### BERLIN,

de notre correspondant

Sollicitée par un banal justiciable du nom de Gerhard Schröder, la justice allemande ne s'est pas dérobée. Vendredi 17 mai, le verdict est tombé : il est interdit d'écrire que le chancelier se teint les cheveux. Prudents, les juges ont cependant évité le problème de fond. Peu importe que l'assertion soit vraie ou fautive, ont-ils estimé au terme d'une subtile argumentation juridique, il est désormais interdit d'en faire état. Tout simplement.

L'affaire a commencé, il y a plusieurs mois, lorsqu'une agence de presse (ddp) a fait écho aux propos d'une conseillère en image qui estimait que le chancelier serait plus convaincant s'il ne se teignait pas les cheveux en noir. Peu de temps après, un député chrétien-démocrate, Karl-Josef Laumann, reprenait à son compte l'assertion, affirmant qu'« un chancelier qui se teint les cheveux en noir pourrait aussi bien maquiller les statistiques ».

Intervenant en pleine polémique sur les chiffres incertains du chômage, cette flèche a incité le chancelier à réagir et à demander à la justice qu'elle interdise à l'agence, sous peine d'une amende, de répéter la calomnie. Les juges de Hambourg lui ont donné raison, constatant que le défendeur n'avait pas vérifié auprès de l'intéressé ce qu'il en était. Ce dernier, en revanche, avait fait témoigner son coiffeur, Figaro mondain et réputé, aussi à l'aise dans les salons que dans son salon, venu dire à la barre que la tête de son client était noir naturel.

Reste à comprendre quelle mouche a piqué un animal politique au cuir réputé épais, au point de le pousser dans pareille aventure. Pour les uns, la vanité seule est responsable de la réaction d'un homme de 58 ans marié à une femme de vingt ans plus jeune ; pour d'autres, le chancelier a voulu éviter, en pleine campagne électorale, de conforter l'image désastreuse du joueur rond et souriant maquillant ses cartes face à un challenger, Edmund Stoiber, sec com-

me un coup de trique mais à la tête blanche comme neige. Toute l'affaire est certes ridicule, pensent les défenseurs de cette dernière thèse, mais elle sera vite oubliée. Voire, car ce même vendredi, *Bild*, grand quotidien populaire, affichait en bonne place une publicité pour un fortifiant du cuir chevelu. On y voyait un chancelier affublé d'une insolente tignasse rouge, avec une légende lapidaire : « T'énerve pas Gerhard, l'important c'est d'avoir gardé ses cheveux. »

La veille, *Stern* avait fait plus fort, en montrant en couverture un chancelier - oserions-nous dire à poil ? - la virilité recouverte d'une feuille de vigne rouge et vert, couleurs des partis politiques de la coalition. « La vérité nue », titrait le magazine en suggérant que le chancelier ne disposait plus désormais d'un quelconque artifice derrière lequel abriter la faillite de sa politique. Quant à l'agence ddp, condamnée, elle a décidé de faire appel du jugement.

Georges Marion

### SUPPLÉMENT

## L'Amérique honnie vue par « The NY Times »



NOTRE supplément hebdomadaire rapporte comment les populations des pays arabes boycottent de plus en plus les produits américains

### ANALYSE

## Faut-il rompre avec « l'esprit de 1968 » ?

L'HÉRITAGE présumé de mai 68 est devenu, pour la droite, la cause de tous les malheurs de la France. Oublions ce moment de folie aux conséquences désastreuses, clament les nouveaux défenseurs de l'autorité, et mettons fin aux dérives qu'il a rendues possibles. « Il faudra tourner le dos à toutes ces années où les valeurs ont perdu leur sens, où il n'y avait que des droits et jamais de devoir, où personne ne respectait plus personne, où il était interdit d'interdire », précisait Nicolas Sarkozy, deux semaines avant de recevoir le portefeuille de la sécurité intérieure (*Le Monde* du

24 avril). « Lionel Jospin est le dernier avatar politique de l'idéologie de mai 68 qui a sapé les valeurs du civisme, de la sécurité et du respect », a affirmé pendant la campagne présidentielle Claude Goasguen, député chiraquien de Démocratie libérale (*Le Figaro* du 14 mars). Réplique de Julien Dray, l'homme qui a contribué à l'aggiornamento du PS en matière de sécurité : « Pour le candidat Chirac parlant des problèmes de violence, il apparaît plus facile de s'en prendre à mai 68 plutôt qu'au triomphe de l'argent-roi et au chômage de masse » (*Le Monde* du 6 mars).

La révolte de 1968 a ainsi resurgi dans le débat public, à la veille de l'élection présidentielle, comme si le scrutin de 2002 avait pour fonction de reproduire celui de 1968, en terrassant l'anarchie et la « chienlit ». L'entrée au gouvernement de Luc Ferry semble apporter une consécration au rejet de mai 68, au nom du refus du « laxisme » et de la « permissivité » dont les acteurs du mouvement auraient été les propagandistes.

Thomas Ferenczi

Lire la suite page 21



LA RUBRIQUE ACCÉDÉ EST QU'EN L'ESPRIT DE LA SÉRIE, A CONSOMMER EN UN MOMENT.

Après le Parlement européen, c'est au tour de la Commission, présidée par Romano Prodi, de formuler ses propositions sur la **RÉFORME DES INSTITUTIONS** européennes et de leurs compétences. Dans une contri-

bution qui doit être transmise à la Convention sur l'avenir de l'Europe, les commissaires font plusieurs propositions radicales qui provoqueront **DÉBATS ET OPPOSITIONS** dans les capitales européennes. La Commission

revendique, en effet, la conduite de la politique étrangère des Quinze, estimant qu'il est grand temps que l'Europe assume ses responsabilités de **PUISSANCE MONDIALE**. Bouleversant au passage les règles de

majorité au Conseil européen, elle demande également à être le véritable **GOVERNEMENT ÉCONOMIQUE** de l'Union pour disposer de pouvoirs plus contraignants sur les politiques suivies par les Etats.

## La Commission veut devenir un vrai gouvernement de l'Europe

Dans une contribution qui sera soumise à la Convention chargée de proposer une réforme des institutions, les commissaires européens formulent des propositions radicales qui fâcheront plusieurs capitales. Ils revendiquent la conduite de la politique étrangère et économique des Quinze

### BRUXELLES

de notre bureau européen

La Commission européenne de Romano Prodi ambitionne de devenir le vrai gouvernement de l'Europe. Elle veut pour cela assumer la conduite de sa politique étrangère et économique. Tel est le sens d'une contribution qui est actuellement débattue par les vingt commissaires et qui doit être adoptée, mercredi 22 mai, par le collège européen.

Ce texte doit constituer l'apport de la Commission aux travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe, qui doit formuler d'ici à 2003 des propositions de réforme de l'Union. Suscitant une vive discussion interne, il risque d'être amendé. Ces propositions sont tellement ambitieuses que certains commissaires, à commencer par le Britannique Chris Patten, chargé des relations extérieures, craignent qu'elles ne provoquent un rejet de la part de plusieurs capitales.

Il s'agit de regrouper en un seul lieu les attributs d'une Europe-puis-

sance : la diplomatie, la conduite de la politique économique, l'aide au développement, dont la gestion a été largement transférée des Etats membres à la Commission, les négociations commerciales internationales et environnementales (protocole de Kyoto), lesquelles sont déjà menées par la Commission. L'idée est de rassembler en une seule fonction l'autorité politique du Conseil et les moyens matériels et financiers de la Commission.

Innovation décisive : la Commission veut avoir une « *capacité exclusive d'initiative politique et un rôle directeur dans la gestion des crises* ». Elle veut « *proscrire le recours au consensus et rendre possibles les décisions majoritaires* ».

### UNE OPINION FAVORABLE

Elle part du constat que l'Europe n'arrive pas à exercer sur la scène internationale une influence en rapport avec sa puissance économique. Elle estime être sur ce point en accord avec les aspirations des



populations européennes, comme le montrent les enquêtes d'opinion successives menées par Eurostat. Selon celles-ci, les critiques des citoyens portent sur l'intrusion de l'Europe dans leur vie de tous les jours (la chasse en France, etc.), mais les deux tiers d'entre eux veulent une politique étrangère commune. Ce souhait s'exprime aussi au sein de la Convention. Son président, Valéry Giscard d'Estaing, estime indispensable que la Convention « *aboutisse à une proposition concrète en faveur d'une politique extérieure commune* ».

Ce qui ne veut pas dire que l'ancien président soit en accord avec

la position de la Commission, au contraire : « *Le futur Javier Solana devra être membre du Conseil. Le futur président du Conseil des ministres de la zone euro aussi* », avait-il assuré dans un entretien au Monde (16 octobre 2001). Il se situe sur la même ligne que les dirigeants des grands pays, qui ne contestent pas que les Européens doivent agir et s'exprimer ensemble, mais veulent que les gouvernements de l'Union gardent la main.

« *Nous devons aller plus loin, assurer une meilleure coordination dans la conduite de la politique étrangère de l'Union, pour qu'elle parle d'une seule voix. C'est au haut représentant*

de l'exprimer », a souligné Jacques Chirac, le 7 mars, dans un discours consacré à l'Europe.

Le président français veut donner « *plus de leadership politique à l'Europe* », mais estime que ce rôle doit être exercé par le Conseil, qui devrait élire un « *président de l'Europe* ». Tony Blair épouse totalement ces vues, et vient de le rappeler par la voix de son ministre des affaires européennes, Peter Hain : Londres veut un « *puissant président de l'Europe* ».

### METTRE FIN À LA ROTATION

Le prétexte d'une telle évolution est de mettre fin à la rotation semestrielle des présidences de l'Union, qui, selon M. Chirac, « *ne sera pas viable dans une Europe élargie* ». Cette position franco-britannique revient à s'opposer à ce que la Commission devienne le « *gouvernement de l'Europe* ».

Après la monnaie, les « *grands* » pays de l'Union ne sont pas prêts à « *communautariser* » cet attribut de la souveraineté des Etats qu'est la politique étrangère. Dans cette répartition des rôles, la Commission passe sous silence le fait que le haut représentant est également en charge de la défense européenne, domaine que nul ne songe à communautariser. Le texte se borne à indiquer que des « *procédures internes* » devront régir les dispositions en matière de sécurité et de défense, sans préciser qui devra exercer cette compétence.

Il ne mentionne pas plus la manière dont serait gérée la force d'action rapide de 60 000 hommes que les

Européens s'efforcent de mettre en place. La Commission ne se prononce pas davantage sur la question de la représentation de l'Union au sein des grandes institutions internationales : elle ne dit mot, par exemple, du siège des puissances nucléaires que sont la France et le Royaume-Uni au Conseil de sécurité des Nations unies. Elle n'explique pas enfin l'articulation des pouvoirs du personnage clé que serait le futur représentant.

### Le haut représentant promu vice-président ?

Dans son souci de regrouper les attributs de la politique internationale, la Commission entend proposer à la Convention la fusion des fonctions du haut représentant de l'Union chargé de la politique extérieure et de sécurité, actuellement Javier Solana, avec celles du commissaire chargé des relations extérieures, actuellement Chris Patten. Devenant ainsi membre de la Commission avec le titre de vice-président, le haut représentant serait choisi d'un commun accord par le président de la Commission et le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, ce qui lui conférerait une double légitimité.

responsable de la politique extérieure avec ceux des autres commissaires.

Actuellement, les décisions sont prises sur la base du principe de « *un homme, une voix* ». « *Dans l'Union élargie, il y aura vingt-cinq commissaires. Que se passera-t-il si les trois Etats baltes, le Grec et le Maltais font passer une décision contre l'avis du Britannique et du Français ?* », s'interroge un haut fonctionnaire de la Commission.

Car si, officiellement, les commissaires recherchent l'intérêt général, dans les faits, ils expriment souvent celui de leurs pays respectifs. Avec l'élargissement à de nombreux petits pays, cette dérive risque de s'accroître, au détriment des plus grands pays, surtout si le système d'un commissaire par Etat est instauré.

La Commission n'a pas abordé ces sujets, par souci de ne pas déclencher une guerre de pouvoirs institutionnels. Elle avait le choix entre deux stratégies : présenter un texte consensuel et tardif, au risque de ne pas être écoutée ; sortir du bois avec un texte ambitieux, afin de devenir une référence dans le débat. A moins de faire marche arrière en début de semaine, elle a opté pour la seconde solution.

Arnaud Leparmentier  
et Laurent Zecchini

### M. Cohn-Bendit pour un « système fédéral »

Le député Vert européen Daniel Cohn-Bendit a mis en garde contre la « *menace* » qui pèse sur « *l'idée d'une unité politique européenne* », lors d'une conférence de presse en marge d'un congrès des députés Verts européens, vendredi 17 mai, à Berlin. Pour faire face à cette menace, « *nous pensons que la seule solution est un système fédéral. Non pas une Europe bureaucratique, mais de claires structures politiques* », a poursuivi le député franco-allemand, fustigeant « *l'incapacité des gouvernements à faire avancer l'Europe* ».

« *Les gouvernements ne doivent pas s'étonner de la flambée de l'extrême droite qui menace la promesse de l'unité politique* », a renchéri le député Johannes Voggenhuber, qui représente les Verts européens à la Convention pour l'avenir de l'Europe. — (AFP.)

### VERBATIM

## « L'intérêt général, et non des intérêts nationaux ou partisans »

VOICI des extraits des propositions que la Commission européenne compte présenter à la Convention sur l'avenir de l'Europe.

« Il faut trouver, pour la politique étrangère, l'efficacité acquise pour la conduite de la politique commerciale commune », écrit la Commission dans son projet. « Les progrès très substantiels accomplis depuis quelques années autour de l'action parfois décisive du haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune [essentiellement dans les Balkans et au Proche-Orient] doivent être consolidés. »

La Commission rappelle que l'une des caractéristiques de la méthode communautaire « *tient à la capacité exclusive d'initiative législative conférée à la Commission européenne. Cette manière de faire assure que les propositions représentent (...) l'intérêt général européen et non des intérêts nationaux ou partisans. En politique étrangère, l'unicité d'initiative est tout aussi impor-*

tante ». La Commission propose ainsi : *d'attribuer au haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune une capacité exclusive d'initiative politique et « un rôle directeur dans la gestion des crises » ; de fusionner les fonctions de haut représentant et de commissaire aux relations extérieures et de définir les conditions d'intégration du haut représentant à la Commission ; de donner à la politique étrangère les moyens nécessaires : budget, procédures adaptées, réseau de délégations extérieures ; de proscrire le retour au consensus et de rendre possible des décisions majoritaires ; d'assurer l'unicité de la représentation des intérêts collectifs, par le haut représentant.*

En matière économique, la Commission rappelle que « *le marché unique doit être préservé et que « la Cour de justice assure le contrôle ultime de l'ordre juridique intégré ». Elle estime que « l'Union élargie aura besoin de politiques communes fortes », qui doivent être « *renovées* » et « *décentralisées* ». Dans le processus de décision, « la*

majorité qualifiée doit devenir l'unique règle de procédure. Il n'est plus concevable, par exemple, que l'unanimité s'applique à la dimension fiscale et sociale du marché intérieur [ce qui fait que tout progrès est bloqué, notamment par le veto britannique].

Avec l'euro, « *une coordination plus exigeante s'impose pour que l'économie européenne soit correctement gouvernée* » (...) « *Pour accroître la cohérence et la crédibilité du système et prévenir les dérives nationales susceptibles de menacer l'ensemble de la zone euro, le rôle de la Commission devrait être renforcé.* »

Ainsi, les grandes orientations de politiques économiques ne seraient plus de simples recommandations mais auraient le statut de proposition : *pour s'en départir, les Etats devraient voter contre la Commission à l'unanimité. De même, fort des expé-*

riences récentes, où les ministres des finances ont refusé d'entériner les avertissements que la Commission voulait infliger à l'Allemagne et au Portugal à cause de la dérive de leurs finances publiques, la Commission veut pouvoir adresser « *directement* » des « *avertissements* » aux Etats concernés et « *faire des propositions dont le conseil ne pourrait s'écarter qu'à l'unanimité* ».

L'eurogroupe, instance informelle qui réunit les ministres des finances de la zone euro, devrait être doté d'« *une capacité de décision* ». Enfin, la Commission veut s'exprimer dans le monde au nom de la zone euro. « *Pour que l'Union européenne aborde les discussions monétaires et financières internationales avec cohérence, la zone euro gagnerait à être représentée par la Commission, en étroite concertation avec toutes les instances concernées.* »

## L'Amérique latine se dit déçue par les réticences des Quinze

Le sommet de Madrid n'a pas permis d'accélérer l'ouverture des marchés européens

### MADRID

de nos envoyées spéciales

En dépit d'un contexte très peu favorable, marqué notamment par la crise argentine, tous les dirigeants européens et latino-américains réunis vendredi 17 mai à Madrid ont exprimé leur attachement au processus de rapprochement entre leurs deux régions et leur désir de lui donner une nouvelle impulsion.

Ils l'ont fait en des termes différents, plusieurs dirigeants sud-américains ne cachant pas leur déception à propos de ce qu'ils considèrent comme l'enjeu majeur de ce rapprochement : l'ouverture des marchés européens à leurs produits.

Le Chili sur ce point tire bien son épingle du jeu. Le sommet de Madrid a été l'occasion, pour son président, Ricardo Lagos, de signer solennellement un accord de libre-échange, analogue à celui conclu il y a quelques années entre l'Union européenne (UE) et le Mexique. Mais tous les autres pays déplorent les lenteurs ou les réticences euro-

péennes. Le Commissaire européen pour le commerce, Pascal Lamy, a expliqué, vendredi, que, dans le cas du Chili, « *Singapour de l'Amérique latine* », la négociation était beaucoup plus facile qu'avec les autres pays comme ceux, par exemple, du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay). « *Personne n'a jamais pensé que ce serait aussi facile, mais tout le monde y croit, du côté de l'Europe, comme du côté du Mercosur : on continue* », a-t-il dit.

### UNE OPTION « OUVERTE »

Les difficultés tiennent à l'instabilité politique ou économique de plusieurs pays latino-américains et au protectionnisme de certains Etats européens, la France en particulier, dans le domaine des produits agricoles. Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, a mis en garde ses partenaires européens : « *Nous devons veiller, a-t-il dit, à ne pas compromettre par une attitude trop rigide sur les questions agricoles nos intérêts industriels. Pour certains pays, le secteur agricole reste un sujet émotif.* »

L'Union européenne n'a pas cédé au souhait des pays du Mercosur de fixer l'année 2005 comme date limite pour la conclusion d'un accord de libre-échange. Le chef du gouvernement espagnol, José María Aznar, qui préside actuellement l'Union européenne, a néanmoins annoncé qu'un nouveau cycle de négociations commerciales commencerait en juillet à Brasilia. Le sommet de Madrid, résumait Pascal Lamy, témoigne que « *l'option européenne* », autrement dit l'alternative à l'influence exclusive des Etats-Unis, « *reste ouverte pour tous les pays d'Amérique latine* ».

Les discussions sur le Mercosur ont été par ailleurs essentiellement consacrées à la crise argentine, qui, en Espagne seulement, a eu pour conséquence un manque à gagner de 8 000 millions d'euros en 2001 pour les grandes entreprises. Venu plaider sa cause et tenter d'obtenir que les investisseurs européens n'abandonnent pas son pays, le président argentin, Eduardo Duhalde, a assuré en conférence de presse qu'Emilio Botin, le patron de l'une

des plus grandes banques espagnoles, le SCH (Santander Central Hispano), lui avait affirmé qu'« *il resterait dans le pays* ». Le SCH et l'autre grand groupe bancaire espagnol, le BBVA (Banco Bilbao Viscaya Argentina), n'avaient pas caché il y a quelques semaines qu'ils refusaient d'« *investir davantage tant que le plan économique du président argentin ne donnerait pas des preuves de sérieux et de stabilité* », ce qui avait été interprété comme le signal d'un possible repli.

M. Duhalde qui, dans le document final du sommet, a reçu un fort appui de l'UE, n'a en revanche pas pu éviter la « *leçon de conduite* » que lui a infligée publiquement le président José María Aznar. « *Il est absolument nécessaire que l'Argentine parvienne à un accord avec le FMI (Fonds monétaire international) dont dépend son avenir, à notamment déclaré M. Aznar. Le gouvernement argentin doit prendre pour cela des décisions difficiles et même douloureuses.* »

Marie-Claude Decamps  
et Claire Tréan

**“2 villes européennes pour le prix d'une !”**

**“Faites de votre escale une escapade...”**

KLM, les Affaires du Ciel, à partir de 200 € TTC\*

www.klm.fr

Madrid, Copenhague, Oslo, Helsinki, Prague... Visitez l'une de nos 17 destinations européennes en promotion à partir de 200 € TTC, et bénéficiez d'une escapade gratuite à Amsterdam pour le même prix ! Départs de Paris, Lyon, Nice et Toulouse. \*Prix du vol aller-retour TTC, en vente jusqu'au 15 juin 2002, pour des départs effectués jusqu'au 15 juillet 2002. Offre soumise à conditions.

Pour réserver vos vols, contactez-nous ou renseignez-vous auprès de votre agence de voyages. Et profitez des promotions sur nos tarifs négociés : -10% sur des hôtels 3 à 4 étoiles au 0 810 556 556 -15% sur les locations de voiture au 0 825 352 352 avec Europcar (mentionner offre 45690390)

The Reliable Airline KLM Royal Dutch Airlines

## Des dirigeants libéraux allemands sont accusés d'antisémitisme

Leurs critiques d'Israël et du « lobby sioniste » déclenchent une tempête

BERLIN

de notre correspondant

L'incident n'était pas clos. Quelques jours à peine après avoir, en congrès, réaffirmé son soutien à Israël et son opposition à toute forme d'antisémitisme, le Parti libéral allemand (FDP) est à nouveau dans la tempête. Son président, Guido Westerwelle, est accusé de complaisance à l'égard d'un adhérent douteux, et son vice-président, Jürgen Möllemann, est menacé d'une plainte des Verts pour avoir tenu des propos peu amènes contre le vice-président du Conseil central des juifs, Michel Friedman.

Le nouveau militant libéral par qui le scandale est arrivé se nomme Djamel Karsli. Allemand d'origine syrienne, il a commencé sa carrière politique en se faisant élire, en 1995, député Vert au Parlement régional (Landtag) de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. En désaccord avec la position des Verts sur le Moyen-Orient, il s'est récemment laissé recruter par Jürgen Möllemann, par ailleurs président de l'Association germano-arabe.

Djamel Karsli n'aime ni ce qu'il appelle le « lobby sioniste » ni Israël, qu'il accuse d'utiliser des « méthodes nazies » pour combattre les Palestiniens. Il n'aime pas non plus le contrôle que les Juifs exerceraient sur « la plus grande partie de la presse mondiale ». Reprenant l'un des clichés les plus répandus entre Damas, Ryad et Le Caire, Djamel Karsli, qui s'exprimait pour l'occasion dans une feuille d'extrême droite proche des thèses révisionnistes, a estimé que, grâce à leurs médias, les juifs étaient en mesure « de faire céder n'importe quelle personnalité importante ».

Dans un journal plus respectable, Jürgen Möllemann avait quant à lui estimé que les Palestiniens avaient le droit d'utiliser « la violence pour se protéger (...), y compris dans le pays agresseur », laissant ainsi entendre qu'il soutenait les attentats-suicides en Israël.

Ces propos ont fait scandale en Allemagne et encore plus au sein du FDP, dont l'un des présidents d'honneur, le très respecté comte Otto von Lambdorff, a estimé qu'un homme qui, tel Djamel Karsli, « emploie le langage des nazis », n'avait rien à faire au FDP. L'une des « papes » du parti, Hildegard Hamm-Brücher, a quant à elle menacé de démissionner.

Jeudi, la direction du FDP rencontrait les représentants du Conseil central des Juifs d'Allemagne. Officiellement la réunion de deux heures a permis de « balayer les malentendus ». Mais tout le monde sent bien que ce n'est pas encore ça et que le FDP, qui fait flèche de tout bois pour faire le meilleur score possible lors des prochaines élections, n'a sans doute pas dérapé par surprise.

### Pour beaucoup, juifs ou non, ces propos annoncent un tournant dans la politique de leur pays

Pour beaucoup d'Allemands, juifs ou non, les propos peu nuancés de Jürgen Möllemann et de son ami Djamel Karsli annoncent ce qu'ils craignent être l'amorce d'un tournant dans la politique de leur pays. Jusque-là, l'histoire avait interdit aux sentiments antisémites de s'exprimer publiquement et à l'Allemagne de porter à l'égard d'Israël la moindre critique. Plusieurs petits signes indiquent que les choses changent.

Le mois dernier, deux juifs orthodoxes ont ainsi été agressés en plein centre de Berlin. Quelque temps plus tard, c'était au tour de deux femmes, dont l'une portait une étoile de David autour du cou, d'être frappées dans le métro par des individus « d'apparence arabe », comme dit la police. Au même moment, un cortège de soutien aux Palestiniens réunissait dans le centre de la ville 11 000 personnes, nombre jamais atteint dans une manifestation de ce type. La presse a publié à cette occasion la photo d'un père palestinien portant sur ses épaules sa fille de six ans, la taille ceinturée de bâtons de dynamite factices et le front ceint du bandeau des martyrs.

Au-delà du scandale ponctuel, l'Allemagne demeure travaillée par la volonté d'être désormais un pays comme les autres, avec les mêmes responsabilités et les mêmes devoirs que ses alliés européens, mais aussi sans sujet tabou. Gerhard Schröder et sa volonté, maintes fois exprimée, de normalité et d'intervention sur la scène inter-

nationale, symbolise parfaitement cette ambition à laquelle, bien malgré lui, certains courants n'ont pas tardé à s'arrimer, libérant une parole aux résonances inexprimées depuis longtemps.

La critique « unilatérale » et nouvelle de la politique d'Israël, affirmant ainsi les dirigeants de la communauté juive, couvre parfois les discours antisémites. Une thèse identique a été défendue par le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, qui, dans une contribution publiée par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, s'est récemment ému des tendances exprimées par Jürgen Möllemann et les siens. « Il semble que quelque chose soit en train de changer en Allemagne, et personne mieux que les Juifs allemands ne le sent plus directement », y regretait le ministre pour lequel la relation à Israël doit rester l'une des pierres de touche de la politique extérieure de son pays. « Les Juifs d'Allemagne se sentent seuls (devant les critiques adressées à Israël) encore une fois seuls, et cela ne doit pas être. Pas en Allemagne », concluait M. Fischer.

Georges Marion

## Les députés britanniques autorisent l'adoption par des couples homosexuels

L'amendement voté par la Chambre des communes, avec l'appui de Tony Blair, devra affronter l'hostilité des Lords

LONDRES

de notre correspondant

Le père de Tony Blair, Leo, enfant illégitime, fut confié très jeune par ses parents – un couple d'acteurs itinérants – à une famille d'accueil de Glasgow qui l'adopta et lui donna son nom. Cet épisode paternel explique sans doute un peu pourquoi – même s'il s'en défend – le premier ministre britannique s'est engagé à fond en faveur d'un projet de loi qui autorise les couples homosexuels à adopter un enfant. Il s'agit d'abord, dans son esprit, de tout faire pour régulariser et stabiliser la situation juridique et affective des dizaines de milliers d'enfants britanniques en quête d'une famille adoptive.

A une large majorité – 288 « oui », dont la voix de Tony Blair, contre 133 « non » –, les députés ont approuvé, jeudi 16 mai, un amendement qui permettra aux couples non mariés et homosexuels d'adopter un ou plusieurs enfants. Le gouvernement avait permis aux élus travaillistes de se prononcer « en conscience ». L'opposition conservatrice, hostile au projet, avait imposé une discipline de vote que quatre députés tories ont récu-

sée en adoptant le nouveau texte. Le projet sera ensuite soumis à la Chambre des lords, qui lui est, pour l'instant, nettement défavorable.

Actuellement, seuls les couples mariés et les célibataires peuvent adopter un enfant. Au cours du débat aux Communes, les orateurs des trois grands partis ont aligné les arguments – juridiques, éthiques et sociaux – habituellement invoqués pour ou contre une décision qu'un seul pays européen a prise jusqu'à maintenant : les Pays-Bas, en avril 2001. En l'état actuel de la loi, un enfant adopté par un couple non marié hétérosexuel ou par une personne homosexuelle n'a qu'un parent légal, ce qui entraîne des complications juridiques – en matière d'héritage, de retraite, voire de nationalité – ou aggrave les drames lorsque ce parent meurt.

MAUVAISE RÉPUTATION

Dans l'intérêt des enfants, assurent les partisans du texte, il faut en finir avec ces situations absurdes et pénibles. Certes, rétorquent leurs adversaires, mais les couples homosexuels sont six fois plus instables que les autres. Les enfants ont besoin de grandir entre deux

« modèles », l'un masculin, l'autre féminin. Cette loi, assurent-ils, que désapprouve la grande majorité des Britanniques, ne vise qu'à accroître les droits des « gays » et des lesbiennes au détriment des enfants. *Last but not least*, elle ne favorisera guère l'adoption, 0,2 % seulement des ménages étant homosexuels.

Là est le cœur du problème : l'adoption a très mauvaise réputation en Grande-Bretagne, en partie parce qu'elle évoque de pénibles souvenirs – notamment l'enlèvement, dans les années 1950, d'une génération d'enfants embarqués vers l'Australie loin de leurs mères célibataires. « Aujourd'hui, écrit Alice Thomson, éditorialiste du *Daily Telegraph*, peu importe que vous soyez gay, hétéro, fumeur, bouddhiste, maigre, gros, marié, noire ou blonde, il vous est pratiquement impossible d'adopter un enfant. » Les services sociaux ont en charge 58 000 enfants, dont moins de 5 % sont adoptés chaque année. 5 000 attendent une famille d'accueil. La grande majorité d'entre eux n'auront pas la « chance » de Leo Blair.

Jean-Pierre Langellier

# IWC. Fournisseur officiel des hommes.

WIRZ

## Le sort des « treize Palestiniens » n'est toujours pas tranché

BRUXELLES

de notre bureau européen

Les ambassadeurs des quinze Etats membres de l'Union européenne se sont retrouvés, vendredi 17 mai, pour la troisième journée consécutive afin de régler l'affaire des treize Palestiniens provisoirement accueillis par Chypre après la levée du siège de l'église de la Nativité à Bethléem par l'armée israélienne. Sans succès. Un compromis a été dégagé sur le futur statut juridique des Palestiniens, mais la question de leur répartition continue de poser problème. Le Coreper (Comité de représentants permanents des Etats) avait été chargé lundi par les ministres des affaires étrangères des Quinze de trouver une solution « dans les tout prochains jours ».

Dès lundi, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Irlande et la Belgique s'étaient déclarés prêts à en accueillir certains. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ne sont pas candidates à l'accueil. De source britannique, on explique que Londres a déjà « beaucoup donné » dans cette affaire, que ce sont des diplomates britanniques qui ont facilité les négociations de Tel-Aviv pour régler le problème des « treize » et que c'est un avion de la RAF qui les a transportés d'Israël à Chypre.

Du côté allemand on fait valoir que Berlin n'est pas « volontaire » et qu'on ne lui a « rien demandé ». La France, à qui « on » n'a « rien demandé » non plus, estime que, « dans les circonstances actuelles », elle « ne souhaite pas se mettre en avant sur ce dossier ». L'explication la plus claire a été fournie vendredi à Madrid, en marge du sommet de l'Union européenne et de l'Améri-

que latine, par le président du conseil italien, Silvio Berlusconi : l'attitude de Berlin et Paris tient au fait que tous deux « sont en pleine campagne électorale ».

Du côté des « petits pays », le Danemark, par exemple, fait valoir que les règles nationales « sont très strictes » pour accorder un visa à quelqu'un « ayant déjà bénéficié d'un accueil dans un pays tiers », Chypre. Chez les pays candidats, la Belgique veut des informations sur « le » Palestinien qu'elle accueillerait et le Portugal hébergera « son » Palestinien, dès lors que les « treize » ne sont pas « poursuivis par les autorités palestiniennes » et ne figurent pas sur la « liste terroriste » de l'UE.

PAS DE VISAS SCHENGEN

Arithmétiquement, le compte n'y est pas : l'Espagne et l'Italie seraient prêtes à accueillir deux, peut-être trois, Palestiniens chacune, mais les quatre autres pays vraisemblablement un seul. Si un accord était trouvé sur le reste, certains pays pourraient faire un effort. Il est toutefois hors de question de permettre aux « bannis » de se déplacer dans l'espace Schengen, qui couvre douze Etats européens. Les textes permettent en effet de s'affranchir des conditions requises pour obtenir un visa Schengen « (...) pour des motifs humanitaires ou d'intérêt national ou en raison d'obligations internationales. En ce cas, l'admission sera limitée au territoire de la partie contractante concernée ». Un visa à validité territoriale limitée devrait pouvoir être accordé aux intéressés.

Laurent Zecchini

Au service du sexe fort: nous proposons aux hommes la nouvelle Grande Montre d'Aviateur avec un boîtier de 46,2 mm de diamètre et un poids total de 150 grammes. Mouvement mécanique avec remontoir automatique Pellaton et réserve de marche de sept jours. Réf. 5002 en acier surfin, Euro 10 500.- (prix conseillé). Existe aussi en platine, en série limitée à 500 exemplaires.

# IWC

Depuis 1868.  
Et tant qu'il y aura des hommes.



IWC International Watch Co. Ltd, Schaffhouse, Suisse.

Notre catalogue général vous sera envoyé gratuitement sur simple demande à IWC, 261, Boulevard Raspail, 75014 Paris. 01 42 18 59 09. Suisse: +41 52 635 65 65. www.iwc.ch.

# Cuba rêve d'ouverture et survit par la débrouille

Aides financières des émigrés, carnet de rationnement, règle du billet vert : les Cubains compensent par le système D la ruine de l'économie de l'île et voient une lueur d'espoir en la visite de Jimmy Carter

## LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Juan Campillo est un *marileto*, l'un de ces 125 000 Cubains qui ont fui l'île lors du gigantesque exode

### REPORTAGE

**Tous les mois, Juan envoie au moins 100 dollars à ses parents restés sur l'île**

maritime de 1980, compromettant les chances de réélection du président américain de l'époque, Jimmy Carter. Invité par Fidel Castro vingt-deux ans plus tard, Jimmy Carter rencontre les dissidents et prêche dans les médias officiels la normalisation entre les deux pays et l'ouverture démocratique dans l'île, tandis que Juan Campillo est attablé dans une cafétéria de la Plaza Carlos III, au centre de La Havane.

Ce centre commercial est le temple d'une embryonnaire société de consommation. Vêtements, articles sportifs, parfums, chaînes hi-fi bas de gamme : on y trouve, à condition de disposer de dollars, tout ce dont rêve le Cubain moyen.

« Je fais vivre ma famille aux Etats-Unis, j'y paye mes impôts et j'entretiens ma famille à Cuba », comptabilise Juan Campillo, qui, après avoir échoué sur les côtes de Floride, a travaillé un temps dans le métro new-yorkais avant de créer une prospère entreprise en Californie, JC Iron Works. Tous les mois, il envoie au moins 100 dollars à ses parents restés sur l'île et vient une fois par an chargé de cadeaux.

Ce sont les *remesas*, ces transferts de fonds de la communauté exilée cubano-américaine, qui permettent

à Cuba de survivre péniblement et animent les boutiques de la plaza Carlos-III. Evalués à plus de 800 millions de dollars par an, ces transferts constituent avec le tourisme la principale source de devises. « Je suis favorable à ce qu'on supprime l'embargo américain contre Cuba, mais à une condition : que le gouvernement cubain autorise les Cubano-Américains à investir dans l'île. Pourquoi les Espagnols, les Français ou les Mexicains peuvent-ils investir et pas nous », s'insurge Juan Campillo, qui arbore une grosse chaîne dorée et une casquette de base-ball.

Comme la grande majorité des Cubains, sa nièce préfère esquiver les questions trop directes. Elle lui

laisse le soin d'énumérer les difficultés de la vie quotidienne : l'alimentation insuffisante et de plus en plus chère, les moyens de transport bondés et erratiques, l'impossibilité d'entretenir son logement, le manque d'eau et d'hygiène. « J'ai un enfant handicapé et j'ai demandé une ligne de téléphone il y a plusieurs mois. On m'a répondu qu'il n'y en avait pas. Mais si on arrive avec des dollars, on obtient une ligne immédiatement », finit-elle par lâcher.

Lorsqu'on interroge les passants au hasard des rues de La Havane, ou l'interviewé donne son identité et l'on a droit au discours convenu reprenant la ligne officielle sur la nécessité de lever l'embargo, cause

de tous les maux de l'île. Ou, sous couvert de l'anonymat et en s'assurant de n'être pas écouté par des oreilles indiscretes, certains acceptent de se confier. Des signes d'une peur et d'un double langage qui n'ont pas disparu.

### DIX JOURS PAR MOIS

En bordure de la ville coloniale, le Parque central est un lieu de rencontre où les badauds, chômeurs ou sous-employés, commentent avec passion les derniers matchs de base-ball. A l'écart, sur un banc écrasé de chaleur, « José » raconte sa lutte quotidienne. Ouvrier de la construction, il gagne 250 pesos, moins de 10 dollars, par mois.

« Comment veux-tu que je mange avec ça alors que la bouteille d'huile de friture coûte 2 dollars ? », interroge-t-il.

De l'avis général, la *libreta*, le carnet de rationnement, permet tout juste de manger, mal, une dizaine de jours par mois. Après, il faut compléter aux marchés de producteurs, où les fruits, les légumes et la viande de porc sont vendus en pesos cubains, ou dans les *shopping*, où les aliments sont vendus au prix fort et en billets verts. Même les œufs se vendent en devises, à 11 centimes de dollar l'unité.

« Tous les jours, les prix augmentent. Les gens ont en marre de la politique. Ils ne s'intéressent qu'à leur survie quotidienne. Le problème est que si on essaie de se débrouiller pour améliorer l'ordinaire on risque de se retrouver en prison. Les prisons sont pleines de jeunes qui n'ont rien fait de grave, seulement inventé un petit négoce pour tenter de s'en sortir », affirme « José ».

Comme tous les Cubains, il se félicite de la visite de Jimmy Carter. « Bush et Fidel devraient aussi oublier un peu la politique et établir de bonnes relations économiques », suggère-t-il. Il préfère ne pas commenter le projet Varela, la campagne de signatures lancée par la dissidence pour obtenir des changements par la voie du référendum.

La plupart des Cubains ignoraient tout de cette initiative avant le discours prononcé par Jimmy Carter, mardi, à l'université de La Havane et retransmis en direct par la radio et la télévision. Ils ont été encore plus surpris de voir, le 16 mai, la publication in extenso des propos de l'ancien président américain dans *Granma* et *Juventud Rebelde*, les quotidiens du Parti et de la Jeunesse communistes.

## M. Bush tente de désamorcer la polémique sur les attentats

LE PRÉSIDENT George W. Bush s'est exprimé, vendredi 17 mai, au sujet des révélations selon lesquelles il avait été informé le 6 août 2001, soit un mois avant le 11 septembre, d'une menace de détournement d'avions par l'organisation terroriste d'Oussama Ben Laden. « Si j'avais su que l'ennemi allait utiliser des avions pour tuer, ce matin fatidique [du 11 septembre], j'aurais fait tout ce qui est en mon pouvoir pour protéger le peuple américain », a-t-il déclaré lors d'une intervention à la Maison Blanche. Il a également regretté la mauvaise habitude prise à Washington par le microcosme politique d'avoir des « soupçons sur tout ».

La synthèse des services de renseignement transmise à M. Bush le 6 août n'en finit pas de déclencher un flot d'interrogations et de critiques. « Nous avons besoin de savoir ce que savait la Maison Blanche, quand elle l'a su et ce qu'elle a fait et, aussi, pourquoi tout cela ressort maintenant seulement », a déclaré le leader démocrate de la Chambre des représentants, Richard Gephardt, interrogé par CBS. Venant alimenter la polémique, l'administration Bush a confirmé qu'elle avait mis les touches finales à un projet pour démanteler le réseau Al-Qaïda et créer un service pour la sécurité intérieure des Etats-Unis. Selon Ari Fleischer, porte-parole de la Maison Blanche, ce plan avait été préparé durant l'année 2001, approuvé à l'échelon ministériel le 4 septembre et finalisé le 10 septembre, mais il n'avait pas encore été soumis au président Bush au moment des attentats.

### « JOUER AVEC L'ÉMOTION »

En tournée officielle en Europe, la première dame des Etats-Unis, Laura Bush, a volé au secours de son mari. M<sup>me</sup> Bush, qui se trouve actuellement en Hongrie, a affirmé qu'il était « consternant de voir des gens jouer avec l'émotion des familles de victimes et l'émotion de tous les Américains » et de faire croire « qu'il y avait quelque chose à faire pour empêcher [les attentats] alors que ce n'est pas le cas ». « Je connais mon mari et tous les Américains savent comment il a agi en Afghanistan et dans la guerre contre la terreur », a poursuivi M<sup>me</sup> Bush.

Cherchant également à reprendre l'initiative, le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a souligné, vendredi, sur la chaîne américaine NBC, la difficulté de prévoir des attentats. Les terroristes peuvent frapper « à n'importe quel moment, en n'importe quel endroit, en utilisant n'importe quelle technique, et il n'est pas physiquement possible d'être en mesure de défendre partout à la fois, à tout moment du jour et de la nuit », a-t-il déclaré.

L'information selon laquelle un rapport américain, émanant de chercheurs de la Bibliothèque du Congrès, datant de 1999, et qui alertait sur les risques de voir des terroristes faire s'écraser des avions sur des immeubles comme le Pentagone ou la CIA, a également créé un certain trouble dans la classe politique. « Des membres du bataillon de martyrs du réseau Al-Qaïda pourraient perpétrer un attentat-suicide en faisant s'écraser un avion, rempli d'explosifs puissants, sur le Pentagone, le quartier-général de la CIA (services secrets américains) ou la Maison Blanche », avertissait ce rapport intitulé « Sociologie et psychologie du terrorisme ». Interrogé sur le rapport vendredi, Ari Fleischer a indiqué qu'il « n'avait pas été porté à notre attention lorsque nous avons pris nos fonctions le 20 janvier ». — (AFP, AP, et Reuters.)

## Jimmy Carter, ou comment changer « quarante-trois ans d'incompréhension et d'inimitié »

### LA HAVANE

de notre envoyé spécial

En homme qui connaît la force des symboles, Fidel Castro n'a évidemment pas choisi par hasard de revêtir son uniforme militaire vendredi 17 mai pour faire ses adieux à Jimmy Carter, après l'avoir accompagné durant cinq jours en habits civils : pour beaucoup de Cubains, la parenthèse, inédite dans les médias officiels, de liberté d'expression et de critique du régime communiste à parti unique se refermait avec le départ de l'ancien président américain.

« Je n'ai vu aucune évidence d'un changement de la politique du gouvernement cubain. La seule chose que j'ai observée a été la possibilité sans précédent qu'a eue le peuple cubain d'entendre sans censure les opinions d'un ancien président américain », a souligné Jimmy Carter peu avant de s'envoler pour les Etats-Unis.

Lors de plusieurs entretiens avec Fidel Castro, il a évoqué le projet Varela, cette initiative d'un groupe de dissidents visant à introduire des réformes par la voie référendaire. « Je crois que le gouvernement cubain n'a pas encore pris de décision à ce sujet », a-t-il dit avant de souhaiter que ce projet fasse l'objet d'un débat ouvert à l'Assemblée nationale.

Dès son retour, Jimmy Carter va faxer à la Maison

Blanche un rapport détaillé de son voyage, exposant notamment les souhaits de la dissidence, dont il a rencontré trente des principaux leaders. « J'espère que mon voyage contribuera à améliorer les relations entre les Etats-Unis et Cuba, tout en sachant qu'une brève visite ne suffit pas à changer 43 ans d'incompréhension et d'inimitié », a-t-il déclaré. Mettant en garde l'administration Bush contre un projet à l'étude à Washington, il a souligné que les dissidents ne souhaitaient pas recevoir d'aide financière du gouvernement américain, « une mesure contreproductive qui risquerait de mettre gravement en cause leur intégrité ».

« J'espère avoir transmis au peuple cubain le désir de la majorité des Américains, tant des citoyens que des membres du Congrès, de changer la politique américaine vis-à-vis de Cuba et d'établir des relations amicales avec le peuple cubain », a-t-il ajouté, en se prononçant en faveur d'échanges universitaires « massifs » entre les deux pays et d'une coopération dans la lutte contre le bioterrorisme. Quant à l'embargo américain contre l'île communiste, il a précisé qu'il en souhaitait la levée, car il s'agit, selon lui, « d'une atteinte aux libertés des entreprises et des citoyens américains, qui devraient avoir le droit de voyager et de commercer où ils le souhaitent ».

J.-M. Ca.

Jean-Michel Caroit

## Au Mali, la filière coton est menacée par le protectionnisme des pays riches

La chute des cours et les subventions des pays développés aux producteurs remettent en cause la libéralisation de ce secteur

### BAMAKO

de notre envoyée spéciale

Protectionnisme au Nord, libéralisme au Sud : la contradiction est manifeste entre les politiques appliquées dans le secteur du coton. Le Mali, deuxième producteur en Afrique après l'Égypte, est au cœur de cette situation déséquilibrée.

D'un côté, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, la Chine et l'Union européenne subventionnent leurs producteurs d'or blanc. Cela contribue largement à la chute des cours mondiaux du coton enregistrée depuis quelques années et met à mal l'économie malienne, fortement dépendante de cette culture. De l'autre, la Banque mondiale fait pression sur les autorités maliennes pour qu'elles libéralisent la filière coton, intégralement gérée par la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT).

Dans le passé, la CMDT, où l'Etat malien est actionnaire majoritaire à 60 % et où la Compagnie française pour le développement des textiles, rebaptisée Dagrès, détient le reste du capital, a été, il est vrai, « mal gérée », comme l'a révélé un audit en 2000. Elle accusait un lourd déficit, résultant de pratiques peu orthodoxes. Mais depuis, sa situation financière a été redressée. Mainte-

nant, la société doit se préparer à ouvrir certains secteurs à des capitaux privés ainsi qu'à abandonner les missions de service public qu'elle remplit, telles que l'alimentation en eau ou l'ouverture et l'entretien des pistes pour le transport du coton. Un calendrier de réformes structurelles a été arrêté par le gouvernement et la Banque mondiale.

Mais ces mesures tardent à être mises en œuvre. Car externaliser tous les secteurs visés est une entreprise hasardeuse, comme l'ont montré l'exemple du Bénin et celui de la Côte d'Ivoire. Et cette réforme se heurte à des résistances. « Il faut garder l'ossature de la CMDT avec toute la filière, du champ jusqu'à la commercialisation », estime ainsi Soumaïla Cissé, l'un des deux candidats qualifiés pour le second tour de l'élection présidentielle, dimanche 12 mai.

Cet ancien cadre de la CMDT, qui fut ensuite ministre des finances puis de l'équipement, juge en effet impératif de « continuer à faire de la CMDT une société de développement, et pas simplement une société industrielle ». « Si on casse la chaîne, dit-il, les comptes seront peut-être plus équilibrés, mais on enregistrera un recul pour ce qui est du développement humain. »



Le Mali, qui ne transforme que 1 % de sa production de coton, est un des pays les plus pauvres de la planète. Il est classé 153<sup>e</sup> sur 162 par le PNUD, selon l'indicateur de développement humain. Cela étant, les modalités de la libéralisation de la filière coton, fixée à l'horizon 2005,

restent à définir. Dans l'immédiat, la CMDT attend les résultats d'une étude qui serviront de base de discussion pour le prochain gouvernement. Parallèlement, la société élabore un plan définissant les grands axes de sa restructuration à moyen terme. Et si le général Amadou Toumani Touré, avant de remporter l'élection présidentielle, a stigmatisé « la mauvaise gestion » de la CMDT, il s'est aussi montré prudent en notant la nécessité de « faire un diagnostic approfondi » sur la plus grande entreprise du pays.

Depuis la chute des cours du coton, les autorités maliennes naviguent à vue. Au début de chaque campagne, elles doivent faire un arbitrage délicat pour déterminer le prix d'achat au producteur. Après l'effondrement des cours en 1999, elles avaient fortement baissé le prix du coton brut, qu'elles avaient fixé à 150 francs CFA le kilo (0,23 euro). Un niveau jugé trop bas par les producteurs, qui avaient réduit les surfa-


ces mises en culture. Résultat, la production avait chuté de moitié pour la campagne 2000-2001. Soucieux de rétablir un climat de confiance, le gouvernement a ensuite relevé le prix à 200 francs CFA et une production record de 592 000 tonnes de coton brut a été enregistrée pour la campagne 2001-2002. Seulement cela a coûté à l'Etat 10 milliards de francs CFA (15,24 millions d'euros). La même situation va se reproduire pour la campagne qui débute ce mois-ci. Malgré la baisse de 10 % du prix d'achat, l'Etat devra encore injecter 10 milliards de francs CFA pour financer la différence avec le prix d'équilibre et lutter ainsi contre la pauvreté, en préservant les revenus des producteurs.

### ÉPONGER LES DÉFICITS

Les partenaires au développement (FMI et Union européenne) seront certes sollicités pour remettre à flot les finances publiques. Mais épongeront-ils de nouveau ce déficit ? La situation est d'autant plus fragile que plane maintenant la menace d'un accroissement des subventions agricoles aux Etats-Unis, le premier producteur au monde de fibre de coton. « Pour-tant, remarque un observateur européen à Bamako, le Mali et les autres producteurs d'Afrique de l'Ouest ont les coûts de production les plus bas au monde. »

« Le problème, ajoute-t-il, n'est pas de gagner en productivité, mais de réorganiser le marché mondial du coton et de faire en sorte que les règles de la concurrence entre pays du Nord et pays du Sud ne soient pas faussées à ce point-là. » Seulement les espoirs en la matière semblent très ténus. Bakary Traoré, le PDG de la CMDT, se montre fataliste. « On verra jusqu'où les Etats-Unis vont aller, mais, dit-il, si l'objectif est de ruiner la production de coton en Afrique de l'Ouest, on arrêtera et on fera autre chose. » Cela étant, le patron de la CMDT n'exclut pas la possibilité d'introduire une plainte auprès de l'OMC, sans pour autant se faire d'illusions. « On est le maillon faible de la chaîne », constate-t-il.

Brigitte Breuillac



**MEDECINE - PHARMACIE**  
Prépa. annuelle aux concours de 1ère année

**PARAMÉDICAL**  
**CARRIÈRES SOCIALES**  
Prépa. annuelle aux concours

**DROIT - SCIENCES PO.**  
Prépa. annuelle et d'été aux concours

**BTS OPTICIEN LUNETIER**  
Prépa. à l'examen national

**PROFESSEUR DES ECOLES**  
Prépa. au concours du CRPE

Direction : Docteur JF PONCET

Etablissement d'enseignement supérieur privé déclaré auprès des Recorats régi par la loi du 12 juillet 1875.

COURS GALIEN - Site internet : [www.cours-galien.fr](http://www.cours-galien.fr)  
Paris : 92 rue de Rennes 75006 Tél. 01 53 63 00 22  
Lyon : 10 rue Antoine Lumière 69008 Tél. 04 78 00 06 20  
Dijon : 32 rue Chabot Charmy 21000 Tél. 03 80 66 26 00  
St Etienne : 31 rue du 11 novembre 42100 Tél. 04 77 43 95 00  
Montpellier : Pitot Bât. E - Place Mirouze 34000 Tél. 04 67 61 95 42  
Grenoble : 18 rue Aimon de Chissé 38000 Tél. 04 76 03 15 99  
Clit Ferrand : 4 avenue Marx Dormoy 63000 Tél. 04 73 29 32 32  
Strasbourg : Ouverture mi juin 2002 - Tél. 04 78 00 06 20

**INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS**

*L'atout indispensable pour une carrière internationale*

**MBA**

SCIENCES PO

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme accrédité AMBA.

Réunion d'information le jeudi 30 mai 2002 à 18h30 dans nos locaux  
Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa

174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 44 87 43 - Fax : 01 45 44 88 92  
Website : <http://mba.sciences-po.fr> - E-Mail : [mba@sciences-po.fr](mailto:mba@sciences-po.fr)

**NEUBAUER**

[www.neubauer.peugeot.fr](http://www.neubauer.peugeot.fr)



**PEUGEOT**

# La proclamation de la République de Timor-Oriental s'apparente à un succès pour les Nations unies

L'ex-territoire portugais, placé sous autorité internationale depuis octobre 1999, accède à l'indépendance, lundi 20 mai, après un quart de siècle d'occupation indonésienne

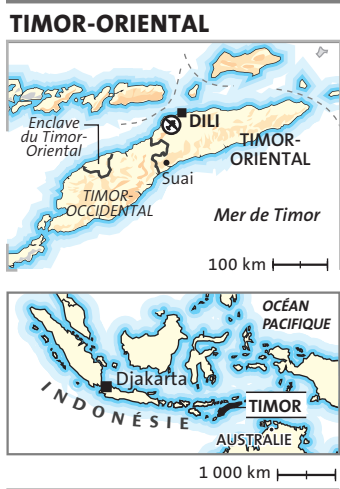
## DILI

de notre envoyé spécial

Jamais l'ONU, dont le bilan des opérations est pour le moins controversé, n'avait reçu pour mandat de jeter les fondations d'un Etat tout en assurant le maintien de la paix. Au Timor-Oriental, le projet s'annonçait d'autant plus délicat qu'en se retirant, de fort mauvais gré, à l'issue de vingt-quatre ans d'occupation, l'Indonésie avait embarqué son administration et forcé le tiers de la population à s'exiler dans la moitié indonésienne de l'île.

L'Autorité provisoire des Nations unies pour Timor-Oriental s'en est pourtant tirée à son avantage. A l'issue de ce mandat onusien de deux ans et demi, la proclamation de la République démocratique de Timor-Oriental doit avoir lieu, lundi 20 mai, en présence notamment du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, de l'ex-président américain Bill Clinton, du premier ministre australien, John Howard, du président portugais, Jorge Sampaio, et de la présidente indonésienne, Megawati Sukarnoputri. Et les louanges adressées aux Nations unies l'emportent sur les réserves à Dili, la capitale de l'ancien territoire portugais, où l'on ne se fait pourtant guère d'illusions sur l'ampleur des difficultés à surmonter.

« Dans certains secteurs, comme la sécurité, l'ONU a très bien rempli sa tâche. Elle s'en est moins bien tirée dans d'autres, comme la construction, son point le plus faible », dit Mari Alkatari, qui devrait être le premier chef du gouvernement, après la proclamation de l'indépendance, en tant que secrétaire général du parti Fretilin, qui contrôle 55 des 88 sièges de l'Assemblée élue le



30 août 2001. Il estime que l'attitude du patron de l'ONU, le Brésilien Sergio Vieira de Mello, y est « pour beaucoup ». « Sergio, dit Mari Alkatari, avait les pouvoirs d'un empereur, mais il n'y a jamais eu recours ; c'est un homme de dialogue. »

## PHASE DÉLICATE

Après avoir été le « chef ministre », depuis septembre 2001, d'un gouvernement sous tutelle onusienne, il ajoute : « Les attentes de la population étaient très fortes et il y a eu parfois des malentendus. D'un autre côté, de temps à autre, les expatriés ont lié toutes leurs décisions à New York. Mais, finalement, à ces réserves près, le bilan de l'ONU est positif. »

Quand l'ONU a pris le relais, fin 1999, d'une force internationale, sous commandement australien, chargée de sécuriser le territoire, Timor-Oriental était en ruines. Les neuf dixièmes des constructions

avaient été endommagées ou détruites. Au lendemain du référendum du 30 août 1999, organisé par l'ONU et au cours duquel les quatre cinquièmes des électeurs s'étaient prononcés pour l'indépendance, l'armée indonésienne avait, au minimum, laissé ses milices locales se venger. Cette répression avait fait un millier de victimes, et même le bétail n'avait pas été épargné. La population des petites villes s'était réfugiée dans les collines et 260 000 Timorais-Oriental avaient été le plus souvent forcés de gagner Timor-Occidental, la partie indonésienne de l'île.

L'installation de l'ONU a été la phase la plus délicate en raison des pesanteurs de l'Organisation, de la mise en place d'un lourd dispositif de sécurité (8 950 casques bleus), de l'apparition d'une économie à deux vitesses à Dili, de la lenteur du déblocage des crédits promis. Des incidents ont eu lieu, notamment dans une capitale peuplée de jeunes désœuvrés. Le territoire accu-



« Les attentes de la population étaient très fortes (...) Le bilan de l'ONU est positif »

MARI ALKATARI

sait alors un taux de chômage évalué à 80 %. Les menaces entretenues par des miliciens sur la frontière terrestre avec Timor-Occidental contribuaient à l'incertitude.

Puis, au bout de quelques mois, les tensions se sont apaisées. L'ONU a commencé à bâtir une administration mixte. En deux ans, 10 000 fonctionnaires ont été recrutés et formés. 240 000 enfants et étudiants ont été scolarisés dans 700 écoles primaires, 110 établissements secondaires et à l'université de Dili. La réhabilitation des infrastructures (des routes au réseau d'électricité) et des bâtiments publics est sérieusement amorcée. Le recensement de la population a été effectué en 2000 (738 811 habitants à l'époque) et la couverture sanitaire du pays assurée. Un accord a été signé avec l'Australie en vue de l'exploitation d'importantes réserves de gaz offshore dans la mer de Timor. Un embryon de Ban-

que centrale et les fondations d'un système légal et judiciaire ont été créés. Au fil des mois, les Timorais ont été associés à la gestion du territoire. Une Constitution a été adoptée par une Assemblée élue au suffrage universel le 30 août 2000. Elle a été suivie de l'élection directe, le 14 avril, d'un chef de l'Etat, Xanana Gusmao, héros de la résistance. Ces scrutins, très populaires, se sont déroulés dans le calme. Entre-temps, 200 000 Timorais-Oriental, transférés à Timor-Occidental, ont été rapatriés. Une Commission de réconciliation a été nommée. Enfin, les premiers éléments d'une armée et d'une police ont été formés.

## DÉRAPAGES ÉVITÉS

Sergio Vieira de Mello, qui a géré cet effort, dont le coût est évalué à 2,4 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros), se dit « relativement satisfait ». « Mais, ajoute-t-il, la mission n'est pas terminée. Si l'ONU pliait complètement bagages le 20 mai, les choses s'arrêteraient non dans les secteurs de l'éducation et de la santé mais, par exemple, dans celui des finances. Timor-Oriental manque de hauts fonctionnaires, de juristes, d'avocats, ainsi que de moyens de transports et de communications. » Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de maintenir 5 000 casques bleus, plus d'un millier de policiers et une centaine de fonctionnaires placés sous l'autorité d'un diplomate indien, Kamallesh Sharma. Deux cents autres postes d'experts devraient être financés par des aides multi et bilatérales.

Au Timor-Oriental, l'ONU a évité les dérapages intervenus au Cambodge, une décennie auparavant, comme le développement de la prostitution et de la mendicité. Les populations locales lui accordent volontiers d'avoir « ramené la paix et la stabilité dans le pays », selon une enquête menée début 2001 par le National Democratic Institute, basé à Washington, et la faculté des sciences politiques et sociales de l'université de Timor-Est. Cette enquête rapporte que la majorité des habitants accueillent l'indépendance avec « optimisme » et « un certain degré de confiance ».

Jean-Claude Pomonti

## Tirs d'artillerie à la frontière indo-pakistanaise

NEW DELHI. Cinq personnes ont été tuées, vendredi 17 mai, lors de violents échanges d'artillerie le long de la frontière et de la ligne de contrôle (LOC) qui sépare, au Cachemire, l'Inde et le Pakistan. Pour l'armée indienne, il s'agit d'un « échange de routine qui, pour l'instant, n'est pas inquiétant ». Mais le gouvernement militaire pakistanais a prévenu que « si l'Inde en vient aux menaces (...) le Pakistan n'est pas prêt à l'accepter et fera tout ce qui est son pouvoir pour se protéger ». Deux autres personnes ont, d'autre part, été tuées à Srinagar, capitale d'été du Cachemire indien, par l'explosion d'un engin près d'une caserne de pompiers. Ces nouveaux incidents sont intervenus alors que le Parlement indien débattait de la réponse à donner au Pakistan après l'attentat de mercredi, qui a fait 34 morts près de Jammu, capitale d'hiver du Cachemire indien. - (Corresp.)

## Jordanie : une ex-députée condamnée à un an et demi de prison

PARIS. Amnesty International, Reporters sans frontières et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ont protesté contre la condamnation de l'ex-députée et ex-journaliste jordanienne Toujana Fayçal (photo), jeudi 16 mai, par la Cour de sûreté de l'Etat à un an et demi de prison pour atteinte à l'image de son pays. La Société jordanienne pour les droits de l'homme a exhorté le roi à gracier M<sup>me</sup> Fayçal.



Le tribunal a notamment reproché à l'intéressée d'avoir « porté atteinte » au roi, en lui adressant une lettre par un site Internet connu, critique de la Jordanie et de « propagation d'informations portant atteinte à l'Etat et à ses responsables », M<sup>me</sup> Fayçal ayant accusé le premier ministre, Ali Abou Ragheb - actionnaire d'une société d'assurances -, d'avoir profité d'une décision de doublement des tarifs d'assurance.

## DÉPÊCHE

■ RDC : la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (Monuc) a dénoncé, vendredi 17 mai, des violations des droits de l'homme et de nombreux morts à Kisangani. « La Monuc continue de recevoir des accusations portant sur des cas de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire à la suite des événements de Kisangani, qui font état d'un nombre élevé de personnes tuées », souligne la Monuc, dont « les observateurs ont vu plusieurs corps dans la rivière Tshopo, près de la capitale de la province orientale ». « Une centaine d'insurgés » avaient occupé brièvement, le 14 mars, les locaux de la station de radio de Kisangani, selon les autorités locales du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), avant d'en être chassés par les troupes fidèles à la rébellion, laquelle dément l'exécution de plusieurs officiers. - (AFP.)

## Maroc : libération prévue du capitaine Adib, selon son avocat

RABAT. Le capitaine Mustapha Adib devait retrouver, samedi 18 mai, sa liberté après avoir purgé entièrement sa peine de deux ans et demi de prison infligée pour avoir « outragé l'armée » et dénoncé, dans les colonnes du Monde, des actes de corruption, a annoncé à Rabat son avocat, Abderrahim Jamaï. Mustapha Adib avait été condamné, le 17 février 2000, par le tribunal militaire de Rabat à cinq ans de prison et à la radiation de l'armée. Ce jugement avait été cassé par la Cour suprême, et un nouveau procès en appel, le 6 octobre 2000, s'était soldé par une réduction de moitié de la peine initiale. Il avait fait l'objet d'une campagne de soutien des défenseurs des droits de l'homme au Maroc et à l'étranger. Amnesty International l'avait classé parmi les détenus d'opinion. - (AFP.)

## Dili proteste auprès de Djakarta

Le gouvernement de Timor-Oriental a annoncé, samedi 18 mai, qu'il avait protesté auprès de Djakarta contre l'entrée de six navires de la marine indonésienne dans ses eaux territoriales, peu avant la proclamation de l'indépendance nationale. « Nous avons signifié notre mécontentement » à l'Indonésie, a déclaré le ministre des affaires étrangères, José Ramos Horta, « mais nous avons compris que le ministère [indonésien] des affaires étrangères n'avait pas été averti » de l'envoi de ces bâtiments. Quatre des six navires, arrivés vendredi, ont quitté rapidement les eaux territoriales est-timoraises, tandis qu'un autre devait les quitter samedi matin, a ajouté M. Ramos. Un dernier bateau, le seul qui ait reçu une autorisation d'accoster, se trouvait encore, samedi, dans le port de Dili, où il déchargeait des véhicules blindés destinés à assurer la protection de la présidente indonésienne Megawati Sukarnoputri, dimanche, lors de la célébration de l'indépendance. - (AFP, AP.)

## Le nouvel Etat est l'un des plus pauvres du monde

Dévasté par les miliciens pro-indonésiens en 1999, le pays compte sur la poursuite de l'aide internationale

## DILI

de notre envoyé spécial

Dans son malheur, Marcelina a eu de la chance. En septembre 1999, sa maison de Villaverde, quartier résidentiel de Dili, a été entièrement pillée par des miliciens pro-indonésiens, mais pas détruite. Quand elle est revenue, deux mois plus tard, au Timor-Oriental, elle a pu meubler quatre pièces et les transformer en chambres pour les louer à des employés de l'ONU. Mais trois de ses locataires sont déjà partis et le quatrième

doit s'en aller peu après la proclamation de l'indépendance, lundi 20 mai, ce qui la privera de l'essentiel de ses revenus. Comment nourrir alors une demi-douzaine de bouches ?

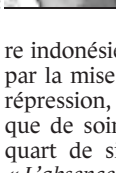
Sarah Cliffe, chef de mission de la Banque mondiale, estime que « le taux de croissance de 18 % réalisé en 2001 va retomber, cette année, aux alentours de zéro » avec le repli d'une bonne partie du contingent de l'ONU. Lieux de rendez-vous des étrangers, les cafés, restaurants et hôtels de la capitale de l'ancien territoire portugais vont péricliter. Les taxis vont perdre leur meilleure clientèle et une sélection va s'opérer parmi les entreprises et sociétés d'import-export étrangères. « C'est surtout Dili qui va souffrir ; l'économie rurale ne sera pas affectée », ajoute Sarah Cliffe, ce qui paraît rassurant dans un pays de quelque 800 000 habitants dont les trois quarts, au moins, vivent de la pêche et de l'agriculture.

## QUART-MONDE

Si une étroite coopération entre l'ONU et une petite élite timoraise a posé les fondations d'un Etat, Timor-Oriental appartient encore au quart-monde avec sa moitié d'analphabètes, un revenu quotidien par tête à peine supérieur à 1 euro, ainsi que l'absence de manufactures et d'infrastructures. Un tiers des familles vit sous le seuil de pauvreté. Le téléphone est quasi inexistant. L'aéroport de Dili n'accueille que deux vols commerciaux par jour, l'un le reliant à Darwin (Australie) et l'autre à Denpasar (Bali). En dehors d'une production réduite d'un excellent café, la seule ressource substantielle est l'exploitation à venir, avec

l'Australie, de gaz offshore qui pourrait rapporter à Timor-Est quelque 200 millions d'euros par an à partir de 2006. Entre-temps, Dili devra s'en remettre à une assistance internationale que Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, appelle de tous ses vœux.

« D'un autre côté, dit José Ramos Horta, responsable de la diplomatie timoraise, la paix civile demeure très fragile, la société très traumatisée. Les blessures sont toujours présentes et les guéris demandera de la patience ». Les populations ont beaucoup souffert, entre 1974 à 1999, sous une occupation militai-



« La société est très traumatisée. Guérir les blessures demandera de la patience »

JOSÉ RAMOS HORTA

re indonésienne qui s'est terminée par la mise à sac du territoire. La répression, les disettes et le manque de soins auraient fait, en un quart de siècle, 200 000 victimes. « L'absence de violences sous l'ONU, ajoute le prix Nobel de la paix 1996, est surtout due à la capacité de mobilisation des dirigeants ».

En août 1999, la population avait fait preuve d'un grand courage en votant massivement pour l'indépendance alors que l'armée indonésienne et ses nervis locaux tenaient encore la place. Elle l'a payé cher sur le moment, mais les scrutins pour l'élection d'une Assemblée, deux années plus tard, et d'un président, le 14 avril 2001, ont contribué à lui redonner confiance. S'il ne se défait pas, l'équilibre politique actuel pourrait permettre au Timor-

Oriental d'éviter le piège du monolithisme. Plébiscité lors de son élection à la présidence, Xanana Gusmao, héros de la résistance, devrait imposer sa tolérance et son pragmatisme. Déjà, son élection a convaincu des milliers de gens, encore exilés dans la partie indonésienne de l'île, de regagner leur pays.

## « BESOINS ÉNORMES »

Le risque de voir émerger un système de parti unique est fort limité, estime José Ramos Horta. « La société civile ne le tolérerait pas ; l'Eglise catholique, qui dispose d'un énorme pouvoir, ne l'acceptera jamais et la société internationale nous retirerait son appui ». Sur le plan international, les dirigeants de la nouvelle République démocratique ont compris qu'entretenir de bonnes relations avec leur puissant mais difficile voisin indonésien est crucial, ce qui explique leur volonté d'intégrer, le jour venu, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dont Djakarta est l'un des pivots.

Pauvres et traumatisés, les Timorais-Oriental sentent que leur indépendance est lourde de défis même si, pendant le temps qu'il faudra, des casques bleus continueront de surveiller les frontières terrestres avec l'Indonésie et que de 200 à 300 experts étrangers les aideront à gérer leurs affaires. « Il faut conserver la vitesse acquise », dit Mari Alkatari, qui doit devenir le premier chef de gouvernement de l'indépendance, après un long exil au Mozambique et en Australie. « Les attentes sont élevées, les inquiétudes et les besoins énormes », résume, de son côté, Xanana Gusmao.

J.-C. P.

**MÉDAILLE D'OR 2001**  
concours NF ameublement  
**DETAILLANT - GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

**MIEUX QUE DES SOLDÉS**

**MATELAS • SOMMIERS**  
Vente par téléphone possible  
fixes ou relevables - toutes dimensions.  
SWISSFLEX - TRÉCA - EPEDA - PIRELLI  
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX  
Garantie 5 et 10 ans  
Et une gamme spéciale de literie pour dos sensibles.

**CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC**  
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

**MOBECO**  
247, rue de Belleville - Paris 19<sup>ème</sup>  
148, av. de Malakoff - Paris 16<sup>ème</sup>  
50, avenue d'Italie - Paris 13<sup>ème</sup>  
**01.42.08.71.00 - 7/17**  
5500 m2 d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

**Le Monde 2**

Chirac : 82% - Le Pen : 18%

**La République réélue**

21 avril - 5 mai : quinze jours d'histoire de France, récits et photos. Le texte intégral de la Constitution de 1958. Exclusif : avec Le Pen avant la défaite.

**N° 18**

**3€**

MAGAZINE MENSUEL

# FRANCE

## L'EXÉCUTIF

Après cinq ans de cohabitation avec Lionel Jospin, Jacques Chirac retrouve le **PLAISIR DE CONDUIRE** directement la politique gouvernementale avec son premier ministre. Mais, au lendemain d'une élection

présidentielle marquée par la poussée de l'extrême droite, il s'inquiète de l'état de la France. A peine réélu, le président de la République a constitué, avec Alain Juppé, l'essentiel du gouvernement de Jean-Pierre Raf-

arin. Il a réintégré les balladuriers, en disgrâce depuis 1995. Dans la gestion quotidienne, il n'hésite pas à appeler ses ministres pour leur donner des **CONSIGNES SUR LES DOSSIERS** de la culture, de la

sécurité, de la décentralisation ou de l'agriculture. M. Raffarin n'en prend pas ombrage, jugeant que le chef de l'Etat est « **CHARGÉ DE L'ESSENTIEL** ». Philippe Massoni devient le nouvel homme fort de l'Elysée.

## M. Chirac, sur tous les fronts, s'« inquiète » de l'état de la France

Après la présidentielle, marquée par la poussée de l'extrême droite, le président de la République est conscient que la situation est « grave ». Il intervient dans tous les domaines de l'action gouvernementale et reste à la manœuvre pour les élections législatives

**CETTE** inquiétude-là ne quitte apparemment plus Jacques Chirac. Elle l'a saisi au soir du premier tour et lui a donné ce visage grave qu'il affiche désormais à chaque apparition publique. Avoir passé tant d'années à arpenter la province, à consulter des notes d'opinion, à jouer la proximité et ne pas avoir anticipé l'exaspération qui a poussé plus de 5 millions d'électeurs à voter pour l'extrême droite... « *Je ne pensais pas que la situation était si mauvaise* », avait-il confié à des proches, le 21 avril. « *Il a gardé, depuis, le souci de n'avoir pas anticipé la gravité des choses* », assure un conseiller.

C'est aussi pour cette raison que, sitôt réélu, M. Chirac a repris les rênes du pouvoir. Cinq années de cohabitation et de quasi-impuissance à peser sur les réformes ont sans doute décuplé son appétit pour l'action. Mais il a devant lui bien d'autres défis. Et d'abord, gagner les législatives pour éviter une cohabitation dont il se doute qu'elle achèverait d'entamer son crédit après ce septennat médiocre.

Il s'y est attelé dès la formation du gouvernement, en choisissant la plupart de ses figures essentielles et en scellant la réconciliation avec les balladuriers. Il y a placé plusieurs de ses fidèles – ou ceux d'Alain Juppé, ce qu'il considère comme la même chose – aux postes-clés. Lorsqu'il a nommé la présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, au ministère de la défense, il n'a eu qu'une phrase pour consoler François Fillon de l'avoir écarté de ce poste : « *Ne regrette rien, le ministre des armées, c'est moi !* » Il a un

entretien presque quotidien avec Nicolas Sarkozy à propos de la sécurité, dont il a fait la priorité de son quinquennat. Il a aussi imposé trois de ses anciens conseillers à l'Elysée : Dominique de Villepin aux affaires étrangères, Jean-François Lamour aux sports et Brigitte Girardin aux DOM-TOM. Son ancien conseiller économique Jean-François Cirelli est devenu directeur adjoint de Jean-Pierre Raffarin. Et les nombreux appels téléphoniques qu'il passe chaque jour aux ministres montre clairement son envie de diriger les choses.

### TANCER LES GAFFEURS

Il s'enquiert de la réforme de la politique agricole commune auprès du ministre de l'agriculture, Hervé Gaymard, réclame à Patrick Devedjian, ministre délégué aux libertés locales, l'inscription, dès la session extraordinaire du Parlement convoquée cet été en cas de victoire de la droite, du projet de révision constitutionnelle destiné à relancer la décentralisation. La culture et la communication ne lui échappent pas davantage : il a demandé à Matignon de suspendre le dossier de la télévision numérique. Quant au sujet très sensible des quartiers difficiles, « *Chirac est le seul à montrer qu'il en a vraiment compris les enjeux* », assure tout de go le ministre de la ville, Jean-Louis Borloo.

Lorsque le ministre de l'équipement et des transports, Gilles de Robien, a publiquement plaidé contre toute amnistie des conventions, quelle que soit leur importance, lorsque le ministre de l'environnement, Roselyne Bachelot, a

déclaré que le nucléaire était l'énergie la moins polluante, c'est encore lui qui s'est chargé de tancer les gaffeurs. M. Chirac a beau répéter son hostilité à toute présidentialisation du régime, son comportement plaide le contraire.

Le premier ministre, qui imaginait, bien avant d'être nommé, cet activisme du chef de l'Etat, ne s'en formalise pas. Il sait que le prési-

dent veut tenter de réussir ce nouveau mandat, ne serait-ce que pour contrebalancer l'échec du précédent. Il sait aussi que leurs intérêts sont communs. M. Chirac peut bien appeler directement les ministres, il prend soin de ne pas fragiliser l'image du chef du gouvernement.

Alain Juppé a dû lui-même intégrer cette donnée. Il se fait désor-

mais plus discret, afin de ne pas donner prise à la rumeur, née dès la constitution du gouvernement, que c'est lui qui est à la manœuvre derrière ce premier ministre dont il a voulu la nomination à Matignon. M. Raffarin sait aussi que M. Chirac entend mener la campagne des législatives. Il l'a vu veiller, directement ou par l'intermédiaire de son conseiller Jérôme Monod, aux

investitures de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), réclamant « *plus de femmes* » parmi les candidats ou plaidant pour que le vieux grognard Bernard Pons soit réinvesti au nom de l'UMP à Paris, laissant à son épouse, Bernadette, le soin d'adresser un message de soutien à Françoise de Panafieu, qui lui disputait l'investiture. M. Chirac commença la campagne, dès la semaine prochaine, par un premier déplacement en province.

Car, si la droite reste confiante sur ses chances de l'emporter – « *la vérité est que la plupart d'entre nous considèrent que la question est de savoir si nous aurons la majorité absolue ou la majorité relative* », assure un ministre –, M. Chirac a appelé chacun à se garder de tout triomphalisme. Il a prié les ministres comme les barons de l'UMP de « *ranger l'arrogance au vestiaire* » quand ils répondent à la presse. L'Elysée fait désormais preuve de sobriété dans les manifestations présidentielles publiques. Même la cérémonie d'investiture du président de la République, jeudi 16 mai, a été réduite au minimum nécessaire protocolaire. M. Sarkozy, qui bénéficie des moyens du ministère de l'intérieur pour observer les rapports de force électoraux, se charge lui-même d'afficher la prudence, lorsqu'on l'interroge : « *Car, après ce que nous avons vécu au premier tour, qui peut dire, aujourd'hui, qu'il sent avec certitude ce que pensent les Français et comment ils voteront ?* »

Raphaëlle Bacqué

### LA GARDE RAPPROCHÉE DU PRÉSIDENT

#### Le secrétariat général



**Philippe Bas**  
43 ans  
Secrétaire général



**Frédéric Salat-Baroux**  
38 ans  
Secrétaire général adjoint



**Frédéric Lemoine**  
36 ans  
Secrétaire général adjoint

#### Les conseillers



**Jérôme Monod**  
71 ans  
Conseiller politique



**Philippe Massoni**  
66 ans  
Chargé de mission



**Maurice Ulrich**  
77 ans  
Conseiller politique

#### Le cabinet



**Bertrand Landrieu**  
57 ans  
Directeur du cabinet



**Annie Lhéritier**  
50 ans  
Chef de cabinet

#### La communication



**Claude Chirac**  
39 ans  
Conseiller en communication



**Agathe Sanson**  
35 ans  
Chef du service de presse

Photos : D. R.

## A Madrid, le chef de l'Etat retrouve le plaisir de défendre, seul, les « intérêts » et les « valeurs » de la France

### MADRID

de notre envoyée spéciale

Jacques Chirac a pour règle, à l'étranger, de ne pas répondre aux questions de la presse sur la politique intérieure. Mais il n'a pas pu résister, vendredi 17 mai à Madrid, où il participait à une rencontre entre l'Union européenne et les pays d'Amérique latine, à l'envie de répondre au journaliste français qui lui demandait s'il se sentait plus à l'aise pour cette première sortie post-cohabitation et s'il était « *partisan de la chaise unique* ». La question déclencha chez lui un éclat de rire qui en disait long.

Le chef de l'Etat était en verve, et il saisit la balle au bond pour faire une démonstration de ce qui paraît être le mot d'ordre du nouveau gouvernement : plus de vigueur dans la parole, plus de conviction, plus d'allant. « *Je suis tout à fait déterminé à poursuivre, et surtout à amplifier – car effectivement les choses changent – une action ambitieuse au service de la France, qu'il s'agisse de la défense de ses intérêts ou de la défense de ses valeurs* », lança-t-il d'un ton sans appel, dont il n'allait plus se départir.

Cela commença sur un thème qui peut paraître bien lointain, lorsqu'une journaliste

colombienne se fit l'écho du soupçon pesant sur les autorités françaises de nourrir une coupable complaisance pour l'un des groupes armés qui agissent dans son pays, les FARC. Assis au premier rang, le ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin, bouillant d'indignation, était manifestement prêt à bondir à la tribune pour mettre les choses au clair sur un sujet qu'il connaît bien. Ce ne fut pas nécessaire, car le président de la République asséna à la journaliste un démenti plus qu'énergique.

### « HUMANISER LA MONDIALISATION »

Vint ensuite le tour des Etats-Unis, dont le président se plut à dénoncer la duplicité. Les Etats-Unis qui, dit-il, « *font semblant* », au sommet de Monterrey sur le développement, de partager l'idée qu'il faut venir en aide aux plus démunis, mais qui sont, de tous les pays développés, celui qui leur consacre « *l'aide la plus faible* » ; les soi-disant champions de la libération des échanges, qui décrètent coup sur coup des mesures protectionnistes sur l'acier, sur le bois, puis sur les produits agricoles, « *dont les effets seront négatifs surtout pour les pays émergents et les pays en voie de développement* ». Les Etats-Unis, donnant dans

cet unilatéralisme étroit « *au moment où tout le monde appelle à humaniser la mondialisation* ».

« *Humaniser la mondialisation, l'expliquer mieux* », c'est à ce thème que revient M. Chirac à propos des récentes élections législatives aux Pays-Bas. Il constate « *les fortes inquiétudes liées à la perception de l'avenir* » qui s'expriment dans plusieurs pays européens, dont le nôtre. « *Nous devrions, dit-il, essayer d'approfondir cette question entre nous, entre Européens, voir comment nous pourrions y répondre collectivement en renforçant les valeurs qui nous sont communes, le respect de l'autre, le refus de la xénophobie, le refus du communautarisme.* »

Et puis vient une question sur l'éventualité que la France, emportée par l'urgence du moment, prenne des libertés avec l'orthodoxie budgétaire européenne. Mais comment ! « *La France respectera ses engagements* », affirme M. Chirac d'une voix forte, comme si son honneur était atteint ; « *à moyen terme* », nuance-t-il. Il ne sera sans doute plus précis sur ce terme qu'après l'audit commandé par le gouvernement, et après les élections législatives.

Claire Tréan

## Philippe Massoni, préfet policier et nouvel homme fort de l'Elysée

**SON ARRIVÉE** à l'Elysée, le 31 octobre 2001, avait marqué la volonté de Jacques Chirac de placer le thème de l'insécurité au cœur de sa campagne présidentielle. Nommé chargé de mission auprès du chef de l'Etat pour les questions liées au terrorisme et à la sécurité, Philippe Massoni y avait hérité d'attributions plus étendues que son titre ne l'indiquait : à 65 ans, l'ancien préfet de police de Paris, qui fut directeur central des renseignements généraux (RG), devenait aussi le principal collecteur d'informations « sensibles » de la présidence, au moment où l'omniprésent secrétaire général, Dominique de Villepin, se vouait à la réélection de M. Chirac.

Cette tâche accomplie, le plus policé des préfets policiers de la République s'est hissé, avec son affabilité coutumière, parmi les conseillers les plus écoutés du chef de l'Etat – au point que les barons

de la hiérarchie policière, qu'il tutoie pour la plupart, le présentent comme le nouvel homme fort du « Château ». Nommé secrétaire général du Conseil de sécurité intérieure, que présidera M. Chirac en personne, M. Massoni y coordonnera l'action policière, en s'appuyant sur ses réseaux. L'insubmersible directeur des RG, Yves Bertrand, est un ami ; le nouveau directeur de la gendarmerie, Pierre Mutz, fut le directeur de son cabinet à la préfecture de police.

Ses relations avec le pouvoir sont anciennes. Il appartient, dès 1976, au cabinet d'un premier ministre nommé Chirac, y demeura sous Raymond Barre, participa à celui de Robert Pandraud, dirigea celui de Charles Pasqua à l'intérieur en 1993, sous la deuxième cohabitation. Lorsque ce dernier eut à nommer un nouveau préfet de police, l'ancien commissaire reçut l'aval de François Mitterrand : « *Si c'est Massoni, je suis d'accord.* »

Contraint de prendre sa retraite en 2001, au grand dam de Daniel Vaillant – séduit à son tour par sa rassurante efficacité –, il s'était exilé sans joie vers le Conseil d'Etat. Revenu aux affaires, M. Massoni a songé, un temps, devenir secrétaire d'Etat à la sécurité, sous la tutelle d'un ministre nommé Villepin. M. Chirac en a décidé autrement, sans pour autant le priver de ses visites habituelles place Beauvau : on l'y accueille aujourd'hui en voisin.

Hervé Gattegno

## Jean-Pierre Raffarin, passé de la « Giscardie » à la « Chiraquie »

L'actuel premier ministre s'était engagé en faveur de Jacques Chirac en 1995 et l'avait soutenu après la dissolution de 1997

**CELA** fait près d'un an que Jean-Pierre Raffarin a décliné la proposition de Jacques Chirac : « *Je vous tutoierai le jour où Alain Juppé le fera* », lui avait alors dit le président du conseil régional de Poitou-Charentes. Ses mots témoignaient, certes, du respect dû à la fonction. Mais, surtout, d'une parfaite connaissance du fonctionnement intérieur de la « chiraquie » où, selon une expression qu'il affectionne, « *les marches se montent une par une* ». Préféré à Nicolas Sarkozy, qui s'imaginait dialoguant d'égal à égal avec le président, M. Raffarin a confirmé son allégeance depuis sa nomination à Matignon. « *Le président de la République est l'homme chargé de l'essentiel* », a-t-il confié au Parisien, le 13 mai, faisant sienne la phrase du général de Gaulle.

Un coup de fil du chef de l'Etat, lundi 6 mai, lui a appris sa nomination. Le nouveau premier ministre a fait plusieurs allers-retours entre

Matignon et l'Elysée avant de pouvoir annoncer, le lendemain soir, la composition de son gouvernement. Depuis, le chef de l'Etat l'appelle une ou deux fois par jour. A chaque fois, c'est l'occasion, pour le premier ministre, de nouer davantage encore cette « *relation de proximité et de confiance* » dont il tire sa légitimité et son autorité.

### SUR LE DOS D'ÉDOUARD BALLADUR

M. Raffarin n'était pourtant pas prédisposé à entrer ainsi dans le premier cercle chiraquien. Son père, Jean, fut certes secrétaire d'Etat à l'agriculture dans le gouvernement de Pierre Mendès France, puis président de la Confédération française de la coopération agricole, en 1972, lorsque le ministre de l'agriculture s'appelait Chirac. « *Mon père s'est très bien entendu avec lui. Chirac savait d'où je venais. Il connaissait la génétique* », racontait le sénateur de la Vienne quel-

ques mois avant sa nomination.

La victoire de Valéry Giscard d'Estaing, en 1974, n'avait pourtant pas contribué à resserrer leurs liens. Avec son copain Dominique Busseureau, aujourd'hui secrétaire d'Etat aux transports, M. Raffarin participa activement à la campagne présidentielle. L'étudiant en marketing, qui fait la promotion des cafés Jacques Vabres, devient secrétaire général du Mouvement des jeunes giscardiens. Mais la tension est vive entre « *VGE* » et son premier ministre, Jacques Chirac. Avec M. Busseureau, M. Raffarin passe, à l'aube, prendre les consignes giscardiennes auprès de Michel Poniatowski, le ministre de l'intérieur, avant de se rendre aux convocations de M. Chirac. « *Il était autoritaire. On sentait une pression physique* », notait alors M. Raffarin. Leurs chemins se séparent.

Ils se retrouvent à l'automne 1994, lorsqu'une réconciliation

s'opère, sur le dos d'Edouard Balladur, entre M. Chirac et « *VGE* ». M. Raffarin reçoit le feu vert de son mentor. « *Entre Noël et le 1<sup>er</sup> janvier, alors qu'il était au plus bas dans les sondages, Chirac est venu visiter le Futuroscope. Je me suis engagé en le recevant et en lui souhaitant une bonne année 1995* », se souvient encore celui qui était alors secrétaire général d'une UDF très balladurienne.

L'année 1995 fut bonne. Jacques Chirac entre à l'Elysée ; « *VGE* » appelle M. Raffarin : « *Le président m'a assuré que vous serez au gouvernement* ». Il hérite du ministère des PME dans l'équipe d'Alain Juppé, avec lequel il s'efforce d'entretenir de bonnes relations. Il défend les boulangers, s'en prend à la grande distribution, soigne la CGPME. Le chef de l'Etat apprécie, d'autant qu'il a de bons retours de ses prestations par les préfets et les chefs d'entreprise. Dans la tourmente de l'après-dissolution, le vice-prési-

dent de DL prend soin de maintenir ses liens avec M. Chirac.

En août 1998, il est reçu à l'Elysée, en compagnie de trois autres anciens ministres du gouvernement Juppé : Jacques Barrot (UDF), Michel Barnier (RPR) et Dominique Perben (RPR). Tous les quatre annoncent, à l'automne 1999, la création des clubs chiraquiens « Dialogue et initiative ». Au cours de leurs déplacements en province, amorce d'une campagne présidentielle dans laquelle il veut jouer un rôle important, M. Raffarin teste des formules que l'on retrouvera plus tard dans la bouche de M. Chirac. Son talent oratoire est apprécié de Bernadette Chirac ; son expérience de professionnel de la communication lui permet de nouer des liens avec Claude. L'ancien jeune giscardien s'est ouvert les portes de Matignon.

Jean-Baptiste de Montvalon



## M. Raffarin a reçu des partenaires sociaux « privés de dialogue depuis des années »

Le premier ministre a assuré les représentants syndicaux et patronaux de son « pragmatisme », mais n'a rien dévoilé de ses intentions

**LE DÉFILÉ** sur le perron de Matignon de ses invités achevé, Jean-Pierre Raffarin a voulu avoir le dernier mot. A l'issue de ses premiers entretiens officiels, vendredi 17 mai, avec les responsables syndicaux et patronaux, le premier ministre a signifié combien il avait trouvé cette « journée constructive » et les « acteurs économiques très motivés par le dialogue social ». Ils en ont « visiblement été privés pendant un certain nombre d'années et je les ai trouvés pleins d'idées et pleins de bonne volonté », a-t-il déclaré.

### Pour la CGT, « Chirac n'a pas été élu sur son programme »

La CGT a annoncé, vendredi, qu'elle organiserait une première campagne de mobilisation sur le smic en juin, puis une autre sur les retraites en septembre. Ces décisions sont nées de la réunion, les 15 et 16 mai, du comité confédéral national de la centrale de Bernard Thibault, consacré à l'analyse politique de la situation. Dans le rapport introductif rédigé par Jean-Christophe Le Duigou, la CGT s'inquiète des « fractures multiples » révélées par la présidentielle. « Syndicalement, nous n'avons pas de responsabilités dans les résultats catastrophiques du premier tour. Mais nous avons d'immenses responsabilités pour bâtir des solutions », peut-on lire. Tout en récusant l'idée d'un « troisième tour social », la CGT n'aura « de cesse de rappeler au premier ministre que Jacques Chirac n'a pas été élu sur son programme ». L'auteur ajoute : « Le thème de l'insécurité, omniprésent dans la campagne, est révélateur de cet enchaînement qui, à partir du libéralisme économique, conduit à une demande sécuritaire sans garde-fous. » Pour la CGT, il faut « réussir à rompre un certain nombre de "consensus" ».

Pour M. Raffarin, qui a promis un « calendrier de discussions sur l'ensemble des thèmes de la négociation sociale » sans plus de précisions, « la priorité reste l'emploi ». Et puis c'est tout. Dans l'attente des élections législatives, le premier ministre n'a rien dévoilé de ses intentions. Son message a consisté à assurer ses interlocuteurs de son « pragmatisme ». Rien ne sera décidé avant son discours de politique générale, si le vote des 9 et 16 juin le permet, a-t-il fait savoir. A ses côtés, le ministre des

affaires sociales, François Fillon, qui recevra toutes organisations dans les jours à venir, est resté silencieux. Les rencontres ont donc tourné au monologue des partenaires sociaux. Ce fut une journée d'ambiance.

Premier à être reçu, Marc Blondel, qui avait amené avec lui 25 fiches, est ressorti détendu, au bout de ses 55 minutes imparties. « M. Raffarin est un homme qui sait recevoir et qui a de l'humour. » Le secrétaire général de FO a apprécié les « éclats de rire » du premier ministre en réaction à ses boutades, comme lorsqu'il a évoqué le fait que M. Fillon « devrait sa nomination à Nicole Notat ». Mais sur le fond, « rien ». « Nous sommes venus dire que nous souhaitons passer des déclarations d'intention, des professions de foi, des bonnes intentions, à des engagements et à des réalisations concrètes », a indiqué, à sa suite, Nicole Notat. La délégation CFTD a également « causé Sécurité sociale » pour demander une « clarification financière ». A cette occasion, M<sup>me</sup> Notat a « rappelé » au gouvernement, qui a promis la consultation à 20 euros aux médecins généralistes, la prééminence, sur ce dossier, de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) présidée par sa centrale. M. Raffarin lui aurait donné l'assurance que « rien ne se fera sans la CNAM et sans contreparties des médecins ».

#### ASSOULIR LES 35 HEURES

A ce moment de la matinée, cinq représentants des associations de chômeurs Apeis, AC ! et MNCP se sont présentés à la loge d'accueil pour demander à être reçus. Confinés dans une petite salle de garde, ils se sont vu opposer un net refus. « Je vous invite à quitter le plus rapidement cette pièce », leur a intimé un gendarme. Devant leur volonté affichée de ne pas quitter les lieux, ils ont finalement obtenu le principe d'une rencontre ultérieure avec M. Fillon. « Drôle de façon de concevoir le dialogue social », s'est agacée Malika Zediri, de l'Apeis.

A l'autre bout de la cour, l'entretien avec la CGT s'était achevé. Son secrétaire général, Bernard Thibault a contesté la volonté affichée du gouvernement d'améliorer le dialogue social. « Si elle était réelle, il ne faudrait pas multiplier les annonces de mesures. Or, c'est déjà le cas avec la baisse sur l'impôt sur le revenu ou les assouplissements des 35 heures », a-t-il souligné. « Il ne faut pas poursuivre dans la voie des annonces du

candidat » Jacques Chirac, a insisté M. Thibault. Pour la CFTC et la CGC, tout s'est bien passé. Mais, a prévenu le président de la CGC, Jean-Luc Cazettes, « il n'y a rien à espérer à réformer les retraites avant les élections prud'homales » prévues en décembre.

Dans l'après-midi, les représentants des employeurs - Medef, CGPME et UPA - ont insisté sur l'assouplissement des 35 heures. La délégation du Medef a salué la « priorité nationale » du premier ministre sur le dialogue social. « Je me rappelle les rares entretiens que nous avons eu avec son prédécesseur, et nous avons constaté un véritable changement », a commenté son président Ernest-Antoine Seillière. « Nous pourrions, comme nous le souhaitons, contribuer, dans un esprit de partenariat aux actions fondamentales de rénovation et de reconstruction de notre pays », a-t-il ajouté « si l'élection confirme la perspective de la non-cohabitation ». A M. Raffarin, l'organisation patronale n'a cependant donné aucune assurance quant à son retour dans les caisses de Sécurité sociale.

I. M.

## 130 médecins de la Mayenne ont demandé leur déconventionnement

Cette mesure, qui pénalise les assurés, pourrait être prise ailleurs

**UNE NOUVELLE ÉTAPE** a été franchie, vendredi 17 mai, dans le conflit qui oppose les médecins généralistes au gouvernement et à l'assurance-maladie. Cent trente praticiens de la Mayenne ont envoyé leur demande de déconventionnement au directeur de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) du département. La coordination des médecins du Calvados promet d'adresser dans la semaine plus de 200 courriers identiques et assure que « d'autres départements » vont suivre.

Ce coup de force pourrait avoir de lourdes conséquences pour les patients, qui ne seraient pratiquement plus remboursés. Mais, juridiquement, le déconventionnement ne peut prendre effet qu'après un délai de deux mois. A la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), on minimise : « C'est un sabre de bois. Ces actions ne servent qu'à faire peur aux assurés sociaux », souligne-t-on. Mais elles ont eu au moins un effet : vendredi, le ministre de la santé a proposé à la coordination nationale une rencontre, jeudi 23 mai, avec le directeur de cabinet de Jean-François Mattei.

Dans le Calvados, la tension est

montée. Le directeur de la CPAM, Joël Melzi, a porté plainte pour « séquestration et voie de fait contre deux agents » après l'irruption, jeudi, d'une quarantaine de médecins dans son bureau pour contester les menaces de sanctions qui pesaient sur 18 de leurs confrères pratiquant le tarif non conventionnel de 20 euros. Dans la Mayenne, vendredi, une centaine de médecins ont aussi envahi la caisse de Laval. Dans les deux cas, les directeurs ont accepté - contrairement à celui de la CPAM de Nantes - de lever les sanctions.

#### NOUVELLE HAUSSE DES DÉPENSES

Par ces mouvements de grogne, les coordinations départementales entendent signifier qu'elles « ne croient plus aux promesses ». « Nous sommes lassés et en colère ; on se souvient trop de Chirac et du plan Juppé en 1995 », prévient le docteur Leveleur, porte-parole de la coordination dans le Calvados. « Mattei confie à nouveau à la CNAM le soin de négocier. On a l'impression de se faire rouler dans la farine », s'insurge Luc Duquesnel, dans la Mayenne.

Les spécialistes haussent également le ton. La Fédération des

médecins de la naissance (gynécologues, pédiatres, anesthésiologistes) menace de cesser toute activité, le 3 juin, si l'arrêté pris par le précédent gouvernement sur la revalorisation de leurs tarifs ne devient pas effectif. L'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France envisage de « se joindre au mouvement des libéraux afin de montrer que les urgentistes ne sont pas les soutiers de l'hôpital ». Les récents propos du ministre des affaires sociales, François Fillon, sur un « moratoire » des 35 heures à l'hôpital relève, selon elle d'une « véritable déclaration de guerre sociale ».

Alors que les généralistes entament leur septième mois de grève des gardes, avec un pont de la Pentecôte « sans toubib », la CNAM a annoncé, vendredi, une nouvelle hausse des dépenses du régime général : en avril 2002, elles ont progressé de 6,7 % par rapport à l'année précédente, selon des chiffres provisoires. Premier poste de dépenses (14,9 milliards d'euros depuis janvier), les soins de ville augmentent de 8,5 % sur un an.

Sandrine Blanchard  
et Isabelle Mandraud

## Jean-Paul Delevoye veut discuter de l'« attractivité » du service public

**LE MINISTRE** de la fonction publique, Jean-Paul Delevoye, qui a conclu, vendredi 17 mai, une première série de rencontres avec les fédérations syndicales de fonctionnaires en recevant la CFTC, a défendu, auprès de ses interlocuteurs, l'idée d'« une efficacité accrue de l'action publique ». « Personne n'a souhaité se battre sur l'immobilisme », s'est félicité M. Delevoye, qui a jugé « riches et denses » ses contacts avec des représentants syndicaux demandeurs de « visibilité sur la mission et le sens du service public ».

Le ministre a précisé au Monde qu'il ne voulait pas s'enfermer dans un débat sur les moyens et souhaitait, au contraire, ouvrir une large discussion sur l'« attractivité » et la « qualité du secteur public ». Dans le cadre de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire, M. Delevoye ouvrira plusieurs chantiers, comme ceux de la territorialisation des politiques publiques et de la gestion des ressources humaines dans les trois fonctions publiques (Etat, collectivité locales, hôpitaux).

Dans l'immédiat, le ministre, qui est, selon Nicole Prud'homme (CFTC), « dans un attentisme logique » compte tenu de la proximité des législatives, s'en tiendra à la définition d'une « méthode » de discussion, de concertation et de négociation. Une table ronde pourrait être organisée à ce sujet dans le courant de l'été.

Les dossiers urgents, au point

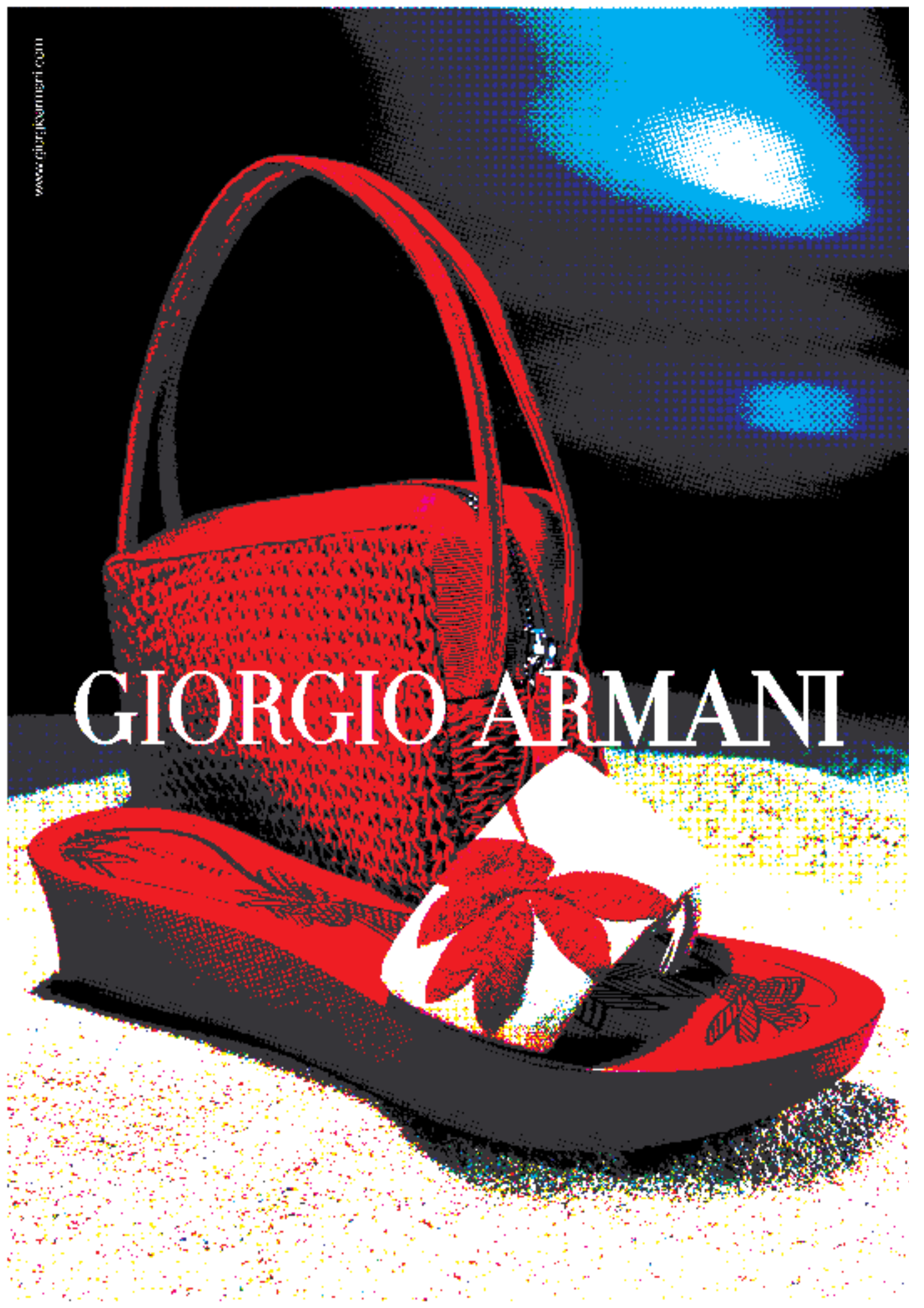
mort depuis la rupture des négociations salariales avec Michel Sapin, ne seront ouverts qu'après le 16 juin. « Dès que les résultats de l'audit des finances publiques seront connus et que nous saurons à quoi nous en tenir, nous ouvrirons les négociations salariales », a précisé le ministre de la fonction publique. Mais, à l'avenir, il souhaite anticiper : « Je crois qu'il vaut mieux que nous n'attendions pas le mois de janvier ou de février quand tout est quasiment arrêté pour lancer une négociation salariale de l'année en cours », a déclaré M. Delevoye.

#### LA « MODERNISATION » DE BERCY

« Nous avons posé une série de questions sur les salaires et les pensions (...), mentionné la baisse de pouvoir d'achat considérable (...), et à ces questions il n'y a aucune réponse », avait, pour sa part, déploré, jeudi, Bernard Lhubert (CGT), « déçu » de sa rencontre avec M. Delevoye. Comme FO, la CGT ne semble pas prête à faire des concessions sur la retraite des fonctionnaires.

De leur côté, Francis Mer, ministre de l'économie, et Alain Lambert, ministre délégué au budget, ont reçu, vendredi, les fédérations syndicales des finances. Lors de cette première réunion de travail, ils ont « insisté sur la nécessité de poursuivre très activement la modernisation de l'administration du ministère ».

Claire Guélaud



## La « gauche unie » présentera 170 candidatures de rassemblement aux élections législatives

PS, PCF, Verts et radicaux de gauche se sont entendus sur un désistement en faveur de leur candidat arrivé en tête. Il n'y a pas eu d'accord dans plusieurs circonscriptions

**JEAN-CHRISTOPHE** Cambadélis a présenté, vendredi 17 mai, à la presse l'accord pour les élections législatives entre le Parti socialiste, le Parti communiste, les Verts et le Parti radical de gauche (PRG). L'ancien numéro deux du PS s'est félicité de voir « la gauche rassemblée » et « déterminée ». Il a justifié la lenteur plutôt laborieuse des négociations au sein de la « gauche unie », commencées au lendemain du deuxième tour de l'élection présidentielle et achevées, jeudi 16 mai, par une différence de méthode avec la droite, qui a voulu ranger sous la bannière de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) ses partenaires en recourant au « talon de fer d'Alain Juppé ».

M. Cambadélis a indiqué que des « accords croisés » étaient intervenus, pour le premier tour, entre « les quatre partenaires de la gauche unie » dans 170 circonscrip-

tions. Pour la première fois, les quatre partis se sont mis d'accord sur la règle du « désistement automatique en faveur du candidat arrivé en tête » pour le second tour. Parmi ces 170 candidatures de rassemblement, sur la base d'un accord entre deux ou trois partis, il y aura 34 candidats uniques : 14 socialistes, 12 communistes, 4 Verts et 4 radicaux. Le PS soutient les Verts dans 59 circonscriptions et ceux-ci font de même avec les candidats socialistes dans 94 autres. Le PS soutient le PCF dans 13 circonscriptions et les communistes lui renvoient l'ascenseur dans 36. Avec le PRG, l'accord de décembre 2001 sur 33 circonscriptions est confirmé.

Vendredi, en début de soirée, le PS a publié une liste d'investitures aux législatives pour les 555 circonscriptions de métropole qui, visiblement encore incomplète, ne permet pas de clarifier l'entente annon-

cée. Pour les 442 candidats socialistes investis, il est fait état de 79 soutiens par les Verts et de 12 par le PCF, auxquels se rajoutent trois demandes pour Jean-Louis Bianco dans la 1<sup>re</sup> circonscription des Alpes-de-Haute-Provence, pour Jean-Paul Durieux dans la 7<sup>de</sup> de Meurthe-et-Moselle et pour Laurence Rossi-gnot, une des animatrices de la Gauche socialiste, dans la 5<sup>de</sup> de l'Oise. De même, dans l'Hérault, Georges Frêche, maire de Montpellier, devrait avoir le soutien du PCF mais attend encore celui des Verts.

### PRÉCIPITATION

Des différences qui s'expliquent par la précipitation du PS à annoncer, deux jours avant la date de dépôt des listes, un accord qui donne encore lieu localement à des discussions ou à des dissidences. Ses trois partenaires ont même déploré « cette communication faite sans

concertation ». Ainsi, dans la 7<sup>de</sup> circonscription de l'Hérault, où le député sortant communiste François Liberti a été investi candidat unique, Régis Passerieux, secrétaire national du PS à l'international, veut passer outre et maintenir sa candidature. Dans le Gard, le PS a maintenu sa candidate, Chantal Vinot, face au sortant communiste, Patrick Malavieille.

Autre absence dans l'accord : la 4<sup>de</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, où on s'orientait vers une primaire entre le candidat du PCF, Frédéric Dutoit, et celui du PS, Patrick Menucci. Autre fausse note, dans la 8<sup>de</sup> circonscription de Seine-Maritime, où le sortant communiste, Daniel Paul, soutenu par le PS, voit la candidature du PS menacer de se maintenir si elle ne devient pas sa suppléante.

Michel Noblecourt

## La minorité de LO déplore un rendez-vous manqué avec la LCR

Elle souhaitait un front commun pour les législatives

**LA TRADITIONNELLE** fête de Lutte ouvrière qui a lieu dimanche 19 mai à Presles (Val-d'Oise) ne devrait pas s'en faire l'écho. Et pourtant, LO est en proie à de réels tiraillements. Pour la première fois, en effet, la « fraction », cette tendance minoritaire tolérée à LO, se démarque nettement de la ligne majoritaire – celle de la direction – sur la question très sensible, et donc difficilement sujette à débats, de la stratégie politique de l'organisation.

Vendredi 17 mai, dans l'hebdomadaire *Lutte ouvrière*, deux des dirigeants de la minorité, Raoul Glaber et Huguette Chevireau, font très ouvertement part de leurs interrogations sur l'attitude « isolationniste » de LO. Alors que la formation d'Arlette Laguiller s'apprête à se lancer sous ses couleurs dans la campagne des législatives, c'est manifestement l'attitude adoptée par la direction de LO, lors des discussions avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) sur un éventuel accord, qui a mis le feu aux poudres.

### « ENTRAÎNER LA LCR »

Revenant sur le scrutin présidentiel, la « fraction » souligne ainsi qu'un des événements incontestables est « le doublement des voix d'extrême gauche par rapport à 1995 ». Dès lors, pour les auteurs de cette tribune, qui s'adressent à leur direction, « se contenter de dire que le score d'Arlette s'est maintenu, donc que rien n'a bougé du côté de l'opinion ouvrière, est une façon de refuser de voir que les scores additionnés de l'extrême gauche sur une orientation de campagne très voisine ont monté dans la même mesure que ceux du PC s'effondraient ».

La « fraction » rappelle que LO et la LCR ont eu, « ces derniers temps », une orientation sembla-

ble « vis-à-vis de la gauche plurielle », et que cela est à « mettre au crédit de LO, qui a réussi à entraîner la LCR sur cette orientation, non pas en l'ignorant, mais en lui proposant de mener une campagne commune lors des élections européennes ». Elle déplore que les législatives soient un rendez-vous manqué dans la constitution du front des organisations d'extrême gauche qu'elle appelle aujourd'hui de ses vœux. Et la « fraction » conclut : « Faudrait-il que le combat actuel de notre organisation se réduise à démontrer par la négative que nous sommes les seuls à avoir raison ? Non. Ce serait la politique du pire. »

Par ailleurs, là où la direction de LO a eu tendance à minimiser, dans ses prises de position, l'importance du vote Le Pen, les dirigeants de la « fraction » indiquent, pour leur part, que, « sans traduire une nouvelle poussée d'extrême droite, il confirme son maintien à un haut niveau » en insistant sur le fait que ce dernier semble désormais bénéficier d'un « socle électoral relativement solide ». Ils ajoutent : « Ne serait-ce que pour cette raison, il appartient à l'extrême gauche de répondre aux attentes des trois millions d'électeurs qui se sont tournés vers elle en cherchant à constituer un bloc sur une politique claire » ; et ce, pour prendre la relève du PCF « sur une base révolutionnaire » et de « disputer à l'extrême droite son influence sur les couches les plus pauvres de la population ».

En résumé, les dirigeants de la « fraction » disent clairement leur crainte que le repli de leur organisation sur elle-même ne la prive à l'avenir de toute capacité d'initiative. Et contestent donc l'attitude de leur direction. Reste désormais à savoir comment cette dernière réagira face à cette poussée critique.

Caroline Monnot

## Orphelins de « Lionel », les jospinistes abordent la campagne en oscillant entre remords, inquiétude et sentiment d'abandon

**LA MÉTAPHORE** est fiduciaire et brutale : « Je suis démonétisé ! L'homme dont j'étais proche a disparu de la vie politique, et je ne vauds plus un euro. » Aquilino Morelle, l'ex-plume du premier ministre, a subi doublement les effets de la défaite du candidat socialiste. Sonné le 21 avril, il est « écœuré » depuis le 22 : investi aux législatives dans la circonscription du fabiusien Christian Pierret avec « 95 % des voix » des militants vosgiens, il est devenu tout à coup indésirable. Le 10 mai, les mêmes votaient, gênés, le rejet de sa candidature. « T'es pas d'ici, les gens ne voteront pas pour toi », s'exclamaient-ils, avant de remettre en selle Claude Jacquot, qui avait remplacé M. Pierret quand celui-ci avait été nommé secrétaire d'Etat à l'industrie.

L'explication est plus prosaïque : en novembre 2001, M. Pierret avait « donné » sa circonscription à M. Morelle contre un poste d'ambassadeur ou la présidence d'une entreprise publique, en cas de victoire de M. Jospin. Même Laurent Fabius s'est offusqué : « Ce sont des choses qui ne se font pas. » Jean-Christophe Cambadélis a proposé « trois hommes » et de l'argent à Aquilino Morelle pour qu'il se maintienne. Il a refusé. Il a raconté sa mésaventure à M. Jospin, au téléphone. « C'est un coup dur, mais continue », lui a-t-il répondu. « C'est la meilleure façon de lui rester fidèle », approuve le jeune homme pressé de cette génération à qui tout avait souri.

Il faut maintenant vivre sans « Lionel », alors on parle de lui. Il est rentré de Palerme, où il s'est acheté des lunettes de soleil. Lundi 13 mai, il est venu chercher son courrier à l'Assemblée. Il s'est acheté un ordinateur portable et un téléphone, pour être joignable. Il déjeune dans des bistrotts de la rue du



Le 2 mars, au siège de campagne de Lionel Jospin. Dominique Strauss-Kahn et Bernard Kouchner devisent. En arrière-plan, Jack Lang et François Hollande.

Cherche-Midi avec ceux dont l'avenir professionnel n'est pas réglé. Jeudi 16 mai, c'était avec Marie-France Lavarini, chargée de la communication de sa campagne. Elle s'était enfiée au Maroc, immédiatement après la défaite, avec « la biographie d'Alexandre Dumas » dans sa valise. Elle est rentrée le « 5 mai, pour voter », mais veut oublier la politique. Ce jour-là, avant de retrouver Sylviane Agacinski et l'éditrice Monique Nemer au bar du Lutetia, cette fidèle a acheté, « pour la première fois », les journaux.

### UN ŒIL DÉSABUSÉ

Pierre Guelman, conseiller parlementaire à Matignon, pleurait, le 21 avril, à l'« Atelier ». « J'étais fendu. » Il tente d'analyser son vide. « Quand vous avez une colonne vertébrale, et qu'elle vous a été retirée, il faut retrouver une marque. Quand je devais faire une analyse politique, j'étais toujours curieux de me confronter à la sienne. J'ai été nourri à ce lait, comme Bertrand Delanoë ou Pierre Schapira. Il manque quelqu'un. Il manquera quelqu'un. » Ils

l'imaginent pendant l'été. « Il va épouser son corps sur les courts de tennis. Il va regarder tous les matches de la Coupe du monde de football, puis toutes les étapes du Tour de France », pronostique son ancien conseiller, Yves Colmou.

On s'habitue, on redécouvre. « C'est très bien un bureau de député. Il y a un fax. C'est de mieux en mieux organisé », sourit Marylise Lebranchu dans le bureau de 6 mètres carrés de son suppléant, Yvon Abiven, au 101, rue de l'Université. Les pieds sur la table – sa campagne législative la fatigue –, l'ancienne garde des sceaux jette un œil désabusé sur *Le Télégramme* qui, récemment, qualifiait Jacques Chirac de « nouveau de Gaulle ».

Les plus jeunes envoient des SMS ou des textos : « Pour des raisons assez indépendantes de ma volonté, mon numéro va changer. A partir de lundi, vous pouvez me joindre au... », écrit non sans humour Gilles Finchelstein, proche de Dominique Strauss-Kahn. A quarante ans, certains s'interrogent sur leur avenir en politique...

Chacun a sa recette pour tenir. M. Guelman évite la compagnie des dirigeants socialistes. Il n'a pas envie de répondre aux questions : « Alors, tu l'as vu ? Comment il va ? » M<sup>me</sup> Lebranchu écrit. « De la rage et de l'amertume, des tas de feuilles de papier », dit-elle. Pour sa lettre « à Jospin », elle attend : « Je reste membre du fan club. » Certains essaient de réécrire l'histoire. Des notes secrètes ressortent des tiroirs : « Ah ! si j'avais insisté... » Des remords hantent les nuits. « Ah ! si j'étais allé lui dire ça... » Quelques-uns cherchent des coupables. « Les modernes disent que c'est Glavany, les autres que c'est "Strauss", "Mosco" et Séguéla », résume un collaborateur de Martine Aubry. Mais tous ajoutent : « Quand vous savez comment travaille Jospin, vous savez bien que c'est d'abord lui. »

C'est dit sans rancœur. Au conseil national du 23 avril, les plus critiques se sont contentés de quelques blagues de couloir. « Je suis une victime de la double peine. J'ai voté Jospin au premier tour, Chirac au second », grinçait Pascal Cherki, de la Gauche socialiste. Le 21 avril, en effet, le succès de Jean-Marie Le Pen a tout emporté. Le 5 mai, les dirigeants socialistes se sont essayés dans leur circonscription. « Il est parti en emportant sur lui la faute. Personne n'a pu construire un ressentiment. Or on ne peut souvent se reconstruire que dans la désignation de l'ennemi », analyse un proche. « Il ne faut pas parler de lui à l'imparfait », a lancé M<sup>me</sup> Aubry, deux jours après la défaite. La seule audace que s'autorisent les jospinistes « historiques », c'est de réfléchir à un nouveau nom pour désigner, à l'avenir, le « courant jospino-rocardien ».

Ariane Chemin et Clarisse Fabre

# LE GRAND JURY

RTL Le Monde **LCR**

# Ségolène Royal

LUNDI 20 MAI / 18:30

Richard Arzt - RTL / Gérard Courtois - Le Monde / Pierre-Luc Séguillon - LCR

**RTL** VIVRE ENSEMBLE



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

**STÉPHANE BREITWIESER**, un serveur de restaurant de 31 ans, avait accumulé un incroyable butin : les enquêteurs le soupçonnent d'avoir dérobé, dans plusieurs musées européens, **172 OBJETS** de grande

valeur. Aucune de ces pièces n'aurait été revendue : le jeune homme, **PASSIONNÉ D'ART**, s'était constitué un musée personnel dans la maison où il vivait avec sa mère, à Eschentzwiler (Haut-Rhin). Le jeune

homme a été **ARRÊTÉ** en novembre 2001 dans le Musée Richard Wagner de Tribtschen, en Suisse, où il avait volé, deux jours auparavant, un cor datant de l'époque de l'ancienne confédération suisse. Il a été

écroué en Suisse, où il sera jugé pour les faits commis dans la Confédération. Sa mère, apprenant son arrestation, a **JETÉ OU DÉTRUIT** une partie de la collection.

## L'incroyable butin d'un amateur d'art retrouvé dans le canal Rhin-Rhône

Stéphane Breitwieser, 31 ans, s'était constitué un musée personnel d'une valeur exceptionnelle en dérobant 172 objets d'art dans plusieurs musées européens. Après son arrestation en Suisse, en novembre 2001, sa mère a jeté dans le canal Rhin-Rhône une partie de sa collection

IL AVAIT un cutter, une petite amie et un goût démesuré pour l'art. A l'aide de l'outil tranchant, secondé par sa compagne, Stéphane Breitwieser a dérobé, depuis

■ **PORTRAIT**

L'œuvre devait lui plaire et être de petite taille afin de pouvoir être découpée

1995, cent soixante-douze objets d'art et toiles de maître en sept ans, dans toute l'Europe, parmi lesquelles des pièces d'orfèvrerie, des céramiques, des montres anciennes et des tableaux. Il aurait ainsi dérobé des pièces fameuses comme « *Le Pâtre endormi* », de François Boucher, et « *La fraude profite à son maître* » de Peter Bruegel. Arrêté en novembre 2001 en Suisse, Stéphane Breitwieser a été écroué.

Son incroyable parcours s'est achevé en novembre 2001, en Suisse, au Musée de Tribtschen, près de Lucerne, où la gourmandise l'a poussé à revenir sur les lieux deux jours après y avoir dérobé un cor datant de l'époque de l'ancienne Confédération suisse. Le jeune homme, âgé de 31 ans, n'avait rien d'un trafiquant ou du pillier à but lucratif : il conservait l'ensemble de son butin dans le pavillon qu'il partageait avec sa mère à Eschentzwiler (Haut-Rhin). S'il avait revendu les œuvres, les policiers de France, de Suisse, d'Allemagne, du Luxembourg, de Belgique, des Pays-Bas et du Danemark seraient sans doute parvenus à le pister et à l'arrêter depuis belle lurette.



« *Le Pâtre endormi* », de François Boucher (XVIII<sup>e</sup> siècle), a été dérobé le 4 août 1996 à Chartres (Eure-et-Loir). « *L'Entrée du village* », de Peter Gysels, a été volé le 13 août 1996 à Valence (Drôme).

L'argent ne constituait pas une priorité aux yeux de ce petit-neveu d'un peintre alsacien mineur, Robert Breitwieser. Ce qui le passionnait, ce qui était devenu, avec les années, le fil conducteur presque obsessionnel de son existence anonyme, c'était l'art. Avec un goût prononcé pour les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Stéphane Breitwieser volait beaucoup, mais certainement pas au hasard. Il ne passait à l'acte qu'à deux conditions : l'œuvre devait lui plaire et être de petite taille, afin de pouvoir être découpée en toute hâte puis glissée dans son sac ou son pardessus.

### DU GOÛT ET DE LA MÉMOIRE

Stéphane Breitwieser vivait chez sa mère, Mireille, à Eschentzwiler (Haut-Rhin), près de Mulhouse.

Infirmière dans une clinique à Bâle, cette femme de 51 ans avait fermé les yeux sur cet étrange musée qui ne cessait de s'agrandir dans son appartement. Revenant les bras chargés, Stéphane expliquait laconiquement à sa mère qu'il avait participé à des enchères.

Diplômé d'un BTS de tourisme, Stéphane Breitwieser est un autodidacte ayant assouvi sa passion inouïe de l'art en solitaire. Les enquêteurs de la police judiciaire de Strasbourg et de l'Office central de lutte contre le trafic de biens culturels, qui le qualifient de « *froid et méthodique* », ont eu la stupéfaction de découvrir que le kleptomane avait du goût et de la mémoire. Malgré l'abondance de ses méfaits et leur étalement dans le temps, Stéphane Breitwieser a restitué la

date, le lieu et la nature des œuvres volées. Après chaque nouvelle acquisition, il écumait les librairies spécialisées et les bibliothèques de Strasbourg afin d'en dresser un profil précis. S'imaginait-il donc conservateur de son propre musée, soucieux de satisfaire des visiteurs imaginaires ? En tout cas, son goût de l'entretien allait jusqu'à faire fabriquer par un encadreur mülhousien des cadres de style ancien, convenant au profil des tableaux dérobés.

Stéphane Breitwieser commence sa carrière, il y a sept ans, par de menus vols. A force de fréquenter les brocantes et les salles de vente, il s'aperçoit que la foule et les conditions de sécurité parfois défaillantes autorisent les plus folles audaces. Intoxiqué au risque, mû par le

désir de possession, il profite de ses allées et venues en Suisse, où il travaille comme serveur dans des restaurants, pour se familiariser avec les lieux de culture. Il gagne peu d'argent. Sa mère lui prête quelques milliers de francs de temps à autre.

Son deuxième terrain de prédilection est la France, où il sévit à soixante-dix reprises. Menton, Caen, La Rochelle, Chartres, Valence, Montpellier, Avignon, Nancy, Lille... La liste est longue et l'audace folle. Le 19 juillet 1996, au Musée de Blois, il aurait ainsi dérobé un tableau unique du XVI<sup>e</sup> siècle de Corneille de La Haye, *Madeleine de France, reine d'Écosse*. Trois semaines plus tard, au même endroit, il aurait emporté le *Pâtre endormi* de François Boucher. L'an-

née suivante, à Anvers cette fois, il aurait découpé *La fraude profite à son maître*, de Peter Bruegel, une des plus belles pièces de sa collection.

A chaque fois, la technique employée est identique. Le jeune homme se glisse dans la foule des visiteurs, flâne d'une salle à l'autre, repère les œuvres séduisantes et les agents de sécurité à esquiver. Puis il revient, et revient encore, jusqu'à maîtriser la configuration de l'endroit. Son amie, Anne-Catherine Kleinklauss, que des sources proches de l'enquête présentent comme étant « *sous l'influence manifeste de Stéphane Breitwieser* », aurait servi de guetteuse. La jeune femme nie aujourd'hui toute participation aux vols de son ancien ami.

### « FALLAIT LAVER LA MAISON »

Selon les enquêteurs, elle se trouvait en Suisse avec Stéphane Breitwieser en novembre 2001 au moment de son arrestation. Mireille, la mère de Stéphane, l'a vue revenir seule. Après un ou deux jours de tourment et de rage, Mireille Breitwieser, qui a été mise en examen pour « *recel de vols par habitude* » et écrouée, a décidé de détruire le musée de son fils, dont elle dit ne pas avoir connu la valeur. « *Il fallait laver la maison* », dira-t-elle aux enquêteurs. Ce qu'elle ne pouvait anéantir de ses mains, elle l'a jeté dans le canal du Rhin-Rhône. Le 27 novembre 2001, un promeneur découvrait les premières pièces, rendues par les eaux. Au total, 107 œuvres d'art sur cent soixante-douze ont été repêchées. Le reste a fini avec les restes, dans la poubelle.

Piotr Smolar

## Au Musée de Tribtschen : « Il paraissait très intéressé par nos collections »

C'EST dans le cadre romantique de Tribtschen, près de Lucerne, en Suisse centrale, que le parcours de Stéphane Breitwieser a été brutalement interrompu. Un dimanche de novembre 2001, le jeune homme se présente seul au guichet du Musée Richard-Wagner, qui conserve de nombreux instruments de musique anciens dans la résidence qu'occupait le compositeur lors de plusieurs séjours, au XIX<sup>e</sup> siècle.

« *Il semblait bien sous tous rapports, il était bien habillé et paraissait très intéressé par nos collections*, se souvient la conservatrice, Esther Jaeger. *Il avait l'air d'un connaisseur, et j'ai cru qu'il venait pour le vernissage qui avait lieu au musée ce jour-là. Il est resté très longtemps à l'intérieur du musée, sans rien dire, en observant attentivement.* » Le soir venu, la conservatrice constate la disparition d'une pièce très rare, un cor datant de l'époque de

l'ancienne Confédération suisse : il n'en reste que trois au monde. L'alarme du musée ne fonctionnant que la nuit et personne ne remarquant le vol. « *Il avait discrètement emporté l'objet dans son manteau* », explique aujourd'hui Esther Jaeger. La conservatrice avertit alors la police.

L'enquête se serait sans doute arrêtée là si Stéphane Breitwieser n'avait commis l'erreur de revenir très vite sur les lieux de son crime. Deux jours plus tard, le mardi, un promeneur remarque le jeune homme dans le parc du Musée Richard-Wagner. Il flâne, réalise des croquis, inspire peut-être par le souvenir de Wagner, qui composa à Lucerne *Siegfried* et *Tristan et Isolde*, ou de Friedrich Nietzsche, qui fit pas moins de vingt-quatre visites à la villa de Tribtschen.

De loin, la conservatrice reconnaît le visiteur du dimanche précédent. Rapidement pré-

venue, la police arrête alors Stéphane Breitwieser, qui reconnaît les faits. Il admet avoir dérobé d'autres objets au Musée historique de la ville et à la galerie Fischer. Aucune de ces pièces n'a encore été restituée à ses propriétaires.

Lucerne, qui abrite de nombreuses collections d'art privées, n'est pas la seule ville de Suisse à avoir reçu la visite de Stéphane Breitwieser. Des objets d'art ont disparu dans plusieurs autres régions du pays après le passage du discret cambrioleur, qui attend depuis des mois sa mise en accusation dans une prison de Lucerne. Manifestement embarrassée par la publicité donnée à l'affaire, ces derniers jours, la police du lieu, qui centralise l'enquête suisse, annonce qu'elle ne fera aucune déclaration avant mercredi prochain.

Sylvain Besson (« *Le Temps* »)

## Des précédents rocambolesques

● **L'esthète au cutter.** « *Un amateur éclairé* » doté d'une « *extrême dextérité* » : c'est ainsi que la Direction des musées de France a qualifié Richard Etoh-Mvondo, un jeune homme de 21 ans surnommé « *l'Arsène Lupin au cutter* ». C'est avec cet objet que le jeune homme est parvenu à voler sept œuvres majeures à Paris et à Venise en 1990. Le matin du 4 juillet, à Paris, il décroche *Les Moulins de la Glacière* (1816) de Paul Huet au Musée Carnavalet, puis il découpe *Monaluccia*, un portrait de 1879 peint par Hébert et exposé au Musée Ernest-Hébert, avant de partir au Louvre, où il emporte *Le Portrait de femme* d'Auguste Renoir. Il est finalement arrêté à Paris en septembre 1990.

Les œuvres ont toutes été retrouvées intactes.

● **Les méaventures d'un cocher de fiacre.** Le 28 mai 1991, une fête est donnée dans les salles du Grand Palais, à l'occasion d'une rétrospective consacrée à Seurat. La soirée touche à sa fin, lorsque deux maîtres d'hôtel, Pascal et François, s'approchent d'une mine de plomb intitulée *Le Cocher de fiacre* (1887). L'un d'eux empoigne un couteau, dévisse le cadre et s'empare du dessin. Le 8 février 1994, les gendarmes de Fontenay-sous-Bois interpellent deux hommes dans une voiture. L'un d'eux, Pascal, est menotté. De petits truands ont cherché à récupérer le Seurat par la force. Sa valeur est alors estimée entre 4 et 6 millions de francs. Mais ce n'est plus la peine de chercher. Marie, la femme de François, l'a brûlé.

● **Le bras en or de sainte Eugénie a causé sa perte.** Dans la nuit du 15 au 16 septembre 2000, la petite église de Varzy (Nièvre), est cambriolée. Les voleurs n'ont eu aucun mal à forcer la serrure pour y pénétrer. Leur objectif : un tableau du XVIII<sup>e</sup> siècle représentant une crucifixion, un ostensorio et un reliquaire, connu sous le nom de *Bras d'or de sainte Eugénie*. L'enveloppe du bras d'Eugénie était en bois d'olivier, simplement couvert d'une mince feuille d'or. En essayant de faire fondre le métal, les voleurs amateurs ont détruit l'œuvre.

## Les militaires du génie ont repêché 107 pièces dans le canal Rhin-Rhône

La mère de Stéphane Breitwieser y avait jeté la collection réunie par son fils dans leur pavillon d'Eschentzwiler

### STRASBOURG

de notre correspondant

Une trentaine de militaires du génie, accompagnés de gendarmes français et de policiers suisses, ont participé à de nouvelles fouilles, en fin de semaine, dans le canal du Rhin-Rhône, à hauteur de Gersheim (Bas-Rhin), sans pour autant retrouver d'autres pièces de la collection de Stéphane Breitwieser. C'est dans ce tronçon que sa mère, Mireille Breitwieser, avait jeté une grande partie des œuvres d'art en novembre 2001 après avoir appris l'arrestation de Stéphane dans le musée Richard Wagner de Tribtschen, près de Lucerne (Suisse).

Au total, 107 objets ont été repêchés dans le canal ou récupérés sur les berges. Ils ont été confiés au musée d'Unterlinden, à Colmar (Haut-Rhin), puis pris en charge par des experts pour être nettoyés et restaurés. Ils sont aujourd'hui sous scellés. D'après les enquêteurs, il s'agit notamment de pièces d'orfèvrerie – par exemple plusieurs ciboires du XVII<sup>e</sup> siècle provenant de Belgique et une miniature de bateau à

roues en argent et vermeil de même époque volée à Augsburg (Allemagne) –, de céramiques, de faïences, de montres anciennes et même d'un incunabile, c'est-à-dire un ouvrage imprimé avant l'an 1500, serti d'argent.

### AUCUNE LISTE OFFICIELLE

Leur valeur approche les 10 millions d'euros, selon Pascal Schultz, procureur adjoint au tribunal de grande instance de Strasbourg. Aucune liste officielle des objets dérobés n'a été publiée pour l'instant. Les enquêteurs rapprochent avec beaucoup de circonspection, les déclarations de Stéphane Breitwieser et les vols effectivement dans les musées européens durant cette période. « *Amateur éclairé, particulièrement friand de toiles de maîtres belges et flamands du XVIII<sup>e</sup>* », selon Pascal Schultz, Stéphane Breitwieser aurait, entre autres, dérobé une « *Princesse de Clèves* » de Lucas Cranach l'ancien à Baden-Baden (Allemagne) lors d'une vente organisée en 1995 par Sotheby's, un Peter Bruegel, « *La*

*fraude profite à son maître* », en 1997 à Anvers (Belgique), une sanguine d'Antoine Watteau, « *Deux hommes* », au musée de Montpellier en 1999, et une huile sur bois de François Boucher, « *Pâtre endormi* », au musée de Blois en 1996. Toutes ces œuvres seraient désormais perdues, lacérées et jetées aux ordures par la mère de l'Arsène Lupin alsacien. Les enquêteurs n'écartent pas pour l'heure la possibilité que le jeune homme ait vendu quelques pièces de sa collection, même si ce n'était pas sa motivation première.

M<sup>me</sup> Breitwieser n'avait pas tout jeté à l'eau au moment de son accès de rage. D'après son avocat, M<sup>r</sup> Raphaël Fréchar, elle aurait déposé dans une chapelle toute proche huit objets précieux. Les enquêteurs n'y ont retrouvé qu'une petite Vierge à l'enfant en bois. Un promeneur a également découvert par hasard près d'Otscheim (Haut-Rhin) une tapisserie de la manufacture des Gobelins. Ce sont les découvertes imprévues et inexplicables de certaines pièces par des prome-

neurs, fin novembre 2001, qui ont entraîné l'ouverture d'une enquête par le parquet de Strasbourg, confiée à la police judiciaire. Celle-ci a sollicité l'aide de l'Office central de lutte contre le trafic de biens culturels. Grâce aux données de ce dernier, les enquêteurs se sont intéressés au cas Breitwieser.

### « FACILITÉ DÉCONCERTANTE »

Lors de son audition en février, celui-ci a reconnu immédiatement tous les vols commis depuis 1995, soit 172 pièces dérobées dans une soixantaine de musées, de collections ou d'expositions en Suisse, en France, en Belgique, en Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Autriche. Selon le procureur adjoint Pascal Schultz, le kleptomane amateur d'art agissait « *avec une facilité déconcertante* ». Sa longévité s'expliquerait à la fois par la rétention des œuvres volées, rendant impossible tout repérage dans le circuit des trafiquants, et par la nature des cibles, de petites œuvres dans des petits musées sans système de protection perfectionné. Ecroué et poursuivi

en Suisse après son arrestation, Stéphane Breitwieser y sera jugé pour les faits commis dans la Confédération. La France demandera alors son extradition afin qu'il soit jugé pour les vols perpétrés en France et dans d'autres pays d'Europe.

La mère de Stéphane, selon son défenseur, ne soupçonnait pas la provenance de la collection entreposée dans le pavillon d'Eschentzwiler, qu'elle partageait avec son fils, et qu'elle a détruite. Une perquisition n'a permis de retrouver que quelques bronzes dans la chambre de Stéphane. Mireille Breitwieser, qui a indiqué aux enquêteurs où elle avait jeté les objets, a été mise en examen, mercredi 15 mai, pour « *recel de vols par habitude* » et écrouée à la maison d'arrêt de Strasbourg. Quant à l'ancienne compagne de Stéphane, une jeune femme de 31 ans nommée Anne-Catherine Kleinklauss, elle a été mise en examen pour « *complicité de vols* » et placée sous contrôle judiciaire.

Jacques Fortier



# Le ministre de l'éducation nationale place la lutte contre l'illettrisme parmi ses priorités

Depuis sa nomination, Luc Ferry multiplie les apparitions avec femme et enfants dans les médias

CE FUT son premier geste public de ministre. Mercredi 8 mai, Luc Ferry recevait TF1 dans l'intimité de son salon, portant sa dernière fille, Clara, 18 mois, dans les bras, tandis que sa jeune épouse, Marie-Caroline, se tenait sur le canapé. Puis il y eut, encore au salon, un reportage de France 2, lui aussi diffusé dans le journal de 20 heures, jeudi 9 mai. Là, le philosophe s'y montrait en père attentif, lisant *Petit ours brun est grognon*, de Danièle Bour, un best-seller de la littérature enfantine édité par le groupe catholique Bayard Presse.

Troisième étape de cette communication très familiale, une visite dans son lycée de Mantes-la-Jolie (Yvelines), lundi 13 mai. L'occasion de faire la bise à un neveu et deux nièces scolarisés dans l'établissement, et d'égrener quelques anecdotes de son passé d'élève et d'enseignant débutant dans l'établissement. A suivi, en compagnie d'une série de ministres portaiturés en famille, une double page de *Paris Match* jeudi 16 mai, qui le voit poser avec sa femme dans l'allée de bambous du jardin du ministère de l'éducation nationale.

Le même jour, *Le Figaro* dévoile la « une » du *Figaro Magazine* du week-end. Titrée « Mon école du bonheur », affichant un Luc Ferry tout sourire avec Clara, elle promet de dévoiler « en exclusivité les

fondements de son programme ». Dans les pages intérieures, Marie-Caroline, assise sur le désormais célèbre canapé jaune avec Louise, lit un autre épisode du héros des moins de quatre ans, *Petit ours brun au toboggan*. Sur la cheminée, dans un cadre argenté, Gabrielle, la troisième fille et aînée du ministre, sourit.

## ÉLITISME RÉPUBLICAIN

Dans l'interview, le ministre plaide pour « une éthique de la responsabilité » et exprime un souhait : « Si, au terme de mon ministère, on pouvait dire que l'illettrisme a reculé, j'aurais le sentiment d'une victoire. » Un philosophe, insiste-t-il, « doit prendre une part active à la vie de la cité ». Entre souvenirs de jeunesse et considérations philoso-

phiques, le nouveau locataire de la Rue de Grenelle commente la réaction des jeunes face à Jean-Marie Le Pen. « Que les jeunes se soient ainsi mobilisés contre Le Pen est quelque chose de très beau, et même d'émouvant. Ils ont prouvé leur capacité à s'intéresser à la chose publique. Que certains se soient engagés derrière le Front national ne me surprend guère : depuis toujours, les jeunes préfèrent l'extrémisme au centrisme. Toutefois, je pense qu'il s'agit de l'archétype de l'engagement passager. »

S'il présente l'élitisme républicain comme le seul moyen pour l'école d'assurer la promotion sociale, M. Ferry souligne aussi qu'il ne faut pas oublier les enfants qui sortent du système sans qualification : « C'est un défi de premier

## M. Loos visite un restaurant universitaire à Paris

François Loos, le ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, a effectué, vendredi 17 mai, une première visite éclair de terrain au restaurant universitaire Mabillon, à Paris. Accompagné de sa femme et d'un conseiller, M. Loos a brièvement bavardé avec des étudiants attablés et des membres du personnel. « Faire connaissance » avec le monde universitaire « prendra quelques semaines », a-t-il précisé. L'harmonisation européenne des diplômes est « engagée, il faut aller dans ce sens », mais « renforcer le poids des langues et de la culture générale dans les premières années d'université ». Pour M. Loos, « l'enseignement supérieur doit aider à trouver des débouchés » et « il vaut mieux coordonner la recherche des organismes et celle des universités ». La démographie des chercheurs, l'aide des régions aux universités et le budget européen de la recherche sont des « problèmes institutionnels » à traiter.

plan à relever. » Dans la perspective d'éventuelles réformes, il « ne tient à imposer aucune vérité depuis le haut », et associer tous les acteurs de l'école, au premier rang desquels figure « un corps enseignant exceptionnel, parmi les meilleurs du monde ».

Quelques pages plus loin, Xavier Darcos reçoit lui aussi chez lui. Le ministre délégué à l'enseignement scolaire dévoile un intérieur plus moderne pour ce qui est de l'espace de jeu pastel du fils, Gabriel, 18 mois, mais tout aussi classique que son ministre de tutelle et « ami » pour ce qui est du salon, où ce mélomane averti s'exerce au piano. « A lui les paillettes, à moi la soute », commente-t-il. Sous la photo de famille prise par *Le Figaro Magazine* dans la chambre de Gabriel, en compagnie de sa femme Laure, M. Darcos livre trois pistes de travail : « une lutte absolue contre l'illettrisme à l'école primaire, une action forte contre la violence (il faut sortir les caïds), une réflexion sur la formation des maîtres ». Luc Ferry, raconte le premier ministre Jean-Pierre Raffarin dans son livre *Pour une nouvelle gouvernance* (éd. l'Archipel), « m'a conseillé de rechercher [la] clarté du nouvel humanisme au cœur de la sphère privée ».

Nathalie Guibert

## Plusieurs syndicats d'enseignants critiquent les itinéraires de découverte

L'OPPOSITION à la mise en place des itinéraires de découverte au collège, prévue pour septembre, s'est renforcée, jeudi 16 mai, avec la prise de position commune de quatre associations d'enseignants de sciences et du SNES-FSU. Dans un communiqué, ces organisations dénoncent les réductions d'horaires qui accompagnent l'instauration de cette innovation pédagogique voulue par Jack Lang et dont les conditions d'application ont été définies par les circulaires de rentrée (*Le Monde* du 19 avril). Elles s'inquiètent également des conséquences sur l'enseignement des sciences de la disparition des travaux en groupe, habituellement réservés aux expérimentations.

Les itinéraires de découverte prévoient que les élèves suivent, deux heures par semaine, des enseignements pluridisciplinaires choisis parmi quatre domaines (nature et corps humain, arts et humanités, langues et civilisations, création et techniques). Le ministère Lang estimait

que ces « temps d'enseignement » devaient permettre d'aborder autrement des connaissances inscrites au programme. Mais le SNES et les associations d'enseignants regrettent, eux, que ces itinéraires réduisent le volume horaire consacré aux disciplines. « Au cycle central [5<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>], la mise en place des itinéraires de découverte, qui s'effectue à moyens constants, met les horaires des enseignements disciplinaires au plancher », expliquent ces organisations.

Ces syndicats soulignent que les moyens consacrés aux cours à effectifs réduits vont diminuer : « Ces enseignements se dérouleront donc, encore plus souvent que par le passé, en classe entière, sans que les élèves puissent expérimenter, observer et manipuler, produire par eux-mêmes. » Les signataires craignent que la disparition des pratiques expérimentales n'aggrave la désaffection des jeunes pour les filières scientifiques, déjà sensible dans l'enseignement supérieur (*Le Monde* du

24 avril). Elles dénoncent enfin l'absence de réflexion préalable sur la « faisabilité » de ces itinéraires. « Comment en faire un lieu d'exigences ? », « comment aider les enseignants à gérer matériellement cette nouvelle activité ? », interrogent ces organisations en critiquant l'absence de réponses précises du ministère.

## Ils craignent que le volume horaire consacré aux disciplines soit réduit

Le rapprochement entre le SNES et les associations de professeurs de sciences marque une étape importante dans la mobilisation contre les itinéraires de découverte. Le SNES-FSU est en effet le principal syndicat d'enseignants du second degré, avec

plus de 55 % des suffrages exprimés lors des dernières élections professionnelles, en décembre 1999. Quant aux associations de professeurs, elles rassemblent, discipline par discipline, plusieurs milliers d'enseignants et constituent traditionnellement un groupe de pression puissant au sein de l'éducation nationale.

Ce durcissement intervient alors que la préparation de la prochaine rentrée scolaire est presque achevée, ne laissant au nouveau ministre de la jeunesse et de l'éducation qu'une faible marge de manœuvre pour en modifier l'organisation. Sur le fond du dossier, comme sur l'ensemble des réformes engagées par Jack Lang dans l'enseignement scolaire, Luc Ferry n'a pas encore fait connaître sa position. « Aucune déclaration n'est prévue pour l'instant », indiquait la Rue de Grenelle, vendredi 17 mai, en renvoyant à une conférence de presse prévue jeudi 23 mai.

Luc Bronner

## A Sangatte, une bagarre entre réfugiés fait sept blessés

Deux cents personnes se sont affrontées après un match de football opposant Kurdes et Afghans

LA TENSION ne cesse de croître entre les deux principales communautés du centre de la Croix-Rouge de Sangatte (Pas-de-Calais), qui héberge 1 300 immigrés en situation irrégulière. Environ 200 personnes se sont affrontées, vendredi 17 mai, vers 16 heures, à l'occasion d'un match de football opposant réfugiés kurdes et afghans. « De l'argent avait été misé sur le match, à l'issue duquel une bagarre a éclaté et s'est tout de suite transformée en émeute, raconte Henri Montperrus, directeur adjoint du centre. C'était comme un ouragan. Des projectiles ont été lancés et les réfugiés se sont mis à courir partout. Tous les Afghans sont sortis du centre tandis que les Kurdes prenaient possession des hangars et que la bataille continuait dans les champs aux alentours avec les éléments plus extrémistes. »

## RÉUNION DE CONCILIATION

Les affrontements ont duré une demi-heure. Les forces de l'ordre sont immédiatement intervenues « pour séparer les belligérants et ramener le calme à l'aide de grenades lacrymogènes », indique la préfecture d'Arras. Les réfugiés ont alors pu réintégrer le centre après la fouille de 600 personnes tandis qu'une réunion de conciliation était organisée à la sous-préfecture de Calais avec des représentants de la Croix-Rouge et des clandestins. Sept réfugiés ont été interpellés à la suite de ces incidents, qui ont fait sept blessés sérieux, dont l'un, dans un état grave, a reçu un coup de couteau à la fesse et à l'abdomen. Les autres souffrent de plaies légères ou de contusions.

Plusieurs affrontements de ce type ont déjà opposé les deux communautés. Alors que onze pensionnaires du centre de Sangatte sont morts cette année en tentant de passer clandestinement en Grande-Bretagne par le tunnel sous la Manche, un réfugié kurde a été tué de plusieurs coups de couteau dans le dos, le 15 avril, lors d'une bagarre qui avait fait deux autres blessés frappés à l'arme blanche. La rixe la plus importante avait opposé, fin 2001, plusieurs centaines de réfugiés dont 29 avaient été blessés. En juillet 2001, quinze autres personnes avaient été blessées lors d'une précédente bagarre. « Chaque communauté contrôle un point de passage stratégique vers l'Angleterre, qu'il s'agisse de la zone portuaire, de celle du tunnel sous la Manche ou du terminal de transport marchand de la SNCF à Frethun, explique M. Montperrus. Ces batailles ne sont pas étrangères aux luttes que se mènent les réseaux organisés de passeurs auxquels sont obligés de se soumettre les réfugiés. »

Ces rivalités ont été récemment exacerbées par le renforcement de la sécurité aux abords du tunnel sous la Manche et du terminal de Frethun, où les réfugiés essayent chaque jour d'embarquer dans des trains de marchandise à destination de la Grande-Bretagne. Ces tentatives quotidiennes sont de plus en plus agressives, les clandestins, de plus en plus jeunes, voulant passer « à tout prix », selon les agents de la SNCF.

Alexandre Garcia

## CORRESPONDANCE

### Une lettre de Daniel André

Nous avons rendu compte, dans nos colonnes, de la mise en examen, puis du renvoi devant le tribunal correctionnel de Daniel André, psychanalyste et ancien voisin et ami de Christine Deviers-Joncour (*Le Monde* du 11 février 2000 et *Le Monde* daté 1<sup>er</sup>-2 juillet 2001). Après son jugement, M. André nous a envoyé la mise au point suivante :

« Votre journal a rendu compte de ma mise en examen pour chantage, abus de confiance, menaces et actes d'intimidation à la suite du dépôt par M<sup>me</sup> Christine Deviers-Joncour d'une plainte avec constitution de partie civile à mon encontre. Commentant cette information, l'auteur de l'article a précisé que j'étais soupçonné d'« avoir soustrait des documents et des bandes magnétiques

appartenant à M<sup>me</sup> Deviers-Joncour alors que celle-ci était incarcérée, ainsi qu'une importante somme d'argent, et d'avoir refusé de les lui restituer en cherchant en outre à s'approprier les fonds qu'elle avait conservés en Suisse ». Votre journal a ensuite évoqué la décision prise par M. Philippe Courroye, juge d'instruction, de me renvoyer devant le tribunal correctionnel pour abus de confiance. Les lecteurs du *Monde* doivent savoir que, par jugement en date du 7 mars 2002, la 13<sup>e</sup> chambre du tribunal de grande instance de Paris m'a relaxé après avoir constaté qu'aucune des accusations portées contre moi n'était établie. J'indique enfin que M<sup>me</sup> Deviers-Joncour n'a pas interjeté appel de cette décision.

## De l'intérêt de compter avec la vie privée de ses salariés

SOUVENT, les salariés ont une famille. Les entreprises sont en train de s'en rendre compte. Une brochure intitulée *Entreprises et articulation des temps familiaux et professionnels* a été tout récemment éditée à 30 000 exemplaires par la CFE-CGC, syndicat des personnels d'encadrement, en collaboration avec le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD) et l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCP), qui devraient la diffuser auprès de leurs membres. Alors que « l'articulation entre la vie de famille et la vie professionnelle est encore bien souvent considérée par l'entreprise comme relevant exclusivement de la vie privée des salariés », ce guide pratique, en partie présenté sous la forme d'une bande dessinée, entend « montrer aux décideurs de l'entreprise que l'articulation des temps de vie constitue un investissement utile et pertinent ». Bref, qu'il est de l'intérêt de l'entreprise de prendre en considération la vie personnelle de ceux qu'elle emploie.

Les salariés qui parviennent à concilier responsabilités professionnelles et familiales, fait-on valoir au chapitre « Intérêt à agir », se

rèvent moins sujets au surmenage et à l'anxiété, et peuvent davantage se concentrer sur leur travail : « Les services et les produits réalisés sont de meilleure qualité. » Les coûts liés à l'absentéisme se réduisent. Le recrutement et la fidélisation des salariés s'en trouvent facilités. Qu'il s'agisse des femmes, auxquelles « les entreprises devraient, dans les années à venir, compte tenu des difficultés de recrutement dans certains secteurs d'activité, recourir davantage du fait de la pénurie de main-d'œuvre ». Ou même des hommes, puisque « les attitudes vis-à-vis du travail sont de moins en moins sexuées. Les hommes aspirent autant que les femmes à équilibrer leur vie familiale et leur activité professionnelle. »

### PRISE EN COMPTE DE LA SPHÈRE FAMILIALE

Les investisseurs, plaide-t-on enfin, s'intéressent de plus en plus au comportement éthique, social et environnemental des entreprises, n'hésitant plus à recourir à des agences de notation sociétales. La brochure (financée en partie par l'ancien ministère de la famille et de l'enfance, qui a impulsé la réflexion sur le sujet) fournit des renseigne-

ments pratiques sur l'aménagement et la réduction du temps de travail (ARTT), les congés de maternité et de paternité, la mobilité professionnelle, les crèches d'entreprise, etc. Et des conseils sur l'organisation du travail comme « reporter les réunions programmées en fin de semaine à 18 heures, qui peuvent sans doute attendre le début de semaine suivante ».

A la CFE-CGC, on constate que le congé de paternité a relancé le débat sur la prise en compte de la sphère familiale, « thème que l'on sent monter chez les jeunes cadres ». Louise Guerre, la présidente du CJD, y voit davantage l'impact des 35 heures, de la « prise en compte de choix personnels des salariés, après négociations avec l'entreprise », de l'entrée « dans l'ère du sur-mesure ». Elle constate qu'une préoccupation réelle « commence à émerger chez les chefs d'entreprise ». Et souligne le caractère « révolutionnaire » de ce guide, qui a réussi une première conciliation : celle des points de vue d'un syndicat de salariés et d'une organisation patronale.

Pascale Krémer

## L'Eglise de scientologie d'Ile-de-France condamnée

L'ASSOCIATION spirituelle de l'Eglise de scientologie d'Ile-de-France (Asesif) a été condamnée en tant que personne morale, vendredi 17 mai, à 8 000 euros d'amende pour violation de la loi sur l'informatique et les libertés par la 13<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris. Son président, Marc Walter, a été condamné à 2 000 euros d'amende. Lors de l'audience des 21 et 22 février, le parquet avait requis 300 000 euros d'amende contre l'association et avait en outre demandé au tribunal de « réfléchir » à une peine de dissolution (*Le Monde* du 25 février).

L'Asesif, qui souhaite faire appel, estime qu'il s'agit d'une « condamnation mineure ». C'est la première fois que la Scientologie est condamnée en tant que personne morale. Deux condamnations définitives pourraient conduire à sa dissolution, en vertu de la loi About-Picard, adoptée il y a un an. Une nouvelle information judiciaire a été ouverte, le 6 mai, contre l'Asesif, à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile pour « extorsion en bande organisée ».

### DÉPÊCHES

■ **ANTITERRORISME** : un membre présumé de l'organisation séparatiste basque ETA, Ismael Berasategui Escudero, arrêté dans la nuit du mardi 14 au mercredi 15 mai, en Ardèche, a été mis en examen et écroué, vendredi 17 mai, à Paris. Par ailleurs, deux hommes transportant des explosifs ont été interpellés dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 mai à Bastia (Haute-Corse). Les deux hommes, dont l'un serait membre du FLNC, devraient être entendus au cours du week-end par la section antiterroriste du parquet de Paris.

■ **POLICE** : des policiers du commissariat de police de la cité des Aubiers, à Bordeaux, ont été « attirés dans un guet-apens », jeudi soir 16 mai, selon le procureur de la République de Bordeaux. Appelés pour un début d'incendie et une attaque à la voiture bélier, ils ont été la cible de jets de pierres, barrières métalliques et cocktails Molotov. Dans l'après-midi, s'était tenu le procès d'un homme qui avait écrasé en voiture, en juin 2000, un jeune de la cité qui circulait sur une moto qu'il lui avait dérobée. Retenant la thèse de l'accident, le parquet a requis une peine de prison avec sursis contre l'automobiliste. Jugement le 20 juin.

■ **JUSTICE** : un jeune homme, interpellé, mardi 14 mai, à Millau (Aveyron), lors d'une opération « antidrogue », s'est évadé, vendredi 17 mai, à l'issue de sa comparution immédiate. Il a réussi à fausser compagnie à trois gendarmes, avec les mains menottées dans le dos.

**NEUBAUER**  
www.neubauer.peugeot.fr  
PEUGEOT

Formation supérieure  
aux affaires internationales  
**Ecole Internationale de Montpellier**  
Un programme en 4 années après le bac  
Un degré international : le BBA Honours  
www.supdeco-montpellier.com  
EIM@supco-montpellier.fr  
Tel : 04 67 10 26 26

RUBRIQUE  
IMMOBILIÈRE/AGENDA  
Tous les mercredis datés jeudis  
TARIFS 2002  
PARTICULIERS : FORFAIT 5 LIGNES  
(25 caractères ou espaces par ligne)  
- 2 Parutions : 93 € / 610,04 F TTC  
- 4 Parutions : 132 € / 865,86 F TTC  
18,50 € / 121,35 F TTC la ligne suppl.  
ABONNÉS : FORFAIT 5 LIGNES  
(25 caractères ou espaces par ligne)  
- 2 Parutions : 80 € / 524,77 F TTC  
- 4 Parutions : 112 € / 734,67 F TTC  
17,50 € / 114,79 F TTC la ligne suppl.  
01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36

## CARNET

## DISPARITIONS

■ **HENRI DELPORTE**, ancien directeur du Musée national des antiquités nationales, est mort lundi 13 mai à l'âge de 82 ans. Né à Tourcoing le 5 mars 1920 dans une famille modeste, Henri Delporte voit ses études interrompues par la guerre. Jeune instituteur, il s'engage dans la Résistance. Après la Libération, il apprend sur le terrain le métier d'archéologue, notamment avec le préhistorien R.-L. Nougier. Il effectue des fouilles dans l'Allier et dans le Périgord. C'est dans ce département, à Fuscac, qu'il découvre une « Vénus » préhistorique qui fera beaucoup parler d'elle. Membre de la Société préhistorique française, il entre en liaison avec ses confrères tchèques et russes, et fait découvrir aux scientifiques français les travaux des préhistoriens de l'est de l'Europe. En 1960, Henri Delporte entre au CNRS, puis, en 1966, il est nommé conservateur au Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye, qui deviendra sa base et qu'il dirigera à partir de 1984. Il organisera dans l'ancien château de nombreuses expositions ayant trait à l'art paléolithique. Ce qui ne l'empêchera pas de continuer ses recherches sur le terrain. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *L'Image de la femme dans l'art préhistorique*.

■ **CHRISTIAN VEBEL**, chansonnier qui fut très proche de Jean Nohain et de Pierre-Jean Vaillard, est mort jeudi 16 mai à son domicile de La Celle-Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) à l'âge de 91 ans. Né Christian Schewabel, en Algérie, où son père était préfet, licencié

en lettres après des études en Sorbonne, Christian Vebel débute comme journaliste, participant dans les années 30 avec Jean Nohain à la création du journal pour enfants, *Benjamin*. A cette époque, il écrit des chansons, comme *Johnny Palmer* pour Damia, ou *La Révolte des joujoux* pour Guy Berry. Mobilisé en 1939, prisonnier puis évadé, il se réfugie en Algérie, où il fonde, avec Pierre-Jean Vaillard et Georges Bernardet, Les Trois Baudets. Rentré en France au début des années 1950, Christian Vebel rejoint la troupe des chansonniers des Deux Anes à Paris. Son nom figure alors également aux génériques du Caveau de la République et du Théâtre de Dix Heures, tandis que sa voix est particulièrement familière aux auditeurs du « Grenier de Montmartre » et du « Club des chansonniers ».

■ **BILL PEET**, dessinateur et scénariste des Studios Disney, qui avait notamment dessiné l'éléphant Dumbo et écrit le scénario des *101 Dalmatiens*, est mort à l'âge de 87 ans samedi 11 mai à son domicile de San Fernando Valley (Californie). Né le 29 janvier 1915 à Grandview (Indiana), Bill Peet avait commencé à travailler pour Disney à l'âge de 22 ans et avait fait ses premières armes sur *Blanche-Neige et les sept nains*. Pendant vingt-sept ans, il a contribué à la naissance de classiques comme *Pinocchio*, *Fantasia*, *Cendrillon* ou encore *Peter Pan*. Après son départ de chez Disney, en 1964, Bill Peet écrit trente-cinq livres pour enfants, qui ont été traduits en plusieurs langues.

## À LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde ([www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet)) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 17 mai est publiée :

● **Législatives** : une décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives à la campagne officielle en vue des élections législatives des 9 et 16 juin.

## NOMINATIONS

**Louis-Charles Viossat** a été nommé directeur du cabinet de Jean-François Mattei, ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées, et **Marie-Jeanne Amable-Bonnet**, directrice du cabinet de Brigitte Girardin, ministre de l'outre-mer.

## DOCUMENTS OFFICIELS

L'Assemblée nationale publie la proposition de loi relative à la création de parcs nationaux de deuxième génération. <http://www.assemblee-nationale.fr/propositions/pion3690.asp>  
Le portail des services publics précise les dispositions prévues par la loi sur la sécurité quotidienne concernant les rave parties. [http://www.service-public.fr/accueil/rassemblement\\_festif.html](http://www.service-public.fr/accueil/rassemblement_festif.html)

Le Conseil constitutionnel publie un bilan de son action au lendemain de l'élection présidentielle. <http://www.conseil-constitutionnel.fr/bilan/bilan2002.htm>

Le Parlement européen publie le rapport concernant la préparation du sommet mondial sur le développement durable de 2002. [www2.europarl.eu.int/omk/OM-Europarl?PUBREF=-//EP//TEXT+REPORT+A5-2002-0151+O+DOC+SGML+Vo//FR](http://www2.europarl.eu.int/omk/OM-Europarl?PUBREF=-//EP//TEXT+REPORT+A5-2002-0151+O+DOC+SGML+Vo//FR)

La Documentation française a mis en ligne le rapport sur « L'état des sciences de l'homme et de la société en France et leur rôle dans la construction de l'espace européen de la recherche ».

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/024000211/0000.pdf>  
Le ministère de la santé publie un rapport sur la lutte contre le saturnisme. <http://www.sante.gouv.fr/hm/actu/saturn/>

Chaque vendredi avec

Le Monde  
DATÉ SAMEDI

retrouvez

LE MONDE  
TELEVISION

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

– Depuis le 16 mai 2002,

## Julie

est auprès de

Fabienne, Philippe et Pauline,

sa petite grande sœur en Avignon.

## Anniversaires de naissance

– Bon anniversaire,

## MAME.

Guillaume, Amélie, Alice.

– Bon anniversaire à notre petite

## Mannick.

De la part de

Flo, Perrine et Julie.

Nous t'adorons !

Julie, Sébastien, Nicolas, Anne et le petit Gaspard souhaitent à leur

## Papino

un joyeux anniversaire.

Que ce petit message t'apporte pour cette journée et toutes celles à venir bonheur et joie.

Amandine  
PETROFF-REINHART,  
20 mai 1983.

« Nous fêtons ta présence au sein des cryptes forestières, nous chantons ton mystère avec les chevreuils, les oiseaux ! En toute mémoire de la vie innocente... »

J.-Baptiste Reddé (alias VOLTUAN / écrivain végétarien).

## Décès

– Les présidents, Le directeur général, Et l'ensemble du personnel du groupe MACSF Assurances, ont la tristesse d'informer du décès du

docteur Gérard BERTHELOT, président honoraire de la MACSF Epargne Retraite.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Une messe sera dite à sa mémoire, le jeudi 30 mai, à 17 heures, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes.

RUBRIQUE  
IMMOBILIÈRE/AGENDA  
Tous les mercredis datés jeudis  
TARIFS 2002

## PARTICULIERS :

FORFAIT 5 LIGNES  
(25 caractères ou espaces par ligne)  
- 2 Parutions : 93 € / 610,04 F TTC  
- 4 Parutions : 132 € / 865,86 F TTC  
18,50 € / 121,35 F TTC la ligne suppl.

## ABONNÉS :

FORFAIT 5 LIGNES  
(25 caractères ou espaces par ligne)  
- 2 Parutions : 80 € / 524,77 F TTC  
- 4 Parutions : 112 € / 734,67 F TTC  
17,50 € / 114,79 F TTC la ligne suppl.☎ 01.42.17.39.80  
Fax : 01.42.17.21.36

– Sylvie Carmichael, Jocelyne Carmichael, Ses enfants et petits-enfants et Georges Doumenc, Frédéric et Anne Marie Carmichael, leurs enfants et petit-fils, Jean-Pierre et Françoise Carmichael, leurs enfants et petits-enfants, Bertrand († 1995) et Bénédicte Carmichael, leurs enfants et petits-enfants, Brigitte et Alain Gentot, leurs enfants et petits-enfants, Amy et Pascal Löchen, leurs enfants et petits-enfants, Martine Carmichael, Ses enfants et petits-enfants et Jean Brochard, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Marguerite Mikolasek, Claude Schloesing, ses sœurs, ont la tristesse d'annoncer que

## Louise CARMICHAEL

les a quittés le 16 mai 2002, dans sa quatre-vingt-quatorzième année, en la maison de « Claire Demeure » (Versailles).

Nous vous invitons à assister, ou à vous unir d'intention, au service religieux qui aura lieu en l'église de Saint-Lambert-des-Bois (Yvelines), le mardi 21 mai, à 10 h 30, suivi de l'inhumation au cimetière de Saint-Lambert-des-Bois.

Les dons éventuels peuvent être adressés à la Mission populaire de Trappes, 4, square Paul-Langevin, 78190 Trappes, et à la Communauté des diaconesses de Reuilly, 10, rue de la Porte-de-Buc, 78000 Versailles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Carmichael,  
1, route de Toussus,  
78117 Châteaufort.

## Philippe CARTERON

n'écrira plus.

Il est décédé le 6 mai 2002.

Ceux qui l'ont aimé pourront lui rendre hommage le mardi 21 mai, à 11 heures, au crématorium du Père-Lachaise (salle Landowski).

– Francine Mariani-Ducray, directrice des Musées de France, présidente de la réunion des Musées nationaux, Patrick Perin, directeur du Musée des antiquités nationales, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri DELPORTE, inspecteur général honoraire des Musées de France, conservateur en chef honoraire du Musée des antiquités nationales, chevalier de l'ordre national du Mérite, commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le 13 mai 2002, dans sa quatre-vingt-troisième année,

et s'associent à la douleur de sa famille. (Lire ci-contre.)

– Le Havre. Sainte-Adresse (Seine-Maritime).

Mary Berguit, sa sœur, Rosemonde et Pierre Guivarch-Hervieux, Agnès et Jean-Noël Berguit-Darey, ses parents et leur famille, Paco François, au nom de tous ses amis, font part du décès de

Etienne,  
Etberg,

et vous invitent à l'hommage qui lui sera rendu le jeudi 23 mai 2002, à 14 h 30, plage de Sainte-Adresse. Le bout du monde, où ses cendres seront dispersées.

Vos dons seront à adresser aux Restos du cœur.

– Suzanne Grand Dionet et ses enfants ont la tristesse de faire part du décès, le 15 mai, du

docteur Gérard GRAND, 1923-2002, médecin des pauvres, membre cofondateur de « Terre des enfants-Gard » et d'« Accueil aux enfants du monde ».

Impasse Très-Pont, 30870 Clarensac.

– Odette Gartenlaub Haultier, son épouse, Luc et Pascale Haultier, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Bernard HAULTIER, musicien,

survenu le 10 mai 2002, dans sa soixante-quatrième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Bagnaux dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– La Croix-Valmer (Var).

La famille Ledoux a la douleur de faire part du décès de

M. Louis LEDOUX, administrateur des colonies,

survenu le 16 mai 2002, à Saint-Tropez, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

– Le président de l'université Lumière-Lyon-II, Le doyen de la faculté d'anthropologie et de sociologie, Les membres de l'UMR 5647-Gremmo, Ses collègues, ont le regret de faire part de la disparition de

Jean MÉTRAL, chevalier des Palmes académiques, maître de conférences, directeur de l'Institut de recherche sur le monde arabe contemporain, président fondateur de l'Association Rhône-Alpes d'anthropologie, président de la Maison du Rhône à Givors, membre de l'Arsec, membre du haut conseil au patrimoine ethnologique, expert auprès du ministère des affaires étrangères.

86, rue Pasteur,  
69365 Lyon Cedex 07.

– Ses enfants, Ses petits-enfants, Sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Thérèse NÉGRIN, née SOUBYN, médaillée de la Résistance, déportée à Ravensbrück et à Holleischen,

survenu le 15 mai 2002, à Poissy.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 21 mai, à 10 h 30, en l'église de l'Immaculée-Conception, 63, rue du Dôme, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

« L'âme du juste est dans la main de Dieu et aucun tourment ne le touchera. Lui est dans la paix. Dieu en effet l'a éprouvé et il l'a trouvé digne de lui. » Livre de la Sagesse.

CARNET DU MONDE  
TARIFS année 2001/2002 - TARIF à la ligne  
DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 22 € - 144,31 F TTC  
TARIF ABONNÉS 18,50 € - 121,35 F TTC  
NAISSANCES, ANNIV. DE NAISS., MARIAGES, FIANCILLES, PACS FORFAIT 10 LIGNES 120 € - 787,15 F TTC  
Ligne suppl. : 12 € - 78,71 F TTC  
TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC  
Ligne suppl. abo. : 10 € - 65,60 F TTC  
THÈSES - ETUDIANTS : 13,35 € - 87,55 F TTC  
COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter  
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42  
Fax : 01.42.17.21.36 e-mail: carnet@mondepub.fr

## AVIS D'EXPERT

Jean AUBRY, antiquaire, recherche auprès des particuliers, meubles, tableaux, objets anciens XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>.

ART 1900 - 1930 - 1940 - 1950

Il suffit de l'appeler, il vient, estime

GRATUITEMENT  
Partages et successions

Si vous êtes vendeur, le paiement s'effectue au comptant. Assesseur de la commission de conciliation et d'expertise douanière. 135, Av. Mozart, 75016 Paris - 01.42.88.28.73 / 01.45.20.82.91

## Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE  
diplomatiqueL'Empire  
des médias

■ Fabriques de désirs, par Ignacio Ramonet.

■ La Toile rongée par les spéculateurs, par Dan Schiller.

■ Le culte d'Internet, par Philippe Breton.

■ A l'école des jeux télévisés, par Pascal Lardellier.

■ Lancinantes chroniques économiques, par Serge Halimi.

■ Mensonges de guerre au Kosovo, par Robert Fisk.

■ Ravages de la télévision en continu, par Eric Klinenberg.

■ Des parasites dans notre quotidien, par Dan Schiller.

■ Le marketing de la libération, par Thomas C. Frank.

■ Entre Disneyland et les ayatollahs, par Michel Serres.

Bibliographie et sites Internet.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 6,85 €

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

☐ M. ☐ Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : .....

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

## Autorisation de prélèvements

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR  
N° 134031Organisme créancier : Société Editrice du Monde  
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....

Signature : [ ]

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

Nom .....

Prénom .....

N° .....rue .....

Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° .....rue .....

Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

\*Le Monde\* (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year \*Le Monde\* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

# ENTREPRISES

## COMMERCE ÉLECTRONIQUE

La vente de voyages en ligne s'affirme comme l'un des secteurs les plus **PROMETTEURS** d'Internet. Les sites de billets d'avion et de train sont parmi les plus visités. Et, en dépit des événements du 11 septembre

2001, leur fréquentation a déjà **REBONDI** : sept des dix principaux sites de voyages américains dépassent les niveaux de fréquentation d'avant les attentats. Aux Etats-Unis, les ventes de voyages sur Internet

devraient **TRIPLER** d'ici à 2007. Elles pourraient être multipliées par dix en Europe. En France, le secteur du commerce électronique, avec 775 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2001, représente déjà près de

la moitié des ventes en ligne. La **SNCF**, qui s'est associée à Microsoft, vend 16 650 billets de train par jour. **LASTMINUTE.COM**, qui a racheté le français Degriftour en 2000, enregistre ses premiers bénéficiaires.

## Le tourisme et Internet, une rencontre fructueuse

L'industrie des voyages est l'une des grandes gagnantes du développement du commerce en ligne. Certains sites commencent à enregistrer leurs premiers bénéficiaires sur fond d'un vaste mouvement de concentration. Les voyageurs traditionnels résistent, à côté des nouveaux acteurs du Net

**LES VENTES** de voyages en ligne ont de beaux jours devant elles, si l'on en croit les perspectives dessinées par les instituts de recherche. Aux Etats-Unis, selon le cabinet Jupiter Media Metrix, les ventes de voyages sur Internet devraient atteindre 64 milliards de dollars (70 milliards d'euros) en 2007, contre 24 milliards de dollars en 2001. En Europe, en dépit de quelques divergences mineures sur les chiffres, les prévisions effectuées par les différents cabinets de recherche montrent que le voyage en ligne européen est en plein essor et qu'il pourrait même dépasser les Etats-Unis en nombre de connexions. Les analystes pensent aujourd'hui que les ventes en ligne pourraient atteindre 38,7 milliards d'euros en 2007, contre 4,5 milliards d'euros aujourd'hui.

Ce mode de distribution – que l'on a d'abord cru rival des agents de voyages avant de le considérer comme moribond, à l'instar de nombreux sites de e-commerce – fait preuve aujourd'hui, une fois fait un salutaire ménage, d'une grande vitalité. Ces dernières semaines, les annonces de concentrations et de nouvelles implantations ont été nombreuses.

Début avril, lastminute.com, qui avait déjà racheté le français Degriftour en 2000, a annoncé la reprise de travelselect.com, un voyageur londonien, pour 9 millions de livres (14,3 millions d'euros). La SNCF, qui ne veut pas perdre pied sur ce juteux secteur,

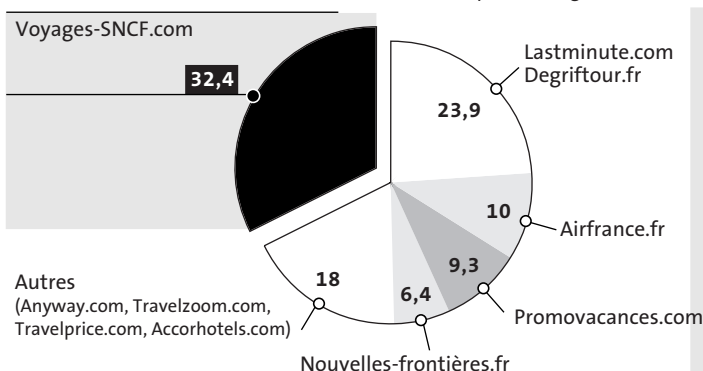
s'est associée au numéro un américain Expedia, une filiale de Microsoft. On murmure aujourd'hui que le numéro deux aux Etats-Unis, Travelocity, projeterait de débarquer sur le Vieux Continent et serait intéressé par Karavel-Promovacances.

De même, le site Opodo, jusqu'à bien implanté en Allemagne et en Grande-Bretagne, vient de débarquer en France avec deux objectifs avoués : devenir en trois ans le numéro un européen du e-tourisme et surtout... être rentable. Cette agence de voyages en ligne, créée il y a un an à l'initiative de neuf compagnies aériennes européennes, n'en est pas à son coup d'essai. Outre-Rhin, deux mois seulement après son lancement (en novembre 2001), le site enregistrait plus de 1 million de visiteurs et était déjà le numéro un allemand des sites Web pour la vente en ligne de vols secs et le numéro deux pour tous les voyages confondus. Outre-Manche, où Opodo est implanté depuis janvier, les chiffres communiqués par NetValue, un institut de mesure d'audience des sites, le classent au troisième rang des sites généralistes de voyages et numéro un pour le vol sec. Pour Giovanni Bisignani, président exécutif d'Opodo, « Internet s'impose comme le point de convergence pour tout ce qui concerne l'information sur les vols et autres données du voyage ».

En dépit des événements du 11 septembre 2001, la fréquenta-

### LA SNCF EN TÊTE

Nombre de connexions à domicile en mars 2002, en pourcentage



En France, les sites de voyages ont représenté 2,69 millions de visiteurs uniques en mars, soit 28,7 % du total des connexions en ligne.

Source : Jupiter MMXI

tion des sites de voyages aux Etats-Unis a rebondi ; 7 des 10 principaux sites dépassent même les niveaux de fréquentation d'avant les attentats. « Les transporteurs aériens l'ont vite compris : Internet est devenu un moyen idéal de commercialiser leurs vols, alors que les agences traditionnelles et les comptoirs voient leurs résultats s'amenuiser », poursuit le patron d'Opodo. Le bien-fondé de cette démarche trouve sa confirmation dans les méthodes appliquées par les compagnies aériennes à bas tarifs : non seulement il faut une unicité de flotte, un personnel navigant polyvalent et payé au plus juste, mais surtout des frais de distribu-

tion réduits. EasyJet, Ryanair, Go ou Buzz l'ont intégré depuis longtemps et distribuent entre 80 % et 90 % de leurs billets par Internet.

Le marché français, s'il est naissant, n'en est pas moins vigoureux : le e-tourisme est le premier secteur du commerce électronique en France, avec 775 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2001, soit près de la moitié des ventes en ligne (48,8 %). Il est suivi par le secteur informatique et multimédia. A la première place, le site de la SNCF, voyages-sncf.com, continue de faire la course en tête.

Ce site, dirigé par Denis Wathier, augmente régulièrement sa part de marché et affiche une

insolente croissance à deux chiffres. « En 2001, le site a réalisé un volume d'affaires de 162 millions d'euros, soit une progression de 80 %. Pour le premier trimestre, même si la progression est inférieure à celle précédemment affichée, elle atteint quand même 68 % par rapport au premier trimestre 2001, avec un volume d'affaires de 55,2 millions d'euros, explique M. Wathier. En mars, nous avons vendu 16 650 billets de train par jour. Ce chiffre n'est qu'une moyenne : nous avons eu des pointes à 26 000 billets en une seule journée. »

Pour l'instant, le train représente la quasi-totalité du chiffre d'affaires de voyages-sncf.com, les autres produits ne générant que 7,5 % du volume d'affaires. Mais ces derniers devraient rapidement atteindre 15 % du chiffre d'affaires et, à terme, représenter près d'un tiers des ventes du site. « Vu la tendance actuelle et ce taux de croissance spectaculaire, un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros à la fin de l'année paraît parfaitement envisageable », parie M. Wathier. Ce site est devenu par ailleurs un bon outil de l'optimisation des revenus de la SNCF : depuis la mi-avril, tous les mardis, il propose des réductions et des promotions sur les TGV et trains classiques pour le week-end suivant (avec une réduction de 30 à 50 %).

Le succès de la SNCF démontre qu'il n'y a pas que les nouveaux entrants et les entreprises Internet qui peuvent s'installer sur le Web :

un grand nombre de voyageurs, tels que Nouvelles Frontières ou Club Med, ont choisi ce canal comme complément de leur distribution traditionnelle. Pour ces voyageurs, qui d'habitude vendent en agences, Internet peut aussi être un moyen d'écouler des produits de dernière minute.

La possibilité pour l'internaute de comparer les prix entre plusieurs produits en quelques minutes seulement assure le succès du

### Le marché français, s'il est naissant, n'en est pas moins vigoureux

tourisme en ligne. Car sur ce marché, ce qui motive la démarche, c'est la recherche de la meilleure offre au meilleur moment et au meilleur coût. Cette quête du prix le plus intéressant rend la fidélisation des consommateurs très difficile. Dans ces conditions, et grâce à la jeunesse de ce mode de distribution, il y a peut-être encore de la place pour de nouveaux intervenants. Mais ils devront être prêts à beaucoup investir : Lastminute vient seulement de gagner de l'argent en France et en Grande-Bretagne, trois ans après son lancement.

François Bostnavaron

## Le voyageur en ligne Lastminute affiche ses premiers bénéficiaires et ambitionne de devenir un portail de loisirs global

**BRENT HOBEBMAN**, le directeur général et cofondateur de Lastminute avec Martha Lane Fox, l'avait annoncé en février : « Lastminute aura un résultat positif en France et en Grande-Bretagne d'ici à juin. » Il a tenu parole avec presque un trimestre d'avance puisque, pour le second trimestre de l'exercice, achevé au 31 mars, M. Hoberman a déclaré, lundi 13 mai, que le groupe Lastminute-Degriftour avait réalisé en France un bénéfice de 176 000 livres (280 000 euros), contre une perte de 492 000 livres un an auparavant. La tendance est identique au Royaume-Uni où le groupe, qui avait perdu 2,213 millions de livres en 2001, affiche aujourd'hui un gain de 293 000 livres.

### ACCÈS À EUROSTAR

Le chiffre d'affaires total du groupe a atteint 6,8 millions de livres, soit une augmentation de 65,8 % par rapport à la même période en 2001, et de 41,7 % par rapport au trimestre précédent. Pour M. Hoberman, « le groupe continue à prouver l'efficacité de son modèle de croissance, notamment dans son marché le plus développé, le Royaume-Uni ». Et le directeur général n'en démontre pas : Lastminute – et sa dizaine de sites – sera rentable au premier semestre 2003.

« Le rachat de Travelselect.com en avril contribuera à accroître notre rentabilité dès le pro-

chain semestre », pronostique M. Hoberman. D'un montant de 9 millions de livres, l'acquisition – par émission d'actions – du voyageur londonien va tripler le volume de vente de ses billets d'avions en Grande-Bretagne et, surtout, ouvrir aux clients de Lastminute.com l'accès à Eurostar. Pour Allan Leighton, président de Lastminute, « cette acquisition amorcé une phase de concentration du secteur européen du tourisme en ligne ».

### LA NOTION DE DERNIÈRE MINUTE

Pourtant, il n'est pas facile de se faire une place dans le voyage. C'est l'une des raisons pour lesquelles M. Hoberman estime que la force de Lastminute est justement cette notion de dernière minute, à la fois dans le voyage mais surtout dans les loisirs. Pour améliorer son service déjà existant, Lastminute devrait lancer vers l'automne un moteur de recherche qui permettra de construire l'intégralité d'un séjour. L'internaute aura ainsi la possibilité de choisir, pour un montant donné, un voyage dans sa globalité. « Il trouvera facilement sur le site le voyage, le restaurant, l'hébergement et, pourquoi pas, le spectacle », explique le patron de Lastminute.

Aujourd'hui, le voyage représente encore 90 % de l'activité en France en terme de volume d'affaires et 70 % en nombre de transactions.

Offrir à l'internaute un choix plus global permettra d'arriver à des ratios que, pour l'instant, le groupe ne connaît qu'en Grande-Bretagne : le voyage n'y représente que 50 % des transactions, le reste étant consacré aux autres loisirs (concert, restaurants ou cadeaux).

Les ambitions du site français ne s'arrêtent pas là : en octobre 2001, Lastminute avait signé un partenariat avec la Fnac pour la gestion de leur offre voyage et il vient de signer un accord identique avec M6. Désormais, la page de d'accueil du site M6 Voyages ressemble à celle Lastminute.com. Denis Philippon, directeur général de l'entité française, reconnaît que ce type de partenariat contribue pour environ 10 % au chiffre d'affaires. Et comme pour prouver que Lastminute, ce n'est pas que du voyage, il vient de lancer un service de restauration à domicile en partenariat avec Alloresto. En moins de 45 minutes, les internautes de Paris, Lille, Lyon, Marseille et Strasbourg pourront se faire livrer plus de 20 types de cuisine différente à partir de 12 euros. Et comme l'explique Frédéric Battut, secrétaire général du groupe, « c'est un pas de plus vers le portail de loisirs global. C'est un nouveau mode de vie, tout simplement ».

F. Bn.

## L'allemand Bertelsmann rachète l'ex-pirate Napster

**DERNIER** rebondissement dans la vie chaotique de l'ancien trublion de l'industrie musicale mondiale : le système d'échanges de fichiers MP3 Napster devrait finalement finir dans l'escarcelle du groupe allemand des médias Bertelsmann. Alors que Napster est proche du dépôt de bilan, Bertelsmann a annoncé, vendredi 17 mai, qu'il allait déboursier 8 millions de dollars (8,7 millions d'euros) pour acquérir la célèbre marque. Cet argent sera versé aux créanciers de Napster. Ce nouveau retournement est le point d'orgue d'une semaine folle pour le site Internet en perdition. Mardi, Konrad Hilbers, le PDG, et Shawn Fanning, fondateur et directeur technique de l'entreprise, avaient claqué la porte après le rejet par l'entreprise d'une offre de 30 millions de dollars du géant allemand, en négociation depuis des mois pour mettre définitivement Napster sous sa coupe. Vendredi, MM. Hilbers et Fanning étaient de retour à leur poste. « Napster sera en pointe pour trouver un modèle d'affaires qui respecte le copyright, récompense les artistes et offre du divertissement aux consommateurs », a affirmé Joel Klein, patron de Bertelsmann aux Etats-Unis.

## Arianespace a perdu 193 millions d'euros en 2001

**LE LANCEUR** spatial européen Arianespace a enregistré une perte de 193 millions d'euros en 2001, contre 242 millions d'euros en 2000, pour un chiffre d'affaires de 807 millions d'euros (contre 1,1 milliard en 2000), a annoncé la société vendredi. « Ces résultats sont dus à la décision de mettre en place des provisions, rendues nécessaires par l'effondrement rapide du marché mondial au cours des derniers mois et par l'impact sur l'activité de la société de l'incident survenu lors du dixième tir du lanceur Ariane-5. »

Son PDG, Jean-Marie Luton, « a proposé de mettre en place un plan d'action énergétique qui permettra un retour rapide à l'équilibre dans l'exploitation de la société ». Mais, a-t-il prévenu, « le marché des satellites se réduit et les trois années qui viennent vont être critiques ».

### DÉPÊCHES

■ **CASTORAMA/KINGFISHER** : le tribunal de commerce de Lille (Nord) a rejeté vendredi la demande en référé des actionnaires de Castorama hostiles à l'OPA de Kingfisher sur le groupe de bricolage, qui réclamaient la nomination d'un mandataire de justice. En revanche, le même jour, le tribunal de commerce de Paris a chargé la banque d'affaires Schroder Salomon Smith Barney de juger de l'équité du prix de 67 euros par action proposé par Kingfisher pour les 45 % de Castorama qu'il ne détient pas encore.

■ **EURO** : la monnaie européenne s'est stabilisée à 0,92 dollar vendredi, après avoir dépassé ce seuil dans la journée pour la première fois depuis octobre 2001.

■ **BELLSOUTH** : l'opérateur de télécommunications américain a annoncé vendredi qu'il allait supprimer de 4 000 à 5 000 emplois, soit 4,6 % à 6 % de ses effectifs totaux, à cause du ralentissement économique et de la concurrence.

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : l'opérateur français a annoncé vendredi être entré en négociation exclusive avec le câblo-opérateur américain Liberty Media en vue de lui céder le néerlandais Casema.

■ **SULZER MEDICA** : réunis en assemblée générale, les actionnaires du groupe suisse ont approuvé vendredi une augmentation de capital destinée à couvrir l'accord global dans le règlement de l'affaire des prothèses de hanche et de genou défectueuses aux Etats-Unis, qui concerne 30 000 patients.

## La Russie cesse sa coopération avec l'OPEP

Considérant que le prix du baril est stabilisé, le gouvernement lève les restrictions aux exportations

**LE GOUVERNEMENT** russe qui, au plus fort de la baisse des cours du brut, avait consenti à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) une réduction de 150 000 barils par jour (bj) sur ses exportations de brut afin de soutenir le prix du baril, a annoncé, vendredi 17 mai, qu'il procéderait bientôt à une levée « progressive » de ces restrictions. « La situation étant pratiquement stabilisée sur le marché pétrolier, nous considérons que le temps est venu de lever progressivement les limitations sur les exportations de brut », a déclaré vendredi le premier ministre russe, Mikhaïl Kassianov, au terme d'une rencontre avec les responsables des principaux groupes pétroliers du pays. Les restrictions et une meilleure tenue de l'économie mondiale ont ramené les prix du baril au-dessus des 25 dollars, contre 17 dollars à la fin 2001.

Les groupes pétroliers russes,

qui ont déjà considérablement augmenté leur production cette année – la Russie a, en février, produit 7,28 millions de bj devant l'Arabie saoudite – ont accueilli la nouvelle

### Cette décision aura peu d'impact sur le marché mondial

avec soulagement. Depuis les restrictions à l'exportation consenties au premier et deuxième trimestre, les prix du pétrole s'étaient effondrés sur le marché intérieur, passant sous les 5 dollars le baril, ce qui impliquait des ventes à pertes. Or, depuis cette semaine, le prix du baril est remonté à 12 dollars, les raffineries sont dé-

sengorgées et les « majors » ne rêvent que d'une chose : produire au maximum, le pétrole étant un grand pourvoyeur de devises.

Pourtant, la décision russe aura peu d'impact sur le marché mondial. 150 000 bj, c'est peu ; et, ces derniers temps, Moscou ne respectait pas les quotas. Ainsi, en mars, les exportations avaient retrouvé leur niveau de l'année précédente. Aubaine pour les groupes pétroliers, manne pour le gouvernement russe – qui a annoncé dans la foulée que la taxe sur les exportations de brut passait de 9,2 à 20,70 dollars la tonne –, la levée des restrictions est « aussi un cadeau pour le président George W. Bush qui arrive en Russie la semaine prochaine », expliquait le quotidien économique Vedomosti, dans son édition du 17 mai. « Echangeons l'OPEP contre l'amitié avec les Etats-Unis », titrait le journal.

Quelques jours plus tôt, la pres-

se russe s'était félicitée de ce que trois sociétés pétrolières du pays (Ioukos, Sourgoutneftegaz et LUKoil) ainsi que le géant du gaz russe Gazprom aient été classées parmi les 500 plus grosses compagnies du monde, selon une liste établie chaque année par le Financial Times. La bonne tenue des sociétés russes du pétrole a été relevée par le quotidien comme « un événement remarquable ». Toutefois, comme le souligne un spécialiste du brut, « beaucoup reste à faire : limiter l'intervention de l'Etat, rendre ces sociétés plus transparentes et plus rentables ». Ainsi, le pétrolier Ioukos est classé avant Conoco alors qu'il n'arboie qu'un quart des revenus de cette dernière société. Et puis, conclut l'expert : « Dans la liste émise par le FT en 2001, Enron figurait à la 89 place... Cette année, il n'y est plus. »

Marie Jégo

## LE GRAND DOSSIER



REUTERS/JERRY LAMPEN

Jeu 9 mai, Rotterdam. Des milliers de partisans de Pim Fortuyn participent à la cérémonie devant la cathédrale en l'honneur du leader populiste néerlandais assassiné.

# POPULISMES D'EUROPE

**N**ARODNITCHES-TIVO, de narod - peuple. Le populisme moderne est apparu en Russie au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et voici qu'il revient en force en Europe après avoir subi de nombreux avatars. A quelques semaines d'intervalle, le succès de Le Pen éliminant le socialiste Jospin du second tour de l'élection présidentielle française et la deuxième place de la Liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas attirent l'attention sur un phénomène qui, à quelques exceptions près, n'épargne aucun Etat de l'Ouest comme de l'Est. Le « populisme » est un concept vide, donc commode pour placer sous la même rubrique des tendances politiques souvent fort diverses. Les points communs sont rares entre les mouvements antifascistes des pays nordiques, opposés à un Etat-providence censé pressurer le contribuable, et le séparatisme de la Ligue du Nord en Italie, sans parler des populismes « de gauche » dont on a connu une tentative en France avec Bernard Tapie.

Des constantes se retrouvent cependant chez tous ces néopopulistes européens. Ils représentent, à leur manière, les trois formes du peuple que distinguent les politologues : peuple-nation, peuple-plèbe, peuple-ethnie. Ils jouent sur un registre varié, de la xénophobie, de

la haine des « petits » pour les « gros », quand ils ne se réclament pas d'une prétendue supériorité raciale pour justifier les pratiques d'exclusion. Ce « grand dossier » propose une plongée dans les mondes des populistes. Il tente non une impossible définition du populisme, mais une approche de ses manifestations et de ses causes. Les succès électoraux des partis populistes, leurs alliances avec des partis conservateurs pour participer au pouvoir dans plusieurs pays européens (en Autriche, en Italie, demain sans doute aux Pays-Bas) ne relèvent pas de la simple coïncidence. Ils sont les symptômes d'une crise identitaire et institutionnelle des systèmes démocratiques - dans lesquels ils s'inscrivent, soulignent de concert Yves Mény et Guy Hermet. Ce qui, avec l'absence d'une idéologie constituée et d'un appareil paramilitaire, les distingue du fascisme et du nazisme, et même de l'extrême droite traditionnelle.

Ils sont à la fois l'effet et la cause des maladies dont souffre la démocratie représentative, incapable d'exprimer et de prendre en charge les préoccupations des citoyens. Préoccupations réelles ou fantasmées, comme on l'observe par exemple dans tel village alsacien votant comme un seul homme pour le Front national par peur de l'immigration, alors qu'il n'a jamais vu un travailleur turc ou maghré-

bin. La gauche française au pouvoir avait cru bon de faire la distinction entre l'« insécurité » et le « sentiment d'insécurité », plus fort que la première. Intellectuellement, la différence est pertinente. Politiquement, elle ne compte pas, car les effets de l'image projetée d'une réalité supposée sont parfois plus dévastateurs que cette réalité elle-même. Mouvement attrape-tout, capable de faire des promesses contradictoires à des groupes sociaux antagonistes, le populisme exploite les peurs exprimées ou latentes, provoquées par la mondialisation, l'Europe et son élargissement, l'euro, l'ouverture des frontières et les migrations, le chômage, l'assistanat (pour les autres), le désintéret de l'Etat (pour soi), la technocratie, etc. Des peurs avec un dénominateur commun : la peur de l'avenir réapparue avec la crise du progrès et la fin de cette certitude, confortée par les « trente glorieuses », que demain serait meilleur qu'aujourd'hui et le sort des enfants plus enviable que celui des parents.

Une Europe bleu marine virant au brun est-elle en passe de supplanter l'Europe rose des années 1990 ? C'est peu probable. Bien que Jörg Haider caresse l'idée de rassembler tous les populistes dans le parti de « la nouvelle Europe » pour les prochaines élections au Parlement de Strasbourg, les différents partis se caractérisent plutôt par une attitude antieuropéenne.

**Il revient en force en Europe par les urnes. De Fortuyn à Haider et Le Pen, le populisme recouvre des réalités très diverses et dérangelantes**

En outre, chacun poursuit une stratégie particulière, liée aux conditions politiques nationales. Le Parti libéral de Jörg Haider participe au gouvernement autrichien depuis février 2000, influençant son allié conservateur mais subissant aussi l'usure du pouvoir. L'Alliance nationale de Gianfranco Fini, rejeton du néofascisme qui a renié ses géniteurs, a entrepris pour sa part une longue marche à travers les institutions italiennes, avec l'aide de Silvio Berlusconi. « Il Cavaliere » est l'exemple d'une autre variété de populisme, le « populisme médiatique », d'autant plus efficace que l'utilisateur des médias en est aussi le propriétaire ! Dans une sorte de geste expiatoire, quatorze membres de l'Union européenne avaient cru conjurer le mal en isolant le quinzième quand le parti de Haider s'est installé dans quelques ministères viennois. A propos de l'Italie, l'idée de sanctions a été vite écartée. Pour les Pays-Bas, elle n'est même pas posée.

En fait, l'Europe a moins à redouter les percées électorales de la droite populiste que l'instillation continue de ses thèmes et de ses phobies dans le débat politique. Jusqu'à en infecter les partis traditionnels qui, ne sachant comment s'en débarrasser, les reprennent à leur compte et leur accordent ainsi une douteuse respectabilité.

Daniel Vernet

**SOMMAIRE****VOX POPULI**

Un cri de détresse dans des systèmes démocratiques de moins en moins adaptés aux défis contemporains. Les dénominateurs communs : la lutte contre l'immigration, le rejet des élites, la crise de la représentativité. Un défi pour l'Union européenne

p. 16 et 17

**VASTE GALAXIE**

Du populisme modéré à l'extrême droite, l'Europe d'est en ouest offre une grande variété de mouvements. Cartes, chiffres, bilans électoraux, portraits des leaders.

p. 16 et 17

**SUR LE TERRAIN**

Reportages au Danemark, en Flandre, aux Pays-Bas, dans l'ex-bloc communiste. L'épreuve du pouvoir en Autriche. Le Pen jugé par ses pairs.

p. 18 et 19

**ENTRETIEN**

Le politologue Guy Hermet explique les racines du populisme, ses fermentations, ses multiples facettes et sa proposition de base : « *Eliminons le mal et tout ira bien.* »

p. 20

# Face aux défis mondiaux,

Plus complexe qu'un simple extrémisme politique, le populisme révèle les faiblesses de nos systèmes démocratiques et le discrédit des élites

Mercredi 1<sup>er</sup> mai, Paris. Après le premier tour de l'élection présidentielle, les partisans de Jean-Marie Le Pen participent au défilé du Front national.



PATRICK ARTINIAN/CONTACT PRESS IMAGES

## Au secours ! Le « peuple » revient

Ni idéologie ni programme, le populisme est un cri de détresse, signe de dégénérescence de nos systèmes démocratiques

Le terme « populisme » est à la mode, porté par la vague électorale qui ébranle des nombreux systèmes politiques européens : en Scandinavie, aux Pays-Bas et en Belgique, en Italie, en France, en Suisse et en Autriche. Les partis politiques, les opinions publiques sont sous le choc : que se passe-t-il ? Comment expliquer que le Front national arrive en deuxième position en France, que le parti de Pim Fortuyn devienne la deuxième formation politique des Pays-Bas trois mois après sa création ? Le mot devient alors lui-même explication : c'est la montée du populisme, dit-on, en mettant dans le même sac des mouvements d'idéologies diverses et de composition sociale hétérogène... Mais cela n'explique pas grand-chose. L'ambiguïté du terme – qui explique en même temps son succès – embarrasse depuis longtemps les observateurs et les analystes du phénomène.

Il y a près de trente-cinq ans, en 1968, Sir Isaiah Berlin analysait cette perplexité en parlant ironiquement d'un « complexe de Cendrillon » : « Il existe une chaussure, disait-il (le mot « populisme »), pour laquelle il existe quelque part un pied. » Le problème est qu'à chaque fois que l'on trouve une définition de la « chaussure populisme », on n'arrive pas à trouver le pied (c'est-à-dire la réalisation concrète du phénomène) correspondant à cette définition. Cette quasi-incapacité à identifier un concept à valeur explicative vient de ce que, trop souvent, le populisme est situé par rapport aux grandes idéologies qui ont structuré le débat politique occidental tels libéralisme ou socialisme. Or le populisme est un caméléon opportuniste qui peut épouser selon les circonstances ou l'environnement des idéologies diverses et se fabriquer des programmes hétéroclites et changeants.

Le populisme ne peut se comprendre que par référence à la démocratie. A la démocratie rêvée comme à la démocratie vécue. Qu'est-ce que la démocratie dans la rhétorique classique du discours politique ? Le pouvoir du peuple, du *demos*, au sens étymologique même du mot. Autrement dit, selon la formule désormais éculée de Lincoln, « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Inutile de souligner combien ce discours est illusoi-

re, si on réduit la démocratie à cette utopie généreuse mais fautive, comme l'histoire l'a montré tragiquement entre les deux guerres, source de bien des périls. La démocratie réelle est autre chose. Certes, elle est le pouvoir du peuple, principalement exprimé par la sélection et le contrôle des élites qui gouvernent. Mais elle est aussi, et de plus en plus, faite de tous ces éléments qui, depuis Montesquieu, la philosophie libérale et la révolution américaine, portent le nom de séparation des pouvoirs, « checks and balances », Charte des droits fondamentaux, etc. La démocratie réelle, vécue dans nos systèmes politiques occidentaux, est un « mixte » fait de ce mélange de pouvoir populaire et de contrepoids à l'omnipotence du peuple (qui tend le plus souvent à s'identifier à la domination d'un homme ou d'un parti).

Dans un livre récent écrit avec Yves Surel (*Par le peuple, pour le peuple*, Fayard 2001), nous avons avan-

tenter d'empêcher ces perversions.

Mais, constatons-le avec lucidité : l'espace de décision et de débat démocratique « utile » s'est considérablement réduit au cours des vingt dernières années, alors même que les cadres de référence ont évolué plus lentement. Le temps n'est pas lointain où François Mitterrand se faisait élire en promettant de « changer la vie ». Aujourd'hui au contraire, les élites politiques semblent impotentes : entre les contraintes de la globalisation, de nos engagements européens et la « main invisible » du marché, le jeu semble bloqué. Un fossé s'est creusé entre le rêve (qu'à leurs manières expriment les votes pour les partis extrêmes) et la réalité prosaïque de la vie quotidienne, faite de désillusions et de frustrations face aux espérances déçues.

Le populisme se glisse dans cette faille, et son levier est précisément le fondement idéologique de la démocratie (rêvée) : le peuple. Le

L'Europe a été relativement épargnée jusqu'à ces dernières années. Parce qu'elle a connu pire

cé l'hypothèse interprétative suivante : le populisme se développe comme une traînée de poudre en Europe, car l'évolution des systèmes démocratiques depuis la seconde guerre mondiale a créé un profond déséquilibre entre les deux piliers qui soutiennent le système démocratique : l'élément populaire est resté chétif ou s'est disloqué (déconfiture quasi générale des partis politiques), tandis que le pilier « constitutionnaliste » est marqué par l'inflation et l'embonpoint : cours constitutionnelles, garanties effectives de droits protégés de l'intrusion populaire, banques centrales, autorités indépendantes de régulation économique au niveau national, européen ou international.

Que l'on se comprenne bien : toutes ces évolutions sont belles et bonnes, et permettent d'éviter les passions, les dérives, la dictature de majorités parfois peu soucieuses des minorités. Les majorités peuvent être intolérantes, racistes, fascistes, nazies, et c'est la grandeur des systèmes démocratiques que de

c'est le national contre l'étranger, voire l'habitant du Nord contre les paresseux du Sud (Ligue lombarde). S'il y a un point commun entre tous les populismes, c'est bien le rejet de l'immigré venu pour profiter de l'Etat-providence alors même qu'il n'est pas et ne peut faire partie du peuple.

► **Le radicalisme verbal** est une autre caractéristique du populisme, au moins tant que celui-ci demeure dans l'opposition. Le succès des populistes tient en partie à cette capacité de dénonciation, d'expression des non-dits, y compris de ceux qui sont indicibles. Le populisme c'est le « Il n'y a qu'à... » comme slogan, comme programme, comme porte-drapeau. Le populisme, c'est le Café du commerce porté à la télévision et d'autant plus adapté au temps que les écrans ont réduit le débat politique à des talk-shows (avec, si possible, comme en Italie, des présentatrices dénuées pour attirer le chaland).

► **L'hostilité** à tout ce qui dans le système démocratique peut faire écran entre le peuple et ceux qui sont censés l'incarner au pouvoir est un autre dénominateur commun. Les populistes n'aiment ni les banques centrales, ni les juges, ni les autorités indépendantes, ni l'Europe, ni la globalisation, qui constituent autant d'obstacles à l'expression du « vrai » peuple. Ils n'aiment pas non plus les syndicats ou les partis, même s'ils tâchent parfois de les pénétrer ou s'ils cherchent à construire des instruments analogues sous le nom de « ligue », « mouvement », etc. Bien entendu, c'est le leader qui prétend exprimer et se faire le porte-parole des aspirations populaires rejetées par les élites, l'« establishment ». Certains y verront des similitudes avec le fascisme, mais il est probablement plus utile de se référer aux tendances à la personnalisation du pouvoir que favorise l'évolution de la politique contemporaine et des médias.

Le populisme n'est ni une idéologie, ni un programme ni un parti. C'est une dégénérescence de nos systèmes démocratiques dont il est à la fois l'effet et la cause. Il naît lorsque le décalage entre l'offre politique et la demande populaire devient trop grand, lorsque les élites se révèlent incapables de prendre à bras-le-corps les problèmes qu'exprime la société, lorsque les frustrations démocratiques devien-

nent trop fortes. La courroie de la représentation politique ne fonctionne plus ou fonctionne mal. Pour ne prendre que l'exemple français, interrogeons-nous : où sont les députés ouvriers ou des classes populaires ? Où sont les députés beurs, noirs, asiatiques ? Les femmes ? Combien de bataillons ? Les jeunes ? Où sont-ils dans nos institutions ?

Tout cela ne fait pas le populisme, mais les signes de crise sont là. Ces décalages sont d'autant plus sérieux qu'ils dissimulent des transformations économiques et sociales en profondeur. Les 4% obtenus par le Parti communiste ou le vote ouvrier pour Le Pen témoignent du séisme social qui s'est produit au-delà de l'écume des élections.

Mais, bien entendu, les populismes exacerbent les difficultés des systèmes démocratiques. Leurs programmes sont inapplicables, et ils ne peuvent gouverner qu'en oubliant la plupart de leurs promesses. Certaines de leurs propositions sont normalement inacceptables et leur enfermement nationaliste et xénophobe absurde.

Toutefois, la question ne peut être traitée ni par le mépris ni par le rejet pur et simple. En dépit de toutes les erreurs ou horreurs que le populisme peut véhiculer, il est d'abord un signe de détresse : détresse des hommes et des femmes sans voix, détresse des institutions qui ne sont plus à même de remplir leur mission. L'Europe, sauf à quelques reprises (Mouvement de l'Uomo qualunque en Italie, Mouvement Poujade en France), a été, contrairement aux Etats-Unis, relativement épargnée par le populisme jusqu'à ces dernières années. Mais parce qu'elle a connu pire : la captation du peuple au profit des idéologies fascistes, nazies ou communistes. Le populisme n'est pas mortel pourvu qu'on évite son accouplement monstrueux avec une idéologie d'exclusion et qu'on en tire rapidement les leçons. Nos systèmes démocratiques sont de plus en plus inadaptes aux défis du monde contemporain, et il est urgent de les réformer pour éviter de jeter le bébé avec l'eau du bain. Les démocraties ont la fièvre. Il est urgent de prendre en compte le malaise.

Yves Mény  
président de l'Institut  
universitaire européen (Florence)

# la révolte des « petits »

## De droite à gauche, une infinie palette

Réfractaires aux définitions, ces mouvements recouvrent des réalités différentes et dérangeantes

LES noms s'égrènent à travers l'Europe : Haider, Le Pen, Bossi, Meciar, Blocher, Berlusconi, Fortuyn, Schill. Qui dit populisme pense à un chef, plus ou moins charismatique, dont la personnalité est le lieu géométrique des contradictions entre les éléments idéologiques de droite et de gauche « mêlés, déformés, réajustés » (Yves Mény et Yves Surel) propres au populisme.

Quels sont les points communs entre les personnes précitées, dont la liste pourrait être allongée alors même qu'elles n'aiment pas figurer ensemble ? Une des caractéristiques principales du populisme est d'être réfractaire à toute définition. Le populisme est un concept vide, fourre-tout, utile pour rassembler sous une même appellation des réalités différentes et surtout dérangeantes. Il unit dans une tendance européenne des partis qui défendent le pré carré national, quand ils ne sont pas séparatistes. Il internationalise des phénomènes nationaux par excellence.

L'apparition et le succès quasiment simultanés de mouvements populistes dans plusieurs Etats d'Europe de l'Ouest et de l'Est ne sont pourtant pas une simple coïncidence. Pour cerner le populisme, peut-être faudrait-il s'intéresser d'abord aux pays où il a du mal à prendre pied. En Allemagne, par exemple, où la percée électorale de Ronald Schill aux élections de Hambourg, une des villes allemandes les plus riches, ne s'est pas reproduite dans d'autres Länder et où l'extrême droite n'a jamais réussi à s'imposer au niveau national. Une des explications souvent avancées à juste titre est la couverture de tout le spectre politique par les partis classiques, notamment l'Union chrétienne sociale (CSU), sœur jumelle bavaroise de l'Union chrétienne-démocrate (CDU). Son chef et ministre-président de Bavière sera le challenger de Gerhard Schröder aux élections de septembre. Edmund Stoiber est-il lui-même vacciné contre

la tentation populiste ? Ce n'est pas certain puisqu'il pourrait faire de la lutte contre l'immigration son cheval de bataille. Il y a des précédents. En 1999, pour gagner les élections régionales de Hesse, la démocratie chrétienne n'avait pas hésité à organiser une campagne de signatures contre le projet de loi très libéral sur l'acquisition de la nationalité allemande préparé par la coalition rouge-verte.

L'histoire pèse aussi sur le paysage politique allemand, mais c'est une digue de plus en plus fragile à mesure que s'éloigne le souvenir du national-socialisme. Dans d'autres pays européens, le « politiquement correct » a été au contraire le ferment de la montée populiste. Pim Fortuyn doit en partie son succès à sa réputation de briseur de tabous, à son refus de respecter les règles du jeu policées mais étouffantes qui permettaient jusqu'alors au « polder model » de fonctionner. Le populiste appelle les choses par leur nom, nomme ce que la majorité de ses concitoyens n'osaient pas même penser. Dans son journal, *Il Foglio*, le publiciste italien Giuliano Ferrara a qualifié l'assassinat de Fortuyn de « premier meurtre politiquement correct » pour souligner ce rôle d'empêcheur de bien penser. Le populiste incarne ainsi le retour du refoulé, et il finit par faire croire qu'il pose des problèmes réels, auxquels il propose des solutions erronées.

Ces problèmes, les partis traditionnels ont du mal à les prendre en compte, parce que, sous l'effet conjugué de la mondialisation, de l'Europe, du libéralisme antiétatique, de la technocratisation, le système représentatif ne fonctionne plus. Cette crise prend des formes diverses selon les pays. Aux Pays-Bas, Pim Fortuyn contestait la culture du consensus. En Autriche, Jörg Haider mettait en cause le système de la *Proporz*, sorte de forme exacerbée de la cohabitation, qui avait permis pendant des années aux deux grands partis, socialiste et chrétien-démocrate, de se partager



1<sup>er</sup> décembre 2001, Berlin. Démonstration de force du NPD, le parti néonazi allemand.

le pouvoir et les postes. Le populisme s'engouffre dans la brèche ouverte par le discrédit des élites. Il a repris à son compte la « fonction tribunicienne » que le politologue Georges Lavau attribuait jadis aux partis communistes. Il défend les « petits » contre les « gros » ou bien les « moyens » contre les plus démunis, les ambitieux contre l'Etat et sa caste de bureaucrates renforcée par Bruxelles, les « vrais » Allemands, Français, Padaniens, etc., contre l'étranger, qui devient le bouc émissaire de toutes les frustrations. A Vienne, ça s'appelle « les

Autrichiens d'abord » ; à Paris, « la préférence nationale ». Il veut abolir le fossé « entre ceux d'en haut et ceux d'en bas » (l'expression n'a pas été inventée par Jean-Pierre Raffarin). C'est une antipolitique dans la mesure où, comme l'explique Guy Hermet, le populisme veut « supprimer la distance qui sépare les désirs personnels et collectifs immédiats de leur réalisation toujours différée ». Il peut donc promettre tout à tout le monde, tout et son contraire.

En ce sens, comme le notent Yves Mény et Yves Surel, il y a des « traces » de populiste dans chaque hom-

me politique. Ce n'est pas grave aussi longtemps que les populistes se cantonnent à une fonction protestataire, sans être confrontés à la réalité du pouvoir. Dans le cas contraire, c'est risqué. Silvio Berlusconi est en train d'en faire l'expérience. Il a tout promis, le rétablissement des finances publiques, l'augmentation des retraites, la baisse des impôts, des investissements publics massifs dans le Sud... Ayant gagné les élections avec un programme attrape-tout, il est obligé de se renier, alors qu'il peut trouver plus populiste que lui dans une Italie qui présente

toutes les nuances de ce mouvement, depuis le national-populisme héritier du fascisme, le séparatisme de la Ligue du Nord, le populisme bon teint et présentable de l'Alliance nationale que Gianfranco Fini a émancipée du néofascisme, et le « populisme médiatique », une nouvelle catégorie inventée pour Berlusconi lui-même. En ce sens, l'Italie est un laboratoire qui montre que le populisme ne se confond pas toujours avec l'extrême droite, sans en être plus sympathique pour autant.

Daniel Vernet

## Un enjeu pour l'Union européenne

Bruxelles peine à élaborer une stratégie face aux attaques contre l'élargissement et la Convention

LA montée du populisme en Europe risque d'empoisonner deux dossiers décisifs à Bruxelles : l'élargissement de l'Union aux pays de l'Est et la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing, censée réformer les institutions européennes.

En Autriche, depuis que son parti est au pouvoir, le leader d'extrême droite Jörg Haider mène une guérilla sourde contre l'élargissement. Il attise les polémiques avec la République tchèque, qui doit clore ses négociations pour entrer dans l'Union à la fin de l'année. Un jour, c'est sur la centra-

le tchèque de Temelin à la sécurité jugée insuffisante, un autre sur les décrets Benes, qui ont décidé, en 1945, de l'expulsion des Allemands de Tchécoslovaquie. Ces conflits ont pu être désamorçés, grâce à l'intervention des institutions européennes. Mais les tensions vont croissant

en Europe, alors qu'il va falloir aborder les dossiers sensibles comme le financement de l'Union élargie et la réforme des politiques agricoles et structurelles.

Aux Pays-Bas, le président du parti libéral VVD a demandé de mettre un veto à cet élargissement si les ques-

tions de financement de l'Union n'étaient pas préalablement résolues. Le socialiste français Pierre Moscovici ne cache pas son inquiétude, alors que les Français sont parmi les plus réticents de l'Union : « La montée des populismes interpelle sur l'élargissement. On ne pourra pas le faire sans pédagogie. On ne peut pas débouler en disant : On a signé un accord, on est douze de plus, circulez, il n'y a rien à voir », estime-t-il, notant que « la carte du vote FN, c'est aussi la carte de la frontière » et qu'il faut traiter les sujets, comme l'immigration, « de façon franche ». Enfin, nul n'ose prédire si les Irlandais, qui ont refusé par référendum le traité de Nice, finiront par approuver ce texte indispensable pour l'élargissement. Le vote de l'an dernier allait à l'encontre des recommandations des partis traditionnels.

Les succès de la droite populiste devraient d'autre part accentuer la pression sur la Convention pour qu'elle clarifie qui fait quoi en Europe, le vote populiste allant de pair avec un rejet d'une Europe jugée lointaine et technocratique. La poignée de souverainistes nommés à la Convention devrait réclamer un retour des compétences nationales et protester contre leur sous-représentation. La Convention représente peu la diversité européenne : les Parlements nationaux ont envoyé chacun deux représentants, le plus souvent un social-démocrate et un conservateur, tous deux plutôt pro-européens. Seul le Parlement européen a délégué un panel varié, mais, in fine, les Verts, souverainistes et libéraux

sont rares, ce qui peut susciter un débat sur la légitimité de la Convention. Quant à la société civile, elle n'a pas trouvé sa place dans le débat.

A Bruxelles, on s'inquiète moins de la réaction des souverainistes que de celles des chefs d'Etat et de gouvernement. Leur soutien aux résultats de la Convention est indispensable. C'est eux qui expliqueront à Valéry Giscard d'Estaing dans quelle mesure la pression populiste limite leur audace européenne.

Bruxelles s'interroge sur ses responsabilités. Le commissaire français Pascal Lamy, responsable du commerce – et donc du débat sur la mondialisation –, a reconnu que « l'Europe a sa part de responsabilité dans les exclusions, l'exacerbation des problèmes identitaires et les réactions sécuritaires face à l'immigration ». Le commissaire français Michel Barnier veut multiplier les visites sur le terrain pour expliquer l'Europe aux citoyens. Le président, Romano Prodi, n'a pas trouvé de vraie réponse : il n'a pas lancé de message politique fort à la France dans l'entre-deux-tours et est en conflit avec le chancelier allemand Gerhard Schröder, peu amène envers la Commission. « Les décisions venant de Bruxelles ont des répercussions (...) sur les sensibilités des peuples (...) qui devraient être mieux expliquées. Sinon, ces décisions provoquent l'anxiété et donnent un élan à des groupes que nous devons considérer comme anti-européens, c'est-à-dire à l'extrême droite. »

Arnaud Leparmentier



24 avril 2002, Bruxelles. Les députés européens manifestent au Parlement contre la présence de Jean-Marie Le Pen.

L'Europe compte presque autant de variétés de populisme de droite que d'Etats. Une poignée de pays, pourtant, en sont exempts

# D'ouest en est, une

**NORVÈGE**

Parti : **Parti du Progrès (FRP)**

Le mouvement protestataire dirigé par Carl Hagen est devenu la troisième formation politique du royaume aux élections législatives du 10 septembre 2001, obtenant 26 députés. Il réclame notamment l'instauration de quotas pour l'immigration et le renvoi des réfugiés dans leur pays d'origine.

Partis au pouvoir : **coalition entre le Parti chrétien-populaire, les conservateurs et les libéraux**

Prochaines élections : **législatives en 2005**

**ROYAUME-UNI**

Parti : **Parti national britannique (BNP)**

Le BNP a remporté trois sièges lors des élections locales du 2 mai, après une campagne axée sur l'insécurité et la peur de l'islam. A la tête du mouvement, Nick Griffin, dont l'objectif reste une Grande-Bretagne «*totale*ment blanche», a cependant arrondi les angles de son programme pour transformer le BNP en un «*parti nationaliste moderne*».

Parti au pouvoir : **Parti travailliste**

Prochaines élections : **législatives en 2006**

**PORTUGAL**

Parti : **Parti populaire (PP)**

Avec ses 8,8 % de suffrages aux élections législatives du 17 mars, le Parti populaire de Paulo Portas a servi d'appoint aux centristes pour former le nouveau gouvernement. Il a mené campagne sur l'insécurité et sur la défense des valeurs traditionnelles.

Partis au pouvoir : **coalition entre le centre droit et la droite populiste**

Prochaines élections : **législatives en 2006**

**FRANCE**

Parti : **Front national (FN)**

Le Front national, qui a obtenu plus de 17 % des voix au second tour de l'élection présidentielle française, a été créé en 1972 par les militants du groupuscule néofasciste Ordre nouveau, dissous en 1973. Jean-Marie Le Pen dirige depuis sa création le parti.

Parti au pouvoir : **droite**

Prochaines élections : **législatives les 9 et 16 juin 2002**

**DANEMARK**

Parti : **Parti du peuple danois (DF)**

Le DF de Pia Kjaersgaard est devenu le troisième parti du pays lors des élections de novembre 2002, qui ont amené une majorité de droite au Parlement. La «*Dame de fer*» a imposé l'immigration comme thème central de la politique intérieure danoise.

Partis au pouvoir : **coalition entre libéraux et conservateurs**

Prochaines élections : **législatives en 2005**

**BELGIQUE FLANDRE**

Parti : **Vlaams Blok (VB) (flamand)**

Quasi inexistante dans la partie francophone du pays, l'extrême droite est représentée en Flandre par le Vlaams Blok. Créé en 1973 pour lutter en faveur de l'indépendance de la Flandre, ce mouvement se bat maintenant essentiellement contre l'immigration et a réussi à obtenir 33 % des suffrages lors des dernières élections municipales à Anvers.

Partis au pouvoir : **Coalition de centre-gauche entre les libéraux, les Verts et les socialistes**

Prochaines élections : **législatives en 2003**

**SUISSE**

Parti : **Union démocratique du centre (UDC)**

Nationaliste, anti-européen et favorable à un contrôle de l'immigration, le parti de l'ancien homme d'affaires Christophe Blocher est devenu, en 1999, la première formation politique du pays. Participant à la coalition au pouvoir, il a toutefois du mal à s'implanter en Suisse romande.

Partis au pouvoir : **coalition entre les partis radical, socialiste, démocrate-chrétien et l'Union démocratique du centre**

Prochaines élections : **législatives en 2003**

**ITALIE**

Partis : **Alliance nationale Ligue du Nord**

Succédant en 1995 au parti néofasciste italien, l'Alliance nationale, qui a obtenu plus de 12 % aux dernières élections, est dirigée par Gianfranco Fini, qui tente de «*recentrer*» ce mouvement. La Ligue du Nord (3,9 % des suffrages), créée en 1987 par Umberto Bossi, lutte plus ouvertement contre l'immigration.

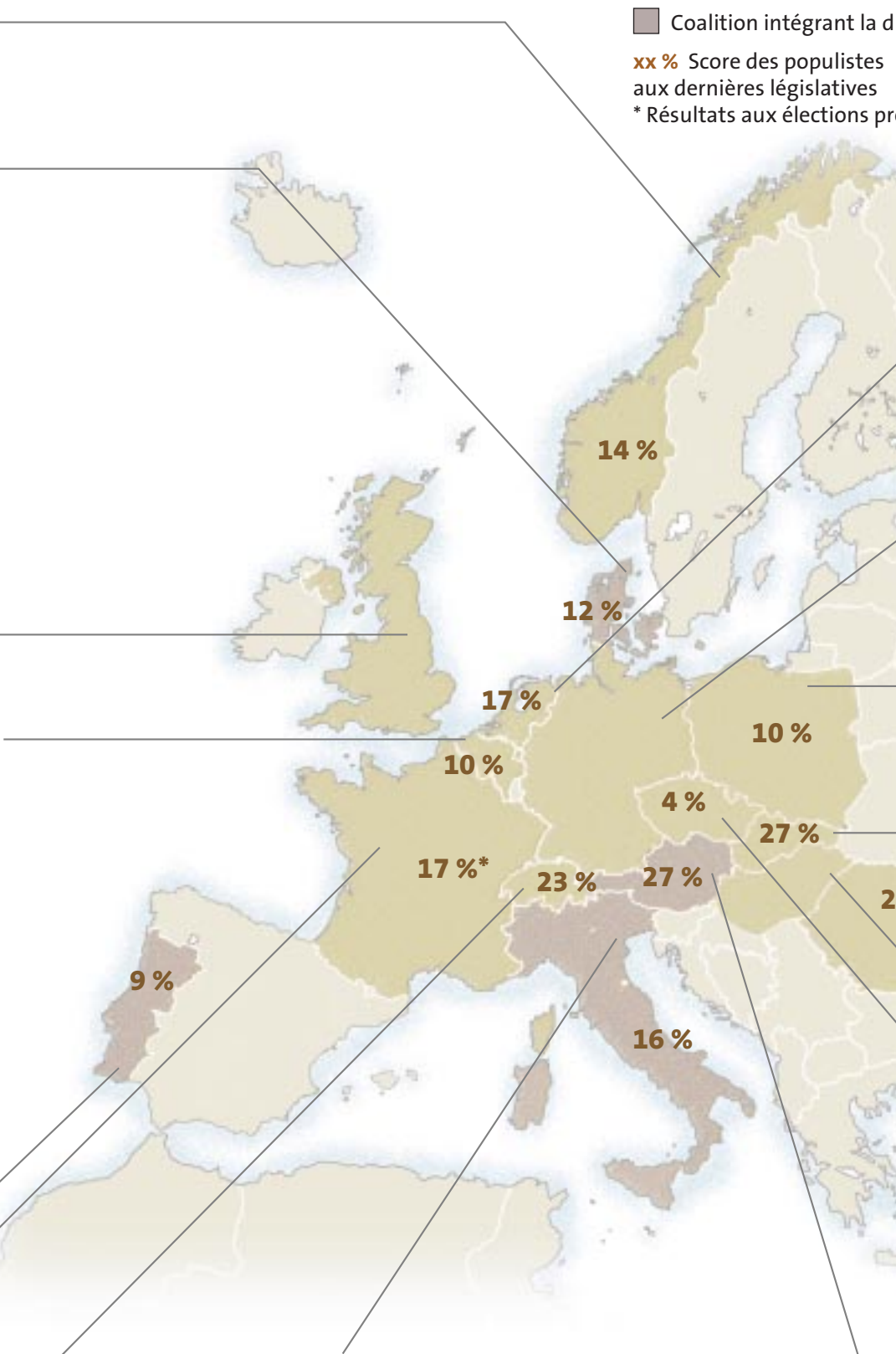
Partis au pouvoir : **coalition de droite, dirigée par Silvio Berlusconi, entre Forza Italia, l'Alliance nationale et la Ligue du Nord.**

Prochaines élections : **législatives en 2006**

**AUTRICHE**

Partis : **coalition entre le Parti conservateur ÖVP et les libéraux**

Prochaines élections : **législatives en 2006**



## LES LEADERS : UNE FEMME, DEUX EX-COMMUNISTES, UN PAYSAN, UNE IDOLE POSTHUME, UN MINISTRE DE LA DÉFENSE



**CARL HAGEN**  
58 ans, Norvège



**NICK GRIFFIN**  
42 ans, Royaume-Uni



**JEAN-MARIE LE PEN**  
74 ans, France



**PIA KJAERGAARD**  
55 ans, Danemark



**PAULO PORTAS**  
39 ans, Portugal



**FILIP DEWINTER**  
39 ans, Belgique



**UMBERTO BOSSI**  
61 ans, Italie

Il est l'un des doyens de la scène politique du royaume. Habile démagogue, il joue sur la peur de l'immigration, responsable à ses yeux de nombreux problèmes sociaux et économiques du pays. Il milite pour une revalorisation des retraites et une meilleure couverture en matière d'assurance-maladie.

Le leader du BNP enveloppe désormais ses thèses dans un langage plus policé. Depuis le 11 septembre, il donne à ses attaques une tonalité plus religieuse – antimusulmane – que purement raciale. Thème privilégié de son mouvement : restaurer les droits des Blancs, devenus des «*citoyens de seconde classe*».

Les principales formations populistes européennes restent à distance du chef du Front national français, préférant apparaître comme des droites nationales modernes et honorables. Seuls le Vlaams Blok et quelques formations allemandes gravitant aux franges du néonazisme s'affichent avec le FN.

A la tête du Parti du peuple danois, qu'elle a créé en 1995, cette ancienne aide-soignante joue sur la peur des immigrés. Devenue la partenaire incontournable du gouvernement et libéral-conservateur minoritaire, elle capitalise sur l'euro-scepticisme de nombreux Danois et rejette toute comparaison avec Le Pen ou Haider.

Fort de ses 8,8 % des voix aux élections du 17 mars 2002, il a servi d'appoint aux centristes pour former une majorité. Cet ancien journaliste, aujourd'hui ministre de la défense, a mené une campagne sur l'insécurité, les retraites et pour que les écoliers chantent l'hymne national dans les établissements scolaires.

Il est l'inspirateur du Vlaams Blok et son idéologue. Sa formation draine 15 % de l'électorat flamand de Belgique et s'appuie sur les réseaux ultranationalistes. L'objectif de M. Dewinter est d'être un jour le maire d'Anvers, première ville flamande.

Devenu numéro 3 du gouvernement italien, il a abandonné ses projets d'autonomisme régional pour un fédéralisme très poussé. Il se félicite d'avoir fait passer ses thèses xénophobes dans le projet de loi sur le contrôle renforcé de l'immigration. Les membres de la Ligue du Nord ont pour modèle le populisme d'un Jörg Haider.



# myriade de mouvements

droite populiste

présidentielles

8 %\*

AUTRICHE

Parti :  
Parti libérale  
d'Autriche (FPÖ)Coalition avec  
gauche, la droite  
depuis 2000,  
elle détient  
la majorité.  
Le FPÖ est  
historiquement  
antistataire, hostile à  
l'immigration.

Parti chrétien

le FPÖ

Élections :

2003

## ALLEMAGNE

Parti :  
Parti de  
l'offensive  
étatiste (PRO)

Le populiste Ronald Schill a obtenu 19 % dans le Land de Hambourg. En Saxe-Anhalt, son parti n'a pas franchi, en avril, la barre des 5 %. Outre sa campagne contre le crime et pour l'emploi, le PRO proclame « Pas de pitié pour les faux demandeurs d'asile » et demande l'extradition « des trafiquants de drogue africains ».

Partis au pouvoir :  
coalition des sociaux-démocrates  
et des VertsProchaines élections :  
législatives en septembre 2002

## SLOVAQUIE

Parti :  
Mouvement pour  
une Slovaquie  
démocratique  
(HZDS)

L'ancien premier ministre Vladimir Meciar, nationaliste et fortement opposé à la minorité hongroise du pays, avait obtenu 27 % des suffrages aux élections de septembre 1998 et pourrait remporter celles de septembre 2002, perspective qui inquiète les capitales européennes.

Partis au pouvoir :  
large coalition de centre droit  
et de centre gauche.Prochaines élections :  
législatives en septembre 2002

## RÉP. TCHÈQUE

Parti :  
Parti républicain  
tchèque

La défaite des républicains de Miroslav Sladek aux législatives de 1998 a écarté du paysage politique une formation née dès la chute du communisme et entrée au Parlement tchèque en 1996. Sa rhétorique xénophobe et anti-allemande a été en partie reprise par le Parti démocratique civique (ODS, libéral) de l'ex-premier ministre Vaclav Klaus, qui partage son aversion, pour le président Vaclav Havel.

Partis au pouvoir :  
Parti social-démocrateProchaines élections :  
présidentielle les 14-15 juin 2002

## PAYS-BAS

Parti :  
Liste Pim Fortuyn

En emportant 26 sièges sur 150 aux élections du 15 mai, la liste hétéroclite du leader charismatique Pim Fortuyn, assassiné le 6 mai, a réussi une percée fulgurante dans le paysage politique néerlandais. Son programme flou, tout à la fois xénophobe et libertaire, devra maintenant résister à l'épreuve du temps.

Partis au pouvoir :  
coalition en formationProchaines élections :  
législatives 2006

## POLOGNE

Parti :  
Autodéfense  
sociale  
(Samoobrona)

Depuis dix ans, Andrzej Lepper, éleveur de porcs, occupe bruyamment le paysage politique polonais en se posant d'abord en défenseur des « petits paysans », avant d'élargir ses ambitions : « l'autodéfense paysanne ». Il a obtenu 10 %, aux élections législatives de septembre 2001 se hissant au rang de troisième force politique du pays.

Partis au pouvoir :  
Parti social-démocrate et  
Parti paysan traditionnelProchaines élections :  
présidentielle en 2005

## ROUMANIE

Parti :  
Romania Mare  
(PRM) (Parti de la  
Grande Roumanie)

Ouvertement antisémite, xénophobe et ultranationaliste, Vadim Tudor a obtenu 28 % des voix lors de l'élection présidentielle de décembre 2000. Sa formation draine actuellement toute l'opposition et pourrait encore améliorer ses résultats lors des prochaines consultations électorales.

Partis au pouvoir :  
Parti social-démocrate  
(ex-communiste) de Ion IliescuProchaines élections :  
législatives et présidentielle en 2004

## HONGRIE

Parti :  
Parti hongrois  
de la justice  
et de la vie (MIEP)

Le 7 avril 2002, au premier tour des élections législatives, le MIEP, le parti populiste de l'écrivain Istvan Csurka, a été éliminé du Parlement, où il était entré en 1998. M. Csurka est connu pour ses sorties nationalistes, son racisme à l'égard des tziganes et les contacts qu'il entretient avec Jean-Marie Le Pen.

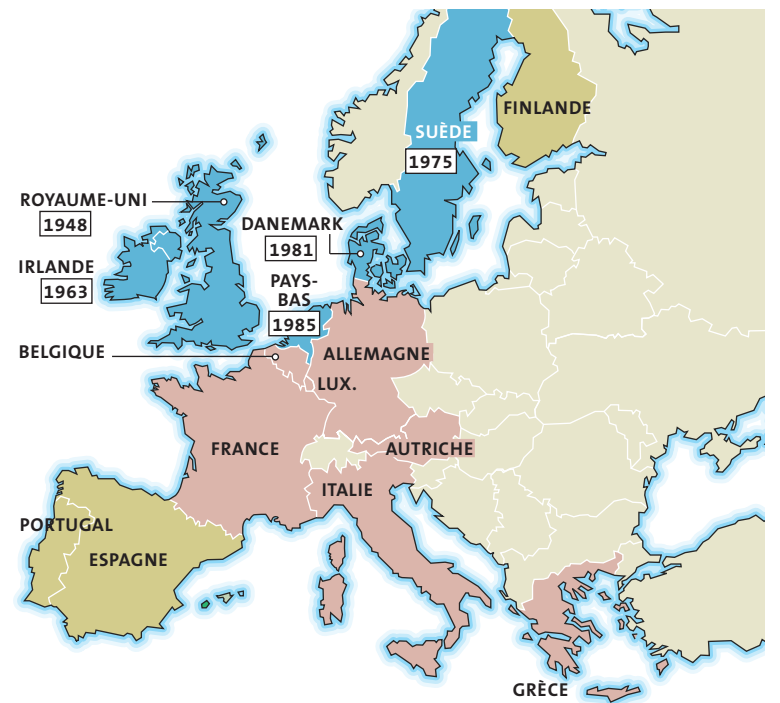
Partis au pouvoir :  
coalition des socialistes et des libéraux  
de l'Alliance des démocrates libresProchaines élections :  
présidentielle en 2006

## LE STATUT DES NON-EUROPÉENS CHEZ LES QUINZE

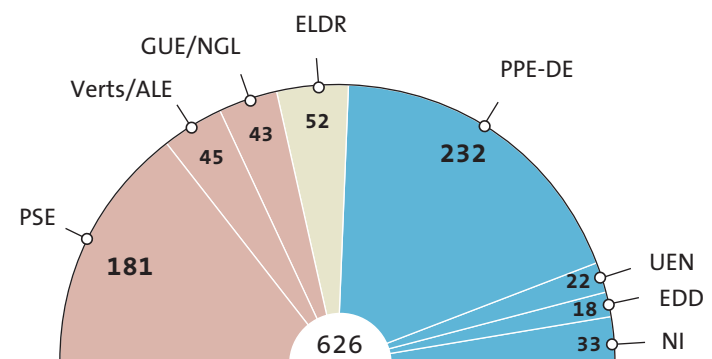
■ Droit de vote reconnu  
■ Sous conditions\*  
■ Non reconnu

1948 Date d'entrée en vigueur

\* La Finlande accorde le droit de vote aux ressortissants des autres pays scandinaves. L'Espagne et le Portugal, aux ressortissants des États qui accordent eux-mêmes ce droit de vote. La Belgique a modifié sa Constitution, mais n'a pas encore voté la loi d'application.



## LA COMPOSITION DU PARLEMENT EUROPÉEN

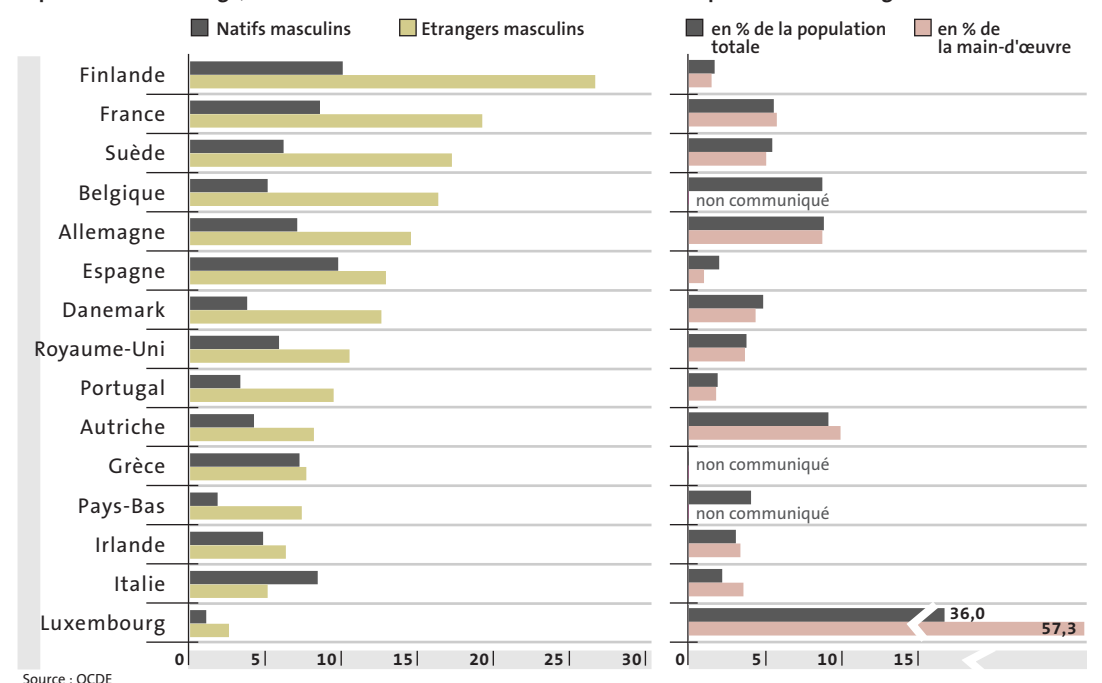


PSE : Parti des socialistes européens - GUE/NGL : Gauche unitaire européenne/gauche verte nordique - ELDR : Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs - PPE-DE : Parti populaire européen (démocrates-chrétiens) et démocrates européens - UEN : Groupe pour l'Europe des nations (droite nationaliste) - EDD : Groupe pour l'Europe des démocraties et des différences (régionalistes) - NI : non inscrits

## LA PLACE DES ÉTRANGERS DANS LES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE

Répartition du chômage, en %

Répartition des étrangers :



Source : OCDE

## SE, DES NATIONALISTES ET DES XÉNOPHOBES



JÖRG HAIDER  
52 ans, Autriche

Lorsqu'il prend la tête, en 1986, du FPÖ, ce fils de militants nazis est encore très marqué par l'idéologie familiale. En un peu plus d'une décennie, il a multiplié par cinq le potentiel de son parti et lissé son discours pour amener le FPÖ au gouvernement. Il rêve aujourd'hui de fédérer l'extrême droite en Europe.



VLADIMIR MECIAR  
60 ans, Slovaquie

Ancien boxeur, ancien communiste exclu du PC après l'écrasement du « printemps de Prague » par l'URSS, M. Meciar a été le premier chef de gouvernement de la Slovaquie indépendante, de 1990 à 1998. Très critiqué pour son autoritarisme, il reste néanmoins à la tête de la première force politique du pays.



CHRISTOPH BLOCHER  
61 ans, Suisse

Millionnaire, ce fils de pasteur se définit comme « un Suisse patriote, attaché aux valeurs éprouvées ». En 1999, sa formation est devenue, avec 23 % des voix, le premier parti politique suisse. Il a conduit la campagne pour le « non » au référendum sur l'adhésion de la Suisse à l'ONU, qu'il a perdu en mars 2002.



RONALD SCHILL  
43 ans, Allemagne

Le « juge sans pitié » est devenu ministre de l'intérieur du Land de Hambourg, après avoir obtenu 19 % aux élections régionales avec un discours musclé exigeant l'expulsion des délinquants et criminels étrangers, la castration des délinquants sexuels et le retrait du droit d'asile de la Constitution.



PIM FORTUYN  
54 ans, assassiné le 6 mai,  
Pays-Bas

La liste Pim Fortuyn est devenue la deuxième formation politique du pays lors des élections législatives, un peu plus d'une semaine après l'assassinat de son fondateur. Ancien professeur, homosexuel, Pim Fortuyn refusait toute comparaison avec les leaders populistes européens.



ANDRZEJ LEPPER  
48 ans, Pologne

Avec sa grande gueule, sa trogne de paysan buté et un incontestable talent pour la provocation médiatique, le chef du parti Autodéfense, représenté depuis l'an dernier au Parlement, est aujourd'hui en deuxième position dans les sondages. Il tempête régulièrement contre le risque d'une « recolonisation ».



CORNELIU VADIM TUDOR  
53 ans, Roumanie

Ultranationaliste, redoutable orateur, le « mauvais génie des Carpates », ex-poète de cour sous Ceausescu, s'en prend tour à tour aux Hongrois, aux Tziganes et aux juifs, mais se défend d'être antisémite. Les autres hommes politiques roumains le tiennent à présent à distance d'éventuelles coalitions.

Le poids électoral des mouvements populistes les met de plus en plus en position de participer à l'exercice du pouvoir

# En politique, une Danois et xénophobes

Soutien de la coalition au pouvoir au Danemark, le Parti du peuple a fait éclater le consensus sur l'intégration

**B**EN LADEN est debout, kalachnikov dans la main gauche. « Cet homme peut-il demander l'asile au Danemark ? », lit-on en caractères rouge vif à gauche de son visage. « Et alors ? », rétorque Pia Kjaersgaard (prononcer « kyaers-go »), présidente fondatrice du Parti du peuple danois (DF), auteur de l'affiche. « Parfois, il faut provoquer pour réveiller les gens. » Petit bout de femme, missionnaire de la cause nationale contre l'envahisseur islamiste, cette ancienne aide-soignante a réussi à catapulter, aux élections législatives du 20 novembre, sa formation à la troisième place de l'échiquier politique du pays avec 12 % des voix.

Blonde quinquagenaire aux lèvres pincées et au nez épaté, elle est devenue la partenaire incontournable du gouvernement de coalition entre libéraux et conservateurs d'Anders Fogh Rasmussen. Sans majorité au Parlement de Copenhague, le nouveau premier ministre ne peut se passer des 22 députés d'extrême droite, offrant ainsi une tribune à leurs vues restrictives en matière d'immigration.

Dans le bureau parlementaire de Pia Kjaersgaard trône un drapeau rouge et blanc national. Sur le meuble, les photos de la famille, des deux enfants et des deux chiens. « Je ne suis ni Le Pen ni proche d'un Jörg Haider, tient-elle à préciser, le sourire convenu. Le Danemark a toujours accueilli les immigrés. Mais, depuis quinze ans, nous avons énormément de gens du tiers-monde, du Moyen-Orient en particulier. Si on continue, cela deviendra un gros problème, lié à la criminalité. Ils ont une autre religion et une autre culture, qui rendent l'intégration difficile. Ce ne sont pas eux en tant que tels qui posent problème, mais leur nombre. » Parfaitement huilé, son discours tranche avec l'image traditionnelle de ce petit pays prospère de 5,5 millions d'habitants, un « modèle social », avec moins de 5 % de chômeurs, historiquement engagé en faveur du tiers-monde.



20 juin 2000. Pia Kjaersgaard, chef du Parti du peuple danois, lors d'un meeting.

En dessous de la moyenne européenne, le Danemark ne compte pourtant que 4,9 % d'immigrés – 7,4 % si l'on inclut ceux qui ont obtenu la citoyenneté danoise. L'immigration clandestine est inexistante et les musulmans ne sont pas plus de 3 %. Mais les coups de butoir de Pia Kjaersgaard, depuis la création de son parti, en 1995, ont fait éclater le consensus qui faisait de l'intégration un sujet tabou. L'immigration a dominé la dernière campagne électorale. « Le Danemark n'est pas un pays d'immigration, il n'a jamais eu de colonies, souligne le politologue Hans Jørgen Nielsen, de l'université de Copenhague. Dans ce pays où les habitants payent des impôts directs très élevés pour un système social offert à tous, voir les immigrés en bénéficiaire peut irriter. » Pia Kjaersgaard, observe-t-il, a également « volé » certains thèmes traditionnels des autres partis : « Elle a repris à son compte l'idée populaire, chère à l'extrême gau-

che eurosceptique, que tout se décidait à Bruxelles. Elle s'est substituée aux sociaux-démocrates pour la défense de l'Etat providence et a accaparé le thème de l'insécurité. »

Les ghettos de certaines banlieues danoises ont relayé un sentiment d'insécurité largement repris par les médias. Pour beaucoup, les sociaux-démocrates, au pouvoir de 1992 à 2001, ont échoué dans leur politique d'intégration. Certains d'entre eux ont même renchéri dans la veine sécuritaire comme l'ancienne ministre de l'intérieur, Karen Jespersen, qui a, il y a plus d'un an, souhaité sans barguigner « que l'on isole les demandeurs d'asile coupables de crimes, et pourquoi pas sur une île déserte ».

« Karen Jespersen n'est plus seule aujourd'hui, affirme un fonctionnaire ministériel proche du centre. Nous sommes devenus une société multiculturelle qui ne veut pas l'admettre. On ne sait pas en parler – d'où cette

surenchère xénophobe. Aujourd'hui, nous sommes devenus un pays comme les autres : nous avons perdu notre innocence. » Le premier ministre Rasmussen a beau qualifier, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle française, les propos de M. Le Pen de « répugnants », il annonce dans la foulée que « ce qui se passe en ce moment en Europe, c'est que les populations veulent que leurs élus les prennent au sérieux, qu'il y a des problèmes concernant les réfugiés et les émigrés ».

« Nous sommes plutôt proches des positions du Néerlandais Pim Fortuyn », indique, pour sa part, Kenneth Kristensen, 25 ans, responsable du mouvement jeunesse du DF, plusieurs fois interpellé par la police sur plaintes pour propos racistes, « mais jamais condamné ». Il affirme appartenir à la branche « modérée » du mouvement et défendre « les droits des homosexuels, la parité entre les hommes et les femmes ». « Nous som-

mes contre la peine de mort, donc à l'opposé de votre leader du Front national qui est une figure du passé. » « Le récent projet de loi [soutenu par le DF], visant à durcir la politique d'immigration, va dans le bon sens, poursuit-il derrière ses fines lunettes noires. Mais il faut aller encore plus loin. Si un immigré commet un crime, il doit être expulsé, qu'il ait la nationalité danoise ou non. Je suis contre une chose : l'islam. Nous sommes dans une guerre culturelle. C'est pour cela que Sharon, dans sa politique contre les Palestiniens, mériterait le prix Nobel de la paix ! »

« Ici, trois quarts des viols sont commis par des étrangers, lâche le numéro trois du DF, représentant du Parlement danois à la Convention européenne, Peter Skaarup. Nous voulons arrêter l'immigration en respectant les conventions internationales et n'accepter que les personnes les plus qualifiées. » Et, au sujet de la présidence danoise de l'Union européenne à partir du 1<sup>er</sup> juillet, « nous sommes contre la Constitution européenne et l'organisation d'un nouveau référendum pour intégrer la zone euro ».

Nasser Khader se veut rassurant. Pour ce député du centre gauche, d'origine syrienne, « la situation n'est pas si mauvaise que veulent bien le dire les principaux partis. Le racisme est plus implanté en Autriche et en France qu'au Danemark ». Figure médiatique de l'intégration, cet enfant de Damas choque certaines associations d'aide aux immigrés lorsqu'il déclare que « Pia n'est pas une raciste, mais une nationaliste chauviniste ». « Elle ne juge pas sur la couleur de peau, nuance-t-il. Le succès du DF provient de l'échec des sociaux-démocrates. Les électeurs l'ont choisi non pas parce qu'ils l'aimaient mais parce qu'ils ne voulaient plus des dirigeants socialistes qui ont oublié leur électorat traditionnel. Près de 75 % des électeurs du DF votaient auparavant pour les sociaux-démocrates. » Un commentaire qui ne surprendra plus les Français...

Nicolas Bourcier

## Le FPÖ autrichien à l'épreuve du pouvoir

Entré au gouvernement en 2000, le parti de Jörg Haider a dû mettre un peu d'eau dans son vin

**L**ORSQUE le FPÖ entre au gouvernement, en février 2000, il ne doit pas seulement affronter l'hostilité des manifestants autrichiens et de l'opinion européenne, il fait aussi un saut vers l'inconnu : ce parti tribunicien qui s'est construit dans la dénonciation du système en place et a su capter un vaste vote protestataire doit s'affirmer comme une force capable de gérer les affaires de l'Etat, alors qu'il manque de personnel et de compétences. Son meilleur atout : le jeune ministre des finances, Karl-Heinz Grasser, qui jouit aujourd'hui d'une grande popularité dans les couches moyennes pour avoir assaini en un temps record le budget, et pourrait conduire la liste de son parti aux prochaines législatives, à l'automne 2003, aux côtés de Jörg Haider et de la vice-chancelière Susanne Riess-Passer.

Ce trio permettra-t-il à la droite populiste de retrouver les gains réalisés en octobre 1999, lorsque, avec 26,9 % des voix, elle est devenue la seconde force politique derrière les socialistes ? C'est peu probable. L'épreuve du pouvoir a transformé ce parti attrape-tout, en l'obligeant à un certain réalisme dicté par le cadre européen. Mais elle l'incite aujourd'hui à affirmer un profil plus agressif pour se distinguer de ses alliés chrétiens conservateurs : puisque le chancelier Wolfgang Schüssel veut gouverner « au centre », le FPÖ doit radicaliser son discours, sans perdre pour autant les bénéfices de sa présence au pouvoir.

Grasser incarne la tendance prag-

matique du FPÖ, celle qui a mis en sourdine les tirades anti-européennes. Les sondages indiquent que l'élargissement de l'Union est approuvé désormais par 60 % de l'opinion autrichienne, contre 40 % il y a deux ans, ce qui oblige la droite populiste à moduler son argumentation : ouverte et moderniste pour les chefs d'entreprise qui touchent déjà les dividendes de l'ouverture à l'est, défensive à l'usage des travailleurs qui redoutent la concurrence d'une main-d'œuvre à bas prix.

Pour conclure son alliance avec l'ÖVP, le « parti de l'Europe », le FPÖ avait dû signer en février 2000 un préambule soulignant qu'il n'y avait « pas d'alternative raisonnable à l'intégration européenne ». Sans renier cet accord de principe, ses dirigeants ont multiplié depuis les mises en garde, les conditions, les exigences. Ils ont ramené l'opinion contre la centrale nucléaire tchèque de Temelin rouvert le contentieux de l'expulsion, au lendemain de la seconde guerre mondiale, des minorités des Sudètes. C'est sous leur pression encore que M. Schüssel, proeuropéen de la première heure, insiste davantage désormais sur de longues périodes de transition et la nécessité de « comprendre les peurs des gens ».

Pendant que l'ÖVP se saisit ainsi bon gré mal gré des bannières que lui tend son remuant allié, celui-ci plante ses petits drapeaux dans la société autrichienne : aucune mesure spectaculaire qui serait en infraction avec les traités européens, mais



1<sup>er</sup> octobre 2000. Jörg Haider, leader du FPÖ, participe à une cérémonie avec des vétérans autrichiens de la seconde guerre mondiale.

des réajustements qui vont modifier profondément, à terme, le système. La magistrature s'est émue par exemple de la manière expéditive dont le ministre FPÖ de la justice, Dieter Böhmendorfer, vient de supprimer le tribunal pour enfants, fierté de l'ancien régime social-démocra-

te et modèle d'expérimentation libérale en matière de délinquance.

L'idée d'une « milice citoyenne » pour aider la police, lancée à Graz, fait son chemin. Le FPÖ a imposé, en dépit des réclamations du patronat, un « seuil d'immigration zéro » en Autriche, le seul pays de l'Union

à inclure le regroupement familial dans ses quotas. Les conditions d'existence des demandeurs d'asile deviennent plus difficiles, et les populistes s'ingénient à ajouter la touche humiliante qui va flatter leur propre électorat : après les cours d'allemand obligatoires, assortis

d'un régime de sanctions, un conseiller municipal du FPÖ à Vienne suggère que l'on emploie les demandeurs d'asile ou les chômeurs de longue durée à ramasser les crottes de chien.

Joëlle Stolz

# dynamique irrésistible

## Les habits neufs du Vlaams Blok

En Flandre, la cause indépendantiste flamande ne paie plus face aux thèmes traditionnels de l'extrême droite

**M**ÊME si nous ne partageons pas tous ses points de vue, notamment sur l'Europe, nous pensons que les résultats de Jean-Marie Le Pen lors de l'élection présidentielle française ont été une bonne surprise pour le mouvement nationaliste européen : entendre un nationaliste flamand, et pas un modéré, chanter les louanges d'un homme politique français, même d'extrême droite, voilà de quoi surprendre quand on connaît l'antipathie profonde que les extrémistes du nord de la Belgique vouent au pays de Voltaire, souvent présenté comme leur ennemi héréditaire.

Les temps changent. Dans ce local situé près du canal, où deux vieilles personnes sirotent leur verre de bière, Frank Creyelman, sénateur Vlaams Blok de Malines, parle avec délectation, et dans un français choisi, de « cette maison des mouvements nationalistes qui possède plusieurs chambres » mais reste unie sur un thème récurrent : la lutte contre l'insécurité et l'immigration. Si récurrent que le Vlaams Blok en est presque arrivé à oublier le combat pour l'indépendance de la Flandre, sa raison d'être. N'était-il pas né en 1978 de la scission avec la Volksunie, l'autre parti nationaliste flamand, jugé trop modéré ?

Accrochées aux murs du local, des gravures évoquent bien la gloire de la région mais elles retiennent moins le regard qu'une affiche glauque montrant une seringue en train de se ficher dans un bras, avec ce commentaire : « Cela commence par un joint. Non à la dépénalisation de toutes les drogues. » Quant à la couverture du magazine trimestriel de la section de Malines, elle est sans ambiguïté : « Aanpassen of terugkeren » (« S'adapter ou s'en retourner »), écrit en lettres capitales sur la photo de deux femmes voilées.

Certes, Frank Creyelman jurera bien, croix de bois croix de fer, que

son mouvement n'a pas oublié la construction d'une Flandre indépendante avec Bruxelles comme capitale, mais - efficacité oblige - admettra, au détour d'une phrase, que le Blok a amorcé son ascension dès qu'il a insisté sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité.

Le jeune sénateur (40 ans) se souvient : « En 1980, pour les premières élections communales auxquelles nous participions, nous n'avions trouvé que 12 personnes sur 41 pour mettre sur notre liste. » Crédité de moins de 2 % des votes, le Vlaams Blok n'a aucun élu. Il en aura 11 en octobre 2000. Parmi ses élus, un fonctionnaire, un dirigeant d'une fédération de classes moyennes, un chauffeur de taxi et une « étrangère », une Blanche d'Afrique du Sud, dont on se sert pour montrer que le parti n'est pas xénophobe. Le Blok rassemble 26 % des suffrages.

C'est moins qu'à Anvers, « la grande sœur » toute proche, où le mouvement, entraîné par son président local, le jeune avocat Filip De Winter, a obtenu plus de 30 % des suffrages, mais suffisamment pour faire de Malines la deuxième ville du Blok. Eternellement nostalgique d'un glorieux passé - Marguerite d'Autriche, entourée d'une cour brillante, y régna sur les Pays-Bas -, la ville fait de nouveau parler d'elle.

Le « cordon sanitaire » institué par les partis traditionnels pour isoler le Vlaams Blok fonctionne à Malines comme ailleurs, et le mouvement extrémiste est exclu de la nouvelle coalition, dirigée par un libéral à poigne, qui remplace le socialiste Geert Bervoets (« Berbervoets », pour les militants du Vlaams Blok).

« Ils ont fait un grand travail de proximité », explique cet avocat de 56 ans, en maintenant une agitation continue contre les étrangers. Toutes les occasions leur sont bonnes pour mettre le problème des immigrés sur le tapis. Ils essaient aussi d'être le porte-parole de tous ceux qui ont un

grief quelconque contre la société, notamment dans les quartiers défavorisés, là où les gens ont particulièrement souffert de la désindustrialisation de la ville. »

L'ancien maire s'attarde ainsi sur ces ouvriers qui se sont installés à la périphérie de la ville, bien décidés à jouer de leur retraite dans de coquets cités-jardins. Celles-ci ont vieilli, les enfants sont allés habiter ailleurs et ont été progressivement remplacés par des immigrés (8 % de la population de la ville est d'origine non européenne). « Nous avons bien essayé de les rénover mais c'était dix ans trop tard ! » « Il ne faut toutefois

pas exagérer le malheur des Malinois », tempère Geert Bervoets, qui raconte que de jeunes lycéens d'Oyonnax en visite dans la ville lui avaient demandé : « Mais ils sont où les pauvres en Belgique ? »

« Les militants du Vlaams Blok, je n'en vois pratiquement jamais, comme si le temps travaillait pour eux, sans qu'ils aient rien à faire », estime Patrick Donnez, journaliste à la chaîne publique de télévision flamande. « Ils se contentent souvent de propager des rumeurs. Ainsi, ils avaient fait croire que ce quartier était dangereux car un meurtre y avait été commis. Je me suis rensei-

gné : il y avait bien eu un assassinat mais c'était il y a plus de dix ans, et c'était un crime passionnel ! »

Occupé à plein temps par la rentabilisation de son fonds de commerce xénophobe, le Vlaams Blok est bien discret sur les autres sujets. Un slogan lui tient lieu de programme : « Geen vuiligheid naar veiligheid » (« Pas la saleté, la sécurité »). « Une parlementaire du Blok, Alexandra Coolen, s'est fait une spécialité du combat sur les valeurs, explique Patrick Donnez, et on fait appel à elle chaque fois qu'il y a un débat. Parfois, elle met les chefs de son propre parti en porte-à-faux. Pas facile pour des

gens qui ne cessent de fustiger ces femmes arabes qui font des enfants, ne travaillent pas et vivent aux crochets de l'Etat d'entendre un membre de votre parti demander, au nom de la protection de la famille, des aides publiques pour les femmes qui restent au foyer et ont beaucoup d'enfants. » Quant au silence radio sur tous les problèmes internationaux, Frank Creyelman, décidément bien modeste pour un nationaliste flamand, le justifie par le fait que « la Flandre est un petit pays ».

Réveille-toi, Marguerite...

José-Alain Fralon



Eric de Mildt  
Août 2001, Diksmuide. Manifestation du VNJ (Jeunes nationalistes flamands), l'organisation de jeunesse proche du Vlaams Blok.

## En Slovaquie, un populiste peut en cacher un autre

**A** Bratislava, les populistes se suivent mais ne se ressemblent pas. Après le national-populiste Vladimir Meciar, 59 ans, l'ex-premier ministre qui a dominé la scène politique slovaque pendant les années 1990, Robert Fico est l'étoile montante d'un populisme bon chic bon genre. A quatre mois des élections législatives, les deux hommes et leur parti respectif, le HZDS (Mouvement pour une Slovaquie démocratique) et Smer (Direction), caracolent en tête des sondages. La perspective d'une nouvelle victoire de M. Meciar qui, par son autoritarisme et ses entorses à la démocratie, a disqualifié son pays du premier élargissement de l'OTAN en 1998, inquiète les capitales occidentales.

Les dirigeants de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne ont clairement expliqué aux Slovaques les conséquences de leur vote en septembre : Bratislava ne pourrait être invitée à rejoindre les deux organisations cet hiver si M. Meciar dirigeait le gouvernement. Pour éviter l'isolement du pays, Robert Fico, 37 ans, qui, avec 17 % d'intentions de vote, semble le mieux placé pour diriger la prochaine coalition gouvernementale, se présente comme l'homme du salut. Les Européens le jugent comme un moindre mal. Issu de la Gauche démocratique (ex-communiste), M. Fico, député, est, lui, pro-européen et pro-OTAN - à l'image de ses concitoyens.

« Le populisme slovaque est un produit de la transformation post-communiste », juge le sociologue Grigorij Meseznikov. Répandu sous des formes diverses dans l'ex-bloc communiste, il a connu un succès particulier en Slovaquie où le charismatique Vladimir Meciar a su canaliser les frustrations des « perdants de la transition du socialisme au capitalisme ». Cet ancien boxeur, exclu du PC tchécoslovaque au lendemain de l'écrase-

ment du Printemps de Prague en 1968, a été porté à trois reprises au pouvoir par les urnes avec un programme de défense du faible face aux réformateurs ultralibéraux.

A 60 ans, il demeure populaire dans les régions centrales de la Slovaquie, rurales et économiquement sinistrées, où le chômage touche jusqu'à 30 % de la population active. Se considérant volontiers comme le père de la Slovaquie indépendante, puisqu'il a décidé, avec son homologue tchèque Vaclav Klaus, de diviser la Tchécoslovaquie, M. Meciar use d'une rhétorique nationaliste surtout tournée contre la minorité hongroise (10 % de la population) accu-

sée « d'irréductibilité », mais pas xénophobe. Homme du passé, il peut tenir en haleine son public par des discours improvisés, maniant les formules à l'emporte-pièce dont il est un des rares dirigeants slovaques à connaître le secret.

Robert Fico, lui aussi juriste de formation, se veut au contraire l'homme de l'avenir. Moderne et ouvert, usant des médias et d'Internet, préférant les rencontres plus conviviales avec les citoyens, il s'adresse aux « déçus de la transition, en particulier à ceux qui avaient de trop grandes attentes et s'impatientent », explique M. Meseznikov. Son électorat est plus jeune et plus instruit, à l'image des

cadres et candidats de son parti ». Son principal cheval de bataille est la corruption que la coalition au pouvoir, avec laquelle il a rompu en 1999, n'a pas endiguée. La devise de son parti : « Ordre, justice et stabilité. » Energique, rejetant les idéologies, il s'inspire des thèses du manifeste de Tony Blair et Gerhard Schröder et promet « 100 mesures pendant les 100 premiers jours » de son gouvernement, pour relancer les réformes et mettre fin à la « haute trahison économique » qui livre aux investisseurs étrangers les services publics privatisés.

Martin Plichta

## Les faux amis de Jean-Marie Le Pen

**L'**EXTRÊME droite européenne n'a eu qu'à se féliciter du succès électoral en France de Jean-Marie Le Pen qui a redonné un coup de projecteur sur des thèmes qui lui sont chers. De là à envisager une sainte-alliance au sein de cette nébuleuse alignant de multiples formes d'extrême droite et de populisme, il y a un grand pas que peu de dirigeants semblent prêts à franchir.

Après l'assassinat de Pim Fortuyn, l'étoile montante du populisme néerlandais, dont les partisans refusent de se confondre avec l'extrême droite française, un représentant du Front national avait laissé percer son dédain insinuant qu'il avait été victime de son homosexualité. Aux Pays-Bas, au Danemark, en Allemagne, les nouveaux phénomènes populistes apparus récemment jouent sur le rejet des immigrés, des classes politiques, tout en revendiquant une vision relativement hétérodoxe de la vie, qui est loin d'épouser le radicalisme dogmatique de l'extrême droite traditionnelle.

Le Front national et le MNR de Bruno Mégret recrutent essentiellement leurs amis en Belgique, en Allemagne et dans les pays de l'Est. Ils cousinent avec les Flamands du Vlaams Blok ; en Allemagne, avec diverses formations gravitant aux franges du néonazisme, comme le parti des Républicains, de Rolf Schlierer, et l'Union du peuple allemand, la DVU du milliardaire Gerhard Frey.

Au Parlement européen, les Français n'ont pour partenaire que le Vlaams Blok. Ils ont bien fait partie, avec la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, membre de la coalition de Silvio Berlusconi, d'un groupe parlementaire technique indépendant, aujourd'hui dissous, mais la Ligue a maintenu ses distances. Le succès de Jean-Marie Le Pen n'a été salué dans la péninsule que par le petit parti Flamme tricolore, une résurgence extrémiste de l'ancien parti néofasciste MSI. Aussi bien la Ligue que l'Alliance nationale de Gianfranco Fini, elle aussi issue du MSI

mais qui veut apparaître aujourd'hui comme une droite nationale honorable, et appartient aussi au gouvernement, ont rejeté toute parenté avec le FN. « Je ne voterais pas Le Pen car de même que je hais la gauche communiste, je hais la droite extrême », a affirmé le chef du groupe des députés de la Ligue, Alessandro Cé.

La Ligue du Nord est très liée avec le parti populiste libéral de Jörg Haider en Autriche, dont l'attitude est ambiguë. Jörg Haider, qui caresse le projet de fédérer les populistes européens pour les élections européennes de 2004 sous le toit d'un parti, la « Nouvelle Europe », affirme ne pas vouloir faire cause commune avec M. Le Pen. Ce n'est pas l'avis de tout son entourage. Un de ses proches, Andreas Mölzer, a souligné, dans un entretien à l'hebdomadaire News, qu'il « serait absurde de lancer une candidature européenne sans le Front national ».

Henri de Bresson

## Avec le « petit peuple » de Pim Fortuyn

**C**E soir-là, à la Burgerplein à Rotterdam, devant la belle demeure patricienne que l'excentrique et un brin mégalomane Pim Fortuyn avait rebaptisée « Palazzo », Hans fait la queue pour déposer des fleurs et un message de condoléances. Cadre moyen dans une entreprise technologique, il est venu de l'autre côté du pays dès qu'il a appris la nouvelle du meurtre du leader populiste, le 6 mai. Ventripotent, moustachu, guetté par une calvitie naissante, ce quadra bourru ne paraît guère désireux de nouer le dialogue.

Lorsqu'on l'interroge, il se dévoile pourtant sans complexe, comme trop heureux de pouvoir s'exprimer. « J'ai toujours été proche du VVD [le Parti libéral] et il m'est arrivé de voter pour le PvdA [social-démocrate]. J'ai milité un peu et j'ai failli accepter un mandat municipal. Mais j'ai découvert que tout cela ne servait à rien. » Intéressé par la politique, Hans cherchait sa voie, une autre voie, explique-t-il. « Quand j'ai vu et entendu Fortuyn, j'ai tout de suite adhéré à ses idées. Il était clair, honnête, différent de ces messieurs de La Haye, qui nous traitent de haut mais ne s'intéressent pas vraiment à nos problèmes. J'ai un ami qui attend depuis six mois de pouvoir consulter un spécialiste pour une maladie de l'oreille interne : c'est ça, vraiment, les Pays-Bas ? »

Hans est entraîné par le flot que libèrent, toutes les cinq minutes, les policiers, pour éviter les bousculades. Happé par l'ombre de cette froide soirée, Hans se retourne et nous glisse que, bien sûr, il n'était pas d'accord avec certains propos d'« onze Pim » (notre

Pim), mais que le pays est toujours gouverné par une coalition, ce qui rabote les excès et les aspérités. « Et écrivez bien que, moi aussi, je veux changer la politique, pour qu'elle aille enfin dans le bon sens. »

Silencieux ou devisant dans la lumière blafarde que diffusent quelques lampadaires, d'autres supporters de Pim Fortuyn s'attardent, comme pour s'épauler face à cet énigmatique avatar de leur vie. Quelques supporters du club de foot de Feyenoord, des motards, des étudiants, des habitants du quartier, quelques rares cadres en costume, mais surtout des hommes et des femmes anonymes et tristes.

Un employé d'origine nord-africaine, aussi, que le politiquement correct version néerlandaise décrirait comme un « allochtone » (« personne d'origine étrangère ») et que les petits groupes qui discutent ce soir dépendraient plutôt comme un « islamiste ». L'homme fait semblant de ne pas entendre. « Fortuyn a dit qu'il ne s'en prendrait jamais aux étrangers installés ici. Ça me suffit. C'était un type vraiment bien », commente-t-il en s'éloignant.

Plus loin, un enseignant pro-Fortuyn théorise : « Fortuyn est arrivé au bon moment. Les Pays-Bas sont une Cocotte-Minute qui va exploser. Le pays est plein, mais la coupe aussi... » « On l'a tué parce qu'il parlait notre langage et moi je trouve super ce qu'il a dit des drogués : bonne overdose à ceux qui le veulent ! », enchaîne une vieille dame. « De quoi tu causes ? », s'interroge son mari. « De la vérité, de la vérité... »

Jean-Pierre Stroobants



**GUY HERMET**, politologue, est directeur d'études émérite à l'Institut d'études politiques de Paris. Il est notamment l'auteur des *Désenchantements de la liberté* (Fayard, 1993), de *La Trahison démocratique* (Flammarion, 1998) et des *Populismes dans le monde* (Fayard, 2001).

Revenu par la Scandinavie dans les années 1970, le populisme peut être fiscal, réactionnaire, national, séparatiste, médiatique... Il est avant tout un style politique – ou antipolitique

## « Le populisme simplifie les problèmes jusqu'à la caricature »

**On assiste en Europe à une montée de mouvements dits populistes : Le Pen en France, Haider en Autriche, Fortuyn aux Pays-Bas, etc. Comment définir le populisme ?**

Les leaders que vous venez de citer ne constituent qu'une catégorie au sein du populisme, un populisme réactionnaire qui, de la Scandinavie à l'Italie en passant par l'Autriche et les Pays-Bas, se développe aujourd'hui en Europe de l'Ouest. Mais il a existé dans le passé des populismes de gauche, et il y en a encore : ainsi le gouvernement du colonel Chavez au Venezuela. Comment caractériser le populisme en général ? On l'a souvent associé à l'ascendant exercé par un leader charismatique, sur le modèle de Peron en Argentine. Mais ce n'est pas vraiment pertinent, car des leaders charismatiques, il y en a de tous les genres : de Gaulle, Mussolini, Staline.

**Inversement, existe-t-il des mouvements populistes sans chefs charismatiques ?**

Ils sont assez rares, mais ils existent. Les mouvements scandinaves, qui sont à l'origine de ce retour du populisme en Europe de l'Ouest dans les années 1970, sont dirigés par des hommes ou des femmes qui ont sans doute une certaine popularité, mais qui ne sont pas des tribuns populaires. De même, il y a eu au Mexique et au Pérou des régimes populistes sans grandes figures.

**Donc, ce n'est pas un trait distinctif ?**

Non. Si on regarde l'organisation de ces mouvements, on ne trouve pas non plus de caractéristique commune : le populisme revêt toutes les formes imaginables. Pour moi, le populisme est avant tout un style politique, plus précisément un style antipolitique. Ce n'est pas seulement une rhétorique, c'est, sur le fond, un refus de la complexité des affaires publiques. Le populisme simplifie les problèmes jusqu'à la caricature, il nie la spécificité de l'exercice de la politique, qui consiste à sérier les difficultés. En politique, on ne peut pas tout faire à la fois, sous peine d'aller à la catastrophe. En donnant satisfaction à une catégorie sociale, on en mécontente forcément une autre. Mais le populiste prétend que tout peut être résolu immédiatement. Il suffit pour lui de neutraliser les méchants. Ne restent que les bons, et les problèmes sont réglés. Les méchants, ça peut être le grand capital, ça peut être l'euro et les technocrates de Bruxelles, ça peut être la mondialisation : éliminons le mal, et tout ira bien.

**Le mal, ça peut être les immigrés. Le nationalisme, la xénophobie, voire le racisme, ne sont-ils pas des composantes fondamentales du populisme ?**

Ce sont des composantes très fréquentes, mais elles ne sont pas indispensables. Il y a eu des populistes antinationalistes, comme Stamboljiski en Bulgarie au début du XX<sup>e</sup> siècle, ou des populistes républicains, comme le maréchal Pilsudski en Pologne. Le populisme répond à un problème d'identité, mais pas forcément d'identité nationale.

**Il n'a pas non plus de liens nécessaires avec l'extrême droite ? Le fascisme, le nazisme étaient-ils des populismes ?**

Non, le fascisme et le nazisme, même s'ils peuvent avoir des aspects populistes, ne sont pas des populismes. Ce sont des idéologies qui visent à créer un Etat total, hypernationaliste, et qui méprisent le peuple, alors que le populisme s'en réclame. Certes ils ont présenté, au début, des traits populistes, mais ils s'en sont éloignés de plus en plus. Quant à l'extrême droite, c'est une notion très confuse, qui recouvre des réalités diverses, le fascisme et le nazisme, bien sûr, mais aussi le maurassisme par exemple. Pour moi, le populisme est conciliable avec n'importe quelle orientation politique, n'importe quel régime politique.

**Il se réclame du peuple, dites-vous. De ce point de vue il s'inscrit dans l'espace de la démocratie.**

Oui, il est toujours présent dans la démocratie, comme l'un des pôles d'une tension



KATALIN SANDOR/AP



SYGMA

15 février 2000, Budapest. Manifestation de néonazis hongrois soutenant Jörg Haider devant l'ambassade d'Autriche (ci-dessus).

Mai 2001, Taranto. Silvio Berlusconi en campagne électorale dans le sud de l'Italie (ci-contre).

sente autre chose qu'une espèce d'incantation, il faudrait alors se demander qui les menace le plus, des populistes avec leurs discours ou de certaines figures politiques non populistes avec leurs actes.

**Quelles sont les différentes familles du populisme en Europe ?**

La première dans la chronologie est celle des partis antifiscaux scandinaves. A l'origine du populisme présent en Europe de l'Ouest, ils sont apparus en réaction contre l'Etat-providence social-démocrate en Norvège et au Danemark. Ce sont des pays où l'on ne pouvait pas être embauché sans être syndiqué. Des employés de la compagnie des autobus de Copenhague ont été licenciés parce qu'ils refusaient de l'être. L'emprise n'était pas seulement fiscale, elle était générale. C'est ce qui a provoqué la rébellion populiste qui, ensuite, a pris aussi des accents xénophobes.

**Le Pen n'appartient pas à cette famille-là.**

Le Pen relève plutôt du national-populisme, avec Haider en Autriche, Blocher en Suisse ou Fortuyn aux Pays-Bas, avec des partis qui ont mis l'accent non sur le fardeau des impôts, mais sur l'identité. Ce qui se traduit prioritairement par l'hostilité à l'égard des immigrés. Mais cela n'empêche pas que le thème de la fiscalité soit également présent. Le Pen veut supprimer l'impôt sur le revenu. Les thèmes populistes ne s'excluent pas, ils s'additionnent. Selon la situation du pays, l'accent sera mis sur l'un ou sur l'autre. Comment voulez-vous faire campagne sur l'immigration en Norvège quand il n'y a pas d'immigrés ?

**Et la troisième famille ?**

Ce sont les populismes séparatistes, pour l'essentiel la Ligue du Nord en Italie et le Vlaams Blok en Belgique. L'argument de la Ligue du Nord et du Vlaams Blok pour justifier la « dissolution » de l'Italie et de la Belgique est d'ailleurs de nature

fiscale. Le Vlaams Blok considère que les Wallons produisent peu et dépensent beaucoup ; et l'un des slogans de Bossi, le leader de la Ligue du Nord, était : « *Milan travaille et Rome dépense.* » C'est l'argument des partis scandinaves, avec un autre objectif : il ne s'agit pas de détruire l'Etat-providence, mais de faire éclater des pays qui reposent sur une certaine logique de solidarité. C'est cette logique qu'ils récuse.

**Continuons notre tour d'Europe.**

Les deux autres familles populistes sont d'une part l'Alliance nationale, de Fini, en Italie, et, d'autre part, dans le même pays, Forza Italia, de Berlusconi. L'Alliance nationale est issue du fascisme, avec laquelle elle a rompu pour tenter aujourd'hui de se donner une physionomie gaulliste en se présentant comme un parti de rassemblement, mais un parti antiparti, c'est en cela qu'elle est populiste. Fini est devenu un chef d'entreprise politique, ses partisans ressemblent à des gaullistes durs, qui veulent un Etat fort et un parti dominant pour le soutenir. Quant à Berlusconi, il incarne un populisme médiatique, un populisme reposant sur la maîtrise des grands moyens de communication. Mais son message est également « entrepreneurial » : il faut travailler et il faut que ceux qui travaillent gagnent de l'argent, c'est un message thatcherien. Berlusconi fait penser à l'Amérique latine, à Collor au Brésil, le prototype du populisme médiatique. La différence est que Berlusconi possède lui-même les moyens de communication. On peut penser aussi à un pays comme l'Inde, où des acteurs de cinéma sont devenus des figures politiques. Il est probable que ce populisme-là va se développer.

**Et le populisme d'Europe centrale et orientale ?**

Il n'appartient pas à ces cinq familles, même si on peut trouver quelques situations ressemblantes, par exemple en République tchèque. Mais on est dans un autre cas de figure. Tous les pays de cette autre Europe sont divisés depuis très longtemps entre ceux qui veulent adopter la culture occidentale, voire accepter la domination de l'Occident, et ceux qui entendent défendre leur identité. En Hongrie, au début du XX<sup>e</sup> siècle, on appelait les premiers les « urbanistes », les seconds les « populistes », déjà. Vous retrouvez cette division en Roumanie, en Russie et presque partout à l'Est.

**Dans votre livre *Les Populismes dans le monde*, vous distinguez le populisme des anciens et le populisme des modernes, l'une des différences étant que le premier exprime la lutte des « petits » contre les « gros » et le second la lutte des « moyens » contre les « petits ». Peut-on appliquer ce schéma au lepénisme, dont l'électorat est, pour l'essentiel, issu des milieux populaires ?**

On exagère. Plutôt que des « petits », j'appellerais les électeurs du Front national des « moyens inférieurs ». Ce n'est pas le sous-prolétariat. On s'est trop laissé impressionner par le transfert d'électeurs communistes vers le Front national. Mais les électeurs du PC n'étaient pas des « petits », c'était des ouvriers installés, embourgeoisés parfois. Les électeurs du Front national s'opposent aux « petits » en ce qu'ils contestent les avantages octroyés, selon eux, aux victimes de l'exclusion, aux immigrés, aux chômeurs. Ils sont inquiets, et ils ont des raisons de l'être, ils se sentent humiliés, méprisés, mais ils ne se situent pas au bas de l'échelle sociale.

**Ils sont aussi en révolte contre les élites.**

Oui, mais pas comme dans le passé. Dans le populisme ancien, les élites étaient accusées de s'allier aux « gros » pour exploiter les « petits ». Dans le populisme moderne, elles sont accusées par les catégories moyennes inférieures de faire des cadeaux aux exclus pour se créer une clientèle.

Propos recueillis par  
Thomas Ferenczi

## CHRONIQUE DU MÉDIATEUR

PAR ROBERT SOLÉ

## Travaux d'entretiens

UN lecteur de Toulouse, André Jonis, a buté sur cette phrase dans *Le Monde* du 14 mai : « Nous publions ci-dessous un entretien avec Dominique Voynet, dont elle a lu et approuvé la teneur. » Que signifie cette précision ?, demande-t-il. A quoi rime une telle précaution ? « Est-ce à dire que les autres interviewés ne relisent pas et n'approuvent pas leurs propos recueillis ? J'ai cherché dans l'interview de Dominique Voynet des propos sulfureux qui auraient justifié ce traitement particulier, mais non, rien de bien extraordinaire. Mystère. »

Il s'agit en effet d'une innovation, apparue pour la première fois dans *Le Monde* du 2 mars, pendant la campagne présidentielle. On y apprenait que Lionel Jospin avait « relu et amendé la transcription » de son entretien avec trois journalistes. C'est une manière de rendre l'information plus transparente, explique le directeur de la rédaction : le lecteur sait ainsi que l'interviewé endosse exactement ce qu'on lui fait dire et qu'il a pu modifier certains des propos qui lui étaient attribués.

Cette nouvelle règle n'est encore appliquée que dans les pages « France », et pas de manière systématique. Le numéro du 14 mai, par exemple, comprenait, outre l'interview de Dominique Voynet, un entretien avec Jacques Delors : il n'y était pas précisé que l'ancien président de la Commission européenne avait soigneusement relu ses propos. Ce même numéro comptait aussi une interview de Jean-Guy Talamoni, sans mention, alors que le porte-parole de Corsica Nazione s'était fait relire au téléphone les passages les plus délicats de sa conversation avec la journaliste du *Monde* et avait demandé de légères modifications : dans sa bouche, il ne pouvait être question de « la République », mais de « la République française »...

Comment reproduire le mieux possible les propos d'un interviewé ? La question ne se pose guère à la radio ni à la télévision, où les mots prononcés sont diffusés tels quels à l'antenne. C'est en revanche un casse-tête pour la presse écrite, obligée de retranscrire sur le papier une conversation orale. De manière par-

tielle d'ailleurs (le journaliste coupe une réponse jugée trop longue, redondante ou inutile) et forcément imparfaite (impossible de traduire une émotion de l'interlocuteur, une hésitation dans sa voix...).

N'est-il pas logique, de ce fait, que l'interviewé donne un accord préalable au texte écrit ? Le journaliste y trouve lui-même une sécurité, sinon une facilité : on rédige l'interview librement, et il sera toujours temps de l'ajuster avec l'intéressé. Encore faut-il que celui-ci ne récrive pas entièrement ses réponses. Certains sont même tentés de refaire les questions...

Des hommes politiques poussent parfois le bouchon assez loin. Pour se faire interviewer, ils commencent par allécher le journal en promettant des déclarations fracassantes. L'entretien se révélera beaucoup plus banal que prévu. L'interviewé passera ensuite une journée entière à travailler sur la transcription avec ses collaborateurs, améliorant ses expressions, gommant ou rabotant les phrases qu'il estime gênantes. *Le Monde* pourrait refuser de publier une interview aussi aseptisée et transformée, mais l'intéressé s'arrange pour rendre le texte amendé au dernier moment, alors que la maquette n'est plus modifiable. Il propose même un titre...

Certains ne demandent rien, faisant confiance à l'intervieweur. Ainsi, Noël Mamère n'avait pas exigé de relire son entretien avec Béatrice Gurrey (*Le Monde* du 15 octobre 2001) dans lequel il déclarait « irrévocable » sa décision de ne pas se présenter à l'élection présidentielle. Bien qu'ayant été conduit à dire le contraire vingt-quatre heures plus tard, le candidat des Verts n'a démenti à aucun moment l'interview publiée, ni sur le fond ni sur la forme.

SEULON la nouvelle règle introduite dans les pages « France », *Le Monde* publierait donc trois sortes d'entretiens : ceux qui ne portent pas de mention, parce qu'ils n'ont pas été relus ; ceux qui portent la mention « lu et approuvé » ; et ceux qui portent la mention « lu et amendé ». L'apparition de ces indications pourrait avoir des effets opposés : inciter des

interviewés, qui n'y auraient pas pensé, à exiger une relecture ; ou, au contraire, dissuader certains de relire pour apparaître beaux joueurs ou laisser au journal la responsabilité de la transcription.

Les mentions « lu et approuvé » ou « lu et amendé » n'éclaircissent pas le lecteur qu'à moitié : « amendé » dans quelles limites ? « Amendé » par rapport à quoi ? Même si la règle est appliquée à l'ensemble des entretiens du journal, le problème ne sera pas résolu pour autant : à long terme, des propos susceptibles de faire du bruit sont cités entre guillemets dans des articles qui ne sont pas des interviews. Préciserait-on, chaque fois, que la personne a donné son accord ?

LE *Monde* n'a sans doute pas fini de s'interroger sur la meilleure manière de réaliser et de présenter les entretiens. Ceux-ci ne sont pas tous de même nature. Un chanteur qui commente son prochain spectacle ou un spécialiste répondant à trois questions techniques ne sont pas comme un ministre nouvellement nommé qui, dans un entretien-fléuve, expose son programme avec mille nuances, sachant que chacune de ses phrases sera disséquée par les syndicats.

Essayons au moins de proposer quelques repères :

1) Une interview doit toujours apporter du neuf : permettre de révéler ou de mieux comprendre quelque chose ; mettre au jour des informations ou des réflexions originales, inédites.

2) Il ne suffit pas de dire que les questions appartiennent au journaliste et les réponses à l'interviewé. Le premier doit être maître du jeu : c'est lui qui conduit l'entretien et en fixe les thèmes. Une interview ne saurait être un communiqué de presse parsemé de questions.

3) Dans ce type d'exercice, le journaliste « a un statut de contradicteur-accoucheur », comme le précise *Le Style du Monde*. Il doit pousser l'interlocuteur aussi loin que possible, sans chercher pour autant à le piéger : l'objectif n'est pas de lui arracher une phrase, aussitôt regrettée par l'intéressé, et sur laquelle il ne pourrait pas revenir, comme cela arrive en direct, sur les ondes.

Finalement, par quelque bout que l'on prenne le problème, on revient toujours au même constat : c'est la qualité du travail journalistique (pendant l'entretien puis lors de sa mise en forme) qui est déterminante. Relue ou non, une bonne interview - vivante et instructive - est rarement contestée, par l'interviewé comme par le lecteur.

## Faut-il rompre avec « l'esprit de 1968 » ?

Suite de la première page

Le nouveau ministre de l'éducation nationale, qui fut l'un des premiers à théoriser « la pensée 68 » - titre d'un livre publié en 1985 avec Alain Renaut - et à montrer comment elle a conduit aux ravages de l'individualisme contemporain, a donné en effet à ce combat ses lettres de noblesse philosophiques. On ne saurait rêver de contraste plus saisissant avec son prédécesseur immédiat, Jack Lang, identifié par beaucoup, en bien ou, le plus souvent, en mal, à « l'esprit de 1968 ».

Pour Luc Ferry et Alain Renaut, qui analysent dans leur livre les travaux de Michel Foucault, Jacques Derrida, Pierre Bourdieu, Jacques Lacan à la lumière de mai 1968, ce qu'ils appellent la « philosophie française des années 1968 », en contestant l'autonomie du sujet, est en relation avec l'« affirmation hyperbolique de l'individualité » qui caractérise, selon eux, la révolte de mai et qui a pour horizon « la dissolution du Moi comme volonté autonome, autrement dit : la destruction de l'idée classique de sujet ». Les deux auteurs se réfèrent en particulier aux travaux de Gilles Lipovetsky en rappelant que, pour celui-ci, « dans la nouvelle éthique permissive et hédoniste héritée des années 1968, "l'effort n'est plus à la mode, ce qui est contraint ou discipline austère est dévalorisé au bénéfice du culte du désir et de son accomplissement immédiat" ».

A cette analyse philosophique, qui met l'accent sur l'influence délétère de mai 1968, ont fait écho, depuis une vingtaine d'années, maintes déclarations politiques qui en ont repris et décliné les principaux thèmes en déplorant le déclin de l'autorité, le refus du travail ou l'affaiblissement du lien social. C'est contre cet individualisme aux conséquences dissolvantes que Luc Ferry et Alain Renaut proposent de refonder un humanisme qui restitue à l'homme, non sa souveraineté à la façon de Descartes, mais au moins les pouvoirs limités que lui reconnaît Kant : face à l'individu narcissique et solitaire réduit à l'état de « zom-

bie », il faut donc réaffirmer les droits du sujet responsable et autonome. « Du Dasein aux machines désirantes et à la figure contemporaine du zombie, c'est un même procès de destruction de l'idéal d'autonomie qui s'accomplit », conclut *La Pensée* 68.

La restauration des « valeurs civiques et républicaines », perçue par les auteurs un an plus tard dans les manifestations de lycéens et d'étudiants contre le projet de loi Devaquet et soulignée dans leur livre suivant, 68-86, *Itinéraires de l'individu*, leur est apparue comme une première réponse à l'inquiétude suscitée par ce « procès de destruction » de l'autonomie du sujet. Les appels répétés à la reconstruction d'une

morale collective, notamment à l'école, afin de freiner les effets pervers de l'individualisme et d'assurer le retour d'une nécessaire discipline, sont allés dans le même sens.

## « NOUVELLE SOCIÉTÉ »

On peut imaginer que Luc Ferry n'est pas en désaccord avec son homonyme et éventuel ancêtre Jules Ferry lorsque celui-ci, dans sa fameuse Lettre aux instituteurs de 1883, les invitait à enseigner aux enfants « ces règles élémentaires de la vie morale qui ne sont pas moins universellement acceptées que celles du langage et du calcul », à leur transmettre les principes de « cette bonne et antique morale que nous avons reçue de

nos pères et que nous nous honorons tous de suivre dans les relations de la vie sans nous mettre en peine d'en discuter les bases philosophiques ».

Ce sont ces « bases philosophiques » que les travaux de Luc Ferry s'efforcent précisément d'établir. Elles passent par l'élaboration rationnelle des droits de l'homme et qui maintienne les exigences de la solidarité. Elles sont donc pour le nouveau ministre de l'éducation nationale à l'opposé de la « pensée 68 », si celle-ci a pour principes le refus des contraintes et le triomphe de l'individu. Mais n'est-ce pas réduire considérablement la révolte de mai que de la limiter à cette vision schématique ? S'il est vrai, comme l'a écrit Jacques Julliard à l'occasion du trentième anniversaire des événements (*Le Monde* du 29 mai 1998), que ceux-ci ont été, sous le masque de l'utopie révolutionnaire, le signal d'une modernisation de la société française, battant en brèche « les valeurs de la société rurale et catholique » qui avaient pour nom « autorité, hiérarchie, primat du collectif sur l'individuel », ils étaient en eux-mêmes porteurs des valeurs d'une « nouvelle société » - selon l'ambition formulée par Jacques Chaban-Delmas en 1969 puis, d'une autre façon, par la gauche un peu plus tard.

Cette « nouvelle société » se proposait de remédier aux carences de la « société bloquée » et d'adapter la France à la modernité, en s'appuyant sur les revendications de mai 1968, par-delà ses slogans provocateurs. Ce travail de refondation reste à faire. Mais ce n'est pas en rejetant « l'esprit de 1968 », comme jadis les contre-révolutionnaires prétendirent rejeter « l'esprit de 1789 », qu'on aura quelque chance de le mener à bien. A moins de choisir la voie du retour en arrière, comme nous y exhorte l'extrême droite.

L'accent mis par le gouvernement Raffarin, dès son entrée en fonctions, sur le rétablissement de la sécurité, mais aussi sur les valeurs tranquilles de la province, opposées au parisianisme irresponsable, peut se comprendre au lendemain d'une rude bataille politique. Mais on peut aussi s'interroger sur le vrai projet de la droite.

Thomas Ferenczi

Le Monde  
ÉDITORIAL

## Carter à Cuba

EN SE RENDANT à Cuba à l'invitation de Fidel Castro, Jimmy Carter s'engageait dans une aventure à haut risque. Malgré les embûches, des deux côtés du détroit de Floride, il a gagné son pari, même si les effets de sa visite historique ne seront pas immédiats.

L'ancien président démocrate s'était fixé deux objectifs : promouvoir la démocratie et les droits de l'homme dans l'un des rares pays du monde où subsiste une dictature communiste, et tenter d'améliorer les relations dégradées entre les Etats-Unis et Cuba.

Fidel Castro lui avait promis le libre accès aux médias, tous contrôlés par l'Etat. Il a tenu parole. Fait sans précédent, les Cubains ont découvert à la radio, à la télévision et dans les journaux communistes une description de la démocratie aux antipodes du modèle castriste. Pour la première fois, ils ont entendu parler du Projet Varela, une initiative de la dissidence, jusqu'alors confidentielle, pour introduire des changements par la voie constitutionnelle.

Sur les relations bilatérales, la parole est désormais à George W. Bush. Entouré de conseillers cubano-américains viscéralement anticastroïstes, il penche pour l'affrontement et non le dialogue comme Jimmy Carter. La Maison Blanche croit qu'en resserrant encore l'embargo, elle précipitera la chute d'un régime à bout de souffle, aux recettes touristiques en baisse et à la population de plus en plus impatiente. C'est loin d'être sûr, et les dissidents les plus sensés ne partagent pas cette analyse. Ce peut

même être un calcul dange-reux : Fidel Castro dispose toujours d'une arme, l'exode massif de balseros, avec laquelle il menace la Floride, dont Jeb Bush, le frère du président, entend bien conserver le poste de gouverneur.

Comme les Européens, l'ancien président estime que les échanges de personnes et de biens sont le plus sûr facteur de changement pour favoriser une transition pacifique. Il considère avec raison que l'embargo n'a pas tant d'effet déstabilisateur parce qu'il n'est pas la principale cause des difficultés économiques cubaines a contrario de ce que martèle la propagande du régime. A l'inverse, le retour d'échanges commerciaux et de visiteurs américains qui suivrait une suspension des sanctions amplifierait grandement les liens qui existent avec l'Europe mais qui restent limités par la géographie et pousserait l'île au changement. Le commerce est vecteur de démocratie.

Cette hypothèse est optimiste, tant le régime castriste, détenant solidement tous les rouages, a démontré ses facultés d'immobilisme. La propagande saura même sûrement retourner les propos de M. Carter contre son objet. Mais il reste que Jimmy Carter a eu raison de souligner que la politique américaine conduite depuis quarante ans n'a pas eu non plus l'effet escompté, malgré la souffrance du peuple cubain. Il est temps que Washington se libère des considérations politiques liées au poids électoral de la Floride et d'une communauté cubano-américaine de plus en plus divisée.

## Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

## RECTIFICATIFS

GUERRE DE L'ACIER. Le tableau qui accompagnait l'article sur la guerre économique entre l'Europe et les Etats-Unis (*Le Monde* daté du 17 mai) a été rendu incompréhensible par un commentaire erroné des données. Il s'agissait des chiffres non pas des exportations totales américaines vers l'Europe, mais des exportations ciblées par les mesures de rétorsion envisagées par l'Europe sur chacune des catégories de produits (acier, fruits, textile, etc.). Ces chiffres étaient en milliers d'euros, et non en euros. La source était Euratex, à partir de données de la Commission européenne, et non Eurostat.

ASSURANCE-MALADIE. Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 17 mai, le directeur de la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Nantes s'appelle Claude Frémont, et non Alain Frémont.

PRÉSIDENTIELLE. Nous avons écrit par erreur, dans un commentaire des résultats du premier tour de l'élection présidentielle (*Le Monde* du 23 avril), que la commune de Noves (Bouches-du-Rhône) était « dirigée par la droite ». Cette municipalité nous prie de signaler que Noves est, « depuis 1971, une commune de gauche avec un maire communiste ».

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschbourg  
94852 Ivry cedex



Le Monde  
PRESIDENTIELLE  
Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corre

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01 42 17 39 00 - Fax : 01 42 17 39 26

PRINTED IN FRANCE

# AUJOURD'HUI

## SPORTS

La Française **LUCIE DECOSSE**, 20 ans, est devenue **CHAMPIONNE D'EUROPE DE JUDO** (moins de 63 kilos), vendredi 17 mai, à Maribor (Slovénie), après sa victoire devant la Britannique Karen Roberts. Ce

succès rend confiance à une championne minée par **TROIS ÉCHECS RAPPROCHÉS** (élimination au premier tour des championnats du monde 2001, des tournois de Paris et de Munich 2002). Son entourage

estime que **LE TALENT** de la jeune fille pourrait lui permettre de « *devenir championne olympique ou du monde dès aujourd'hui* ». Cette médaille portait à trois, avant les journées de samedi 18 et diman-

che 19 mai, le nombre de médailles d'or européennes conquises en Slovénie par les judokas français. Heureux présage pour la **COUPE DU MONDE PAR ÉQUIPES** (31 août-1<sup>er</sup> septembre) de Bâle (Suisse).

## Aux championnats d'Europe, le judo se vit aussi en équipe

**Judo** • Les équipes de France masculine et féminine devaient tenter, dimanche 19 mai, de se qualifier pour la Coupe du monde. La dimension de groupe est très présente dans un sport où la préparation ne peut s'effectuer que dans un cadre collectif

**MARIBOR (Slovénie)**  
de notre envoyé spécial

Pour relancer les championnats d'Europe par équipes, désertés par un nombre croissant de nations, l'Union européenne de judo a pris l'initiative de les faire se disputer en 2002 dans la foulée des compétitions individuelles. Bien lui en a pris : vingt-huit équipes se sont inscrites pour les tournois masculin et féminin qui doivent se disputer, dimanche 19 mai, à Maribor (Slovénie). Le fait que les combattants soient déjà présents sur place mais aussi la perspective de décrocher l'une des quatre places qualificatives pour la Coupe du monde par équipes, prévue les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre à Bâle (Suisse), sont à la base de cet engouement.

Sur le tapis, sept combattants, évoluant dans chacune des sept catégories de poids, se succéderont. Dans chaque catégorie, les sélectionneurs auront le choix entre deux combattants, le titulaire des épreuves individuelles des championnats d'Europe ou son remplaçant. Des changements dans la composition de l'équipe peuvent intervenir en cours de compétition. La Fédération française de judo a donc emmené en Slovénie deux équipes complètes : quatorze hommes et quatorze femmes. La qualification pour la Coupe du monde, que les judokas français ont laissé échapper lors des championnats d'Europe par équipes 2001, est une priorité pour un pays qui se situait ces dernières années dans le trio de tête du judo mondial, aux côtés du Japon et de la Russie.

« On décidera de qui on aligne en

### Demontfaucou cueilli d'entrée

Champion du monde en titre chez les moins de 90 kilos, Frédéric Demontfaucou s'est fait surprendre dès le premier tour des championnats d'Europe, vendredi 17 mai, par le modeste Roumain Dumitru Rusu. Celui-ci ayant été battu au tour suivant, le Français n'a même pas pu disputer les repêchages en vue d'une éventuelle médaille de bronze. « C'est le reflet de la façon dont j'ai ressenti la préparation, a-t-il déclaré. Cela fait trois mois que je ne me fais pas plaisir sur le tapis, que je n'ai pas de sensations. » Tout en réaffirmant sa confiance aux entraîneurs de l'équipe de France « qui ont ouvert le dialogue », Frédéric Demontfaucou a estimé que le contenu du programme de préparation des championnats d'Europe avait été trop axé sur la préparation physique et le renforcement musculaire par rapport à ce qui lui aurait convenu. « Aujourd'hui, j'ai l'impression d'être un tracteur et d'axer mon judo sur la force plus que sur les déplacements, qui ont toujours été mon point fort », a-t-il ajouté.



A presque 21 ans, Lucie Decosse (ici en bleu) est devenue championne d'Europe de judo (moins de 63 kilos), vendredi 17 mai, à Maribor (Slovénie), grâce à sa victoire devant la Britannique Karen Roberts. « Sur le coup, raconte-t-elle, je n'ai pas bien réalisé. Mais quand j'ai vu mes parents pleurer, je me suis dit : 'C'est bizarre, ils ne pleurent jamais pour rien.' »

fonction de l'état de forme de chacun et des éventuels bobos, mais aussi des forces et faiblesses de l'adversaire », explique Stéphane Traineau, le directeur du haut niveau. « Les entraîneurs ont beaucoup insisté sur le fait que l'on devait tous se sentir concernés », assure Daniel Fernandes, qui était remplaçant en moins de 73 kilos pour les championnats d'Europe individuels et s'est préparé à descendre à la limite supérieure de poids de sa catégorie pour le tournoi par équipes, comme il l'aurait fait pour une épreuve individuelle, sans même être certain de combattre dimanche.

Sur le tapis, rien ne distingue un combat disputé dans le cadre d'une épreuve par équipes d'un autre si ce n'est qu'au moment de se succéder sur le tapis les coéquipiers se tapent dans la main, à la façon du remplaçant et du joueur sortant sur un terrain de football. Même si les compétitions par équipes transcendent certains judokas, la réussite d'une équipe s'appuie forcément aussi sur les motivations individuelles de ceux qui la composent. « Je vais évidemment aborder cette épreuve avec l'envie de prendre une revanche, expliquait Frédéric Demontfaucou, vendredi, après sa rapide élimi-

nation chez les moins de 90 kilos. Mais si je sens que je ne suis pas au mieux de ma forme, je n'hésiterai pas à céder la place à Lionel [Hugonnier, son remplaçant pour l'épreuve individuelle]. »

Malgré la relative rareté des épreuves par équipes et la disparition des matches entre nations qui faisaient accourir les amateurs de judo au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, jusqu'au début des années 80, la dimension collective est très présente dans le judo moderne. « Vu de l'extérieur, bien sûr, cela reste un sport individuel, mais un sport individuel qui se vit collectivement.

C'est en dehors des compétitions que cette dimension collective est la plus visible, estime Fabien Canu, le directeur technique national. Tout au long l'année, les judokas s'entraînent ensemble, partent en stage ensemble, vivent ensemble. Il n'y a pas plus de deux mois par an pendant lesquels ils sont séparés. »

A l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), une centaine de judokas – environ 55 hommes et 45 femmes qui constituent l'élite française – se retrouvent pour deux entraînements quotidiens, à l'exception des périodes de stages, de compétitions ou de

vacances. Malgré la concurrence existant entre les judokas d'une même catégorie, il existe bien un « collectif France ». Dans un sport d'opposition comme le judo, aucune progression ne semble de toute façon concevable en dehors du cadre d'un groupe. « Etre en équipe de France, c'est s'appuyer sur un cadre de fonctionnement collectif pour progresser individuellement », résume Daniel Fernandes.

### La qualification est une priorité pour un pays qui se situait ces dernières années dans le trio de tête du judo mondial

La tendance est également au rapprochement entre équipe de France masculine et équipe de France féminine, qui ont longtemps fonctionné comme deux entités distinctes. Pour la première fois, deux stages mixtes de préparation auront lieu cet été, à Boulouris (Var) puis à Forges-les-Eaux. « On veut jouer sur la transversalité, utiliser le savoir-faire de chacun », affirme Cécile Nowak, membre de l'encadrement de l'équipe féminine. Anne-Sophie Mondière [titulaire à Maribor en plus de 78 kilos] s'entraîne déjà une fois par semaine avec les poids lourds. » Une double qualification pour la Coupe du monde, dimanche, serait sans doute la meilleure façon de faire avancer cette transversalité et de célébrer l'esprit d'équipe.

Gilles van Kote

## Les mystères de Lucie Decosse, championne en devenir

**MARIBOR (Slovénie)**  
de notre envoyé spécial

Longtemps, Lucie Decosse est restée une énigme pour les entraîneurs de l'équipe de France féminine. « Elle est très renfermée, affirme Laurent Calléja, celui des entraîneurs nationaux qui suit plus particulièrement de la jeune femme. Elle ne laisse paraître ni ses envies ni ses émotions. Avant de pouvoir commencer à discuter avec elle, il faut des mois, voire des années. Aujourd'hui, nous avons franchi un grand pas, nous sommes allés au cœur du sujet. » Vendredi 17 mai, à Maribor, Lucie Decosse est devenue championne d'Europe de judo dans la catégorie des moins de 63 kilos. La journée avait commencé de la meilleure des façons, par un ippon infligé au bout de six secondes de combat à une tendre combattante finlandaise. Elle s'est achevée par une nette victoire sur la Britannique Karen Roberts.

« Sur le coup, je n'ai pas bien réalisé. Mais quand j'ai vu mes parents pleurer dans les gra-

dins, je me suis dit : c'est bizarre, ils ne pleurent jamais pour rien », raconte la judoka de l'US Orléans. A vingt ans, elle confirme les espoirs qu'avaient suscités un titre mondial acquis chez les juniors en 2000 et une victoire au tournoi de Paris, en 2001. Elle efface également les doutes nés de trois échecs rapprochés, aux championnats du monde 2001 puis aux tournois de Paris et de Munich 2002, où elle avait été battue à chaque fois au premier tour : « Je me demandais ce qui m'arrivait : tout le monde me disait que j'étais très forte, et pourtant... Je me suis servie de ces expériences pour aborder la compétition différemment. Quand tu participes aux championnats du monde et que tu perds au premier tour, tu n'as qu'une envie : que ça ne se reproduise plus jamais. »

A Maribor, Lucie Decosse ne s'est pas laissée dévorer par ce stress qui lui rongeaient trop souvent le ventre. « Tant qu'elle était avec ses copines, ça allait, mais au moment d'attaquer les choses sérieuses elle perdait ses moyens »,

témoigne Laurent Calléja. Vendredi, dès le petit-déjeuner, le jeune entraîneur national a entrepris de dresser des barrières pour empêcher la judoka de retomber dans ses travers. « On a mis sur le tapis des choses dont on n'avait jamais parlé, dit-il. Ces derniers temps, je l'avais beaucoup vue pleurer et ressortir frustrée des compétitions auxquelles elle participait. Je lui ai dit que je ne voulais plus la revoir comme ça, que je voulais cette fois qu'elle quitte le tapis la tête haute. »

### UNE JOIE CONTENUE

Quelques heures plus tard, Lucie Decosse apportait à l'équipe de France son troisième titre européen, après ceux conquis la veille par Frédérique Jossinet et Yacine Douma. Sa joie est restée contenue, ce qui n'a pas surpris ceux qui la connaissent. Deux ans après son arrivée au sein du collectif France, l'encadrement commence tout juste à décrypter le mode de fonctionnement de cette athlète au visage volontaire. Mais le jeu en vaut la chan-

delle. « Elle pourrait être championne olympique ou du monde dès aujourd'hui », assure Laurent Calléja. Autour de Lucie Decosse, le temps s'accélére.

Il y a cinq ans, elle s'appêtait à quitter Kourou et la Guyane, le département d'origine de sa mère, où elle vivait depuis 1994, pour rejoindre la section sport-études d'Orléans et tenter sa chance dans le judo de haut niveau. Bien qu'elle ait passé les premières années de sa vie dans le Val-d'Oise, ce retour en métropole a été un déchirement pour la future championne d'Europe, qui s'était découvert des liens très forts avec la Guyane. « Elle nous avait écrit une lettre dans laquelle elle nous disait qu'elle se demandait ce qu'elle faisait là, à Orléans, raconte son père. Mais cette lettre, elle ne nous l'a jamais envoyée. » Si elle ne la connaissait pas déjà, Lucie Decosse a trouvé vendredi la réponse à sa question.

G. v. K.

## Un logiciel secret pour l'équipe de France de volley-ball

**Volley-ball** • Il permet aux entraîneurs de visionner en direct toutes les statistiques du jeu

**ORLÉANS**

de notre envoyé spécial

Lundi 13 mai, Palais des sports d'Orléans. En stage depuis une semaine pour préparer le tournoi de qualification aux championnats d'Europe (TQCE) de 2003, l'équipe de France de volley-ball doit affronter la sélection ibérique. Ce lundi à Orléans, les volleyeurs tricolores espèrent gonfler leur capital confiance.

L'avant-veille, à Tours, lors de la première de ces deux rencontres amicales franco-espagnoles, les hommes de Philippe Blain se sont inclinés (3-1) face aux coéquipiers de José Luis Molto. Avant d'entamer leur campagne européenne, qui a débuté, vendredi 17 mai à Tours, avec une victoire sur la Roumanie (3-0), les volleyeurs tricolores avaient grand besoin de gagner. Mais tout a mal commencé. En retard à Orléans, les Bleus sont obli-

gés de décaler le match de trente minutes. Il n'en faut pas plus à Lionel Bonnaure pour débâler son arsenal informatique au pied des gradins. En vrac, on discerne un ordinateur, un écran tactile Wacom, une caméra digitale et des cordons électriques. Glenn Hoag, l'adjoint de Philippe Blain, sort discrètement un autre ordinateur portable de son sac.

Lionel Bonnaure et Glenn Hoag sont à 50 mètres l'un de l'autre, mais leurs machines sont reliées par une carte réseau haute fréquence. Le match commence. Stylet en main, le statisticien des Bleus allume sa DV. « Je saisis en temps réel toutes les phases de jeu des deux équipes sur mon écran tactile, explique cet ingénieur d'études informatiques de 30 ans, employé au rectorat de Toulouse. En une fraction de secondes, Glenn Hoag peut visionner toutes les statistiques dont il a besoin pour faire évoluer sa stratégie. »

Baptisé Volleysoft, ce logiciel a été développé pour l'équipe de France. « Cela fait quatre ans que je travaille, glisse Lionel Bonnaure. Il existe déjà des logiciels de ce type sur le marché, comme Datavolley. Mais le nôtre présente des avantages. » Exemples : toutes les séquences vidéo de la rencontre sont compressées sur le disque dur. Et immédiatement après les matches, les entraîneurs ont la possibilité de visionner les actions.

« J'ai déjà travaillé avec des logiciels similaires en Amérique du Nord », note Glenn Hoag, l'entraîneur canadien du Paris Volley, devenu le confident stratégique de Philippe Blain. Mais l'intégration de la vidéo en temps réel est une avancée. Dans le sport moderne, le haut niveau n'accepte plus d'approximations. En travaillant avec Glenn Hoag et Philippe Blain, Lionel Bonnaure a compris que la vitesse

d'analyse statistique pouvait faire basculer un match.

« En début de saison, Glenn Hoag et Philippe Blain m'ont expliqué ce qu'ils attendaient du logiciel et je me suis conformé à leurs desiderata, observe-t-il. Je leur ai conçu une feuille électronique de statistiques personnalisée avec des notes de 0 à 4 pour les services et les réceptions et des ratios d'évaluation personnelle. »

Fondateur d'une société multimédia, Lionel Bonnaure est presque marié à l'équipe de France. « Je passe toutes mes vacances avec les Bleus, note cet ancien joueur de N3. J'espère que mon logiciel sera toujours utilisé aux Jeux olympiques d'Athènes, en 2004. » Ce serait en effet bon signe pour l'équipe de France de volley masculine, absente des rendez-vous olympiques depuis 1992.

Paul Miquel

## Le Tour d'Italie cycliste abattu par le dopage

**L'ITALIEN** Stefano Garzelli, 28 ans, maillot rose du Tour d'Italie, a été contrôlé positif à un produit masquant l'utilisation d'anabolisants, a annoncé, samedi 18 mai, son équipe, la Mapei. Le contrôle a été effectué lors de l'étape de Liège (Belgique), le 13 mai, qu'il avait emportée. Vainqueur du Giro 2000, le grimpeur avait gagné, vendredi 17 mai, la 5<sup>e</sup> étape à Limone-Piemonte.

Ce n'est pas la première fois que le Giro perd son maillot rose en route pour cause de dopage. Le 5 juin 1999, Marco Pantani (Mercatone Uno) s'était vu interdire de la 21<sup>e</sup> et avant-dernière étape de l'épreuve, dont il était le leader, à cause d'un hémocrite (taux de globules rouges) trop élevé laissant présumer une prise d'érythropoïétine (EPO).

Vendredi, le coureur italien Nicola Chesini (Panaria), lanterne rouge, avait été arrêté à l'arrivée de

l'étape et assigné à résidence. Cette arrestation s'inscrivait dans le cadre de l'« affaire Varriale ». Antonio Varriale, 28 ans, coéquipier de Nicola Chesini, ne participant pas au Giro, avait été arrêté dans la nuit du 13 au 14 mai. A son domicile, les enquêteurs ont découvert d'importantes quantités de NESP (un produit dérivé de l'EPO), provenant d'un hôpital de Naples. Il avait été immédiatement suspendu par son équipe et la fédération italienne de cyclisme à titre provisoire.

En 2001, lors d'une opération éclair, 200 policiers italiens avaient perquisitionné les chambres des coureurs du Giro, découvrant des substances interdites. Cinquante-trois coureurs et membres d'équipe sont toujours sous le coup d'une enquête judiciaire relative à ces perquisitions, dont Antonio Varriale, alors détenteur de caféine. – (avec AFP)

## Skoda retrouve de sa Superb

Evocation d'une lointaine aînée, cette voiture dissipe les derniers complexes de la marque tchèque

ÉVIDEMMENT, ceux qui ne gardent que le souvenir de la Skoda produites du temps de la démocratie populaire de Tchécoslovaquie vont sourire. Baptiser Superb une voiture à quelque chose de présomptueux qui ne cadre pas spontanément avec l'image que l'on se fait généralement de la marque. Pourtant, cette dénomination un peu désuète est revendiquée sans complexe par le constructeur tchèque, intégré depuis 1991 au sein du groupe Volkswagen. Elle célèbre la mémoire de la première Superb, un modèle de luxe lancé en 1934, et ressurgit aujourd'hui pour accompagner le retour de la firme dans la catégorie des grandes routières.

Sans être à proprement parler superbe, la nouvelle Skoda ne manque pas d'allure. Très longue (4,80 mètres), ses lignes sobres et volontairement massives évoquent une limousine bourgeoise, bien assise sur la route. Il n'est point nécessaire d'être grand clerc pour reconnaître derrière cette enveloppe d'inspiration germanique une Volkswagen Passat dont on a modifié la calandre ainsi que les optiques et rallongé l'empattement de dix centimètres.

Alors que l'Octavia et la Fabia, premières Skoda de l'ère VW, se distinguent assez nettement des modèles de référence (respective-

ment, la Golf et la Polo), la Superb ne s'écarte guère de sa cousine allemande, dont elle reproduit presque à l'identique l'arche de toit. D'où une impression de déjà-vu et le sentiment de se trouver en présence d'une création un peu artificielle.

Modèle de synthèse, la grande Skoda n'a aucune raison de rougir de ses origines historiques mais aussi techniques. La Passat, dont elle reprend la plate-forme et la quasi-totalité des (excellentes) motorisations, offre une base de départ propre à inspirer le respect. La direction très précise et le châssis performant en font une voiture agréable et reposante à conduire, aux prestations routières de premier ordre.

### L'EMBARRAS DU CHOIX

Avec trois moteurs essence et trois moteurs Diesel, le client n'a que l'embarras du choix. Les versions Tdi (deux 1,9 l de 100 ou 130 ch et un 2,5 l V6 de 155 ch), qui réaliseront l'essentiel des ventes, sont énergiques, élastiques et économiques. On ne leur reprochera qu'une légère indolence à très bas régime. A l'usage, la Superb semble, en outre, mieux correspondre à la tradition française du confort qu'une Volkswagen Passat ou une Audi A4, qui adoptent des réglages de suspension souples, conformes aux préférences des conducteurs d'outre-Rhin.

La Skoda ne pompe pas sur les irrégularités de la chaussée et n'impose pas non plus des sièges au rembourrage trop dur. Facile à régler, la position de conduite est parfaite, les occupants installés sur la banquette arrière – hélas non rabattable, sans doute pour satisfaire à des impératifs de rigidité – disposent d'un espace supplémentaire pour déplier leurs jambes, obtenu grâce à l'allongement de l'empattement, et le volume du coffre atteint 462 litres.

Dans la catégorie, seule l'immense Renault Vel Satis peut prétendre en offrir davantage. Autant d'atouts qui pourraient bien faire de la Superb un choix judicieux pour les chauffeurs de taxi, auprès desquels Skoda-France espère réaliser 30 % de ses ventes.



PHOTOS D.R.

*La Superb ne manque pas d'allure. Ses lignes sobres et volontairement massives évoquent une limousine bourgeoise bien assise sur la route. La direction très précise et le châssis performant en font une voiture agréable et reposante à conduire (ci-dessus).*

*Malgré le tableau de bord un peu vieux jeu, le toucher d'un peu rêche des garnitures de la plage avant et la présence du drôle de petit écusson vert, on se croirait tout aussi bien au volant d'une Volkswagen ou d'une Audi (ci-contre).*

Malgré ces excellentes prestations, renoncer au logo VW réclame quelques contreparties. S'ils se piquent de monter en gamme, les dirigeants de Skoda n'ont pas perdu le sens des réalités commerciales. La Superb est donc proposée à un prix canon. Les tarifs démarrent à 19 700 € (versions essence) et à 21 020 € (versions diesel).

Pour simplifier, il s'agit d'une Passat, en plus habitable, proposée au prix d'une belle Golf. Il est vrai que la conception et la production de la Superb, fabriquée dans une usine neuve installée à Kvasiny, en République tchèque, n'ont pas nécessité d'investissements colossaux, car Skoda a pu largement puiser dans la banque des composants communs au groupe.

Il est vrai, également, que l'équipement des versions de base n'est

pas mirifique (quatre airbags seulement, pas d'assistance au freinage d'urgence ni d'autoradio). Parmi la longue liste des options, on trouve cependant quelques raffinements comme une boîte de rangement climatisée, un subtil éclairage intérieur tamisé ou un compartiment permettant de ranger dans la portière arrière un parapluie, même mouillé. Sur certains modèles, le passager arrière peut étendre ses jambes à travers le dossier du siège avant droit inoccupé. C'est pratique mais probablement très dangereux en cas de collision frontale.

### TIRÉ À QUATRE ÉPINGLETS

Un cran en dessous des modèles 100 % allemands du groupe, la qualité de finition de l'aménagement intérieur de la Superb n'en reste pas moins irréprochable, et

sa présentation ne surprendra personne. Dans ce domaine, les stratégies de Wolfsburg appliquent jusqu'à la caricature la bonne vieille recette du copier-coller. N'étaient le tableau de bord un peu vieux jeu, le toucher un peu rêche des garnitures de la plage avant et la présence du drôle de petit écusson vert, on se croirait tout aussi bien au volant d'une Volkswagen, d'une Audi ou d'une Seat.

Tout cela est tiré à quatre épingles mais d'une tristesse accablante. La Superb appartient à la famille des austères ; son habitacle sombre et rigoriste n'incite pas à la gaieté. A côté d'elle, une Opel ou une Ford font presque glamour. Chez Skoda, la quête d'honorabilité est une affaire sérieuse. Un peu trop, d'ailleurs.

Jean-Michel Normand

### Fiche technique

- **Dimensions** (L x l x h) : (4,80 x 1,76 x 1,46 m).
- **Poids** : 1,4 à 1,6 tonne.
- **Motorisations** : essence : 2 l (115 ch), 1,8 turbo (150 ch), 2,8 l V6 (193 ch).
- Diesel : 1,9 l TDi (100 ou 130 ch), 2,5 l V6 (155 ch).
- **Consommation moyenne** : 5,6 à 10,9 l/litres aux 100 kilomètres, selon le modèle.
- **Emissions CO<sub>2</sub>** : 151 à 262 g/km.
- **Coffre** : 462 litres.
- **Équipements de série** : quatre airbags, climatisation manuelle, rétroviseurs extérieurs électriques dégivrants.
- **Tarifs** : de 19 700 à 33 960 € (essence) et de 21 020 à 33 080 € (diesel).

## Une marque dont Volkswagen veut faire la rivale de Volvo

EN 1991, lorsque Skoda s'intégra dans le groupe Volkswagen, on aurait pu croire que la sphère d'influence de la firme tchèque allait se limiter pour l'essentiel à l'Europe centrale et orientale. Fondée en 1895, la marque de Mlada Boleslav fournissait depuis la fin de la seconde guerre mondiale des voitures moyennes aux pays communistes et s'offrait un peu d'argent de poche en expédiant quelques modèles vers l'Ouest.

Dix ans plus tard, Skoda est présent à travers tout le continent. Toujours bien implanté dans l'ancien bloc soviétique, le constructeur ne cesse de progresser en Europe occidentale et sa production annuelle atteint désormais 450 000 unités. En France, où ses ventes sont bien inférieures à ce qu'elles sont en Allemagne, au Royaume-Uni ou en Italie, les immatriculations sont passées de 4 900, en 1992, à 13 000, en 2001.

Fort de la force de frappe industrielle et du savoir-faire du premier groupe automobile européen, Sko-

da joue la partition d'une marque un peu besogneuse mais offrant un rapport qualité-prix intéressant avec des voitures robustes mais modernes. A terme, l'objectif est d'en faire une réelle alternative à la gamme Volvo, en plus démocratique.

Apparue en 1996, l'Octavia – dont le nom est lui aussi inspiré d'un modèle d'avant-guerre – conçue sur la base technique de la Golf connaît

### Le lancement de la Superb est aussi un moyen de tourner la page

un succès réel et son design classique rassure la clientèle. La petite Fabia, lancée quatre ans plus tard (et que personne n'a eu l'idée d'appeler Popular, comme la Skoda économique des années 1930...), partage son châssis avec la Polo et poursuit une carrière honorable.

Pourtant, les antiques Skoda 110 des années 1970, le bruit de casseroles de leur moteur monté à l'arrière et leur carrosserie prompte à rouiller, n'ont pas encore tout à fait disparu de l'inconscient collectif des automobilistes de plus de 30 ans. Skoda a trop longtemps joué la seule carte de la rusticité bon marché pour que la chenille se transforme aisément en papillon, malgré la qualité intrinsèque de ses derniers modèles.

Le lancement de la Superb est aussi un moyen de tourner la page. Cet-

te auto qui va tenter de s'imposer face à des rivales solidement installées sur un segment de marché en relatif déclin n'est pas de celles qui vont doper les ventes (Skoda-France ne table pas sur plus de 1 000 Superb chaque année) mais son apparition doit avoir valeur de symbole. « Elle va tuer définitivement les images du passé », espère l'un des cadres de la filiale française. En Europe de l'Est, la Superb sera une voiture statutaire et élitiste. Dans les pays de l'Union européenne, elle permettra à ceux qui n'ont pas les moyens de suivre la montée en prix des grandes berlines de rouler avec un véhicule aussi bien pourvu mais moins ruineux à l'achat.

Cette stratégie réglée comme sur du papier à musique comporte tout de même quelques zones d'incertitude. Fiables mais encore très banales, les Skoda souffrent d'un manque chronique d'originalité et rien ne semble annoncer un virage stylistique.

Ces voitures bon marché, étroitement dérivées de la production de la maison mère, suscitent davantage l'achat d'opportunité que le coup de cœur et s'inscrivent, comme Volkswagen, Audi ou SEA, dans un même code génétique (une berline classique associée à un break) alors que les acheteurs réclament des modèles plus diversifiés et plus typés tels les 4x4 ou les monospaces. Sur ce dernier plan, la stratégie semble devoir évoluer. En 2004, Skoda renouvellera l'Octavia et lancera pour la première fois un « véhicule de loisirs ».

J.-M. N.

### DÉPÊCHES

■ **PEUGEOT.** Après la version SW de la 307, Peugeot annonce la sortie du break. Moins sophistiqué (pas de toit panoramique en verre mais un simple toit ouvrant en option, une banquette à l'arrière au lieu de sièges individuels), ce modèle disponible à partir de 15 900 € reçoit un moteur 1,6 l essence ou un 2 l diesel.

■ **VOLKSWAGEN.** La New Beetle est proposée en version Carat, reconnaissable à ses jantes de dix-sept pouces, un toit ouvrant panoramique, une sellerie cuir, des sièges chauffants et la climatisation, notamment. Cette gamme, non disponible avec le moteur 1,4 l, est accessible à partir de 19 950 €.

■ **DAEWOO.** A partir du mois de juin, la marque coréenne lancera un gros 4x4, le Rexton RX 320, long de 4,72 mètres et pouvant être doté d'un six-cylindres 3,2 litres (essence) d'origine Mercedes ou d'un cinq-cylindres diesel de 2,9 litres.

■ **JAGUAR.** La S-Type existe désormais en version « R », particulièrement performante, équipée d'un V8 de 4,2 litres suralimenté de 406 ch. Fleuron de la gamme S-Type, la « R » est proposée à partir de 70 350 €.

■ **PROTOTYPE.** Des élèves ingénieurs de l'ismans, institut de recherche installé au sein de l'université du Mans, indiquent avoir conçu un châssis en bois capable de remplir le cahier des charges imposé pour les 24 heures du Mans. La future voiture sera dotée d'un châssis en bois mais aussi d'une « carrosserie en chanvre et résine ».

■ **SUZUKI.** Une nouvelle série « économique » du 4x4 Vitara HDI 2-litres vient d'apparaître. Le Vitara JX, uniquement disponible en carrosserie trois portes, se distingue par un équipement simplifié (lève-vitre et rétroviseurs manuels, plus de verrouillage centralisé) et un tarif fixé à 15 500 €.

■ **JEEP.** Le Jeep Grand Cherokee reçoit une nouvelle motorisation essence particulièrement puissante avec un V8 de 4,7 litres développant 258 ch et qui lui permet d'atteindre les 100 km/h en 8,3 secondes. Couplé à une transmission automatique, le Grand Cherokee Overland constitue le très haut de gamme de Jeep, comme l'indique son prix (52 200 €).

■ **VÉLO.** La Fête du vélo, organisée dans plus de trois cents villes, aura lieu les 1<sup>er</sup> et 2 juin et se concrétisera par l'organisation de nombreuses balades et randonnées où pourront s'illustrer vélos et cyclistes atypiques. Renseignements : www.lafeteduvelo.com

## Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE diplomatique

## L'Empire des médias

- Fabriques de désirs, par Ignacio Ramonet.
- La Toile rongée par les spéculateurs, par Dan Schiller.
- Le culte d'Internet, par Philippe Breton.
- A l'école des jeux télévisés, par Pascal Lardellier.
- Lancinantes chroniques économiques, par Serge Halimi.
- Mensonges de guerre au Kosovo, par Robert Fisk.
- Ravages de la télévision en continu, par Eric Klinenberg.
- Des parasites dans notre quotidien, par Dan Schiller.
- Le marketing de la libération, par Thomas C. Frank.
- Entre Disneyland et les ayatollahs, par Michel Serres.

Bibliographie et sites Internet.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 6,85 €

Chaque jeudi  
LE MONDE DES LIVRES  
avec Le Monde  
DATÉ VENDREDI

## TARIF CARNET 2001-2002

Tarif à la ligne : 22 € - 144,31 F TTC  
Tarif abonnés : 18,50 € - 121,35 F TTC

Tél. 01-42-17-39-80 – Fax : 01-42-17-21-36

e-mail: carnet@mondepub.fr

### Le Monde

A LA TELEVISION ET A LA RADIO

#### Le Monde des idées

LCI

Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10

Le dimanche à 12 h 10, 15 h 10 et à 0 h 10

Le lundi à 16 h 10

■

#### Le Grand Jury

RTL-LCI

Le dimanche à 18 h 30

■

#### La rumeur du monde

FRANCE-CULTURE

Le samedi à 12 heures

■

#### A la « une » du Monde

RFI

Du lundi au vendredi

à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)

■

#### La « une » du Monde

BFM

Du lundi au vendredi

à 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40

Le samedi

13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

## ARTELANO

Mobilier contemporain

VENTE AU DEBALLAGE

FINS DE SERIE - 2<sup>EME</sup> CHOIX

vendredi 17, samedi 18 et dimanche

19 Mai ainsi que vendredi 24,

samedi 25 et dimanche 26 Mai.

de 10 h à 17 h sans interruption

Autorisation préfectorale n° 2002/1236

ENTREPOT ARTELANO

4, rue de Kéfir Z.I. Senia

94310 ORLY ☎ 01.46.87.86.20

# Jean-Jacques His, atout moteur de Renault F1

Un début de saison encourageant conforte le pari risqué du motoriste

LE BÂTIMENT moderne de Renault F1, en bordure de l'auto-route A-6 à Viry-Châtillon (Essonne), est resté allumé les nuits du 28 février et du 1<sup>er</sup> mars. Grâce à

■ **PORTRAIT**

« Entre le flop et l'invention géniale, la marge est souvent faible »

une liaison par satellite permettant de disposer des mêmes informations télémétriques que l'équipe dirigée par Denis Chevrier à Melbourne, les ingénieurs motoristes vivaient les premières séances d'essais du Grand Prix d'Australie, qui marquait le retour officiel du constructeur français en formule 1. « Ce dispositif est surtout efficace pour les essais privés. Là, il s'agit plutôt d'un travail de surveillance qui devient inutile pour la course lorsque les choix stratégiques sont faits », explique Jean-Jacques His, directeur général de Renault F1 Viry depuis le 1<sup>er</sup> mars. En revanche, pour le Grand Prix de Monaco, dimanche 26 mai, il sera à pied d'oeuvre dans les stands.

A 55 ans, cet ingénieur de Centrale a été de toutes les aventures de Renault en formule 1 alors que la compétition n'était pas sa motivation première. « Comme tous les gamins passionnés d'automobile, j'ai rêvé de devenir pilote ou champion du monde, avoue-t-il, mais j'étais plus attiré par les moteurs. Ça m'a pris tellement jeune que je n'ai aucun souvenir antérieur à cette passion. » Dès le permis de conduire, il s'offre une torpédo Unic de 1923,

puis une Delage. « Je roulais en scooter, se souvient-il, mais j'avais des voitures anciennes que je restaurais. » L'émotion suscitée par ces vieilles mécaniques ne s'est pas estompée, même s'il se contente aujourd'hui d'entretenir un roadster Jaguar XK 120 de 1953 et une Ferrari 330 GTC de 1967.

Cette passion dévoreuse de temps avait pourtant provoqué le courroux parental, surtout après l'échec à l'entrée à Polytechnique. Ce fut donc Centrale, avec l'option moteurs, et un troisième cycle de gestion des entreprises. A sa sortie, il choisit Renault. Les limitations de vitesse pour économiser le carburant après la guerre du Kippour font réagir les constructeurs. Jean-Jacques His est chargé d'une étude sur un moteur Diesel léger, alors monopole de Mercedes et de Peugeot. Ses conclusions sont dissuasives : ce moteur ne se justifie que par la fiscalité avantageuse.

Sous la pression des commerciaux, Renault lui confie pourtant sa mise en œuvre à partir de 2 litres essence de la R 20. « Pour l'ingénieur débutant que j'étais, c'était une mission enthousiasmante, dit-il. En un peu plus de trois ans, je suis passé du calcul et du dessin des premières pièces à la gestion d'une équipe de plus en plus étoffée pour résoudre les problèmes indus-

triels, puis la construction d'un moteur à 900 unités par jour. »

Après une expérience à la tête du département recherche, il tente l'aventure de la formule 1 où l'équipe de Bernard Dudot a imposé le turbo. C'est une époque charnière avec l'apparition en 1983 du premier système d'injection électromagnétique, puis de la télémétrie en 1987. L'injection électronique décide de la quantité de carburant à envoyer et du moment de l'allumage en fonction des capteurs placés sur le moteur.

A 12 000 tours/minute, cette correction s'effectue trois fois par tour. Un laser permet à chaque passage devant le stand de décharger près de cent mille paramètres sur le fonctionnement du moteur et son environnement. « Jusque-là, après un incident, il fallait interroger le pilote qui, absorbé par la conduite, renseignait mal les ingénieurs. Depuis, si un papier obstrue un radiateur, on constate la surchauffe et c'est nous qui prévenons le pilote pour un bref arrêt au stand », explique-t-il. Cette saison, depuis le Grand Prix de Saint-Marin, les ingénieurs peuvent même modifier certains paramètres à distance, depuis les stands, après avoir prévenu le pilote par radio. L'électronique a surtout favorisé des progrès spectaculaires en performance et en con-

## Directeur général de Renault F1 Viry

Comme pour sa première participation en formule 1, de 1977 à 1985, Renault a choisi de revenir officiellement en 2002 avec sa propre écurie. Le constructeur français a racheté à Benetton son usine d'Enstone (Grande-Bretagne) pour y construire les châssis sous la direction technique de l'ingénieur britannique Mike Gascoyne.

Flavio Briatore est directeur général de Renault F1 Grande-Bretagne (350 employés) et responsable de l'écurie sur les Grands Prix. Jean-Jacques His est directeur général de Renault F1 Viry, où sont conçus et préparés les moteurs (250 employés). Patrick Faure, directeur général adjoint de Renault, reste PDG de Renault F1.



Né le 16 mars 1947, Jean-Jacques His est ingénieur diplômé de l'Ecole centrale des arts et manufactures de Paris. Mis à part la direction du département moteur et boîte de vitesses de compétition chez Ferrari (1986-1988), il a effectué toute sa carrière chez Renault : ingénieur en recherche moteur (1973), chef des projets moteur diesel (1976), puis chef de la recherche chez Renault (1981) ; chef de la conception et du développement moteur chez Renault Sport (1984-1985, puis de 1988 à 1997) ; directeur de la stratégie des avant-projets de la mécanique moteur et boîte chez Renault (1998) ; directeur technique de Renault Sport France (2000), puis directeur général de Renault F1 Viry (1<sup>er</sup> mars 2002).

sommation. De 1977 à 1986, le V6 turbo de Renault est passé de 520 à 900 chevaux en course et à près de 1500 chevaux en qualifications. Dans le même temps, sa consommation avait presque diminué de moitié, passant de 330 à 185 grammes/cheval/heure !

### RUPTURE DANS LA FIDÉLITÉ

Le retrait de Renault marque une rupture dans la fidélité de Jean-Jacques His. « Les deux personnages emblématiques de la formule 1 restent Colin Chapman pour les châssis et Enzo Ferrari, estime-t-il. Lorsque ce dernier m'a proposé de le rejoindre en 1986, j'aurais regretté toute ma vie de refuser. C'était comme entrer dans les ordres. » A la démarche industrielle du constructeur succède « l'approche plus empirique d'une écurie de course ». Le département moteur compte cinquante-trois personnes, mais seulement trois ingénieurs pour développer le V6 turbo et concevoir un V12 atmosphérique pour la formule 1 et un V8 pour Indianapolis. Après deux ans et demi au sein de la Scu-

deria, il démissionne trois semaines avant la mort d'Enzo Ferrari, dans un climat altéré par la préparation de la succession.

Dès l'été 1988, il reprend la direction de la conception et du développement moteur chez Renault Sports qui prépare le retour en formule 1. Le constructeur fait le choix révolutionnaire d'un V10 (V à 67 degrés) avec rappel pneumatique des soupapes. Six titres de champion du monde des constructeurs avec Williams et Benetton, cinq pour les pilotes (Nigel Mansell, Alain Prost, Michael Schumacher, Damon Hill et Jacques Villeneuve) et soixante-quinze victoires en cent quarante-cinq Grands Prix récompensent l'innovation, et un travail colossal sur le développement. Le régime moteur était passé de 12 800 à 17 400 tours lors du dernier Grand Prix, en 1997.

Jean-Jacques His quitte « le vase clos de la formule 1 » et passe « de la gestion du risque à celle de la sécurité », en prenant en charge les avant-projets mécaniques de Renault. La parenthèse sera de

courte durée. Dès 2000, il est appelé à la direction technique de Renault Sports pour un retour en formule 1 en 2002. Entre-temps, BMW, Mercedes et Ferrari ont surenchéri dans les coûts et les moyens pour viser les titres. « Nous avons un gros handicap, constate-t-il. Il était nécessaire d'innover. »

Renault opte alors pour un V10 à angle très ouvert (probablement 111 degrés) afin d'abaisser le centre de gravité de la monoplace. Cette option permet de réduire les appuis pour les courbes et donc d'augmenter la vitesse de pointe. Mais l'angle très ouvert pose des problèmes vibratoires liés à l'allumage et au remplissage irréguliers du moteur que les ingénieurs devront résoudre avant d'optimiser la puissance. « Entre le flop et l'invention géniale, la marge est souvent faible mais le résultat spectaculaire, estime Jean-Jacques His. J'espère que nous serons à nouveau champions du monde. »

Gérard Albouy

**Préparez bien votre Mondial**

**Courrier International** HORS-SÉRIE **sport**

Tout sur le Mondial... **Foot attitude** ... et l'univers du ballon rond

■ 6,50 €. Chez votre marchand de journaux

**120 pages d'enquêtes sur l'univers du football**

## Un impact météoritique aurait favorisé l'expansion des dinosaures sur la Terre

A LA FIN du crétacé, il y a 65 millions d'années, la chute d'une météorite géante sur la presqu'île du Yucatan, au Mexique, a provoqué la disparition des dinosaures. Paradoxalement, c'est vraisemblablement une catastrophe similaire qui, il y a 200 millions d'années (fin du trias), a contribué à l'expansion de ces reptiles sur toute la planète. Cette hypothèse, déjà formulée il y a quelques années, retrouve une nouvelle jeunesse grâce aux travaux d'une équipe internationale de chercheurs dirigée par le géologue américain Paul Olsen (Lamont-Doherty, Earth Observatory, Palisades, New-York). Pour étayer leur argumentation – présentée dans la revue *Science* du 17 mai –, les scientifiques ont analysé les empreintes de pas fossilisées laissées par différents vertébrés, dinosaures ou non, dans le Newark Group : une zone, à l'est du continent nord-américain, dont les couches sédimentaires couvrent plusieurs millions d'années.

Observant plus particulièrement ce qui se passait il y a 200 millions d'années, ils ont constaté que, pendant les dix mille ans qui ont suivi la période charnière trias jurassique, la diversité des espèces de dinosaures a connu une expansion, tandis que celle des autres espèces animales chutait. Parallèlement, la taille des empreintes de pas des dinosaures a « augmenté de 20 %, et coïncidé avec l'apparition de gros dinosaures carnivores, comme Eubrontes gigantes ».

D'autres indices ont également intrigué les chercheurs : l'existence sur quatre strates sédimentaires de cette époque d'une « anomalie d'iridium », un métal qui n'existe pas sur Terre ; la présence très forte, révélée par l'étude des pollens, de fougères, plantes qui prennent de l'extension lors des périodes d'extinction massive des espèces ; l'observation de quartz choqués (des quartz déformés par des impacts importants) en Italie, qui semblent témoigner de la survenue à l'époque d'un évènement cataclysmique : impact météoritique ou coulées de laves gigantesques. La somme de tous ces évènements pourrait expliquer l'extinction massive, il y a 200 millions d'années,

constatée par les paléontologues dans les couches géologiques. Trente pour cent des espèces animales auraient alors disparu – notamment les animaux marins –, laissant ainsi le champ libre aux dinosaures, qui régnèrent ensuite sans partage pendant 140 millions d'années.

### TROUVER LE CRATÈRE D'IMPACT

Pour Philippe Taquet, directeur du laboratoire de paléontologie du Muséum national d'histoire naturelle à Paris, cet article « relance un débat très passionnant, mais qui n'est pas réellement nouveau, puisque cette hypothèse a été formulée pour la première fois en 1984, lors d'un congrès international à Berkeley (Etats-Unis) ». Tout le problème, estime le chercheur, est de trouver une relation de cause à effet convaincante entre la biologie et des effets terrestres : volcanisme, changement climatique ou impact météoritique. « Or personne n'apporte d'argument définitif », cons-

tate le scientifique. Quant à Eric Buffetaut, paléontologue au CNRS, il regrette que l'étude présentée par *Science* ne porte que sur des dinosaures carnivores, car de gros dinosaures herbivores ont été découverts à la fin du trias, comme ce gros sauropode de 13 à 15 mètres de long exhumé par lui en Thaïlande.

Néanmoins, le chercheur français se dit « très intéressé par l'anomalie d'iridium détectée pour la première fois et par le pic de spores de fougères constaté ». Mais, pour confirmer l'existence d'un impact, il estime qu'il faudra détecter des traces d'iridium ailleurs qu'en Amérique du Nord, et trouver le cratère d'impact. Certains pensent que ce cratère pourrait être celui du Manicouagan (Canada), dont l'âge estimé (214 millions d'années) ne colleait avec les faits qu'au prix d'une nouvelle datation

Christiane Galus

## Les bébés distinguent mieux les macaques que les adultes

ON SAVAIT déjà qu'au cours des premiers mois de la vie la capacité des bébés humains à reconnaître leur langue naturelle s'améliore à mesure que se dégrade leur faculté à distinguer des syllabes n'en faisant pas partie. Il semble qu'ils procèdent de la même manière pour la reconnaissance des visages. Olivier Pascalis, du département de psychologie de l'université de Sheffield (Grande-Bretagne), et ses collègues viennent en effet de montrer (*Science* du 17 mai) que des nourrissons de six mois reconnaissent aussi bien des visages humains que ceux de macaques, alors que des bambins de neuf mois, tout comme les adultes, sont bien meilleurs pour distinguer les visages des seuls humains. Tout se passe comme si ce « rétrécissement perceptif » était un phénomène plus général de formation des capacités cognitives, notent les auteurs de l'étude.

### DÉPÊCHE

■ **PLANÉTOLOGIE** : des astronomes de l'université de Hawaï ont annoncé, jeudi 16 mai, la découverte de onze nouveaux satellites de Jupiter. Leur détection a été effectuée en décembre 2001 grâce au Canada-France-Hawaï Telescope. D'un diamètre de 2 à 4 kilomètres, ces corps appartiennent à la catégorie des satellites dits irréguliers, qui présentent des orbites excentriques et inclinées par rapport à l'équateur. Toutes ces indications suggèrent que ces lunes sont probablement des astéroïdes capturés par la planète géante. Ces découvertes portent le nombre de satellites de Jupiter à 39 (dont 31 irréguliers). La plus grosse planète du système solaire détrône ainsi Saturne, dont on connaît officiellement 30 compagnons.



## AUJOURD'HUI

## Temps plus sec

**DIMANCHE 19 MAI**  
Lever du soleil à Paris : 6 h 06  
Coucher du soleil à Paris : 21 h 29

Le champ de pression remonte sur la France, mais, dans le léger flux d'ouest, des nuages vont être advectés sur le nord-ouest du pays. Par ailleurs, le relief de l'est subira encore quelques ondées.

**Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.** La grisaille, bien compacte en matinée, laissera passer de timides éclaircies l'après-midi. Le vent de sud-ouest se renforce au large de la Bretagne. Il fait de 18 à 20 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Des nuages bas en provenance de la Manche atteignent la frontière belge, l'Ile-de-France et la Touraine en cours de matinée. Des éclaircies parviennent à s'insérer l'après-midi, elles sont plus larges de l'Orléanais au Berry. Il fait de 19 à 21 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, France-Comté.** La grisaille présente de la Trouée de Belfort au Jura peut laisser échapper quelques gouttes matinales. Elle se déchire l'après-midi. Plus à l'ouest, les périodes ensoleillées sont plus durables. Il fait de 18 à 20 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Si le Poitou-Charentes voit passer d'importants champs nuageux, surtout le matin, le soleil semble plus assuré du Sud-Aquitaine à Midi-Pyrénées. Il fait de 19 à 22 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Le relief alpin est sous la grisaille humide le matin. Timides percées l'après-midi. Sur les terres du Massif central, les cumulus n'empêchent pas une présence appréciable du soleil. Il fait de 18 à 21 degrés en plaine.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Le soleil brille généreusement du golfe du Lion à l'ouest de la Provence, mais le vent y souffle avec des rafales à 60 km/h. De la Côte d'Azur à la Corse, le ciel est plus mitigé et quelques ondées restent possibles. Il fait de 20 à 25 degrés.

## 19 MAI. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE			
Ajaccio	13/21 P	Milan	15/27 S
Biarritz	10/19 S	Moscou	5/10 P
Bordeaux	10/21 N	Munich	11/16 P
Bourges	9/20 N	Naples	17/20 P
Brest	10/17 C	Oslo	5/16 S
Caen	11/20 N	Palma de M.	14/22 S
Cherbourg	11/18 C	Prague	13/16 C
Clermont-F.	9/19 S	Rome	15/20 P
Dijon	11/19 S	Séville	15/33 S
Grenoble	13/18 C	Sofia	15/24 S
Lille	11/20 N	St-Petersb.	2/7 N
Limoges	7/17 N	Stockholm	5/14 S
Lyon	13/19 S	Ténérife	18/23 S
Marseille	14/24 S	Varsovie	8/19 S
Nancy	12/19 S	Venise	17/25 P
Nantes	11/19 N	Vienne	14/23 P
Nice	14/21 N		
Paris	12/20 N		
Pau	8/19 S		
Perpignan	13/23 S		
Rennes	12/20 C		
St-Etienne	10/19 S		
Strasbourg	13/21 N		
Toulouse	10/19 S		
Tours	8/19 N		

## FRANCE OUTRE-MER

Cayenne	25/29 P	San Francisco	9/13 C
Fort-de-Fr.	25/29 P	Santiago Ch.	2/11 P
Nouméa	20/25 S	Toronto	3/10 P
Papeete	23/30 P	Washingt. DC	9/17 S
Pointe-à-P.	24/30 S		
St Denis Réu.	21/26 S		

## AMÉRIQUES

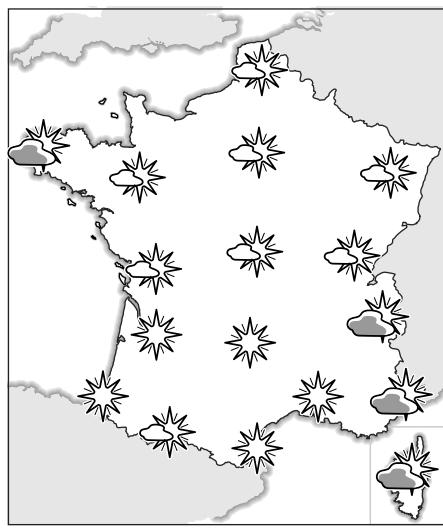
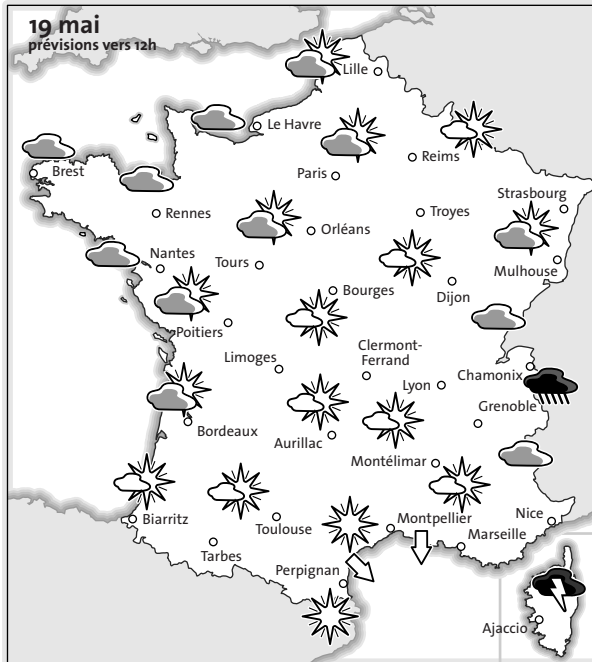
Brasilia	19/29 S		
Buenos Aires	9/14 S		
Caracas	25/31 S		
Chicago	2/11 P		
Lima	18/22 S		
Los Angeles	13/19 S		
Mexico	12/21 S		
Montréal	5/10 P		
New York	7/15 S		
San Francisco	9/13 C		
Santiago Ch.	2/11 P		
Toronto	3/10 P		
Washingt. DC	9/17 S		

## AFRIQUE

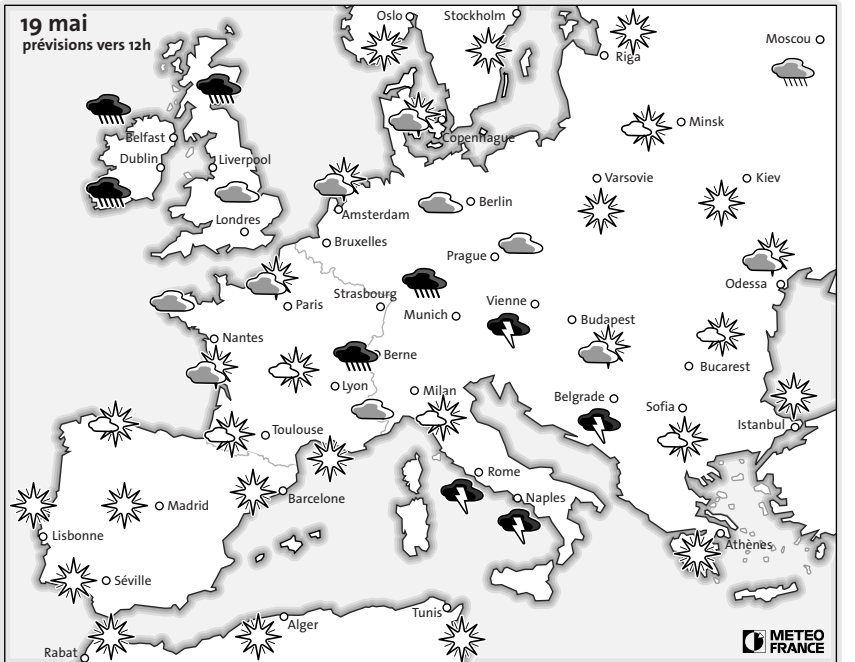
Alger	10/24 S		
Dakar	20/25 S		
Kinshasa	20/33 S		
Le Caire	18/30 S		
Nairobi	14/26 S		
Pretoria	8/23 S		
Rabat	13/25 S		
Tunis	18/23 S		

## ASIE-Océanie

Bangkok	29/33 P		
Beyrouth	19/24 S		
Bombay	29/32 S		
Djakarta	23/31 S		
Dubaï	25/37 S		
Hanoï	26/32 P		
Hongkong	23/25 P		
Jérusalem	12/23 S		
New Delhi	28/44 S		
Pékin	17/29 S		
Séoul	12/23 S		
Singapour	28/33 P		
Sydney	11/18 S		
Tokyo	15/22 P		

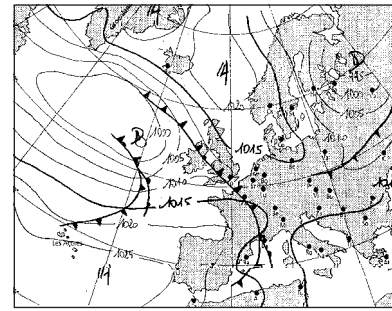


PRÉVISIONS POUR LE 20 MAI

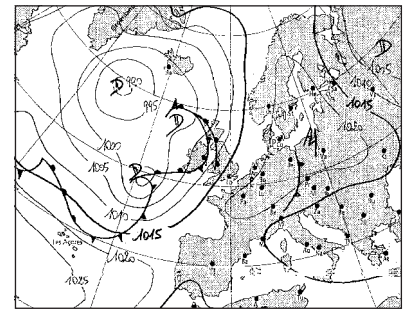


**41 €** ttc aller simple  
**NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU**  
Famille, Couples, Jeunes et Seniors  
**AIR FRANCE**  
Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

**Le 20 mai**  
Le soleil revient en force. Seul le relief alpin peut encore essayer une averse. Une dégradation intervient en Bretagne dans l'après-midi. Les températures, en hausse, sont souvent comprises entre 23 et 26 degrés.



SITUATION LE 18 MAI 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 20 MAI À 0 HEURE TU

## Le chat domestique, ou l'art et la manière de miauler



**HISTOIRES NATURELLES**  
Tous les samedis datés dimanche-lundi, curiosités animales

**L'AGNEAU** bêle, la vache meugle, le chameau blatère... Dans ce jeu de mots désignant au plus près de leur phonétique l'expression sonore des animaux, le chat, lui, a le choix : il peut miauler ou ronronner. Mais on aurait tort de n'entendre dans son langage qu'un répétitif « ron-ron », accompagné de quelques « miaous » rudimentaires. Les maîtres d'un petit félin le savent bien, qui affirment reconnaître si ses cris signifient la faim ou le désir de sortir, une salutation ou la manifestation de sa mauvaise humeur. Une conviction dont les spécialistes de la communication animale confirment volontiers le bien-fondé, relevant chez le chat une bonne quinzaine de vocalisations différentes.

Certains vont plus loin encore. Ainsi Nicholas Nicastro, du départ-

tement de psychologie de l'université américaine Cornell (Ithaca, New York). Le responsable du laboratoire où il travaille, Michael Owren, spécialiste de la psychologie de la voix et du son, s'intéresse aussi bien aux ressorts du discours empathique et du rire qu'aux cris produits par les primates non humains. Des macaques aux félins, son jeune disciple a sauté le pas. Rappelant que le chat sauvage a commencé d'être apprivoisé entre 3000 et 1500 av. J.-C., il n'hésite pas à suggérer que le chat domestique, au cours de notre longue histoire commune, a progressivement transformé ses miaulements... afin de mieux se faire comprendre de l'homme.

« Je pense que les chats ont évolué de façon à devenir plus efficaces dans l'art de nous manipuler », résume Nicholas Nicastro. Pour étayer son hypothèse, il a enregistré, ainsi que le précise le site internet ABC-NEWS.com, plus de cent miaulements différents, émis par douze chats domestiques en diverses cir-

constances (attente du repas, enfermement dans une pièce vide, moments de détente ou de jeux). Il a ensuite fait écouter ce concert à deux groupes constitués chacun d'une trentaine de personnes, en demandant au premier de noter les miaulements jugés les plus « plaisants », et au second d'indiquer ceux qui lui paraissaient exprimer une « situation d'urgence ».

« Les miaulements classés comme les plus plaisants étaient plus brefs, avaient de plus hautes fréquences et tendaient à évoluer des hautes notes vers les basses. Ceux considérés comme urgents étaient plus longs, avec des fréquences plus basses et commençaient par des notes graves pour monter ensuite vers les aigus », précise-t-il. A l'en croire, les appels les plus pressants seraient ainsi les moins agréables à nos oreilles... Et, donc, les plus aptes à nous faire réagir.

Cela signifie-t-il pour autant que les chats ont appris, au fil des millénaires, à moduler leurs cris en fonction de notre réponse ? Ne serait-

ce pas plutôt nous qui, à force de vérifier le sens de certains miaulements, les avons automatiquement associés à la notion de plaisir ou de déplaisir, de demande ou de contentement ?

Pour en savoir plus, Nicholas Nicastro s'est rendu au zoo de Pretoria (Afrique du Sud), où il a enregistré les miaulements de plusieurs chats du désert, qu'il s'apprête à soumettre à leur tour aux oreilles humaines. En ce qui le concerne, son opinion est déjà faite : les sons produits par les spécimens sauvages sont « nettement plus stridents et moins musicaux que ceux des chats domestiques ». L'Américaine Pam Johnson-Bennett ne le contredirait sans doute pas, qui distingue, dans le guide pratique qu'elle vient de publier chez Payot, *Comment penser chat* (480 p., 21,95 €), de multiples subtilités dans le vocabulaire de nos petits compagnons : le grognement, l'appel (généralement suivi de près par le cri sexuel), le gazouillis, le claquement de dents (produit par un chat excité regar-

dant une proie inaccessible), le cri d'exigence, la plainte, les feulements et crachements, le grondelement, le cri de souffrance, et enfin le miaulement... silencieux, dont la signification demeure sibylline.

## Les spécialistes relèvent une quinzaine de vocalisations différentes

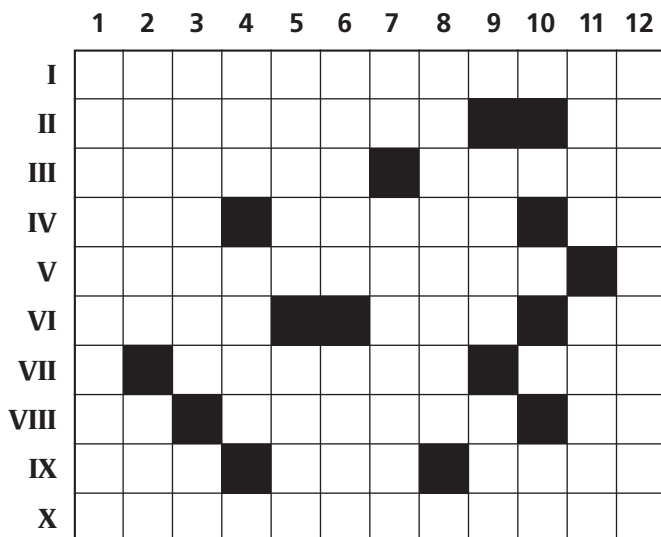
Reste le ronronnement, ce deuxième son que le chat partage avec les grands félins, et dont le mode de production n'est encore que partiellement élucidé. Selon l'hypothèse la plus répandue, il proviendrait d'une vibration des cordes vocales due à la contraction rapide et alternée des muscles du larynx et du diaphragme (d'où l'émission de deux bruits distincts, le premier correspondant à un son inspiratoire, le

second à un son expiratoire). D'autres évoquent de « fausses » cordes vocales, petites membranes situées derrière les vraies... A moins qu'il ne s'agisse de la veine cave, qui, en passant à travers le diaphragme, se met à vibrer par l'action de certains muscles.

Tous s'accordent, en revanche, sur le fait que le ronronnement n'est pas systématiquement lié à la satisfaction. « Des vétérinaires ont vu ronronner des chats en proie à des souffrances extrêmes ; on suppose que l'animal essaie ainsi de réduire le stress encouru », précise Pam Johnson-Bennett, en notant qu'un chat agonisant peut lui aussi ronronner. Attitude qui n'est pas sans rappeler cette *Triste chose*, si drôlement contée par Paul Fort : « Mon chat qui léchait sa queue, se dit ronronnant comme un dieu : "Si je devenais cor de chasse !" et il souffla au bout de sa queue. Chat gonfla, queue s'ébouriffa, tout éclata, même le chat. »

Catherine Vincent

## MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 02 - 119



## HORIZONTALEMENT

I. C'est toujours un plaisir d'être invité chez eux. - II. Retombe bruyamment. Manifestation d'un caprice. - III. Habile. L'adresse des personnes branchées. - IV. Sait beaucoup de choses sur votre compte. Fait un essai. Deux points. - V. Beau dans ses reflets. - VI. Sigle européen pour réussir dans les affaires. Flotte en fin de repas. Négation. - VII. Pour un ami que

l'on vient de rencontrer. Permet la comparaison sur le terrain. - VIII. Interjection. En dessous de la moyenne. Romains. - IX. Ouverture vers le large. Jamais dans le passé. Supprimée. - X. Sorties dangereuses.

## VERTICALEMENT

1. Vautour, hyène ou autre personnage douteux. - 2. Mal parti dans la vie, il nous poursuit en-

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

core. Dame de fer. - 3. Passé du village à la ville. Juste la moyenne. - 4. A moitié droite. Breton ou africain. - 5. Problème dans le pavillon. Voyelles. - 6. Sanctions en fin de parcours. Arriva. - 7. Affirmation européenne. Ses progrès font peur. - 8. Facilite l'entrée et la sortie des grandes voies. - 9. Conduit. Patronne. - 10. Départ d'une grande série. - 11. Rapprochés. Mauvais en salle, bon à table. - 12. Mauvaises, voire détestables en toutes circonstances.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 02 - 118

**Horizontalement**  
I. Cartomancien. - II. Okoumé. Orna. - III. Retranscrits. - IV. BN. Brute. Saï. - V. Iéna. Erse. II. - VI. Unité. Pull. - VII. Lad. Scella. - VIII. Ami. Bassiner. - IX. Retour. Ara. - X. Dressés. Este.

## Verticalement

1. Corbillard. - 2. Akène. Amer. - 3. Rot. Nudité. - 4. Turban. Os. - 5. Omar. Imbus. - 6. Menuet. Are. - 7. Stress. - 8. Ces. CSA. - 9. Cor. Epeire. - 10. Iris. Ulnas. - 11. Entaille. - 12. Nasillarde.

## ÉCHECS N° 2001

**FINALE EUROTLE TROPHY 2002**  
Blancs : V. Anand.  
Noirs : A. Karpov. Déf. Petroff.

1. e4	e5	21. Ch3 (j)	Df6
2. Cf3	Cf6	22. Tc1	Ff5
3. Cxé5	d6	23. Df3	Rf8
4. Cf3	Cxé4	24. Cf4!	Fd7 (k)
5. d4	d5	25. g3	Té8 (l)
6. Fd3	Cc6	26. Txé8+	Fxé8 (m)
7. 0-0	Fé7	27. Dé4!	g5
8. c4	Cb4 (a)	28. hxg5	Dxg5
9. Fé2	0-0	29. Fd5	Fd7
10. Cc3	Ff5 (b)	30. Dh7	Df6
11. a3 (c)	Cxç3	31. Fxf7!! (n)	Cé7 (o)
12. bxç3	Cc6	32. Fb3	Ff5 (p)
13. Té1	Té8 (d)	33. Ch5!! (q)	Fxh7
14. Ff4 (e)	dxç4 (f)	34. Cx6	Fg6
15. Fxç4 (g)	Fd6	35. Cg4	Rg7
16. Txé8+	Dxé8	36. Cc6	Fé4
17. Cg5! (h)	Fg6	37. g4	Rf6
18. Fxd6	cxé6	38. Rh2	b6
19. h4!	Dé7 (i)	39. Rg3	Rg5
20. Dg4!	h6	40. Ff7 (r)	

## NOTES

a) 8... Fg4 et 8... Fé6 donnent souvent aux Blancs un léger avantage. 8... Cb4 assure aux Noirs l'égalité après 9. cxd5, Cxd3.  
b) Ligne de jeu pratiquée avec succès par Karpov en demi-finales de ce tournoi contre Shirov ; la pratique démontre la difficulté pour les Noirs à se maintenir au centre.  
c) Au moins aussi fort que la sui-

te de la partie Kamsky-Youssouppov (Moscou, 1992) : 13. cxd5, Dxd5 ; 14. Ff4, Fd6 ; 15. ç4, Dé4 ; 16. Fé3, Ta-d8 ; 17. Ta2!

d) Contre Shirov, la veille, Karpov poursuivit par 13... dxç4 et dut subir une longue pression après 14. Fxç4, Fd6 ; 15. Ta2.

e) Menace 15. cxd5, Dxd5 ; 16. Fxç7.

f) Ou 14... Ca5 ; 15. cxd5, Dxd5 ; 16. Cc5, ç6 ; 17. ç4, Dd8 ; 18. Fh5, g6 ; 19. Fg4, Fg5!

g) Le Fç4 joue un rôle important sur la diagonale a2-g8.

h) Ce qu'exploite tout de suite Anand.

i) Et non 19... h6? à cause de 20. h5!, Fxh5 ; 21. Dxd5, hxg5 ; 22. Fd3, g6 ; 23. Dxg5 avec avantage.

j) La suggestion de Kavalek 21. Cc6 (menaçant 22. h5) est réfutée par 21... d5! et si 22. Fxd5, fxé6 ; 23. Fxé6+, Rh7 ou 23. Dxg6, éxd5 avec gain des Noirs.

k) Karpov, qui avait prévu de jouer 24... Té8, aperçoit la suite 25. Txé8+, Rxé8 ; 26. Ch5, Dg6 ; 27. Dxf5!, Dxf5 ; 28. Cxg7+ et 29. Cxf5 avec gain.

l) Et non 25... g5? ; 26. hxg5, hxg5 ; 27. Cc6+!

m) Si 26... Rxé8 ; 27. Dé4+, Rd8 (ou 27... Rf8 ; 28. Dh7) ; 28. Ch5.

n) Le triomphe de l'attaque des Blancs entreprise depuis 17. Cg5!

o) Si 31... Dxf7 ; 32. Cg6+, Ré8 ; 33. Dh8+ suivi du mat.

p) Gagnant la D blanche !  
q) Ultime pointe.

r) Le reste n'est qu'une question de technique pour Anand...

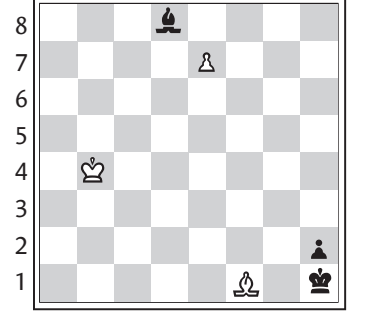
## SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 2000

**A. AVNI (1978)**  
(Blancs : Rh1, Ta1, Fh2, Pf2, é3. Noirs : Rh3, Td5, Fg8, Ch4, Pg6. Nulle.)

1. Tg1, Cf3! ; 2. Tg3+, Rh4 ; 3. Txf3, Td1+ ; 4. Fg1, Fd5 ; 5. é4!, Fxé4 ; 6. Rh2, Txg1 ; 7. Th3+, Rg4 ; 8. f3!, Fxf3 ; 9. Tg3+!, Txg3. Pat.

## ÉTUDE N° 2001

**J. GUNST (1946)**



Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

## CANNES 2002

Japon, de Carlos Reygadas • En signant un premier long métrage sidérant de beauté et de lyrisme, autoproduit et tourné avec des villageois et des membres de sa famille dans un canyon reculé, cet autodidacte mexicain devient du jour au lendemain la révélation de la Quinzaine des réalisateurs

# « Japon », la vie en son fatal manège

ON AVAIT abandonné Carlos Reygadas à Rotterdam (*Le Monde* du 6 février 2002), où son film, projeté en avant-première mondiale, avait constitué – du moins pour certains observateurs – la révélation du Festival. C'était alors un jeune Mexicain fraîchement débarqué dans l'arène cinématographique, et totalement inconnu du public comme des professionnels, qui, pour ceux qu'il avait sollicités, lui avaient claqué la porte au nez. La sélection de *Japon* à la Quinzaine des réalisateurs – qui renoue par cette initiative exceptionnelle et courageuse (un film cannois se doit a priori d'être inédit) avec le meilleur de sa tradition –, ainsi que sa participation au concours de la Caméra d'or au titre de premier film, pourraient rapidement changer la donne. Le film, lors de sa présentation à la presse, a de fait subjugué bon nombre de ses spectateurs, et son affiche fait d'ores et déjà la « une » de certaines revues professionnelles, signe qu'on croit en lui dans le milieu.

Pour une fois, tout le monde sera d'accord, car *Japon* est un film à tous égards exceptionnel, la révélation, toujours un peu miraculeuse quand elle atteint d'emblée de telles hauteurs, d'un très grand cinéaste. On en déduirait à tort qu'il s'agit d'une œuvre à vocation unanimiste, ou d'un abord particulièrement confortable. C'est tout le contraire. Soit deux heures et quelques d'un film tellurique, tourné avec des non-professionnels en super-16 et en Scope, aux choix radicalement affirmés, au lyrisme échevelé, d'une audace à couper le souffle. L'histoire est celle d'un homme de la ville qui débarque un beau matin dans un petit village de montagne, pour, comme il l'assène avec un cynisme et tranquille désespoir au détour d'une réplique, y mettre fin à ses jours. On saura d'autant moins la raison qui le pousse à vouloir commettre cet acte que le film ne met en scène que son suspense, dans cette zone incertaine

ne qui sépare la vie de la mort, mais les réunit également dans une inextricable étreinte, si familière à la civilisation et à la culture mexicaines.

Hebergé par une vieille et misérable femme, Ascen, Métisse fripée aux manières exquises et au cœur d'or, l'homme au visage buriné crève à tout instant l'écran. Affecté d'une claudication qui complique sa marche, il erre silencieusement dans le village, en ne cessant de différer le geste fatal dont l'intention l'a pourtant mené jusqu'ici. Aussi bien, le dilemme qui le déchire intérieurement est-il projeté, et porté ce faisant à son plus haut point d'incan-

*Le rut des chevaux couvre le hurlement du cochon qu'on égorge, de même que la putréfaction d'une charogne rime avec la montée du désir*

descence, par la mise en scène dans le vaste monde qui l'environne. La somptuosité des paysages, l'omniprésence des animaux, les mœurs étranges des villageois constituent un univers dont l'homogénéité procède paradoxalement de forces et de formes antagonistes. Une dérision politique des extrêmes règne ainsi sur ce film, où la combinaison poétique des images, des sons et de la musique (Arvo Pärt, Dmitri Chostakovitch, Jean-Sébastien Bach) semble reprendre son dû à l'ordinaire de la prose narrative.

L'horizontalité infinie des vallées y côtoie la verticalité vertigineuse des à-pics, la saturation de la lumière y surgit du mystère de la nuit, le



Un homme de la ville (Alejandro Ferretis, à gauche) débarque dans un petit village de montagne pour y mettre fin à ses jours.

rut palpitant des chevaux y couvre le hurlement du cochon qu'on égorge, de même que la putréfaction d'une charogne rime, dans l'espace d'un même plan, avec la montée du désir, le soleil avec la brume, les enfants avec les vieillards, la bonté avec la cruauté, le spiritualisme chrétien avec l'orgie panthéiste, l'agonie avec la rédemption, le sexe avec la mort. Dans une veine qui évoque quelques illustres références cinématographiques – on pense aussi bien à Glauber Rocha, Bunuel ou Tarkovsky – le plus impressionnant est la manière dont Carlos Reygadas met une virtuosité ciné-

mographique dont beaucoup, à sa place, s'effraieraient, au service d'une vision fondamentale, presque primitive, des êtres et des choses. Plans-séquences, montage rapide, panoramiques à 360°, images arrêtées, vues aériennes, alternance de très gros plans et de plans généraux travaillent ici, par-delà tout jugement moral, à magnifier, mieux, à sanctifier la vie, fût-elle incessamment entachée par la mort.

Autoproduit et tourné avec des villageois et des membres de sa famille dans un canyon reculé où le cinéaste se rendait souvent dans son enfance, *Japon* est aussi, de par son proces-

sus de fabrication et son esthétique, un film éminemment politique. Une sorte de cri de rage contre la dictature du libéralisme économique et le règne sulpicien des images, qui rend toute leur dignité à ceux qui n'ont pas l'heur d'être en conformité avec l'hypocrisie dominante et la marche mondiale du progrès. La laideur, la vieillesse, l'infirmité, la pauvreté ont davantage qu'un droit de cité dans ce film : facétieux et licencieux, cruels et débonnaires, joueurs et authentiques, le regard fermement dardé dans l'objectif de la caméra, ils éblouissent le spectateur de fictions ordinaires à la manière d'un

soleil qui se lève, pour la première fois, sur le monde. Tant de sensibilité et de beauté affolée, et l'on ne pensait plus possible, depuis notre Occident usé, qu'un cinéaste se risquer ainsi à chaque plan. Carlos Reygadas n'avait rien à perdre, il a donc tout gagné.

Jacques Mandelbaum

QUINZAINE DES RÉALISATEURS. Film mexicain de Carlos Reygadas. Avec Alejandro Ferretis, Magdalena Flores, Carlos Reygadas Barquin, Martin Serrano, Rolando Hernandez. (2 h 09.)

## « L'ennui peut s'avérer nécessaire dans un film »

CARLOS REYGADAS est né en 1971 à Mexico. Juriste de formation, il abandonne son métier pour découvrir, en autodidacte, le cinéma. Il a réalisé quatre courts métrages, avant de passer à la réalisation de *Japon*. Il vit aujourd'hui entre le Mexique et l'Espagne.

Comment passe-t-on, aussi subitement que vous l'avez fait, d'une carrière toute tracée de juriste en droit international à celle, plus aléatoire, de cinéaste ?

Je dirais que c'est un acte de foi dont les origines remontent en fait à ma jeunesse, le jour où mon père a commandé une énorme collection de films internationaux en cassettes vidéo. Dans le lot, il y avait les films d'Andrei Tarkovski, qui m'ont absolument fasciné. J'avais 16 ans, et je me suis rendu compte que le cinéma pouvait aussi consister à filmer une flaque d'eau en faisant entendre, hors champ, un bruit de pas, et que l'émotion qui naissait de ce plan pouvait surpasser en intensité n'importe quelle histoire.

Revendiquez-vous son influence, ou celle d'autres cinéastes, sur votre film ?

J'ai appris chez lui que l'ennui peut s'avérer nécessaire à la construction d'un film. Parce qu'à un moment donné on prend conscience qu'il y a une justification rétroactive de l'ennui, ou de la lenteur. Il y a aussi des passages dans mon film que j'ai délibérément conçus comme un hommage à son œuvre : la scène du tracteur, à la fin du film, fait référence par exemple à *Stalker*. Je dois aussi beaucoup à Sergio Leone, ou à Dreyer, ou à Louis Malle. Mais un film ne se construit pas que sur des références. Il y a un désir personnel de créer un univers qui se révèle, au bout du compte, entretenir des affinités avec d'autres regards sur le monde, qui vous ont, ou non, influencés.

Comment vous est venue l'idée de ce film ?

Elle est liée à un lieu de villégiature de mes parents, où je les ai longtemps accompagnés depuis mon enfance. C'est un canyon situé dans l'Etat de Hidalgo, où mon grand-père possédait une maison. Le lieu, par sa beauté grandiose, par son isolement du monde, est venu en premier, l'histoire après. Le cane-

vas du film est fictionnel, mais sa matière profonde, c'est la réalité.

L'acteur principal est un ami de votre père, les autres sont des villageois : comment s'est passé le tournage ?

J'ai conclu, avec les villageois, une sorte de contrat de confiance qui a été déterminant pour le tournage. Je ne leur ai pas donné à lire le scénario, mais je leur fournissais les explications nécessaires au fur et à mesure des scènes. Je voulais avant tout qu'ils restent au plus près de ce qu'ils sont dans la réalité, et je pense que nous y sommes parvenus car ces gens sont très peu soucieux de leur image. Curieusement, les choses les plus délicates sont celles qui ont posé le moins de problème.

A ce propos, comment avez-vous dirigé les deux acteurs principaux au moment de la scène d'amour ?

Je voulais avant tout qu'on ressentisse le malaise des personnages dans cette scène. Magdalena, la vieille femme, qui est un modèle d'honnêteté et de pudeur, m'avait quand même promis de tourner, et cela a suffi pour faire ressentir le

conflit qui est celui de son personnage. Quant à Alejandro Ferretis, qui joue un homme torturé par le mal de vivre, je lui ai dit qu'il devait pénétrer Magdalena pour le mettre délibérément mal à l'aise. Ça a marché. La mise en scène est toujours une affaire de manipulation, mais elle se justifie ou pas par le regard qu'on porte sur ses personnages, et, par-delà, sur les personnes. Si les personnages sont aussi souvent débordés par les acteurs qui les incarnent dans le film, c'est que j'ai un respect total pour ces gens.

La production du film a été des plus précaires. Rotterdam et Cannes à présent vont-ils changer quelque chose à son destin ?

J'ai produit ce film quasiment seul. Depuis sa sélection à Rotterdam et à Cannes, j'ai trouvé un vendeur international en la personne de Philippe Bober, qui s'est personnellement investi en finançant la post-production, et l'Institut du cinéma mexicain m'a attribué une aide qui va me permettre de rembourser mes dettes. Il faut maintenant trouver des distributeurs.

Propos recueillis par J. M.

## « Kedma », d'Amos Gitai, vu par les critiques arabes

ON ATTENDAIT avec curiosité l'avis des journalistes arabes accrédités à Cannes concernant *Kedma*, le dernier film en date d'Amos Gitai (*Le Monde* du 18 mai). Globalement réservé, dira-t-on, mais avec des nuances. « Si on met Amos Gitai à la place d'Ariel Sharon, Hany Abu-Assad [réalisateur palestinien présent à Cannes avec *Rana's Wedding*] à la place de Yasser Arafat, et enfin si on remplace le président Bush par le président David Lynch, le monde au Proche-Orient serait plus juste et les reporters de guerre au chômage », plaisante un critique égyptien, avant de se reprendre et d'exiger l'anonymat : « J'ai encore deux jours avant d'écrire sur *Kedma*, mon avis n'est pas encore définitivement arrêté. »

Plus explicite, le journaliste marocain Mostefa Messnaoui, du quotidien *Assabah* (*Le Matin*), regrette le rythme « lent » et la poésie « mal clamée » qui « plombent » le film. Il estime que le message reste « flou » : « S'agit-il d'un éveil de la conscience juive ou juste une manière, pour un cinéaste de gauche, de rechercher une paix intérieure provisoire et d'exorciser le mal-être israélien après les der-

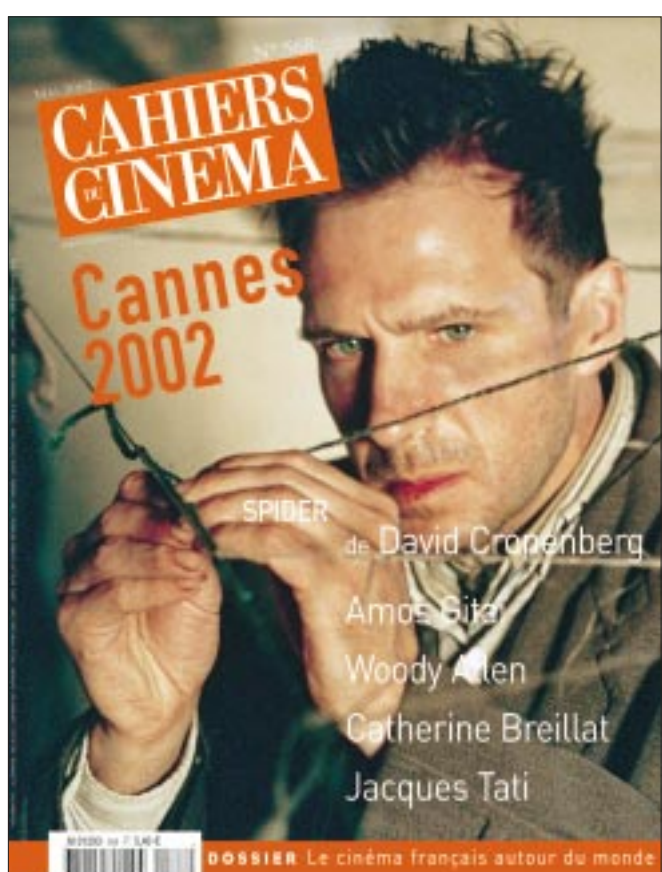
niers massacres de Tshah dans les territoires palestiniens réoccupés ? » De son côté, le journaliste Abdel Sattar Naji, envoyé spécial des quotidiens *Al-Anba* (*Les Nouvelles*), du Koweït, et *Al-Rai* (*L'Avis*), du Qatar, note que « c'est un fait inédit et révolutionnaire qu'un cinéaste israélien dise enfin que les Palestiniens sont chez eux en Palestine ». « Mais, ajoute-t-il, Amos Gitai montre en même temps que les juifs qui sont morts pour cette terre ont, eux aussi, la même légitimité pour vivre en Palestine, ce qui relativise son courage. »

Toujours très attendu, le point de vue du plus connu et du plus influent des critiques arabes, l'Égyptien Samir Farid, est paru vendredi soir dans l'édition datée du samedi du quotidien cairote *Al-Gomhouria* (*La République*). Abonné au Festival de Cannes depuis 1967, Samir Farid est connu pour ses prises de position souvent à contre-courant. Quand, par exemple, ses confrères arabes félicitent d'une manière unanime le Festival de Cannes d'avoir programmé plusieurs films arabes cette année, Samir Farid constate que « c'est gra-

ve, pour le festival, d'avoir attendu la catastrophe du 11 septembre pour renouer le dialogue avec les musulmans ». En 1999, Samir Farid avait défrayé la chronique arabo-cannoise en défendant *Kaddosh*, le film d'Amos Gitai : « Notre film à Cannes », avait-il alors titré son article, avant d'écrire : « C'est finalement un film israélien qui a le mieux traité le mal qui ronge nos sociétés : l'intégrisme. »

Cette année, Samir Farid remarque que la date de projection de *Kedma*, le 15 mai, « coïncide avec l'anniversaire de la naissance d'Israël ». « Par cet acte symbolique, le Festival de Cannes répond à la campagne de dénigrement de quelques militants sionistes de Hollywood qui accusent, à tort, la France d'être antijuive et qui ont appelé au boycott du festival. » Pour le critique égyptien, *Kedma* n'est pas le film le plus réussi de son auteur. Mais il ajoute qu'il « travaille pour la paix entre les deux peuples ou, plus exactement, pour ceux qui dans les deux camps veulent vivre ensemble en paix ».

Tewfik Hakem



NUMÉRO DE MAI  
EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX

**Bowling for Columbine**, de Michael Moore • Ce documentaire, le premier depuis près d'un demi-siècle en compétition officielle, dénonce avec force la mise en vente libre des armes à feu

## Une instruction à charge contre l'Amérique sécuritaire

**COLUMBINE** est le nom du lycée d'une paisible bourgade, Littleton, dans le Colorado, où deux élèves ont massacré douze de leurs condisciples et un professeur, avant de se suicider avec des armes à feu acquises en toute légalité.

Michael Moore est ce documentariste américain rendu célèbre par le film *Roger et moi*, où il essayait de mettre en lumière pourquoi General Motors, la principale entreprise de sa région, le Michigan, en avait programmé la ruine. L'Etat du Michigan est aussi le premier bastion de la National Rifle Association (NRA), la ligue de défense des armes à feu, qu'anime avec d'inépuisables ressources de mauvaise foi, de fierté cocardière et de démagogie l'acteur Charlton Heston. Et c'est à Flint, Michigan, ville natale du réalisateur, qu'a été battu le record du plus jeune meurtrier par balle, le jour où un gosse de six ans a flingué à la maternelle une gamine du même âge.

Voilà l'ancrage personnel des dossiers que Michael Moore, avec sa caméra têtue, son culot et sa tête de

bon gros Américain, instruit mieux que personne. Le résultat est, du même élan, édifiant, terrifiant et extrêmement drôle. Il justifie pleinement que, pour la première fois depuis près d'un demi-siècle, un documentaire soit sélectionné en compétition officielle à Cannes.

### SÉQUENCES-CHOC MÉMORABLES

Le mode d'opération de Moore combine deux approches d'ordinaire exclusives l'une de l'autre. La première est celle du cinéma militant, recourant aux données-chocs, aux récits rapprochant efficacement les faits, aux techniques de l'agitprop mêlant autant que de besoin discours, statistiques, dessins animés, provocations dûment enregistrées, commentaires, caricatures vengeresses, émotivité, enquêtes de terrain, etc. Il est rare de nos jours que cet arsenal soit employé avec autant de puissance d'impact, dont l'humour vengeur n'est pas le moindre détonateur.

Mais il est plus rare encore que semblable approche s'accompagne d'explications de l'ensemble des

faits dénoncés. Loin de se contenter de pointer du doigt les allumés de la gâchette, ou même le cynisme du lobby des armes à feu, Michael Moore ne cesse de reformuler les questions commençant par « *pourquoi* ». L'histoire longue des Etats-Unis d'Amérique, l'ensemble de ses pratiques collectives, sa politique étrangère, du Vietnam à l'après-11 septembre, le racisme, les modes d'organisation des différentes communautés, la structure de l'habitat, la comparaison avec les autres pays industrialisés, et jusqu'à la réflexion sur la nature humaine servent à multiplier les pistes critiques.

Sans occulter aucune de ces pistes, un des axes d'explication les mieux mis en évidence tient à la manière dont les médias amplifient, sinon fabriquent, les réactions de peur liées à une insécurité à la fois gonflée et en partie engendrée par sa mise en spectacle systématique, avec les conséquences politiques, en Amérique comme en Europe, dont on ne finit pas d'observer les effets. *Bowling for Columbine* recèle quel-

ques séquences-chocs mémorables, comme celles enregistrées par les caméras de surveillance dans le lycée pendant le massacre, l'irruption d'adolescents gravement blessés à cette occasion au siège de la chaîne de grands magasins qui commercialisent sans restriction les munitions, et qui obtiendront que celles-ci soient retirées des rayons ; ou encore l'interview de Charlton Heston par Michael Moore dans la résidence de la star à Beverly Hills.

Sans schématisme malgré la pugnacité du ton, le film ouvre plusieurs pistes incitant à mieux comprendre non seulement pourquoi les Etats-Unis sont le pays industrialisé dont les habitants s'entretenant avec le plus d'entrain, mais aussi en quoi ils pourraient bien être, contrairement à ce qu'ils donnent à croire au monde comme à leurs propres habitants, la nation la moins démocratique des grands pays modernes.

Jean-Michel Frodon

COMPÉTITION OFFICIELLE. Film documentaire américain. (2 h 00.)

**Une pure coïncidence**, de Romain Goupil • Des justiciers des temps modernes contre des malfrats

## « Mission impossible » façon puzzle

**C'EST QUI ?** C'est quoi ? Avec les plus simples des moyens, et une décontraction sans faille, Romain Goupil instaure le doute sur la nature, le statut et le bien-fondé de ce qu'on voit sur son écran. Qui sont ces types à l'image ? Ses copains ou des acteurs ? Pourquoi commencer par des images d'une manifestation du début des années 1970 ? Quel rapport avec ces plans très *home movie* de la famille du réalisateur (ou prétendue telle), l'achat de petites caméras numériques, le père d'un ami gravement malade, ces réalisatrices (Pascale Ferran et Tonie Marshall) auxquelles Goupil - au moins on est sûr que c'est bien lui - raconte une sombre histoire de racket et de mauvais traitements infligés à des immigrés chinois sans papiers ? Plus ça avance et moins ça s'éclaircit. Pourtant, et c'est nettement plus intéressant, plus ça avance et plus ces pièces qui semblent appartenir à des puzzles différents malicieusement mélangés par le réalisateur gagnent en intensité, en drôlerie, en émotivité.

Lorsque se met en place l'action d'*Une pure coïncidence* - l'organisation et l'exécution d'un coup de main contre une officine de malfrats mettant en coupe réglée les immigrés -, les faits

auxquels on assiste ne gagnent rien en logique et en limpidité, mais une petite musique savamment arpégée finit par faire entendre sa troublante mélodie. Histoire d'engagement, histoire de garçons qui, à cinquante ans passés, n'ont jamais accepté de ne plus être des enfants, histoire de tendresse entre générations, histoire d'amour dans toutes les acceptions du terme, histoire de cinéma et du vertigineux miroitement critique de la réalité et de la fiction, que transforment et démultiplient les nouvelles technologies.

### UN RARE MOMENT DE BONHEUR

Histoire d'hommes et de femmes, histoires d'enfance et d'image, où cette vieille dame qui, en gros plan, prendrait bien un peu de fromage devient instantanément l'héroïne d'une épopée bouleversante. Entre vrais drames quotidiens et blagues de vieux potaches, les pieds nickelés grisonnants goupillent leur plan de justiciers avec l'impavide détermination de chevaliers des temps modernes. Qui pourrait leur donner tort ? Le romanesque le plus ludique interfère avec le jeu théorique sur le statut des images et l'intangible puissance de l'amitié pour démultiplier à l'in-

fini les échos hilarants mais intellectuellement, politiquement et éthiquement exigeant des combines à 3 sous des James Bond de l'anti-quoi ?

L'anti-injustice, l'antivieillesse, l'antidésespérance de l'existence. Une manière d'être au monde sans abdiquer. Si légèrement soit-elle administrée, la leçon ne manque pas de pertinence en ce moment. La mise en scène, dans tous les sens du terme, joue un rôle central dans cette version quotidienne et chaleureuse de *Mission impossible*, où les moins attachants ne sont pas les deux acolytes bricolos qui aident le quatuor à monter sa combine à vapeur. Comme il se doit, toute cela finira par des chansons, un coup de théâtre évident et ironique, et un doute roboratif, aussi vif à la fin qu'au début. Non mais sans blague, il s'est passé quoi ? Une pure coïncidence, peut-être, un rare moment de bonheur, assurément.

J.-M. F.

QUINZAINE DES RÉALISATEURS. Film français, avec Alain Cyroulnik, Romain Goupil, Olivier Martin, Nicolas Minkowski, Jean-Baptiste Poirot, Christian Portal, Julia Charpentier. (1 h 32.)

**All or Nothing**, de Mike Leigh • La peinture sans idéologie des habitants d'une cité prolétaire

## Portraits de paumés dans une Angleterre en crise profonde

**MIKE LEIGH** n'est pas Woody Allen. Encore que l'humour à froid du réalisateur anglais, cette manière sereine d'envisager le désespoir, en fasse moins un cousin de Ken Loach, enfermé dans cette veine du réalisme social anglais, qui a pourtant fait son image de marque, de *Bleak Moments* à *Naked*, qu'un héritier direct d'Ernst Lubitsch. C'est donc à l'aune de *The Shop Around the Corner*, où Lubitsch décrivait avec acuité la précarité des habitants d'un petit quartier de Budapest et la menace diffuse qui pesait sur leur emploi, qu'il faut regarder les personnages de la cité-dortoir londonienne de *All or Nothing*.

On aurait tort de se priver d'un moment de comédie aussi bien écrit que cette séquence du début de *All or Nothing*. Phil, un chauffeur de taxi dépressif, donne à sa femme un immense sac en plastique rempli de pains pour hamburgers remis par un client, qui a payé sa course en nature. « *Comment va-t-on faire pour garder aussi longtemps ces pains sans devoir les jeter ?* » Bonne question, qui trouve immédiatement sa réponse sur la date de péremption inscrite sur l'emballage : ces pains restent valables cinq mois ! Mais cette question en appelle une autre. Si ces pains se conservent aussi longtemps, c'est par une adjonction de produits chimiques aux noms ésotériques, synonymes de poison pour le consommateur angoissé. Cette angoisse trouve rapidement sa traduction à l'écran. Il suffit pour cela de jeter un regard sur la progéniture de Phil : Rachel, employée dans une maison de retraite, souffre d'obésité malade ; Rory, son frère, encore plus massif, mange comme quatre et avale sa nourriture tel un aspirateur, avant de s'allonger sur le divan pour regarder une télévision qu'il ne quitte pour ainsi dire jamais.

*All or Nothing* multiplie à l'infini les portraits déprimants d'une Angleterre prolétaire rongée par le libéralisme, heurtée de plein fouet par le thatchérisme, déprimée par le blairisme et gavée de *junk food* et d'alcool. D'où l'absurdité apparente d'un titre, *All or Nothing* (Tout ou rien), qui semble poser une alternative là où, précisément, il n'y en a pas. Regardez les autres voisins de palier de la cité, et vous ne trouverez qu'une somme de destins à l'hor-

zon bouché, de personnages prostretrés qui ne possèdent même plus les mots pour décrire leur misère : Carol, une mère alcoolique ; Samantha, sa fille au chômage ; Craig, un garçon paumé qui passe ses journées à la scruter au milieu du terrain de jeu de la cité ; Donna, une serveuse dans une cafétéria régulièrement tabassée par Jason, son petit ami, qui lui tape encore plus fort dessus quand il apprend sa grossesse.

### L'IMAGINAIRE COMME ENJEU

S'il comprend une dimension critique, le cinéma social de Mike Leigh - c'est sa grande force - n'est jamais soumis à une idéologie. Il préfère construire des personnages que faire passer un message. La capacité du réalisateur à maîtriser un aussi grand ensemble de personnages, d'où émerge le chauffeur de taxi interprété par un Timothy Spall exceptionnel, et à montrer des vies sans cesse plus complexes, n'a d'égal que celle, peut-être, de Robert Altman. Il est frappant de voir à quel point le film précédent de Mike Leigh, *Topsy-Turvy*, consacré aux deux compositeurs d'opérettes Gilbert et George, rejoint, dans ses préoccupations, *All or Nothing*, pourtant a priori si différent.

Le malaise existentiel envisagé par Mike Leigh ne se réduit jamais à un problème de classe. Dans *Topsy-Turvy*, c'est en repoussant les limites de leur imaginaire, en regardant du côté du Japon, que les deux musiciens trouvent une solution à leur impasse créatrice. L'imaginaire est le principal enjeu de *All or Nothing*. Il se trouve dans les romans que dévoile Rachel la nuit tombée, dans ces chansons qu'interprète à la perfection Penny dans un karaoké de fortune, sur ce bord de mer où se rend Phil entre deux courses, ou encore dans ce moment très fort où Helen réalise qu'elle va devenir une mère. A ce moment précis, ils possèdent tout. Mike Leigh a su dans ce film admirable transformer leur quotidien en légende.

Samuel Blumenfeld

COMPÉTITION OFFICIELLE. Film anglais de Mike Leigh. Avec Timothy Spall, Lesley Manville, Alison Garland, James Corden, Helen Coker. (2 h 08.)

### LA PHOTOGRAPHIE DE JEAN-MICHEL TURPIN

*Columbine High School* (Colorado), 1999. Treize enfants tués par deux de leurs camarades. « *Bowling for Columbine* », le documentaire événement de Michael Moore projeté dans l'après-midi dénonce la violence par les armes aux Etats-Unis. Un film qui marque sa différence parmi une sélection résistant au matraquage des majors s'affichant sur la Croisette à coups de revolvers et de fusils à pompe.



Le Sourire de ma mère, de Marco Bellocchio • Le réalisateur guide le spectateur sans ménagement, mais avec respect, dans un pamphlet et un poème contre le retour de l'irrationnel

## Bataille cauchemardesque dans la sphère intime de la religion

**SUR LA TERRASSE** d'un appartement romain, un petit garçon parle seul, avec violence. Sa mère s'approche de lui sans être vue et surprend les imprécations que l'enfant adresse à Dieu, l'objurguant de sortir de sa tête. Interrogé, le petit Leonardo explique que si Dieu sait tout de son moindre geste, de sa moindre pensée, il ne pourra jamais être libre.

Cette première séquence du *Sourire de ma mère* (sous-titré en italien, *L'Ora di Religione*, L'Heure de religion) de Marco Bellocchio pose en termes enfantins une question vieillotte, qui n'intéresse plus grand monde aujourd'hui : la religion est-elle compatible avec la liberté ?

Par son histoire politique et intellectuelle, Marco Bellocchio se situe dans le camp de ceux qui ont répondu par la négative. Le personnage principal du *Sourire de ma mère*, Ernesto Picciafuoco (Sergio Castellitto) ne s'en soucie guère, au point d'avoir laissé son épouse (Jacqueline Lustig) inscrire Ernesto au cours d'éducation religieuse, d'où l'écolier a rapporté ces soucis nouveaux.

Mais si Ernesto ne s'occupe pas de la religion, la religion s'occupe de lui. Il reçoit la visite d'un jeune prêtre qui lui annonce qu'il est convoqué par un mystérieux prélat afin de témoigner dans le procès en canonisation de sa mère entamé depuis trois ans. L'irruption onctueuse du saint homme précipite Ernesto et le film dans une réalité étrange, qui obéit à une logique rigoureuse, faite de paroles et de rites empruntés à la tradition catholique romaine, mais ne se plie pas aux lois de la réalité quotidienne.



Ernesto (Sergio Castellitto, à gauche) découvre une conspiration ourdie par sa famille afin de canoniser sa mère, tuée par son frère.

En avançant dans le labyrinthe, Ernesto découvre une conspiration ourdie par sa famille afin de canoniser sa mère, assassinée par l'un de ses frères, aujourd'hui interné dans un hôpital psychiatrique.

### ÉCHAPPER À UN PIÈGE

Passivement d'abord, frénétiquement plus tard, Ernesto tente d'échapper à ce piège fait de l'étoffe même de sa vie. C'est sans doute ce qui rend si terrifiant le cauchemar éveillé imaginé par Marco Bellocchio : l'absolue familiarité des détails qui le constituent et la révélation que chacun d'entre eux est porteur d'un danger mortel. Les prêtres folkloriques, les épouses que l'on croyait soumises au point de vous laisser partir presque sans récriminations, sont prêts à tout

pour vous mettre aux fers. Quelques allusions évoquent l'actualité, on entend par exemple un journal télévisé relater par le menu les faits et gestes du pape. Mais la bataille se livre dans la sphère intime. Car en fait Ernesto est tout à fait d'accord avec l'Eglise quant aux manifestations de la sainteté de sa mère. A ceci près que le courage, la piété et l'intransigeance de M<sup>me</sup> Picciafuoco que louent les clercs n'ont laissé à son fils que le souvenir d'une femme stupide et égotiste.

Sergio Castellitto renonce à son charme naturel, qui peut faire de lui le meilleur ou le plus agaçant des acteurs, pour devenir un homme tiré malgré lui de sa torpeur, partagé entre la terreur et la rage, désespéré de n'avoir pas su se réveiller à temps. Dans les séquences qui réu-

nissent les époux, Jacqueline Lustig est d'une beauté rare et farouche. Elle est l'incarnation féminine de la séduction et du danger de la religion organisée, et tout au long du film Bellocchio multiplie les passerelles entre le pouvoir des femmes et celui des prêtres. Il est d'ailleurs assez conscient de revenir à une figure (le foyer régi par la coalition de l'épouse et du confesseur) que l'on croyait depuis longtemps sortie de la fiction pour s'en moquer un instant en suscitant un étrange et magnifique personnage de comte irascible qui ne voit de rempart contre la théocratie que dans la monarchie absolue.

Dans ce dédale, Marco Bellocchio guide le spectateur sans ménagement mais avec respect. Les teintes sombres et froides suscitent très vite la même sensation d'oppression qui habite Ernesto. Les transitions abruptes du récit (à plusieurs reprises on découvre Ernesto dans un endroit dont on ne sait rien, ni le chemin qui y mène, ni sa place dans la vie du personnage) sont l'instrument le plus puissant de l'atmosphère cauchemardesque qui baigne ce film au discours énoncé avec une parfaite clarté : ce qu'on ne connaît pas grandit et se développe hors de notre contrôle. Pour ne pas s'être posé depuis trop longtemps les questions qui hantent les enfants, on peut se retrouver prisonnier d'un cauchemar.

Thomas Sotinel

COMPÉTITION OFFICIELLE. Film italien avec Sergio Castellitto, Jacqueline Lustig, Chiara Conti. (1 h 42.)

La chaîne franco-allemande lui consacre chaque année 5 % de son chiffre d'affaires

## Arte, contributeur indéfectible et désargenté du cinéma d'auteur

CANNES

de notre envoyée spéciale

« Tout le budget d'Arte France représente à peu près la moitié de ce que Canal+ doit consacrer au cinéma. » Ce résumé un peu abrupt de Rémi Burah, directeur financier d'Arte France Cinéma, illustre assez bien la spécificité de la chaîne culturelle franco-allemande. Si Arte n'est soumise, par son statut interétatique, à aucune obligation en termes de diffusion ou de coproduction de films en France, la chaîne dépense toutefois plus de 5 % de son chiffre d'affaires (7,5 millions d'euros) pour coproduire chaque année entre 20 et 25 films. Depuis le 2 mai, Michel Railliac, ancien directeur général du Forum des images, a rejoint la chaîne comme directeur du cinéma, où il chapeautera les acquisitions et les coproductions. Dans le droit-fil d'une politique entamée depuis dix ans, il estime qu'« Arte doit jouer un rôle d'aiguillon du service public ».

La chaîne est devenue un partenaire de référence pour les films d'auteur (un tiers de premiers films, un tiers de films français et un tiers d'internationaux). En Allemagne, où le cinéma national a bien du mal à franchir les frontières, ce sont deux chaînes publiques, la ZDF et la WDR, qui coproduisent pour Arte Deutschland, en initiant des projets avec des fonds régionaux. C'est ainsi, par exemple, qu'a été financé le dernier film d'Alexandr Sokourov qui sera projeté à Cannes en compétition officielle. La structure commune aux deux pays a également permis de coproduire, à hauteur de 1,5 million d'euros chacun, six longs-

métrages de réalisateurs européens confirmés, comme Lars Von Trier, Theo Angelopoulos, Michael Haneke ou Ken Loach. « L'investissement faible auquel Arte consent pour le cinéma devient pourtant de plus en plus important au moment où Canal+ réduit ses engagements », explique Rémi Burah. L'an dernier, trois projets dans lesquels Arte s'était engagée, mais dans lesquels Canal+ n'a pas finalement mis d'argent, n'ont pas pu se faire.

### CRISE DOULOUREUSE EN VUE

Selon M. Railliac, « l'investissement moyen d'Arte dans chaque film (0,43 million d'euros) n'est pas suffisant. Il faudrait inventer de nouveaux moyens qui puissent déclencher facilement d'autres intérêts en Europe ». M. Burah souhaite « une réforme des Soficas [société de financement du cinéma et de l'audiovisuel] », qui profitent surtout selon lui aux grands groupes comme TF1, Canal+ ou UGC.

Il y a urgence : depuis un an, Arte a reçu entre 550 et 600 propositions de scénarios. « On ne pourra en aider que 20. C'est injuste pour la cinquantaine qu'il faudrait aider », ajoute-t-il. Pessimiste, il prévoit « une scission du cinéma en deux mondes » étanches, avec, d'un côté, le cinéma d'auteur qui fonctionne selon une logique artisanale, et de l'autre, un marché de grande consommation, de produits de divertissement obsédant à une logique industrielle. « Comme toute crise, celle du cinéma risque de passer par beaucoup de douleur », prévient Rémi Burah.

N. V.

Des acteurs Impeccables,  
un film fort et émouvant.  
STUDIO  
Poignant et humain.  
LE FIGARO

La guerre à Paris

Un film de Yolande Zauberman

Elodie Bouchez Jérémie Rénier Grégoire Colin

www.cineclic.fr

22 MAI

### PANORAMA DES SÉLECTIONS

#### Le pays du chien qui chante

PREMIER long métrage réalisé par un des plus grands monteurs du cinéma français, de Truffaut à Denis en passant par Pialat et Garrel, ce Pays est une pure fiction, rêvée autant que racontée, et pourtant, au sens le plus ambitieux du mot, un film du montage.

Tandis qu'un couple venu de Hokkaido s'installe au village de Ferroz (découvert lors d'une projection à Kyoto du *Passe-montagne* de Jean-François Stevenin) pour accomplir la triple mission archéologique, musicale et procréative qu'il s'est assigné, Yann Dedet « monte » la culture japonaise avec celle d'un coin de la campagne française dans le Jura, colle l'héritage des traditions et la présence de la modernité, assemble cut l'imaginaire et le quotidien. Partant d'éléments simples, voire simplistes – les signes extérieurs, et même les clichés, rituels nippons et fondue au fromage –, il compte sur leur rapprochement pour qu'en jaillisse une beauté, un humour et une émotion. Grâce à l'intensité de la présence de certains de ses interprètes comme à la splendeur des plans de nature, cette histoire bizarre et cruelle sous ses apparences loufoques de jumelage aberrant atteint une force inattendue. Il restera de la liberté de chacun de se réjouir ou au contraire de s'inquiéter du thème souterrain qui parcourt ce qui commence comme un gag un peu insistant et s'achève en conte barbare : le thème d'une communauté essentielle de l'humanité fondée sur un rapport aux puissances les plus archaïques. J. - M. F.

Quinzaine des réalisateurs. Film français de Yann Dedet avec Katsuko Nakamura, Gen Shimaoka, Dominique Piard, Jules Dedet-Grauel. (1 h 35.)

Chaque jeudi

avec Le Monde  
DATÉ VENDREDI

LE MONDE  
DES LIVRES

Didier Duverger, vice-président de Coficiné

## « Aider le film qui ne va pas vers le public »

EN FILIGRANE de Cannes, une interrogation : le système de financement du cinéma français risque-t-il d'imploser ? Chaque jour, le point de vue d'un acteur de ce système.

### ■ DÉBAT

#### Quel avenir pour le système de financement du cinéma français ?

En tant que vice-président de Coficiné, l'un des principaux établissements de crédit spécialisés dans le cinéma en France, quelles sont à vos yeux les réformes les plus urgentes à engager dans le financement du secteur ?

La production indépendante souffre d'un manque de diversité. A Canal+, des obligations de coproductions de films à petit budget (moins de 5,34 millions d'euros) ont été imposées il y a deux ans ; cette notion a pu être intégrée assez tôt. Il faudrait appliquer cette obligation à toutes les chaînes. Cela éviterait que tout le monde veuille aller vers le « cinéma qui marche », le cinéma « pop corn », à gros budget. Sinon, on risque d'avoir un cinéma partagé entre les moines soldats de la production, qui feront des petits films, et les films à gros budget. Et au milieu, les deuxième ou troisième films d'un jeune réalisateur qui seront très pénalisés. Longtemps, TF1 a été seule sur le créneau des films à gros budget, mais cette tendance s'est développée par le biais des multiplexes qui attirent de nouvelles populations au cinéma, notamment des jeunes qui n'aiment pas les films trop difficiles. Si bien que France 2 participe aujourd'hui à cette surenchère. Comme M6. Au lieu d'imposer un seul palier dans la diversité des films, je trouverais judicieux de créer plusieurs enveloppes, pour les films jusqu'à 5,3 millions d'euros, entre 5,3 et 9 millions d'euros, puis au-delà. Cela permet-

trait de ne pas être manichéen, de ne pas raisonner entre les films d'auteur et le reste.

Je souhaiterais aussi que l'on adopte une définition plus stricte du budget des films. Certains sont annoncés à 5,2 millions d'euros mais en feront deux fois plus. Ces difficultés se vérifient surtout pour les films dans lesquels les acteurs ou les techniciens ne seront payés que sur les recettes. Je suis aussi partisan d'une taxation plus forte des DVD et de la vidéo, des marchés très difficiles à contrôler par le Centre national de la cinématographie.

Vous faites partie de ceux qui considèrent qu'il faudrait sortir moins de films chaque année. Pourquoi ?

L'an dernier, c'est normal qu'avec 204 films il n'y ait pas assez d'argent pour les financer tous. Le bon nombre, je ne le connais pas. Il faut une qualité de films minimale, même pour les films de recherche. Il faut aider le film qui ne va pas vers le public, mais ne pas aller trop loin non plus dans cette voie.

Que pensez-vous des récentes déclarations de Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi-Universal, qui a demandé à ce que tous les contrats entre Canal+ et les producteurs soient formalisés ?

En vingt ans chez Coficiné, j'ai été celui qui a le plus souvent accordé de financements sur la foi d'engagements verbaux entre Canal+ et des producteurs. Pierre Lescure et son équipe ont respecté, au centime près, les engagements verbaux qu'ils ont pris. Ce système permettait que les choses aillent plus vite, c'est très important pour les producteurs indépendants. Cette mesure peut être meurtrière pour la profession puisque la rédaction des contrats prend généralement un mois, ce qui risque de retarder le début des tournages et donc l'arrivée de la trésorerie. Je ne comprends pas pourquoi M. Messier a demandé la fin de ce système qui fonctionnait sans problème depuis des années.

Propos recueillis par Nicole Vulser

**CONCERT** • Pour sa soirée d'inauguration, la manifestation d'Angoulême a rassemblé de grands interprètes des musiques africaines comme Boubacar Traoré, dit Kar Kar, ou King Sunny Adé

## Les voix et les joies de l'Afrique au festival Musiques métisses

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

Festival qui débute par quelques soucis – pas trop quand même – connaîtra ensuite les plus grands bonheurs. La 27<sup>e</sup> édition de Musiques métisses devrait donc se passer au mieux. Peu avant l'ouverture du festival, vendredi 17 mai, un avis de tempête alerte les services de la préfecture, qui évoquent la possibilité d'une annulation. Mais le coup de grand frais s'est tenu à distance. Comme Wendo Kolosoy et ses musiciens, retenus à Kinshasa. La délivrance des autorisations de sortie de la République démocratique du Congo étant aussi une question de préséance entre ministres, l'un des créateurs historiques de la rumba congolaise prendra le prochain avion... dimanche.

On oublie dès le concert d'inauguration avec l'ensemble Soumou, superbe assemblée d'une douzaine de femmes membres de l'Orchestre national de Guinée. Epanouies, elles se passent le relais du chant et des danses avec une envie de partage entre elles. Instrumentistes – balafons, percussions, kora... –, chanteuses, elles ont chacune une mélodie à défendre en restant attentives à une expression collective.

Les voix de l'Afrique auront dominé ce premier soir. Celle d'une douceur de caresse d'Abdel Gadir Salim, à la tête du Khar-



King Sunny Adé, figure de proue de la juju music, musique d'origine yoruba, qui accompagnait des rites proches du vaudou.

toum All Stars. La formation soudanaise interprète le répertoire des cérémonies de mariage, le *mar-doum* – à prononcer de manière à faire rire sous nos latitudes. Gadir Salim, d'abord un peu emprunté, se laisse aller à l'enthousiasme, sollicite des réponses de son orchestre, amenant la musique vers un jaillissement qui étonne d'abord les musiciens. A ces deux plaisirs s'ajoute celui de l'intense présence de Boubacar Traoré, dit Kar Kar. Le Malien peut faire penser à un bluesman avec sa guitare acoustique et les thèmes de ses chansons. Accompagné d'un joueur dealebasse, il propulse

son chant d'un timbre un peu cassé, avec de belles modulations et une conviction rare.

**LE ROI DE LA JUJU MUSIC**

Enfin, tard dans la nuit, King Sunny Adé est arrivé. Jamais venu à Angoulême, il y donne son unique concert en France, qui l'avait accueilli à Paris, au New Morning, en septembre 1994. De lignée royale, King Sunny Adé est un prince. Pour la juju music – inspiration électrique d'expressions rituelles animistes yorubas – il est roi. Comme Elvis Presley l'a été pour le rock'n'roll, James Brown pour la soul music, Bob Marley pour le reg-

gae ou Fela Ransome Kuti pour l'afro-beat, l'autre grand courant musical moderne du Nigeria.

Le contexte rituel des traditions a fini par se confondre avec la pratique du divertissement. Sunny Adé mène son orchestre – deux guitares, basse, batterie, un clavier un peu envahissant, quatre percussionnistes, des choristes-danseurs, femmes et hommes – en maître d'attention précise. De cette rigueur sans cesse rejeuée depuis le milieu des années 1970 (plus de cent disques, des concerts par milliers), Sunny Adé tire aussi une fête des corps et des voix. Il laisse filer l'orchestre et les danses dans une apparence de désordre pour mieux relancer la musique, d'un geste, d'un saut, d'un jeté de la jambe. Le temps s'arrête dans ces suspensions avant de replonger dans les développements puissants d'une des musiques les plus puissantes du continent africain.

Sylvain Siclier

**MUSIQUES MÉTISSÉS**, Samsous, Abdel Gadir Salim, Boubacar Traoré et King Sunny Adé, le 17 mai, île de Bourguines, Angoulême. Jusqu'au 20 mai, avec Lokua Kanza, Habib Koité, Nathalie Natiembé, Hasna El Becharia, Teofilo Chantre, Cesaria Evora, Papa Noël, D'Gary, Wendo Kolosoy, Rumba Congo, Amadou & Mariam, Ismaël Lo... Tél. : 05-45-95-43-42. De 14 € à 23 €, deux scènes gratuites.

**GALERIES À PARIS**

## La rigueur poétique de Patrick Berger

LA GALERIE d'architecture, au cœur du Marais, est un refuge unique en son genre : café, librairie et lieu d'exposition où l'on peut voir de l'architecture de tous les pays du monde. Une architecture fraîche, qui ne s'est pas rigidifiée au fond du sac à dos des institutions. Gian Mauro Maurizio et Olga Pugliese, qui en sont les inventeurs passionnés, essaient de montrer quelques



traces significatives – maquettes, dessins, photos – de maîtres d'œuvre peu ou mal connus. Patrick Berger, 57 ans, est de ceux-là. Malgré sa modestie, il n'en est pas moins reconnu comme l'un des plus grands architectes français. Son travail en France s'accorde à sa discrétion un peu mélancolique : l'école d'architecture de Bretagne (Rennes), les serres du jardin André-Citroën (Paris), le Dojo, à Brétigny-sur-Orge (Essonne), le Viaduc des arts, à Paris, ou la Maison de l'université de Bourgogne. Une description brève de son travail consisterait à dire qu'il introduit une dimension onirique dans les projets qui impliquent rigueur, méthode et rationalité. A l'inverse, lorsque les projets se prêtent au rêve, il leur apporte l'exigence du constructeur, trouvant dans une riche palette de matériaux le moyen de s'inscrire dans les paysages les plus divers. Dernier exemple : le siège de l'Union des associations européenne de football (UEFA), à Nyon (Suisse), face au lac Léman, réalisation majeure dans un pays devenu « leader » européen en matière d'architecture, à la fois par l'inventivité de ses créateurs et la maîtrise technique de leurs constructeurs. La rythmique des façades et l'utilisation qu'il fait du verre rapprochent ses derniers projets du Tessinois Livio Vacchini, sinon qu'à l'ordonnance répétitive de son confrère suisse il ajoute une technique du décalage, une mystique de la nature, des subtilités de musique religieuse, des ordonnancements calculés enfin pour faire sourdre ces instants de mystère silencieux qu'on retrouve aux origines de l'architecture et dans ses moments de plus grande créativité.

Frédéric Edelmann

La galerie d'architecture, 11, rue des Blancs-Manteaux, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 01-49-96-64-00. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 h 30 ; le dimanche, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 juin. www.galerie-architecture.fr. Photo D.R.

## Yves Tanguy, surréaliste insaisissable



« C'ÉTAIT un Breton antibreton, disait Jacques Hérold de Tanguy. Il ne voulait pas être fixé : pas d'attaches, pas de trajectoire, tout était une dérision. Il n'était jamais tout à fait à sa place. Il aurait voulu flotter, habiter la mer... » Ce que fit d'ailleurs Yves Tanguy en burlonnant dans la marine marchande. Il a également crapahuté dans le désert tunisien avec les chasseurs d'Afrique, traîné misère à Montparnasse. Avec Jacques Prévert, Marcel Duhamel, Desnos ou Péret, il vit rue du Château, dans une maison qui devient le lieu de rendez-vous des surréalistes. Surréaliste, Yves Tanguy le sera tout du long, fidèle à André Breton. Il le sera en exil, premier du groupe à gagner l'Amérique en 1939. Il le sera encore après-guerre, lorsque, installé dans le Connecticut, il entretient une longue, savoureuse et vacharde correspondance avec Marcel Jean. Ces lettres, reliées en volume, sont exposées à la galerie Malingue, qui a réussi le petit exploit de réunir plus de quarante tableaux, dessins et gouaches de toutes les périodes de Tanguy, une véritable rétrospective. « Peintures oniriques », selon la formule consacrée, exécutées avec une précision maniaque qui n'est pas pour rien dans la fascination qu'elles inspirent. Tanguy rend le rêve concret, lui donne l'illusion du réel. Et la galerie Malingue se donne, le temps d'une exposition, l'allure d'un petit musée.

Harry Bellet

Galerie Daniel Malingue, 26, avenue Matignon, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-66-60-33. Jusqu'au 12 juillet. Catalogue, 108 p., 15 €. Photo L'Arche du Soleil, 1947, D.R.

## La Renaissance en vingt-neuf stations

UNE EXPOSITION avec vingt-neuf œuvres peut paraître mince. Mais, si elles s'échelonnent de 1300 à 1560, on salue l'exploit et on y passe quelques heures. Chacune a ses histoires à raconter : sa découverte par Claire et Giovanni Sarti, son étude et son attribution prudente par des historiens de la Renaissance. Et celle que les amateurs tenteront de reconstruire : quel imaginaire régnait-il dans les Abruzzes, au début de 1400, pour qu'un peintre montre l'extase de Marie-Madeleine qui décollait de son désert pour léviter ? A quoi pensaient ces jeunes mariés, un demi-siècle plus tard, en contemplant depuis leur lit de nocces ce panneau de coffre représentant *Le Triomphe de la Renommée*, jolie allégorie au char tiré par des chevaux blancs, et *Le Triomphe du Temps*, vieillard chenu courbé sous le poids d'un sablier ? Espérait-il vraiment une épouse chaste, cet autre qui, vers 1472, offrit à sa promise les scènes édifiantes de l'histoire de Camille, consacrée à Diane par son père Metabus, roi des Volscques ? Couples modernes qui vous endormez devant la télévision, songez aux nuits que vous inspireraient de tels panneaux. Certes, ils coûtent un peu plus cher qu'un écran plat. Ils sont plus rares, aussi : les musées les achètent à tour de bras. Mais se planter un moment devant la figure d'apôtre peinte par Carlo Crivelli vers 1475, brandissant sa bible, et se dire qu'il ressemble diablement à Alain de Greef, l'ancien directeur des programmes de Canal +, popularisé par les Guignols, produit un sacré choc culturel dont il faut remercier ici les excellents marchands que sont les Sarti.

Ha. B.

« Fonds d'or et fonds peints italiens, 1300-1560 ». Galerie Sarti, 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-89-33-66. 228 p., 45 €.

## Les Sex Pistols se reforment pour le Jubilé de la reine

VINGT-CINQ ANS après avoir fait scandale lors du précédent Jubilé, le groupe punk britannique des Sex Pistols va se reformer pour un concert unique le 27 juillet, au centre de sports de Crystal Palace, à Londres, afin de célébrer à sa manière le cinquantenaire de l'accession au trône d'Elizabeth II d'Angleterre. Le chanteur du groupe, John Lydon (alias Johnny Rotten), a expliqué, jeudi 16 mai, qu'il ne souhaitait pas gâcher la fête de la reine, qu'il affirme détester un peu moins que le prince Charles et le premier ministre Tony Blair. « C'est sa fête, et franchement, il est déjà manifeste que ce sera foutrement nul », a-t-il observé. John Lydon chantera aux côtés de Steve Jones, Glen Matlock et Paul Cook, soit la formation d'origine des Sex Pistols, qui s'était déjà reconstituée en 1996 dans un but strictement lucratif. La maison de disques Virgin en profite pour remettre en vente, à partir du 27 mai, la chanson *God Save The Queen*. Bannie par la BBC en 1977, elle avait valu aux Sex Pistols d'être arrêtés en juin de cette même année, alors qu'ils interprétaient à bord d'une péniche sur la Tamise. – (AFP.)

## Théâtre

DIJON

### Frictions

Le festival Frictions, organisé par le Centre dramatique national de Dijon-Bourgogne, dirigé par Robert Cantarella, a pour ambition de « reconnaître au théâtre sa fonction politique, en assumant la valeur poétique ». Les écritures contemporaines sont au cœur du programme : Eric Didry met en scène, dans *Non ora non qui*, son adaptation de *Une fois, un jour*, de Erri de Luca ; Eloi Recoingo crée *Ellen Foster*, d'après le roman de Kaye Gibbons ; Serge Tranvouez met en scène *P'tite souillure*, de Koffi Kwahulé ; la chorégraphe Emmanuelle Huynh se lance dans *Tentative pour corps, texte et table*, inspirée par les poèmes de

Christophe Taxos ; Nicolas Klotz présente *L'intrus*, de Jean-Luc Nancy, avec quatre acteurs, trois danseurs, cinquante téléviseurs et un mixeur de son.

**Théâtre du Parvis-Saint-Jean, rue Danton, Dijon (Côte-d'Or)**. Tél. : 03-80-30-12-12. Jusqu'au 26. Entre 12 heures et 20 heures. De 6 à 12 € par spectacle. Pass festival : 15 €.

**MONTREUIL**

### Le concours

En 1998, Anton Kouznetsov est revenu dans sa ville natale de Saratov, sur les bords de la Volga, où il a été nommé à la direction artistique du Théâtre académique. Formé à l'école de Lev Dodine, il appartient à cette génération de comédiens et metteurs en scène russes née au temps de la perestroïka, qu'on a découverte en France avec un spectacle-fétiche, *Gaudeamus*. Le Concours,

d'Alexandre Galine, qu'Anton Kouznetsov présente à Montreuil, met en scène des femmes qui ont répondu à l'annonce d'une firme japonaise à la recherche de show-girls pour Singapour.

**Centre dramatique national de Montreuil, 26, place Jean-Jaurès, Montreuil (Seine-Saint-Denis)**.

**M' Mairie-de-Montreuil**. Tél. : 01-48-70-48-90. Jusqu'au 26. Mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20h30 ; jeudi à 19 h 30, dimanche à 17 heures. De 8,5 € à 17 €.

**SARREBRUCK**

### Perspectives

Perspectives nouvelles de Sarrebruck devient un Festival franco-allemand des arts de la scène, cofinancé par la Ville de Sarrebruck, le Land de Sarre, le département de la Moselle et le ministère de la culture et de la communication. En ouverture, Peter

Brook crée sa version française de Hamlet, qui vient en contrepoint de la version anglaise présentée en 2001 aux Bouffes du Nord. Le spectacle sera ensuite donné au Festival lyrique d'Aix-en-Provence et, à l'automne, à Paris. Sont également invités : Thomas Ostermeier, le directeur de la Schaubühne de Berlin, avec sa mise en scène de *Supermarket*, de Biljana Srdjanovic ; Martin Wuttke, fantastique comédien, dans un monologue de Paul Pampler, *Artaud erinnert sich an Hitler und das Romanische Café* ; le Français Jean-Michel Bruyère, avec *Enfants de nuits*, né d'un long travail avec les enfants des rues de Dakar (qui sera présenté au Festival d'Avignon)...

**K4 Forum, St-Johanner Markt, Sarrebruck (Allemagne)**. Tél. : (49) 681-93-86-009 (renseignements et réservations en français). Jusqu'au 25. A partir de 17 h 30. De 9 € à 26 €.

## Sélection disques classiques

Suomi

*Musique chorale finlandaise. Œuvres de Jean Sibelius, Einojuhani Rautavaara, Jaakko Mantyjärvi et Toivo Kuula.*

Chœur de chambre Accentus, Eric Ericson (direction).



Après une première rencontre discographique en forme de panorama sans participation

d'envergure (*Le Monde* du 25 mars 2000), Eric Ericson retrouve l'ensemble Accentus pour un tour d'horizon finlandais autrement plus exigeant. Il en résulte la plus belle livraison jamais produite en la matière – prononciation comprise – par des interprètes « étrangers ». Avec des tempis alertes et le refus de l'empatement, le vieux maître suédois entend se démarquer de ses collègues finlandais qui abordent souvent les pièces du répertoire comme des reliques nationales. Déployées avec simplicité, ces pages souvent empreintes de folklore ne manquent pas de profondeur. Ainsi le poignant *Sortunut aani* et le délicat *Rakastava*, deux perles sibéliennes sont magnifiquement servies en ouverture d'un programme qui retient la force dramatique de l'habile Rautavaara, la verve pseudo lapone du jeune Mantyjärvi et la riches-

se infinitésimale du coloriste Kuula. Sous-titré « *Suomi/Finland* » (le nom du pays de Sibelius en finnois et suédois) pour rendre compte des deux langues principales utilisées, ce disque s'avère judicieusement conçu jusque dans sa photo de couverture où figure un vase de l'architecte Alvar Aalto devenu un best-seller du design finlandais. – P. Gi

1 CD Naïve

**GEORGES APERGHIS**

*Cinq pièces pour espéro et violoncelle. Faux mouvement. Les secrets élémentaires. Requiem furtif. La nuit en tête.*

Donatienne Michel-Dansac (voix), ensemble SIC.

Longtemps considéré dans le seul domaine du théâtre musical, Georges Aperghis (né en 1945) s'est imposé ces dernières années dans des genres où on ne l'attendait pas. Par exemple avec l'oratorio *Hamletmaschine*, d'après Heiner Müller, qui semble avoir constitué un tournant dans son travail. Au point que dans la production récente de musique de chambre, l'on perçoit si les œuvres ont été écrites avant ou après l'oratorio. En majorité, les contributions antérieures se rejoignent par une sorte de mal-être du son. Fragilité et dérèglement dans les *Cinq pièces pour espéro et violoncelle*, application désespérée à remplir le vide dans *Faux mouvement* et circonvolutions évasives

avec *Les secrets élémentaires*. Sans parler du *Requiem furtif* où la percussion fouette le violon à mort ! Tout cela est encore à l'origine de *La nuit en tête*, septuor tribal créé par l'ensemble Sic quelques mois après la révélation de l'oratorio au Festival Musica. Mais les sons étonnés de la voix et les hullements instrumentaux sont transcendés pour ouvrir sur un monde inouï comme une hypnotique polyphonie de ventricloques. – P. Gi

1 CD Zig-Zag territoires. Distribué par Harmonia Mundi.

**NIKOLAUS BRUHN**

### Cantates allemandes

Cantus Cölln, Konrad Junghanel (direction).

Organiste, violoniste, violiste et compositeur, Nikolaus Bruhn (1665-1697) passa tel un météore dans le ciel baroque allemand. Emule de Buxtehude avec qui il avait étudié à Lübeck, devenu organiste à Copenhague puis à Husum dans le Schleswig-Holstein, le virtuose nord-allemand (le plus grand après Buxtehude) devait disparaître à l'âge de 32 ans non sans avoir laissé une douzaine de cantates sacrées toutes plus inventives les unes que les autres. Tour à tour tirées de la Bible, de psaumes ou de poésies religieuses, les six cantates choisies par le Cantus Cölln illustrent ce lien tangi-

**STÉPHANE PENCRÉACH**  
Galerie Beaubourg  
Château Notre-Dame des Fleurs  
Vence - Tél. 04 93 24 52 00  
http://www.galerie-beaubourg.com

# Nicolas Philibert, le cinéaste de l'invisible

Le réalisateur présente à Cannes son documentaire « Etre ou avoir », regard attentif et chaleureux sur une classe unique de primaire

AVEC son petit chapeau et sa moustache blonde qui dégénère en barbe mal rasée autour de ses yeux bleus et rieurs, il a plutôt l'air d'un pêcheur du port de Cannes tout proche que d'un cinéaste invité par le Festival. Si Nicolas Philibert ne cultive ni le look artiste ni la recherche vestimentaire, il n'affirme pas moins à qui lui demande quelle est son activité : « Je fais des films. » Des films, pas « des documentaires », même si techniquement la quasi-totalité de son œuvre (une quinzaine de titres de toutes durées depuis un quart de siècle) relève de ce domaine. Documentaire où s'affirme une singularité de regard et de style, *Etre et avoir*, présenté en séance spéciale dans la sélection officielle, suscite chez Philibert le regret qu'il ne soit projeté que dans la « petite » salle Buñuel : « j'aurais rêvé d'être dans une grande salle, le film gagne à être vu par beaucoup de spectateurs ensemble. »

Il l'a déjà été, par les exploitants des salles Art et Essai, qui l'ont plébiscité, tout comme les représentants des grands circuits, eux aussi enthousiasmés par cette description attentive et chaleureuse du fonctionnement d'une classe unique dans un village du Massif central. Avec ce qui semble les moyens les plus élémentaires, c'est un chant magnifique et puissant qui s'élève, à tout ce qui contribue à ce que les humains vivent dignement ensemble. Nicolas Philibert se réjouit de l'accueil unanime que suscite son film, à un moment où il ne semble pas superflu de rappeler clairement les valeurs essentielles de la démocratie.

Mais il y accorde moins d'importance qu'à la véritable avant-première du film, à Clermont Ferrand : il n'y a pas de cinéma à Saint-Etienne-sur-Usson pour montrer aux enfants et à leurs parents ce qu'il avait filmé au cours des dix semaines, réparties entre décembre 2000 et juin 2001, où il avait filmé. Leur accueil et celui de l'instituteur, qui est la figure centrale d'*Etre et avoir*, ont rasséréiné un cinéaste qui dit accorder une extrême importance à « ce qu'il [il] laisse derrière [lui], une fois le tournage achevé » : « Je m'empare un petit peu de la vie des gens, il faut leur restituer quelque chose ensuite. » Il a aujourd'hui une occasion d'y revenir en préparant la prochaine édition de quatre de ses longs métrages (*La Ville Louvre, Le Pays des sourds, Un animal, des animaux et La Moindre des Choses*) en DVD. S'il a choisi de filmer un « coup de gueule » d'Emmanuelle Laborit en complément du *Pays des sourds*, le bonus de *La Moindre des Choses* est constitué d'une conversation avec Jean Oury, le cofonda-

## BIOGRAPHIE

### ► 1951

Naissance à Nancy.

### ► 1970

Stagiaire sur « Les Camisards », de René Allio.

### ► 1978

Co-réalise avec Gérard Mordillat « La Voix de son maître ».

### ► 1997

Participe au collectif des cinéastes en faveur des sans-papiers.

teur (avec Félix Guattari) de l'institut de psychiatrique de La Borde.

Le cinéaste se souvient y être venu pour la première fois plutôt réticent à l'idée de filmer dans ce milieu. Au terme d'une longue visite, Jean Oury constatant sa réserve lui avait dit qu'il la comprenait : « Ici, il n'y a rien à voir. Mais, si un jour vous avez envie de filmer l'invisible, vous serez le bienvenu. » « Un cinéaste ne résiste pas à un tel défi », sourit Philibert, avant de souligner que *La Moindre des Choses* n'est pas un film sur la folie ou sur La Borde, pas plus qu'*Etre et avoir* n'est un film « sur » l'école ou les classes uniques. « Je me méfie beaucoup des sujets. Lorsqu'on sait à l'avance ce qu'on veut filmer, ça n'a aucun intérêt, on ne fait pas du cinéma, tout au plus de l'illustration. Je ne fais pas de films en position d'expert, du haut d'un savoir préconçu. A la limite, moins j'en sais, mieux je m'en trouve. Pour tourner *Le Pays des sourds*, je n'ai pas rencontré de spécialistes ni lu d'ouvrages savants sur la question. Mais j'ai appris le langage des signes. »

Cette disponibilité flottante aux sollicitations du monde, le réalisateur avait rêvé de la pousser encore plus loin en proposant à Arte, qui produit la série « Voyages, voyages », d'aller tenir un journal filmé dans

une ville choisie par hasard : « Ils ont refusé. Pourtant, n'importe où il y a à voir, à comprendre, à raconter. » Sur ses tournages, cette présence-absence passe par la recherche de la « bonne distance, tout se joue là ». Cette bonne distance – qui n'a rien d'un nombre d'or : « chaque cinéaste a la sienne, qui définira son style » – est affaire de construction, de rapports humains, autant que de position dans l'espace. Avec son opérateur et son preneur de son, le réalisateur n'a pas cherché à se faire oublier des enfants et du maître pour filmer, mais a établi ouvertement les règles d'un travail, le sien, articulé à un autre travail, le leur.

## HISTOIRE DE RENCONTRES

Fils d'un prof de philo fou de cinéma (il en sera un des premiers enseignants, à la fac de Grenoble, à la fin des années 1960), le jeune Nicolas n'était pas destiné, malgré des débuts prometteurs, à rester un cancre. Après une licence de philo, il devient stagiaire sur un film magnifique et méconnu du début des années 1970, *Les Camisards*, de René Allio, aussi formateur par son sujet que par ses conditions de fabrication. Ensuite, « ce fut affaire de rencontre, de belles rencontres... », dit le cinéaste, employant le même terme que pour justifier un projet de

film ou le lieu et les gens avec lesquels il le mettra en œuvre.

Sur ce chemin à la fois désiré et accepté, parcouru comme il parcourut jadis selon ses propres géographies la mémoire picturale dans *La Ville Louvre*, balisé par l'éternelle préoccupation du « vivre ensemble », qu'il s'agisse de la petite troupe de théâtre de *Qui sait* ou de la communauté d'une école et d'un village, le cinéaste n'en finit pas de bouger, même s'il se défie des explicitations trop affichées. Il reconnaît que lui, qui ne « comprenait rien à la technique », est devenu son propre monteur, sur film puis, désormais, sur ordinateur, tout comme il est devenu son propre cadreur. Il est aussi en train, après plus de dix ans de responsabilités au sein de la Société des réalisateurs de films, le syndicat des cinéastes, de s'en éloigner : « Je ne suis définitivement pas un militant. »

Il préfère poser des questions que donner des réponses, et surtout écouter. Pour relancer la parole de Jean Oury, il a proposé à celui-ci une liste de mots que le psychiatre affectionne. Parmi eux, certains comme « connivence » ou « hétérogénéité » conviennent bien aussi à Nicolas Philibert.

Jean-Michel Frodon



JEAN-MICHEL TURPIN/GAMMA

## LES GENS DE CANNES

■ A deux pas du fameux tapis rouge, un écran géant se dresse sur la mer, devant une quinzaine de cabines de bain en bois aux rayures multicolores : cette année, à Cannes, le cinéma sort du « bunker » et prend ses quartiers sur la plage, dans un décor tout droit sorti de l'univers de Jacques Tati. Pour la première fois dans l'histoire de Cannes, la Salle des sables, inaugurée jeudi soir par le ministre de la culture, Jean-Jacques Aillagon, et Véronique Cayla, directrice générale du Festival, offre tout au long du rendez-vous cinéphilique cannois des projections gratuites sous les étoiles et les pieds dans l'eau. Au programme : un cycle Jacques Tati, mais aussi un hommage à Billy Wilder, avec la projection de *Certains l'aiment chaud* et la présentation de plusieurs courts métrages en compétition.

■ *L'Attaque des clones*, nouvel épisode de la saga *La Guerre des étoiles* est sorti simultanément sur les écrans de soixante-quatorze pays, un nombre record dans l'histoire des sorties internationales de films. « C'est la plus importante sortie mondiale et aussi le record du nombre de projections en numérique », assure un porte-parole de la 20<sup>e</sup> Century Fox, qui distribue le film.

■ Sous le titre « Une volonté politique claire », Jean-Jacques Aillagon, le ministre de la culture et de la communication, a accordé une interview à Marie-Claude Arbaudie, rédactrice en chef du *Film français* (daté 17 mai). Cette dernière vient d'être nommée conseillère technique au cabinet de M. Aillagon, en charge du cinéma.

■ Harvey Weinstein, coprésident de Miramax, en présentant vendredi son accord de partenariat pour la distribution et la production de films avec TF1, a déclaré au *Monde* : « Nous allons pouvoir financer des films français, en bénéficiant du visage amical de TF1 et de la main de Miramax (...) Cet accord, a-t-il ajouté afin de lever toute ambiguïté, a été conclu avant que Canal+ ne connaisse ses problèmes ? »

■ Le Centre national de la cinématographie (CNC) vient de rendre public son bilan annuel. Comme annoncé, l'année 2001 est celle de tous les records : les 5 236 salles françaises ont accueilli 185,82 millions de spectateurs, soit une progression de 12 % par rapport à l'année précédente ; les recettes globales des cinémas ont profité de cette embellie, dépassant pour la première fois 1 milliard d'euros (+ 13,7 % par rapport à l'année précédente). Le cinéma français s'est octroyé 41,5 % de part de marché (contre 28,5 % en 2000). Selon le CNC, « la France demeure le pays européen où le poids du cinéma d'outre-atlantique est le plus faible ».

## TÉLÉVISION

### La télé fusil du Jihad

Elle se présente, d'une part, comme une chaîne généraliste ordinaire, avec programmes pour enfants, magazines et journaux télévisés. Mais, d'autre part, elle se conforme résolument à sa devise : « La chaîne de la résistance et de la libération ». Al Manar TV, installée à Beyrouth, est l'organe du Hezbollah, le Parti de Dieu, mouvement chiïte libanais soutenu par l'Iran et, dans une moindre mesure, la Syrie. Depuis que les Israéliens ont évacué le Liban sud, où le Hezbollah était l'élément majeur de la lutte armée contre « l'ennemi sioniste », Al Manar étend davantage son audience, surtout auprès des Palestiniens lancés dans une nouvelle Intifada. Elle ne dissimule pas sa vocation de propagande et, notamment, diffuse en série des « clips » qui ne cessent de dénoncer les « crimes » d'Israël et de louer les « martyrs » qui se sacrifient contre l'Etat juif. Sans nuance, l'étoile de David est assimilée à la croix gammée. « Ce qu'Hitler a fait avec les juifs, le sionisme le fait avec les Palestiniens, dit le directeur de la chaîne. C'est ça le message que nous faisons passer. [...] Les clips aident le fusil. » Cette plongée au cœur d'une télévision de combat introduit un débat, animé par Yves Calvi, sur la presse en temps de guerre, dans le cadre du magazine « C dans l'air ». – F. C.

« Al Manar TV : au nom du Hezbollah », lundi 20, à 17 h 05, France 5.

## DIMANCHE 19 MAI

### ► Jeunes talents Cannes 2002

9 h 15, France 5  
Présenté le 20 mai, en séance spéciale, devant le public cannois, « Jeunes talents Cannes 2002 » s'attache à promouvoir de jeunes comédiens et réalisateurs auprès des professionnels du cinéma et de la télévision. Sous la direction artistique de l'écrivain Florence Mauro, l'écriture et la réalisation de ces dix courts-métrages de cinq minutes sur le thème « Je

veux travailler » ont été confiées à des figures déjà remarquées dans le domaine du court ou du long-métrage : Pierre Pinaud, Sylvia Calle, Emmanuel Bourdieu, etc. A l'arrivée, des films d'une grande diversité de styles et de tons – de la comédie à la chronique dramatique –, qui portent en commun un regard acéré sur le monde du travail.

### ► Ingénues et femmes fatales d'hier et d'aujourd'hui

16 h 10, France 5  
Ce documentaire, signé Mei Chen

Chalais et Gilles Nadeau, propose un voyage dans le temps à la rencontre d'ingénues d'antan – entre autres Brigitte Bardot, Anouk Aimée, Romy Schneider et Claudia Cardinale – devenues des stars. Reposant sur l'assemblage d'archives doublées d'interviews plus récentes, le film évoque les transformations du statut de vedette au cours des cinquante dernières années.

### ► L'Autre

22 h 20, TV5  
Le fils d'une famille de la bourgeoisie cairote tombe amoureux d'une jeune étudiante en journalisme. Derrière une intrigue mélodramatique, ce film de Youssef Chahine, réalisé en 1999, dresse un portrait de l'Egypte contemporaine coincée entre islamisme radical et corruption.

### ► Capital

20 h 50, M6  
A l'heure où le statut des intermittents du spectacle fait débat, en France, *Capital* propose, dans une émission intitulée « A qui profite le star business ? », un reportage de Fabien Vinçon sur les délocalisations des productions cinématographiques américaines et européennes en Roumanie. Avec des coûts de production jusqu'à dix fois plus bas qu'ailleurs et des figurants payés 7 euros par jour, la Roumanie attire de plus en plus

les producteurs étrangers soucieux de faire des économies.

## LUNDI 20 MAI

### ► Hope and Glory

20 h 45, Canal Jimmy  
Réalisé en 1987, *Hope and Glory* évoque la vie d'un petit garçon anglais, habitant la banlieue de Londres, pendant la seconde guerre mondiale. Une chronique réaliste et très britannique, inspirée des propres souvenirs du réalisateur John Boorman et vue à travers le regard d'un enfant.

### ► Un jour dans la vie du cinéma français

23 h 15, France 3  
Projet d'envergure, ce documentaire reprend une idée du magazine *Studio Magazine*, qui avait publié, il y a quelques années, une collection de photos prises, le même jour, sur différents lieux où se « fabrique » le cinéma. Pour le Festival de Cannes, Christophe d'Yvoire, rédacteur en chef à *Studio Magazine*, et Jean-Thomas Ceccaldi, réalisateur à 2P2L, rêtèrent l'exercice. Mercredi 27 mars, vingt-sept équipes ont filmé comédiens, cinéastes et techniciens au travail, de Hawaï à Paris et de New-York à Lisbonne. Un film hommage, commenté par la voix de Pierre Lescure, ancien patron de Canal+.

## RADIO

## DIMANCHE 19 MAI

### ► Interception

9 heures, France-Inter  
Gwénaëlle Abolivier est partie dans la péninsule du Yucatan, sur la côte est du Mexique. Il y a deux mois, une équipe d'archéologues du CNRS redécouvrait le site de « Rio Bec ». Repéré dans les années 1900 par un archéologue français, ce site archéologique, abritant des temples mayas, était depuis tombé dans l'oubli. Les archéologues, aidés d'ouvriers mayas, reprennent les fouilles avec l'espoir de mettre à jour ces vestiges du passé.

### ► Cosmopolitaine

14 heures, France-Inter  
En direct de Saint-Malo où se tient, jusqu'au 20 mai, la treizième édition du Festival Etonnants voyageurs, consacré cette année à la littérature africaine, Paula Jacques reçoit, notamment, l'écrivain suédois Bjorn Larsson qui vient de publier *La Sagesse de la mer* (Ed. Grasset).

### ► Passage à l'acte

21 h 40, France-Culture  
A l'honneur : les artistes venus d'Europe de l'Est. Rencontres avec Anton Kouznetsov, metteur en scène russe, Evguéni Grichkovets, auteur et metteur en scène russe.

### ► Saga

24 heures, RTL  
A l'occasion de la sortie du nouvel album de James Brown, *The Next*

*Step* et de sa venue en France pour trois concerts, Georges Lang revient sur la carrière du chanteur mythique.

## LUNDI 20 MAI

### ► RFI Reportage

19 h 40, RFI  
Pour la quatrième année consécutive, la Fondation 93 et RFI proposent à des collégiens et lycéens de Seine-Saint-Denis de réaliser un projet radiophonique. Cette année, les élèves, guidés par des journalistes professionnels, ont réalisé quatre émissions sur le thème du territoire. Elles seront diffusées, de lundi à jeudi, dans le cadre du magazine RFI reportage.

### ► Wynton Marsalis Septet

21 heures, TSF  
En concert, à l'occasion d'une semaine spéciale consacrée au Festival de Montréal : Wynton Marsalis Septet.

### ► Décibels

20 h 30, France-Culture  
« Festival de Cannes : musique et images, les liaisons dangereuses ? » Jeanne-Martine Vauchez s'entretient avec Lalo Schiffrin (compositeur, entre autres, de génériques de séries télévisées), Michael Nyman (auteur notamment des bandes originales des films de Peter Greenaway) et Bruno Coulais (compositeur de la musique du film *Le Peuple migrant*).

## RADIO-TÉLÉVISION

SAMEDI 18 MAI

## TF1

**16.05** Dawson Les dieux les font tomber sur la tête. Série **17.00** Angel Origines. Série **17.50** Sous le soleil Une blessure trop profonde. Série **18.55** Le Maillon faible **19.55** Météo, Journal, Tiercé, Météo.



**20.30** FOOTBALL Match amical. France - Belgique. 20.45 Coup d'envoi. 9390321 **Dernier match de l'équipe de France, avant son départ, demain, pour Osaka. Une équipe de France privée de Zinedine Zidane, resté aux côtés de son épouse pour assister à la naissance de leur troisième enfant.** **22.45** Avec les champions Magazine 844692.

**23.10** LES EXPERTS L'étrangeur de Las Vegas. O 208296. Bombes à retardement O 9824760. Série. Avec William L. Petersen, George Eads, Gary Dourdan, Marg Helgenberger, Jorja Fox.

**1.05** Les Coups d'humour Invité: Michel Vivacqua **1.40** Reportages Les amoureux de Porquerolles **2.05** Très chasse **3.00** Anna Maria **Série 3.45** Histoires naturelles **4.15** Musique **4.45** Aventures asiatiques (55 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**13.05** Comment je me suis disputé.. (ma vie sexuelle) ■■■ Arnaud Desplechin. Avec Mathieu Almaric (France, 1996, 175 min) O **CineCinemas 3**  
**14.40** Cible émuovante ■■■ Pierre Salvadori (France, 1992, 85 min) O **Cinéstar 1**  
**14.50** Le Grand Sommeil ■■■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1946, N., v.m., 110 min) O **TCM**  
**15.00** Les Mariés de l'an II ■■■ Jean-Paul Rappeneau (France, 1971, 95 min) O **Cinétoile**  
**15.50** Papa est en voyage d'affaires ■■■ Emir Kusturica (Yougoslavie, 1984, 130 min) O **Cinéfaz**  
**16.05** La Guerre des cerveaux ■■■ Byron Haskin (Etats-Unis, 1968, v.m., 105 min) O **CineCinemas 1**  
**17.00** Firefox, l'arme absolue ■■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1982, v.m., 120 min) O **TCM**  
**19.00** Le Tigre du ciel ■■■ Gordon Douglas (Etats-Unis, 1955, 105 min). **TCM**  
**22.30** Le Kid de Cincinnati ■■■ Norman Jewison (Etats-Unis, 1965, v.m., 110 min). **TCM**  
**23.00** Le Moulin des supplices ■■■ Giorgio Ferroni (France - Italie, 1960, 85 min) O **CineClassics**  
**23.05** Le Grand Saut ■■■ Ethan Coen et Joel Coen (Etats-Unis, 1994, v.m., 110 min) O **CineCinemas 1**  
**0.20** Sept jours en mai ■■■ John Frankenheimer (Etats-Unis, 1963, N., v.m., 115 min). **TCM**

## FRANCE 2

**16.10** Le Grain de sable Téléfilm. David Drury. Avec Caroline Goodall, Nathaniel Parker (GB, 1998) [1 et 2/2] O **18.50** Union libre Avec David Charvet **20.00** Journal **20.40** Tirage du Loto **20.45** Météo.



**20.55** C'EST SHOW Best of. Divertissement présenté par Patrick Sébastien. Invités: Nicolas Canteloup, Bruno Salomone, Bud, Patrick Robine, Tex, Les Agios, Vincent Rocca, Michel Villano, Didier Bénureau. 5069963

**23.05** TOUT LE MONDE EN PARLE Remix sexy. Magazine présenté par Thierry Ardisson. 59516079

**1.45** Tennis Masters Series. Tournoi messieurs de Hambourg (All.). Demi-finales. En différé 47979074 (190 min).

## FRANCE 3

**15.30** Côté maison Magazine **16.00** La Vie d'ici Magazine **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport Magazine **20.20** ET 2.35 Euro millionnaire.



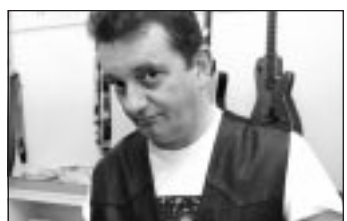
**20.55** LES RIVES DU PARADIS Téléfilm. Robin Davis. Avec Richard Bohringer, Bernard Verley, Diane Bellego, Coraly Zahonero, Julien Boisselier (1997) O. 271708 **Le combat d'un fermier menacé d'expulsion contre un maire peu scrupuleux qui a décidé de lui confisquer ses terres pour y bâtir un complexe de remise en forme.**

**22.25** FAUT PAS RÊVER Magazine présenté par Laurent Bignolas. Invité: Janot Lambert. Au sommaire: Thaïlande: Concours de diva; France: Les magiciens de la pellicule; Guinée: Le cirque Baobab. 5934692

**23.35** Météo, Soir 3 **0.00** « Les Désaxés », le tournage Documentaire. Gail Levin 70093. **0.55** Saga-Cités Mon nom a une histoire **1.25** Sorties de nuit Magazine **2.55** Soir 3 **3.20** On ne peut pas plaire à tout le monde (135 min).

## CANAL+

**15.00** Rugby Top 16 (6<sup>e</sup> journée) **17.05** Mini-monstres en 3D **17.25** Petit pari entre ami Téléfilm. Kenny Griswold (EU, 1999) **En clair jusqu'à 21.05** **19.00** Journal **19.15** Encore + de cinéma **19.50** + clair **20.30** Le Cours Florent.



**21.25** SAMEDI COMÉDIE **21.25** H Une histoire de chiot O 661321. Série. Avec Sophie Mounicot, Jean-Luc Bideau, Jamel Debbouze, Eric Judor, Ramzy Bedia. **Bénéficiaire d'une fécondation in vitro pratiquée par Strauss, Clara tombe enceinte; mais Aymé fait bientôt une inquiétante découverte.** **21.50** Grolandsat Divertissement O 882147.

**22.10** LES YEUX DANS LES BLEUS 2 La préparation Documentaire. Stéphane Meunier (2002) O. 4481128 **23.40** ET 1.35 Surprises **0.00** Arachnid Film. J. Sholder. Avec C. Potter. *Horreur* (Esp., 2001) O.

**1.45** Bread and Roses Film. Ken Loach. Avec Pilar Padilla, Adrien Brody. *Drame* (GB, 2000, v.o.) 5137364 **3.30** Circus ■ Film. Rob Walker. Avec John Hannah, Famke Janssen. *Suspense* (GB, 2000, DD, 95 min) O 5985093.

## FRANCE 5 / ARTE

**18.05** Le Magazine de la santé **19.00** Le Forum des Européens Les clandestins en Europe **19.45** Arte info **20.00** Le Dessous des cartes Le Japon: Le Temps [1/4] **20.10** Météo **20.15** Alex Katz, éloge du style.



**20.40** LES DÉRACINÉS Téléfilm. Jacques Renard. Avec Georges Corraface, Luce Mouchel, Julia Maraval, Robert Castel, Isaac Sharry (France, 2001) [2/2]. 511147 **Les frères Seban, grâce au financement de Rolliat, ont pu monter leur projet de club de vacances.** **22.15** Spécial Cannes - Metropolis Portrait de Blanca Li; Festival de Cannes 2002 7176505.

**23.10** CYCLE « REGARDS NOIRS D'AFRIQUE ET DES ANTILLES » - ROUES LIBRES Téléfilm. Sidiki Sijiri Bakaba. Avec Adama Dahico, Plácido Batoro, Daouda Traoré (Fr. - Côte-d'Ivoire, 2001, v.o.). 6374944

**0.35** En direct de Cannes Magazine 7470451 **1.25** Sunday ■ Film. Jonathan Nossiter v. Avec David Suchet, Lisa Harrow. *Comédie dramatique* (EU, 1997, v.o., 85 min) O 51946600.

## M 6

**16.40** Chapeau melon et bottes de cuir Je vous tuerai à midi. Série **17.40** Turbo **18.22** Warning **18.25** Caméra Café Série **19.00** Loft Story **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Plus vite que la musique **20.40** Cinésix.



**20.50** LA TRILOGIE DU SAMEDI **20.50** Charmed Face à son destin O 787724. Série. Avec Holly Marie Combs, Alyssa Milano, Rose McGowan, Brian Krause, Coolio. **21.40** Le Caméléon Sur la corde raide O 7165499. Série. Avec Michael T. Weiss, Andrea Parker.

**22.35** LE LOFT DU SAMEDI SOIR Divertissement présenté par Max et Séverine Ferrer. 9598296

**0.30** Players, les maîtres du jeu Du grand sport. Série. Avec Ice-T, Costas Mandylor O 3192093 **1.14** Météo **1.15** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (420 min) 70274600.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**18.35** Profession spectateur. **19.30** Désir d'Europe. **20.00** Elektronophonie. **20.50** Mauvais genres. Festival Etonnants voyageurs: Saint Malo. **22.10** Le Monde en soi. **0.05** Nocturnes. Invité: Philippe Morin. Maurice Ravel en son temps.

## FRANCE-MUSIQUES

**19.06** Un soir à l'opéra. **20.00** Jules César en Egypte. Opéra de Haendel, par le Concerto Copenhagen, dir. Lars Ulrik Mortensen, Andreas Scholl (Jules César), Sten Bryiel... **23.00** Le Bel aujourd'hui, par l'Ensemble Contrechamps: œuvres de Holliger, Bach.

## RADIO CLASSIQUE

**19.00** Intermezzo. (Œuvres de Bruch, Dvorák. **20.00** Les Rendez-Vous du soir. Erik Satie. **22.00** Da capo. Le chef d'orchestre Carl Schuricht: œuvres de Mozart, Beethoven, Mendelssohn, R. Schumann, Brahms. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

## DÉBATS

**12.10** ET 17.10 Le Monde des idées. Thème: La démocratie en crise. Invitée: Michèle Schnapper. LCI

## MAGAZINES

**17.35** Les Lumières du music-hall. Claude François. France Gall. **Paris Première**  
**18.00** Cap Bac. Les grandes phases de la seconde guerre mondiale. Les Etats-Unis et la seconde guerre mondiale. L'Europe dans la guerre de 1939-1945. Le bilan de la seconde guerre mondiale. La collaboration dans la France de Vichy. **Histoire**  
**18.15** Des racines et des ailes. Spécial Bruges. **TV 5**  
**19.45** Open club. Michel Subiela. **CineClassics**  
**21.05** Union libre. David Charvet. **TV 5**  
**22.20** Film, etc. Hommage à Yves Robert. **Cinétoile**  
**22.20** Une histoire de spectacle. Invité: Didier Gustin. **Paris Première**

## DOCUMENTAIRES

**17.00** A la recherche du « Bismarck ». **National Geographic**  
**17.05** Mahomet. [2/5]. La révélation. **Histoire**  
**17.15** Les Batailles de la guerre de Sécession. **Planète**  
**17.40** Tribus d'Afrique. [4/5]. Les Mursi. **Odyssée**  
**18.00** Les Lauréats. **Mezzo**  
**18.00** Paradis de la faune. Terre liquide. **Nat. Geographic**

**18.35** Hep Taxi. Barcelone. **Odyssée**  
**18.50** Jazz sous influences. [1/13]. Le blues. **Planète**  
**19.00** Pilot Guides. La Papouasie-Nouvelle-Guinée. **Voyage**  
**19.10** Les Mystères de l'Histoire. Les Mayas. **Chaîne Histoire**  
**19.30** Gladiateurs. Voyage au centre de l'arène. **Odyssée**  
**20.00** Et vogue la galère. **Voyage**  
**20.05** Le Premier Empereur. [2/2]. **Histoire**  
**20.10** Monsieur Hergé. **La Chaîne Histoire**  
**21.00** Jamu. Le léopard orphelin. **Nat. Geographic**  
**21.00** La Route des vins. La Bourgogne. **Voyage**  
**21.00** L'Insurrection Malgache de 1947. **Histoire**  
**21.55** Pierre Chauu. [3/4]. Les colères. **Histoire**  
**21.55** New York. L'ombre et la lumière. **Odyssée**  
**22.15** Tous en scène! Ou spectacles d'une élection. **TV 5**  
**22.15** Les Frères Coen. **CineCinemas 1**  
**22.50** Juan Carlos I<sup>er</sup>, un roi démocrate. **Histoire**  
**22.50** Les Variations de Vélasquez. **Odyssée**  
**23.00** Mangeurs d'hommes. **National Geographic**  
**23.00** Pilot Guides. L'Allemagne. **Voyage**

## SPORTS EN DIRECT

**15.15** Cyclisme. Tour d'Italie (6<sup>e</sup> étape): Cuneo - Varazze (181 km). **Eurosport**  
**20.00** Basket-ball. Pro A (Trentième et dernière journée): Asvel - Nancy. **Pathé Sport**  
**20.15** Handball. D1: Montpellier - ACBB. **Eurosport**

## DIMANCHE 19 MAI

## TF1

**13.00** Journal, Météo **13.25** Walker, Texas Ranger Le successeur. [1 et 2/2]. Série **15.10** La Loi du fugitif Manipulation spirituelle. Série **16.00** New York Unité Spéciale Lourdes peines. Série **16.55** Vidéo gag **17.53** Les Petits Foot Magazine **17.55** Le Maillon faible **18.50** Sept à huit Magazine **19.50** Des mots pour l'écrire **19.55** Météo, Journal, Tiercé, Météo **20.48** Trafic infos Magazine.



**20.50** LA GRANDE VADROUILLE ■ Film. Gérard Oury. Avec Bourvil, Louis de Funès, Terry Thomas, Claudio Brook, Mike Marshall. *Comédie* (France, 1966). 13830890 **Un chef d'orchestre et un peintre en bâtiment tentent de sauver des aviateurs anglais traqués par les Allemands. Un des plus grands succès du cinéma français.**

**23.10** DENT POUR DENT Film. Steve Carver. Avec Chuck Norris, Christopher Lee, Richard Roundtree, Matt Clarkper, Rosalind Chao. *Policier* (EU, 1981). 4496567 **Un policier de la brigade des stupéfiants affronte un réseau de trafiquants de drogue. Série B molle.**

**1.05** La Vie des médias Magazine **1.25** Concert Schwebel Enregistré à la chapelle royale du château de Versailles 98386943.

**2.30** Reportages Trois femmes d'action 6843402 **3.00** Anna Maria L'union fait la force. Série 5675285 **3.50** Ernest Léarde ou le roman de la biguine Documentaire 6973730 **4.45** Musique (15 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**14.40** Lone Star ■■■ John Sayles (Etats-Unis, 1996, 135 min). **TCM**  
**16.55** Ninotchka ■■■ Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1939, N., v.m., 125 min). **TCM**  
**18.00** L'Enfer du devoir ■■■ William Friedkin (Etats-Unis, 2000, 125 min) O **Cinéstar 2**  
**18.20** Pelle le conquérant ■■■ Bille August (Danemark, 1987, 145 min) O **Cinéstar 1**  
**19.25** Le Grand Bluff ■■■ Patrice Dally (France, 1957, N., 95 min) O **Cinétoile**  
**20.45** Miller's Crossing ■■■ Joel Coen et Ethan Coen (Etats-Unis, 1990, v.m., 110 min) O **CineCinemas 1**  
**20.55** La Grande Evasion ■■■ John Sturges (Etats-Unis, 1963, 170 min). **TCM**  
**21.00** Qui veut la peau de Roger Rabbit ? ■■■ Robert Zemeckis (Etats-Unis, 1988, 100 min). **Paris Première**  
**22.20** L'Autre ■■■ Youssef Chahine (France - Egypte, 1999, 100 min) O **TV 5**  
**22.35** Arizona Junior ■■■ Joel Coen (Etats-Unis, 1987, v.m., 90 min) O **CineCinemas 1**  
**22.40** Si je t'aime, prends garde à toi ■■■ Jeanne Labrune (France, 1998, 110 min) O **CineCinemas 3**  
**0.05** Le Grand Saut ■■■ Ethan Coen et Joel Coen (Etats-Unis, 1994, v.m., 110 min) O **CineCinemas 1**  
**0.15** Citizen Kane ■■■ Orson Welles (Etats-Unis, 1941, N., 125 min) O **Cinétoile**  
**1.05** La mémoire ■■■ Youssef Chahine (Egypte, 1982, 115 min). **TV 5**

## FRANCE 2

**13.00** Journal **13.15** J'ai rendez-vous avec vous Magazine **13.40** Météo **13.45** Vivement dimanche Invitée: Patricia Kaas **15.45** Viper Rivalité. Série **16.30** Nash Bridges Fin de partie. Série **17.20** Le Numéro gagnant Divertissement **18.00** C'est ma tribu **18.05** Stade 2 Magazine **19.20** Vivement dimanche prochain Invitée: Patricia Kaas **20.00** Journal, Météo.



**20.55** ZIDANE ELA Divertissement présenté par Michel Drucker. Invités: Zinedine Zidane, Zazie, Francis Cabrel, Céline Dion, Jean-Jacques Goldman, Yannick Noah, Alain Chamoit, Garou, Marc Lavoine, Lorie, Julien Clerc, Patrick Bruel, Laurent Voulzy, Mylène Farmer, Roch Voisine, Isabelle Boulay, Låam, Franck Scherbourne, Jean-Louis Aubert, Renaud, Michel Platini, etc. 5037364

**23.05** AU CŒUR D'UNE ÉQUIPE DE RÊVE Love United Documentaire. Pierre Quatrefores (2001) O 2747068 **The making of du clip de la chanson « Live for Love United », composée par Pascal Obispo et interprétée par quarante-cinq footballeurs.**

**0.20** Journal de la nuit, Météo **0.40** Contrecourant Les Kids cow-boys de Dublin. Documentaire. Bernard Crouzet 8898778.

**1.35** Automobilisme Championnat de France de Supertourisme. A Pau. En différé 6235759 **2.15** Live for Love United **2.20** Tennis Masters Series. Tournoi messieurs de Hambourg (All.). Finale. En différé (225 min) 39588778.

## FRANCE 3

**12.50** Le Sport du dimanche Motocyclisme: Championnat du monde. Grand Prix de France. La course des 250 cc et des MotoGP; 15:15 Basket-ball: Championnat de France. Pro A (3<sup>e</sup> journée). Chalons-sur-Saône - Pau-Orthez; 17:05 Judo: Championnats d'Europe. En Slovaquie **18.00** Icônes Dalida **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** Les Nouvelles Aventures de Lucky Luke.



**20.55** QUAND UN ANGE PASSE Téléfilm. Bertrand Van Effenterre. Avec Alexia Portal, Caroline Tresca d'Indy, Annie Sinigalia, Marc Duret (France, 1998). 7372884 **Quand sa fille lui apprend qu'elle est enceinte, une quadragénaire rangée se souvient de sa jeunesse révoltée.**

**22.40** Météo **22.45** Soir 3.

**23.00** FRANCE EUROPE EXPRESS Magazine présenté par Christine Ockrent, Gilles Leclerc et Serge July. Invités: François Fillon; Marie-Georges Buffet. 748616

**0.10** Cinéma de minuit Violence et passion ■■■ Film. Luchino Visconti. Avec Burt Lancaster, Silvana Mangano. *Drame* (Italie, 1974, v.o.) 3793469.

**2.10** Thalassa Magazine. Escalas dans les Terres australes et antarctiques françaises **3.40** Faut pas rêver Magazine. Invité: Janot Lambert 4999339 **4.45** Icônes Dalida, chez nous soyez reine (50 min) 9261407.

## CANAL+

**En clair jusqu'à 15.00** **13.35** La Semaine des Guinées **14.10** Le Zapping **14.25** La Grande Course **15.00** Rugby Top 16. Play-offs (6<sup>e</sup> journée). Perrigand - Toulouse ET Béziers - Montferland. En direct **16.55** Jour de rugby Magazine **17.25** Football Championnat d'Europe Espoirs 2002 (Groupe 2). Grèce - France **En clair jusqu'à 20.45** **19.20** Journal **19.30** Ça Cartoon Magazine.



**20.45** MISSION TO MARS ■ Film. Brian De Palma. Avec Gary Sinise, Tim Robbins, Don Cheadle, Connie Nielsen, Jerry O'Connell. *Science-fiction* (Etats-Unis, 2000) O. 939451 **Parti à la rescousse d'un équipage resté sur Mars, des astronautes vont découvrir l'origine de l'humanité.**

**22.35** L'EQUIPE DU DIMANCHE Magazine. 709838

**0.05** The Yards ■■■ Film. James Gray. Avec Mark Wahlberg, Joaquin Phoenix. *Policier* (EU, 2000) O 2196556. **Un jeune homme, de retour dans sa famille après un séjour en prison, est pris dans un engrenage dramatique.**

**2.00** Yi Yi ■■■ Film. Edward Yang. Avec Nian-zhen Wu. *Comédie dramatique* (Jap. - Taïwan, 1999, v.o.) O 75919469 **4.50** Le Cercle rouge ■■■ Film. J.-P. Melville. Avec Alain Delon, Bourvil. *Policier* (Fr., 1970, 135 min) O 77374001.

## FRANCE 5 / ARTE

**13.35** Les Guérisseurs de l'Himalaya **14.10** Sur les traces de Lindbergh [1/2]. Le mythe **15.10** La Perle du Sahara **16.10** Ingénues et femmes fatales d'hier et d'aujourd'hui **17.20** Ripostes spéciale Séisme d'avril **18.10** Ripostes Changer la politique ? (suite) **19.00** Maestro Natalia Gutman joue Haydn. Concerto pour violoncelle n°1 **19.45** Arte info, Météo **20.15** Danse Paradox.



**20.41** THEMA SPÉCIALE CANNES : MASTROIANNI UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE ■ Film. Ettore Scola. Avec Sophia Loren, Marcello Mastroianni, John Vernon. *Drame* (Italie, 1977, v.o.). 100957242 **Restés seuls chez eux lors de la visite d'Hitler à Rome, le 8 mai 1934, une mère de famille et un homosexuel font connaissance.**

**22.25** THEMA SPÉCIALE CANNES : MASTROIANNI (SUITE) MARCELLO MASTROIANNI, JE ME SOUVIENS ■ Film. Anna Maria Tato. *Film documentaire* (Italie, 1996, version remontée). 4219161 **A l'automne 1996, alors qu'il tourne au Portugal un film de Manoel de Oliveira, Marcello Mastroianni parle des grandes étapes de sa vie. Un film réalisé par sa compagne, Anna Maria Tato.**

**0.50** En direct de Cannes **1.35** Music Planet 2Nite Pet Shop Boys Meets Télépopmusik. Magazine 8673594 **2.35** Le Processus Court métrage d'animation. X. de L'Hermuzière et P. Grammaticopoulos (Fr., 2000, 8 min).

## M 6

**13.20** Flora et les siens Téléfilm. Peter Werner. Avec Cicely Tyson, Erika Alexander (EU, 1998) [1 et 2/2] O **16.35** Drôle de scène Divertissement **16.50** Bugs Un virus dangereux. Série **17.45** Loft Story Best of **18.54** 5 potes à la clé Série **18.55** Sydney Fox, l'aventurière Lettre d'amour. Série **19.50** Belle et zen Magazine **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** E = M6 Magazine **20.40** Sport 6.



**20.50** CAPITAL A qui profite le star-business? Magazine présenté par Emmanuel Chain. Au sommaire: Le vrai business des Bleus; Le choc des photos: à quel prix?; Hollywood au pays de Ceausescu; Le Zidane du jeu vidéo; Radio: les secrets des hits. 89888109

**22.53** Météo.

**22.55** CULTURE PUB Magazine présenté par Christian Blachas et Thomas Hervé. Au sommaire: Griffe de pub: Hervé Hiolle, des deux côtés de la caméra; La guerre de l'espace... à l'affiche l. 2772906

**23.25** L'illusion du péché Téléfilm. Eric Gibson. Avec Mellara Gold, Landon Hall (Etats-Unis 1997) 8426635 O.

**0.55** Sport 6 Magazine **1.07** Très sport Magazine **1.10** Turbo Magazine **1.40** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (455 min) 59

ALAIN LOMPECH

## Le couperet

FRANÇOIS MICHELIN avait commencé à l'atelier. Pendant deux ans, le fils de famille avait travaillé à la fabrication des pneus dans l'usine dont il hériterait plus tard. Pour un peu, il aurait aussi hérité de Clermont-Ferrand, puis écoles, crèches, hôpital, citées ouvrières appartenaient à Michelin. D'une entreprise française, en cinquante ans, ce patron formé à l'ancienne a fait le premier producteur de pneus au monde. Non sans adapter en permanence ses capacités de production à la demande des clients, faisant d'eux, disait-il, les vrais patrons de l'entreprise.

Des joies et des pleurs, il y en eut dans les rangs de la classe ouvrière, tout au long de cette grande saga. Des luttes et des réconciliations. Et l'on n'a pas toujours compris, à gauche comme à droite, les raisons qui avaient poussé le tôlier à licencier massivement, tout récemment encore. Toujours est-il que François Michelin, homme discret, voire secret, laisse la maison en bon état à son héritier et à ses ouvriers.

Le paternalisme chrétien, si mal jugé, un peu agaçant, il est vrai, avait au moins un visage humain que n'ont pas les fonds de pension des retraités californiens, les yeux rivés sur leurs résultats à deux chiffres. Ils se profilent ici.

Jamais on n'a vu, entendu, lu François Michelin ironiser sur la retraite à 60 ans ou la cinquième semaine de congés. Il a avalé la couleuvre, sans doute, et appliqué, s'adaptant. Et l'on devine qu'il n'a jamais dû licencier avec indifférence, voire avec le cynisme oublieux de leurs devoirs de certains patrons de multinationale.

Une fois, M. Michelin nous a étonné. Au sortir d'une réunion

du syndicat des patrons qui venait d'entériner Medef comme sigle, ce petit homme s'était penché vers la caméra, pas de face, mais un peu de biais. Tout en s'esquissant, il avait chuchoté : « Medef, je n'aime pas beaucoup, ça fait pneu qui se dégonfle. » Son œil malicieux de garnement !

A quelque temps de là, Ernest Antoine Seillière, au sortir d'une réunion avec Martine Aubry, s'était, lui, conduit d'une tout autre façon. Sa voix pigeonnante de baryton sentencieux s'était élevée pour fustiger les 35 heures : « On demande au patronat de financer les heures de bricolage et de jardinage des employés. »

François Michelin, Ernest Antoine Seillière. Le premier sait ce qu'est un ouvrier, il en a vu de près, a rigolé, trimé et cassé la croûte avec eux. Le second, glorieux investisseur de compagnie aérienne en déroute, moins.

« Nous allons ouvrir une discussion avec les partenaires sociaux pour moderniser la démocratie sociale en France », déclare François Fillon. Cette phrase chantonnée ne fera pas nommer le ministre des affaires sociales au Grand Prix du maire de Champagnac. Pour cela, il aurait fallu qu'il dise : « Il y a une porte qui reste ouverte et qui reste entrouverte, dans laquelle toutes les parties doivent s'engouffrer pour arriver à une solution à l'amiable. » C'est pour l'automne, quand on imagine ce qui va se passer avec les centrales syndicales lorsque la durée de cotisation et l'âge de la retraite seront concrètement à l'ordre du jour. Si la droite remporte les législatives, bien sûr.

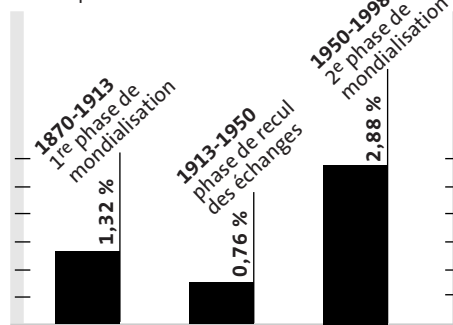
M. Fillon ajoute que « le couperet des 60 ans est inadaptable ». Un langage médéfien. Un couperet, la retraite à 60 ans ? Une libération plutôt, et pour beaucoup.

## Nationalisme, le mauvais exemple vient d'en haut

CHRONIQUE DE L'ÉCONOMIE

## PROTECTIONNISME ET CROISSANCE

Taux d'évolution annuel moyen du PIB par tête, en Europe de l'Ouest



Source : Angus Maddison, OCDE

croissance mondiale. Ils estiment que le comportement américain peut déclencher une guerre commerciale à coups de rétorsions croisées. Ils craignent que l'attitude américaine n'autorise les autres pays à remettre en cause les politiques d'ouverture économique. Au cours de cette réunion de l'OCDE, au ton habituellement ultra-diplomatique, il ne fut question que de M. Bush. Le communiqué final, malgré l'avis du représentant américain, souligne le nécessaire « rejet du recours au protectionnisme ». « Il y a des nuages noirs à l'horizon et ils pèsent sur le système commercial mondial », a déclaré Mike Moore, le directeur général de l'OMC. La colère était juste derrière les mots.

## POURQUOI PAS MOI ?

L'effet de contagion du mauvais exemple donné par le président Bush s'observe aux Etats-Unis mêmes. Un amendement protectionniste qui limite l'autorité du président à signer des traités commerciaux a été proposé conjointement par un républicain et un démocrate, et voté par le Sénat. Si Bush peut être protectionniste, pourquoi pas moi ? L'un après l'autre, les élus américains seront amenés à montrer à leurs électeurs leur « volonté de s'occuper de leurs problèmes ».

Le débat sur le libéralisme mondial peut et doit être posé, notamment au FMI, à la Banque mondiale et à l'OMC. L'ouverture aux échanges n'est pas systématiquement et automatique-

ment synonyme de bienfaits économiques. Le CEPII (*Repenser l'ouverture au sud*, octobre 2001) a montré que certaines protections particulières étaient, parfois, utiles et que les relations entre croissance et abaissement des frontières étaient plus complexes que ne le clament les théories libérales. Mais si ce débat est motivé par l'égoïsme le plus placement électoral, il ne conduira qu'à une fuite en avant dans une spirale régressive et à l'abandon progressif de la mondialisation au lieu de son amélioration.

## LES PAYS PAUVRES AFFECTÉS

Certes, peut-on se rassurer, nous ne sommes pas dans une période comparable à l'entre-deux-guerres du XX<sup>e</sup> siècle, qui conduisit l'Europe au fascisme. A cette époque, la crise qui suit le krach de 1927 provoque un renfermement général. L'ordre libéral, ouvert avec les révolutions industrielles vers 1870, vole en éclats. La première phase de mondialisation s'achève. En 1950, les échanges mondiaux rapportés au PIB sont inférieurs d'un tiers à ce qu'ils étaient en 1913, selon l'économiste Angus Maddison (*L'économie mondiale, une perspective millénaire*, OCDE). Aujourd'hui, les économies sont, au contraire, en reprise. Si le taux de chômage dépasse encore 9 % en France, ce qui a pu en partie motiver un vote en faveur de Jean-Marie Le Pen, il n'est que de 2 % au Pays-Bas. Les échanges économiques globaux repartent. Les investissements à l'étranger, pris dans leur ensemble, ne ralentissent pas, soulignant que le moteur de l'internationalisation des entreprises fonctionne. S'il y a donc inquiétude, il n'y aurait pas encore péril.

Peut-être. Mais cet optimisme ne vaut déjà pas pour le tiers-monde. On sait que les pays pauvres sont les plus affectés par le protectionnisme du Nord, qui se porte justement sur les seuls biens qu'ils sont capables de fabriquer et de vendre : les produits industriels de faible valeur ajoutée (textile ou aciers longs) et les produits agricoles. On avait cru, lors de la dernière réunion de l'OMC en novembre 2001 à Doha, qu'une amorce de tournant de la mondialisation en faveur du « développement » avait été acceptée par le Nord. George W. Bush vient de montrer qu'il s'agissait d'une belle hypocrisie.

Eric Le Boucher

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Crise du logement dans la région parisienne

**SOUS LE TITRE :** « Une situation pré-révolutionnaire », la revue *L'Habitation* publie dans son numéro de mai un article de M. Massiani, président de la commission du logement du conseil général de la Seine, qui met en lumière la gravité de la crise du logement dans ce département. Après avoir rappelé que de 1945 à 1951 les organismes d'HLM ont construit au total dans la Seine 3 400 logements et entrepris la construction de 6 400

autres, M. Massiani précise : « En revanche, les demandes déposées par les familles aux guichets des offices atteignent les totaux de 55 000 à l'office de la ville et de 68 000 à l'office du département. Et le nombre s'accroît à la cadence de 150 par jour dans chaque grand office. La conséquence, c'est que pour les prioritaires - demeurent à l'écart les vieillards, les jeunes gens, les femmes seules -, le délai moyen d'attente n'est pas inférieur à dix ans. » De

plus l'accroissement du nombre des naissances et la diminution des décès se traduisent par un besoin de 9 000 logements supplémentaires par an pour la Seine. Enfin 500 000 personnes environ vivent dans la région parisienne en meublé, c'est-à-dire en payant un loyer très lourd, et beaucoup d'autres s'entassent : ainsi sur 16 000 logements HLM 3 500 abritent deux ménages et 350 en abritent trois. (20 mai 1952.)

EN LIGNE SUR [lemonde.fr](http://lemonde.fr)

fonctionnent les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire en France. Avant l'échéance des élections législatives des 9 et 16 juin. ■ **Cannes 2002** : jusqu'au 26 mai, toute l'actualité du festival, critiques, reportages, portraits, entretiens, nouvelles en direct de la Croisette et du Palais des festivals. ■ **L'actualité en continu sur [lemonde.fr](http://lemonde.fr)**

## CONTACTS

► **RÉDACTION**  
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F  
► **ABONNEMENTS**  
Par téléphone : 01-44-97-54-54  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 11  
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)  
► **INTERNET**  
Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>  
Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>  
Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>  
Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>  
► **TÉLÉMATIQUE**  
3615 lemonde  
► **DOCUMENTATION**  
Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>  
► **COLLECTION**  
Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30  
► **LE MONDE 2**  
Abonnements : 01-42-17-32-90  
En vente : « La République réélue ».

■ Tirage du *Monde* daté samedi 18 mai 2002 : 579 412 exemplaires. 1 - 3  
Nos abonnés trouveront avec ce numéro le supplément « New York Times ».

Le Monde

## Prix 2002 du meilleur jeune économiste de France

Impôt sur le revenu, mondialisation...

Interview des deux lauréats et retour sur leurs travaux, d'une actualité brûlante

Mardi 21 mai avec *Le Monde* daté mercredi 22 mai



# Le Monde

# ARGENT

ÉPARGNE

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 MAI 2002

PLACEMENTS

## IMMOBILIER

A Montpellier, année après année, l'offre diminue. Conséquence : en 2001, les prix du mètre carré neuf ont augmenté de 16 % et de 4,6 % pour l'ancien, rejetant les moins fortunés à la périphérie de la ville

p. IV



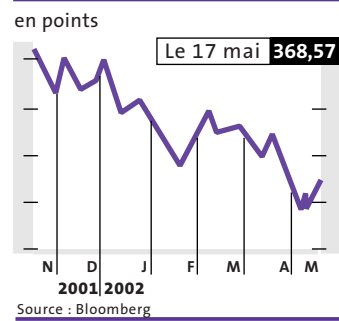
PICARD AU DAP SOLANET

## COLLECTIONS

Les premières éditions des romans et poèmes de Victor Hugo, nombreuses, s'échangent à des prix raisonnables. Ses dessins, en revanche, plus appréciés des collectionneurs, demeurent plus chers

p. IV

## INDICE EURO STOXX TÉLÉCOMMUNICATIONS



## BOURSE

Composé des seize premiers opérateurs de la zone euro, l'indice Euro Stoxx Télécommunications a rebondi de 7,25 %, cette semaine, terminant vendredi à 368,57 points. Mais il affiche encore une perte de 40,61 % depuis douze mois

p. VII

## CETTE SEMAINE

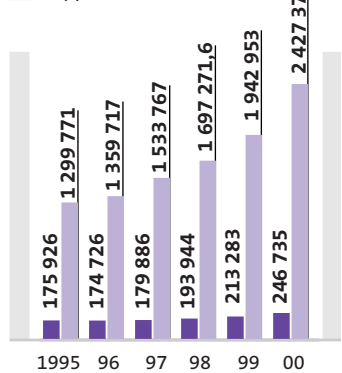
► **Analystes : à l'instar de certains concurrents**, BNP Paribas Equities, filiale du groupe bancaire français BNP Paribas, a dévoilé le 15 mai le nouveau système de recommandation qui entre en vigueur parmi ses analystes et qui prévoit notamment un plus grand équilibre entre les opinions à l'achat et les opinions à la vente. Ce système s'appuie sur la fixation d'un objectif de cours qui passe de douze à six mois.

► **Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : selon des données publiées par le Syndicat national unifié des impôts (SNUI)**, le nombre de contribuables redevables de l'ISF est passé de 150 177 en 1991 à 246 735 en 2000, soit une hausse de 64 %. Sur la même période, le montant des sommes versées a plus que doublé, passant de 981 617,5 euros à plus de 2,4 millions d'euros en 2000. Selon le SNUI, la grande majorité des personnes soumises à l'ISF résident en Ile-de-France (109 000 personnes déclarées sur un total de 246 735). Viennent ensuite les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (21 917) et Rhône-Alpes (20 346), devant le Nord (10 186).

### PROGRESSION CONSTANTE

Impôt de solidarité sur la fortune

■ Nombre de redevables  
■ Rapport en milliers d'euros



Source : Guide pratique du contribuable

# Faire construire sa maison

**DOSSIER.** Architectes, constructeurs, autoconstruction : ces trois solutions sont adaptées à des exigences différentes

Peu d'urbanistes et d'architectes ont pris conscience que les premiers producteurs de logements sont les pavillonniers, qui édifient près de 160 000 maisons sur 300 000 produites chaque année. Leur grande force est d'offrir une réponse clé en main au désir de maison et de garantir le prix et les délais de construction. Leur grande faiblesse est de proposer des produits stéréotypés.

Un double divorce sépare les aspirations des Français et la vision des professionnels de la ville. Les urbanistes souhaitent une ville dense et considèrent que le lotissement et son corollaire, la maison, sont responsables de l'étalement urbain. Selon le cabinet d'étude Caron marketing, 70 % des Français aspirent à vivre dans une maison particulière, avec un jardin. Les architectes, quant à eux, proposent, pour la plupart, une architecture contemporaine que la majorité des accédants à la propriété rejettent, rêvant à des maisons traditionnelles s'inspirant, parfois maladroitement, des styles régionaux.

Plusieurs expériences tentent de concilier ces points de vue apparemment contradictoires. Le plan urbanisme, construction et aménagement (PUCA) du ministère du logement, par exemple, vient de lancer une vaste consultation auprès des aménageurs, pour que le lotissement « retrouve le chemin de la ville », et en direction des architectes



OLIVIER CHARPENTIER

et des constructeurs, pour qu'ils élaborent des maisons de ville pouvant s'insérer dans un tissu urbain dense.

Une visite à la Foire de Paris, où nous avons soumis à trois constructeurs le problème de construire une maison sur une parcelle située en proche banlieue, nous a permis de constater que leurs modèles sont inadaptés à ce contexte très urbain. Un architecte sait mieux inventer des volumes pour, à la fois, respecter les prescriptions du plan d'occupation des sols, avec ses exigences d'alignement et d'implantation du bâtiment, et déjouer les servitudes de vue et de distances aux voisins.

Mais les architectes s'intéressent peu à la maison individuelle et édifient à peine 5 % des maisons, soit moins de 10 000 par an. Leurs velléités dans ce domaine se sont souvent soldées par un échec commercial. En 1993, le célèbre designer Philippe Starck a ainsi proposé les plans d'une maison de sa conception, dans le catalogue des 3 Suis-

ses : une seule maison a été construite selon ces plans, la sienne. En 1997, l'association Périphériques avait lancé un appel d'offres auprès de 36 jeunes architectes pour qu'ils conçoivent des maisons à moins de 500 000 francs (76 000 euros). La démarche a pris l'allure d'un manifeste « antipavillons », mais on peut aujourd'hui compter sur les doigts d'une seule main les réalisations. Même les Maisons Phénix ont tenté l'aventure d'une collaboration avec de grands architectes, Yves Lion et Paul Chemetov, sans aucun succès commercial.

Maison individuelle et architecture seraient donc inconciliables ? Les trois démarches citées proposées, en fait, des modèles inventifs mais peu adaptables sur un terrain précis, avec ses contraintes techniques et réglementaires. « Il faut pour les maisons une architecture discrète, intime, modeste », soutient Pierre Lajus, architecte, qui a lui-même construit plus de 90 maisons, et est l'auteur en 1998 du rapport « L'architecture absente de la maison individuelle », destiné au PUCA. La voie tracée par les Architectes ou par le réseau Renov paraît plus fructueuse. Ces architectes acceptent d'adopter le cadre juridique du contrat de construction ou de rénovation, avec prix et délai convenus, sans renoncer à la création et en proposant des solutions sur mesure.

Isabelle Rey-Lefebvre

Lire pages II et III

## TENDANCE

# Des rendements en berne

**ALORS QUE** les marchés d'actions continuent d'être à la peine, la gestion alternative, qui a pour objectif d'afficher une performance positive quelle que soit l'évolution des Bourses, a le vent en poupe. Lundi 13 mai, Pioneer Investments a annoncé l'acquisition de Momentum Group, numéro un sur le marché des fonds de gestion alternative, pour la bagatelle de 110 millions de dollars (122 millions d'euros). La filiale d'UniCredito Italiano a l'ambition de devenir numéro un du marché en forte

Attention toutefois aux déconvenues ! Les gérants des fonds alternatifs eux-mêmes mettent en garde les investisseurs.

La financière Altas, qui à travers sa filiale Altigest est devenue un acteur important en France de la gestion de fonds investis dans des hedge funds, vient d'organiser des rendez-vous entre les gestionnaires de ces produits et des investisseurs. Bilan de ces rencontres : 2002 ne devrait pas être un bon cru pour les fonds spéculatifs.

Habités à réaliser des rende-

2002 pourrait être un mauvais cru pour les fonds alternatifs, qui affichent des performances indépendantes de l'évolution des Bourses

croissance de la gestion alternative. Il y a trois semaines, Carrefour a créé la surprise en lançant le premier produit de gestion alternative accessible au grand public. Dans ses hypermarchés, il va distribuer un produit qui a l'ambition d'afficher un rendement de 9 % l'an. Dans le même temps un nombre croissant d'investisseurs institutionnels s'intéressent à ce type de produits.

Cet engouement pour les hedge funds, des fonds spéculatifs décorés de l'évolution des marchés financiers, s'explique aisément : les épargnants sont déçus par plus de deux années de baisses des actions et se tournent vers des fonds qui apparaissent indifférents aux soubresauts des Bour-

ments largement supérieurs à 15 % l'an au cours des dernières années, les promoteurs de ces fonds s'attendent à enregistrer des performances à un chiffre seulement en 2002. Le constat est le même quelles que soient les stratégies mises en œuvre : arbitrages sur la volatilité des obligations convertibles, de situations spéciales ou suivi de tendance (« Le Monde Argent » du 15 octobre 2001)... Alors que beaucoup d'argent est investi sur les fonds alternatifs, les épargnants doivent être conscients que, si ces produits permettent de toujours bénéficier d'une rémunération positive, celle-ci risque d'être maigre en 2002.

Joël Morio

# Emparez-vous du social pour agir sur l'économie

Au sommaire de ce numéro

**Événement : Cinq ans pour refaire le lien social**

**Dossier : La représentativité syndicale**

**Débat : L'Etat socialement responsable ?**

**N° 8**  
3,80 €  
MENSUEL

Numéro de mai



# Trois formules pour édifier sa demeure

La solution à retenir diffère en fonction des désirs de chacun : un constructeur permet d'obtenir une solution clés en main, un architecte répondra mieux à des envies originales, l'autoconstruction permet de s'investir

Faire construire sa maison est une aventure passionnante, mais pas sans écueils. Cette démarche n'est pas à confondre avec l'achat sur plan à un promoteur, solution nettement moins risquée, mais moins personnelle : dans ce cas, le candidat à l'accession achète un terrain et une construction à venir, dans un programme prédéfini, sur lequel il ne peut pas modifier grand-chose.

Faire construire sa maison signifie, en revanche, prendre l'initiative et le risque financier de l'opération : le propriétaire est le maître d'ouvrage, il achète le terrain et fait appel à un professionnel, constructeur ou architecte, pour y édifier le bâtiment. Quelle que soit la formule choisie, constructeur, architecte ou autoconstruction, elle implique de s'interroger sur son mode de vie et de faire des choix, juridiques, financiers et techniques et de répondre à de multiples questions : quel parti architectural prendre, quel chauffage choisir, la cuisine sera-t-elle ouverte ou fermée, le garage en sous-sol ou en surface ?

Les plus gros producteurs de logements neufs en France sont les constructeurs de maisons individuelles : ils en ont mis en chantier 157 000, en 2001, soit deux fois plus de logements que les promo-



OLIVIER CHARPENTIER

teurs et trois fois plus que les organismes HLM. Sur ce marché, les 27 000 architectes mènent 5 % des mises en chantier, selon l'ordre des architectes, soit entre 8 000 et 10 000 maisons par an.

► **Constructeurs** : ils proposent des solutions clés en main, dans un cadre juridique rassurant pour le client, qui signe un contrat lui garantissant que son projet sera mené à son terme à des prix et délais convenus. Il verse un acompte de 5 % à la signature du contrat, remboursé si l'une des huit conditions suspensives du contrat n'est pas satisfaite, notamment l'achat du terrain, l'obtention du permis de construire et des prêts et la production, par le constructeur, d'une garantie de remboursement puis de livraison. Si le projet avorte, le client récupère ainsi son acompte.

Une fois le chantier ouvert, le client bénéficie, en effet, d'une garantie financière délivrée par un organisme tiers qui, en cas de faillite ou d'abandon de chantier, s'engage à financer l'achèvement de la maison dans les délais prévus. Le contrat prévoit également des pénalités, en cas de retard de livraison supérieur à trente jours, d'un montant minimum de 1 % du prix

convenu par mois de retard (ou 1/3 000 par jour). Sur une construction de 100 000 euros, un retard de deux mois sera sanctionné d'une pénalité de 1 000 euros.

Les 4 000 constructeurs de France, dont 1 500 très actifs, produisent des maisons d'en moyenne 100 m<sup>2</sup>, au coût moyen de 76 000 euros, pour des ménages

et son environnement. Cependant, certains professionnels sont capables de création et d'innovation et ont un réel savoir-faire. Pour les reconnaître, il faut aller à leur rencontre, s'informer sur leur expérience et leurs compétences. Chaque professionnel a sa spécialité (maison à ossature de bois, énergie solaire...). Inutile, par exemple, de demander à un constructeur de maisons modestes de réaliser une villa de standing.

► **Architectes** : souvent, les particuliers ne font guère confiance aux architectes, qui créent, selon eux, des objets culturels, voire artistiques, hors de portée financière et imposent leur vision de l'architecture, sans réelle écoute du client.

Ce sont aussi des idées reçues : l'apport d'un architecte n'entraîne pas de surcoût, et sa démarche est, au contraire, personnalisée, pour une maison sur mesure. L'architecte est attentif à l'implantation de la maison dans son environnement, aux espaces, à la lumière, et c'est au client de trouver le professionnel avec qui il partage sa conception de l'art de vivre et d'habiter : « Il y a toute une génération de jeunes architectes qui s'intéressent vraiment à la maison particulière, qui ne sont pas obnubilés par la commande de bâtiments publics, et qui savent construire avec des budgets très limités », plaide Gaëlle Hamonic, architecte à Paris, qui a achevé, en 2000,

sion plus ou moins complète, de la conception à la supervision du chantier et son achèvement (l'ordre des architectes publie des modèles-types). Les honoraires sont calculés au pourcentage des travaux réalisés, entre 9 % et 13 %. Le client, conseillé par l'architecte, souscrit directement les marchés de travaux avec les différents entrepreneurs, dont il paie les factures : « Ce système a l'avantage de la transparence, puisque le client sait exactement ce qu'il paie et à qui, au fur et à mesure de l'avancement effectif des travaux, et il peut librement ajouter ou supprimer des prestations », argumente l'architecte Lidéric Veauvy. Mais le client n'a pas la certitude que coût et délai ne dépasseront pas. Tout architecte est, toutefois, assuré en responsabilité professionnelle pour l'ensemble de son travail.

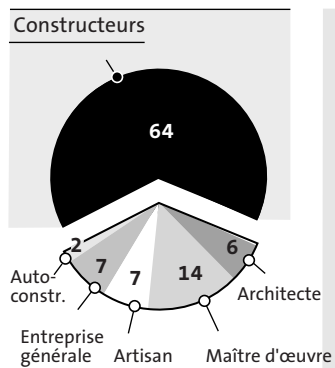
Des initiatives comme celle du réseau Renov, qui regroupe 200 architectes réalisant des rénovations et quelques maisons neuves avec des contrats clés en main, témoignent du désir d'une partie de la profession de reconquérir le champ de la maison individuelle. Durant deux week-ends du mois de juin, les amateurs pourront visiter des maisons construites ou rénovées par des membres de Renov et rencontrer leurs propriétaires (www.renov.com). Les Architectes, association fondée en 1981, proposent les services de 120 cabinets d'architectes prêts à travailler dans le cadre contraignant du contrat de construction, avec délai et prix convenus.

► **Autoconstruction** : une dernière solution s'offre à ceux qui ont à la fois du temps, la fibre bâtisseuse et peu de moyens : l'autoconstruction. « Seuls 15 % de nos adhérents réalisent eux-mêmes les travaux, les autres achètent les matériaux qui sont mis en œuvre par des artisans que nous leur recommandons », explique Andrée Lefebvre, secrétaire générale de l'association des Castors d'Ile-de-France. Parmi les adhérents des Castors, les maçons turcs ont, aujourd'hui, pris la relève des Portugais et sollicitent l'association pour des conseils techniques, mais aussi juridiques et administratifs.

Isabelle Rey-Lefebvre

## CONSTRUCTEURS EN TÊTE

En 2001, 148 500 maisons ont été édifiées\*, en %



\* Sur des terrains appartenant à des particuliers

Source : Caron Marketing

## DES CONSTRUCTEURS CERTIFIÉS NORME FRANÇAISE

Pour compléter les garanties légales, un label de qualité NF Maison individuelle a été créé en 1999. Il implique que le contrat, le constructeur, la conception et le chantier sont audités par un organisme certificateur, Cequami, filiale du Centre scientifique et technique du bâtiment et de Qualitel. En 2001, 25 constructeurs étaient certifiés norme française (NF) et 3 200 maisons ont reçu le label. « Nos contrôles, sur plus de 500 chantiers, ont révélé que les règles de construction sont globalement maîtrisées, mais pas dans le détail », révèle Christophe Dubail, directeur de Cequami. Lorsque le client se réserve des travaux, le constructeur est tenu d'en vérifier la bonne exécution, ce qui est rarement le cas. L'attribution du label n'a été suspendue qu'une seule fois, en 2001, dans le cas des nouveaux contrats de construction conclus par le groupe Cocoon (ex-Caapaction), qui a finalement fait faillite.

qui ont, dans 77 % des cas, accès au prêt à taux zéro.

La production des « pavillon-neurs », selon l'expression des architectes, est souvent considérée comme stéréotypée, de style fausement régional, sans attention au terrain, à son orientation, son relief

la rénovation-reconstruction d'une ancienne carrosserie dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, transformée en logement de 260 m<sup>2</sup> pour un budget de 200 000 euros (770 euros le m<sup>2</sup>).

L'architecte propose un contrat de maîtrise d'œuvre avec une mis-

# Le projet doit être adapté au terrain

Certains commerciaux de grands constructeurs sont tout à fait capables de faire acheter une maison à des clients qui n'ont pas la moindre idée du terrain où la construire. Pourtant, une maison ne s'envisage pas sans terrain, puisqu'il dicte les choix fondamentaux de la construction. Selon l'Agence qualité construction, près de 30 % du coût des sinistres survenus sur des maisons individuelles sont dus à des problèmes de sous-sol ou de fondations.

L'orientation de la parcelle, sa configuration et son relief influencent l'implantation du bâtiment. La nature du sous-sol détermine le type de fondations : certains ter-

rains rocheux nécessitent de coûteux dynamitages ; d'autres, plus mouvants, imposent des fondations profondes et spéciales, donc chères ; un terrain inondable interdit un garage en sous-sol. Il faudra peut-être procéder à des terrassements, remblayer, stabiliser, prévoir des fondations particulières ou combler d'anciennes carrières, comme il en existe dans le sud de Paris.

Trop de constructeurs de maisons individuelles proposent d'emblée un type économique de fondations, le dallage sur terre-plein, mais selon l'Agence qualité construction, seuls 15 % des terrains constructibles, les meilleurs, peuvent accepter ce procédé, tout à fait déconseillé dans les autres cas. Un professionnel sérieux exige

donc une étude de sol préalable (de 760 à 3 000 euros). Un accès difficile au terrain peut compliquer l'acheminement des matériaux et renchérir le coût de la maison.

## COÛTS DE RACCORDEMENT

La desserte plus ou moins proche du terrain par les réseaux collectifs peut aussi occasionner des coûts de raccordement importants (de 150 à 230 euros le mètre linéaire). Un équipement en assainissement individuel, lorsque l'égoût public est hors de portée, entraîne un surcoût d'environ 4 500 euros. « En vertu de la loi sur l'eau, les communes réclament de plus en plus souvent une étude de perméabilité du sol (de 500 à 760 euros), menée par un bureau d'études spé-

cialisé, notamment lorsqu'un assainissement individuel est envisagé », avertit Dominique de Lavenère, président du Syndicat national des aménageurs lotisseurs, qui livre quelque 35 000 lots par an.

Les règles d'urbanisme et de voisinage définissent la surface constructible, l'implantation de la maison par rapport à la voie publique et aux limites séparatives de la propriété, la hauteur du bâtiment et le nombre de places de stationnement à créer, les ouvertures possibles de fenêtres et de terrasses. La combinaison de toutes ces règles peut réduire les possibilités de construire, ce qui devrait se répercuter à la baisse sur le prix du terrain.

Ces contraintes sont d'autant plus fortes dans un tissu urbain den-

se, avec des voisins de tous les côtés. « Je préconise le bornage d'un terrain dont on ne connaît pas avec précision les limites », conseille Jean Julien-Laferrrière, architecte, et des procès-verbaux contradictoires avec les voisins lorsqu'on pressent une difficulté ou si la nouvelle construction risque de provoquer des nuisances à leurs bâtiments. » Le bornage est obligatoire lorsque le terrain est vendu par un professionnel.

L'achat d'un terrain en lotissement met son acquéreur à l'abri de la plupart de ces mauvaises surprises, à condition que l'aménageur réalise convenablement l'ensemble des travaux de viabilité et les voiries. Ces travaux sont souvent en cours au moment de l'achat, et l'aménageur doit présenter une garantie financière et une assurance décennale qui garantissent leur achèvement dans les règles de l'art. Le lotissement impose aussi ses contraintes, notamment dans le cahier des charges qui contient des prescriptions architecturales particulières, par exemple sur la nature des matériaux ou des clôtures et sur les implantations.

Le meilleur moyen pour se prémunir contre les aléas d'un terrain est d'insérer, dans la promesse de vente, une clause suspensive de l'obtention du permis de construire et une autorisation du propriétaire de procéder à l'étude de sol. L'acquéreur d'un terrain en lotissement bénéficiera, en outre, d'un délai de rétractation de sept jours après la vente, lorsque le décret d'application de la loi Solidarité et renouvellement urbains (SRU) sera paru.

I. R.-L.

I. R.-L.

## 3 QUESTIONS

À PIERRE LAJUS, ARCHITECTE BORDELAIS QUI A CONÇU PLUS DE 90 MAISONS. IL EST L'AUTEUR DU RAPPORT « L'ARCHITECTURE ABSENTE DE LA MAISON INDIVIDUELLE »



1 Près de 70 % des Français désirent une maison individuelle. Comment l'expliquez-vous ?

La maison donne l'occasion de se réaliser. L'achat de maison sur catalogue répond au besoin de passer à l'action, mais ne prend pas assez en compte la dimension de réalisation personnelle. Les architectes, eux, ne sont pas assez rassurants, même s'il existe des initiatives intéressantes, comme le réseau Renov, qui réunit des architectes qui proposent aux particuliers des solutions imaginatives encadrées par des tarifications bien définies.

2 Pourquoi les particuliers font-ils si peu appel aux architectes ?

Les architectes « travaillent pour eux », ils ont une position d'artiste. Leur formation mais aussi le système des concours pour obtenir la construction d'un bâtiment public amplifient ces défauts. La sélection s'opère sur dossier, avec un jury qui a peu de temps. Pour être retenu, il faut être reconnaissable, présenter des projets spectaculaires. Or les maisons ont besoin, au contraire, d'une architecture intime, discrète, modeste. Il faut aussi savoir écouter les clients, qui veulent une maison qui fonctionne avec un coût compatible avec leur budget, autant de demandes auxquelles les architectes restent sourds. De leur côté, les clients restent rétifs à l'architecture contemporaine et se replient sur les solutions traditionnelles, plus rassurantes. Pour apprécier les qualités et le confort qu'offre l'architecture d'aujourd'hui, il faut l'expérimenter : c'est l'intérêt des visites de maisons, comme celles que proposent début juin les « Journées de la maison contemporaine ».

3 Quelles évolutions percevez-vous dans l'attente des particuliers ?

Les logements actuels répondent mal à certaines évolutions des modes de vie, notamment le besoin d'autonomie de chaque membre de la famille. On veut vivre ensemble avec de vastes pièces communes mais aussi disposer d'espaces propres (des « coins » pour travailler, une salle de bains personnelle). La maison doit aussi pouvoir s'adapter aux évolutions de la famille : les enfants qui restent longtemps, les grands-parents qui reviennent, le travail à domicile. Une sensibilité écologique se développe, avec des exigences de maisons économes en énergie, des maisons en bois faites de matériaux conformes au développement durable. Sur ce créneau, les architectes, plus attentifs que les constructeurs à l'implantation des maisons sur le terrain, plus sensibles à l'environnement, ont des atouts.

Propos recueillis par I. R.-L.

# Les bonnes parcelles à bâtir se font rares et chères

Les bons terrains sont devenus rares et chers, et la première difficulté est d'en trouver un. Les ventes de terrains à bâtir acquis par des personnes physiques pour construire des habitations ne sont plus, depuis le 22 octobre 1998, soumises à la TVA de 19,6 % mais au seul droit d'enregistrement de 4,80 %. Cette baisse remarquable de taxe a, malheureusement, été absorbée par une hausse spectaculaire des prix : « Dans le Var, les prix ont doublé depuis 1999 : une parcelle qui coûtait 38 000 euros, en vaut, trois ans plus tard, plus de 80 000. En bord de

mer, entre Toulon et Marseille, la moindre parcelle dépasse 300 000 euros », constate Thomas Loussier, de PCA Construction.

Les périphéries des grandes villes connaissent une inflation de même ampleur. L'acquéreur peut se rassurer en espérant faire un bon placement. Dans les zones moins tendues, aux alentours des villes moyennes comme Poitiers, on peut encore trouver des parcelles de 600 à 700 m<sup>2</sup> pour 35 000 euros.

Devant la pénurie, les constructeurs de maisons se dotent d'un service de prospection foncière mais leur statut leur interdit de percevoir la moindre commission sur la

transaction. Les clients qui veulent construire mais ne possèdent pas de terrain apprécient le service mais se retrouvent, de fait, liés au constructeur, fournisseur indirect du terrain.

## RÈGLES D'URBANISME

Ce sont les municipalités qui, dans le cadre des zones d'aménagement concerté (ZAC) ou de leurs lotissements, sont la principale source de terrains. Viennent ensuite les aménageurs privés, dont la plupart sont réunis au sein du Syndicat national des aménageurs lotisseurs (SNAL), et qui produisent 35 000 parcelles par an. Un service

Minitel recense leurs offres (3617 ABATIR, 0,338 euro la minute).

Dernière piste, les notaires qui, dans les zones rurales, sont très au fait des opportunités locales.

Avant de conclure le moindre acte de vente, il est important de s'informer sur les règles d'urbanisme, mais aussi sur l'exposition aux risques naturels, inondation, sécheresse, feux de forêts... Le ministère de l'environnement recense, pour chaque commune, les risques industriels et naturels, et fournit un historique des arrêtés de catastrophe naturelle (www.prim.net).

# Quatre bâtisseurs et quatre solutions

## AGRANDIR PLUTÔT QUE CONSTRUIRE

### LES CONTRAINTES

Propriétaires d'une petite maison d'ouvriers datant de 1923, édifée sur un terrain étroit et long, M. et Mme R. ont décidé d'agrandir leur maison.

### LA SOLUTION RETENUE

Après avoir rencontré quatre architectes, les propriétaires ont retenu un membre du réseau des Architectes, choisi pour l'inven-

tivité de son projet et le cadre juridique rassurant qu'il proposait, celui du contrat de construction avec prix et délais convenus. Une nouvelle maison de bois a été construite dans le jardin, reliée au bâtiment d'origine par un couloir qui accueille la cuisine. Le chantier a duré six mois, après une phase de réflexion et de dialogue avec l'architecte de près de dix-huit mois.

### LE COÛT :

- 100 000 euros pour la nouvelle construction, y compris les honoraires d'architecte et l'assurance dommages ouvrage, pour 60 m<sup>2</sup> créés, soit 1 666 euros le m<sup>2</sup>.
- 30 000 euros de rénovation et d'aménagements dans l'ancienne maison.



PHOTO : P. MENDELSSOHN/ARCHITECTES : J. JULIEN-LAFERRIÈRE



PHOTO : P. MENDELSSOHN/ARCHITECTES : J. JULIEN-LAFERRIÈRE



ARCHITECTES : LYDÉRIC VEAUVY ET EMMANUELLE VEAUVY-WEISS



PHOTO : PIERRE MENDELSSOHN



PCA

## CONSTRUIRE SOI-MÊME

### LES CONTRAINTES

Patrick M., sa femme et leurs trois enfants avaient besoin d'espace et voulaient s'impliquer dans la construction de leur propre maison, sur un grand terrain de 2 000 m<sup>2</sup> en vallée de Chevreuse. Leurs métiers leur laissent du temps pour superviser le chantier. Patrick a grandi dans une famille de maçons et possède les bases du métier.

### LA SOLUTION RETENUE

Après plusieurs rencontres avec des architectes, ils ont préféré recourir à un maître d'œuvre pour les plans, et suivre eux-mêmes le chantier en faisant appel à des artisans. Ils ont adhéré à l'association des Castors, qui leur a prodigué des conseils et ouvert l'accès à des coopératives d'achat de matériaux et des listes d'artisans qui ont l'habitude de cette formule.

### LE COÛT :

- 274 000 euros pour 150 m<sup>2</sup>, soit 1 826 euros le m<sup>2</sup>. Le budget initialement prévu a été dépassé de 46 000 euros, un surcoût dû, notamment, aux aménagements extérieurs, allée et jardin. Cela revient à un coût de 1 826 euros par m<sup>2</sup>.

## ACHETER DANS UN LOTISSEMENT

### LES CONTRAINTES

Jean-Guy et Françoise A. et leurs deux enfants rêvaient, depuis dix ans, de construire leur maison et avaient économisé dans ce but. Ils ont pu acheter, pour 38 000 euros, un terrain de 960 m<sup>2</sup> en lotissement dans le village varois où ils résidaient.

### LA SOLUTION RETENUE

La famille A. a décidé de faire

appel à un constructeur, ayant trouvé un modèle de bastide qui lui convenait. Le constructeur choisi les a convaincus par son sérieux, en leur faisant visiter des chantiers à différents stades d'avancement. De légères adaptations au modèle de base ont été apportées : une cuisine fermée, des fenêtres à petits carreaux et une terrasse. Le chantier, sans histoire, a duré neuf mois au lieu des onze prévus.

### LE COÛT :

- 130 000 euros pour 200 m<sup>2</sup>, soit 650 euros le m<sup>2</sup>, hors peinture et jardin, réalisés par les propriétaires.

## CARNET D'ADRESSES

> **Architectes**, 47, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris (tél. : 01-55-37-17-00. Internet : www.architectes.fr). Ce réseau est constitué de 120 architectes qui proposent un contrat clés en main pour la rénovation et la construction.

> **Confédération nationale d'autoconstruction Castors**, 71, rue Jules-Guesde, 46600 Saint-Nazaire (tél. : 02-40-22-38-90). En Ile-de-France, 69, rue des Prés-aux-Bois, 78000 Versailles (tél. : 01-30-24-15-98. Internet : www.castors.asso.fr). Prodigue conseils, assistance technique, coopératives de matériaux. Publie un mémento technique, « La construction de A à Z » (880 pages, 46 euros) et délivre une assurance dommages ouvrage.

> **Renov**, 75, rue des Plantes, 75014 Paris (tél. : 01-53-90-19-30. Internet : www.renov.com). Réseau d'architectes qui propose des contrats clés en main. Organise les « Journées de la maison contemporaine », dans la France entière, les 8, 9 et 10 juin, puis les 15, 16 et 17 juin prochain.

> **Ordre des architectes**, 9, rue Borromée, 75015 Paris (tél. : 01-56-58-67-00. Internet : www.architectes.org), pour vérifier l'inscription d'un architecte

et télécharger des contrats types de maîtrise d'œuvre.

> **Syndicat national des aménageurs lotisseurs**, 179, boulevard Haussmann, 75008 Paris (tél. : 01-44-20-09-10. Internet : www.snal.fr). Pour connaître les terrains en Ile-de-France : 36 17 Abatir.

> **Fédération nationale des conseils d'architecture d'urbanisme et d'environnement (CAUE)**, présente dans la plupart des départements. Elle donne des conseils architecturaux gratuits au public. A Paris : CAUE, 20-22, rue du Commandeur, 75014 Paris (tél. : 01-43-22-07-82. Internet : www.fncaue.asso.fr).

> **Union nationale des constructeurs de maisons individuelles**, 3, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris (tél. : 01-47-20-82-08. Internet : www.uncmi.com). Regroupe la moitié des constructeurs, dont les plus importants.

> **Fédération française des constructeurs de maisons individuelles**, 10-12, quai Ivan-Tourgueniev, 78380 Bougival (tél. : 01-30-08-21-90). Ce syndicat dissident du précédent regroupe surtout de petits constructeurs.

> **Association des garants immobiliers**, 7, rue Lapérouse, 75007 Paris (tél. : 01-47-20-45-45).

# Au moment du chantier, vérifier les malfaçons

Malgré les multiples assurances obligatoires, les progrès techniques et les actions de prévention, le nombre de malfaçons et leur coût – que l'Agence Qualité Construction évalue à 10 % du chiffre d'affaires de la profession, soit 7,6 milliards d'euros – ne diminuent pas. La maison individuelle occasionne, à elle seule, 35 000 à 40 000 sinistres par an, sur 150 000 maisons construites, avec un coût moyen par sinistre de 4 000 euros. Les ennuis commencent avec l'ouverture du chantier. « Dans un premier temps, le client a fait affaire avec un commercial prêt à des concessions pour remporter le contrat, explique Francis Debreu, technicien de la construction. Puis le dossier est passé au conducteur des travaux, un technicien moins disponible, qui s'en tiendra aux seuls engagements écrits et n'acceptera aucune modification. » Si le constructeur ou l'architecte est seul maître sur son chantier, il ne peut cependant interdire à son client de venir le visiter pour vérifier la réalité des travaux dont le paiement est réclamé.

L'échelonnement des paiements est réglementé par le contrat de construction, au fil des étapes importantes du chantier : 5 % à la signature du contrat, 10 % à l'obtention du permis de construire, 15 % à l'ouverture du chantier, 25 % à l'achèvement des fondations, 40 % à l'achèvement des murs, 60 % à la mise hors d'eau (toit et murs), 75 % à l'achèvement des cloisons et à la mise hors d'air (pose des fenêtres) et 95 % à la réception. Ce sont des seuils maximaux, et le maître d'ouvrage ne doit jamais payer un appel de fonds par anticipation. Les échéanciers des marchés passés avec des entrepreneurs sont, eux, à négocier avant de signer.

Au cours du chantier, trois étapes cruciales exigent certaines précautions pour éviter les malfaçons. Avant de creuser les fondations, le constructeur matérialise la position de la maison à l'aide de piquets. Il est alors prudent, si le terrain est de petite taille, de demander à un géomètre de dresser un procès-verbal pour prévenir toute erreur d'implantation, notamment de débordement sur la propriété voisine, ce qui conduirait à une démolition.

A l'achèvement des fondations,

le contrôle de leur bonne réalisation permet de s'assurer que la maison sera d'aplomb. Seul un technicien peut opérer cette vérification. L'association des Castors, par exemple, prévoit systématiquement une visite de chantier à ce stade.

**PROCÈS-VERBAL**

La réception des travaux clôt le chantier et elle est souvent un moment de tension entre client et constructeur. Le premier prend possession de sa maison et le second est déchargé de la responsabilité du chantier. Après une visite contradictoire des lieux, un procès-verbal est dressé, où sont mentionnées les

réserves, c'est-à-dire tous les défauts apparents qu'un maître d'ouvrage non initié peut repérer. Ces défauts sont de deux types : les malfaçons (les ouvrages mal réalisés), et les non-conformités (les différences entre les engagements écrits et la réalité). « Le procès-verbal de réception doit être précis, indiquer par quels moyens et dans quels délais le constructeur va réparer », conseille M. Debreu. Le client garde en réserve les 5 % du montant des travaux en les consignand dans une banque ou chez un notaire, en accord avec le constructeur. Il ne les débloquera qu'à la levée des réserves. Cette consignation est de droit et le constructeur ne peut exiger le paiement intégral en échange des clés. Ce chantage aux clés est, hélas, fréquent : le propriétaire peut faire appel à un serrurier pour entrer dans la maison, puisqu'il est chez lui. « Si les défauts constatés sont si importants que la somme consignée n'en couvrira pas la réparation, je considère que la maison n'est pas achevée et que l'on ne peut prononcer la réception des travaux », estime M. Debreu.



OLIVIER CHARPENTIER

## PRATIQUE

### ■ Quelle différence y a-t-il entre un promoteur et un constructeur ?

Le promoteur est à l'origine d'une opération pour laquelle il a acquis un terrain. Il commercialise son programme sur plans dans le cadre de la vente en l'état futur d'achèvement (véfa), en cédant la parcelle de terrain et la maison qui y sera construite. Le constructeur est un prestataire de service appelé par un client qui possède un terrain pour construire.

### ■ La profession de constructeur est-elle réglementée ?

Non. Toute personne, même sans compétence ni diplôme, peut se déclarer constructeur. Pour proposer des contrats de construction, le constructeur doit toutefois présenter un assureur et un garant financier qui, en cas de défaillance, faillite ou abandon de chantier, seront tenus de financer l'achèvement des constructions en cours.

### ■ Qui sont les architectes ?

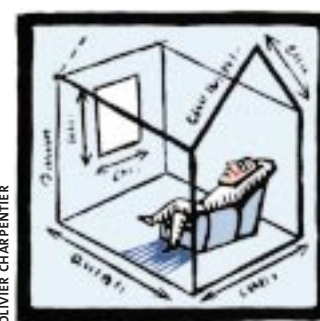
En vertu de la loi de 1977 sur l'architecture, ne peut se prévaloir du titre d'architecte que celui qui est détenteur d'un diplôme d'architecte, alors appelé DPLG (diplômé par le gouvernement) ou DESA (diplômé de l'école supérieure d'architecture). Il est obligatoirement assuré en responsabilité civile et inscrit au tableau de l'ordre des architectes (consultable sur le site Internet www.architectes.org). Il existe aussi des architectes agréés qui, lors de l'adoption de la loi du 3 janvier 1977, ont été autorisés à exercer au vu de leur expérience, sans toutefois posséder le diplôme requis.

### ■ Le recours à un architecte est-il obligatoire ?

Oui, sauf pour les constructions inférieures à 170 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette. Au-delà de cette surface, ils doivent obligatoirement signer la conception du projet, mais pas le suivi du chantier.

### ■ Qu'est-ce qu'un maître d'œuvre ?

C'est la personne qui supervise les travaux. Cela peut être un architecte ou toute autre personne. Le titre de maître d'œuvre n'est pas protégé et n'importe quelle personne réalisant des opérations de moindre importance, c'est-à-dire de moins de 170 m<sup>2</sup>, peut s'en prévaloir. Il existe entre 12 000 et 15 000 maîtres d'œuvre non architectes. Environ 600 d'entre eux sont affiliés au Syndicat national des architectes agréés et des maîtres d'œuvre en bâti-



OLIVIER CHARPENTIER

ment. 2 700 maîtres d'œuvre sont dits « porteurs de récépissés », car, lors de l'adoption de la loi de 1977, ils se sont vu refuser l'agrément et ont engagé un recours jamais tranché.

Le maître d'œuvre se distingue du maître d'ouvrage, qui est celui qui commande et paie les travaux, donc le client.

### ■ Le contrat de construction est-il obligatoire ?

Oui, si trois conditions sont réunies : le professionnel se charge d'établir une maison sur un terrain appartenant à son client ; il assure la construction de bout en bout d'après un plan qu'il propose et perçoit directement de son client le prix des travaux ; l'opération ne doit concerner qu'une ou deux habitations au maximum. Le contrat de construction est réglementé par la loi du 19 décembre 1990 (articles L 230 à L 232 du code de la construction et de l'habitation). On estime que 20 % à 30 % des maisons sont construites dans l'illégalité, par des constructeurs qui proposent un contrat de maîtrise d'œuvre, très peu réglementé. Or, dès lors qu'un professionnel du bâtiment fait de la publicité en présentant des modèles, en choisissant des entrepreneurs au nom du maître d'ouvrage, il doit proposer un contrat de construction.

### ■ Qu'est-ce qu'un garant immobilier ?

Le garant d'un constructeur financera l'achèvement des travaux en cas de défaillance ou de retard. Il peut être un établissement financier, relevant de la loi bancaire, contrôlé par la direction des établissements de crédit (tél. : 01-42-92-36-08), ou un assureur, relevant du code des assurances, agréé par la direction du Trésor (tél. : 01-44-87-22-50). Mieux vaut s'informer auprès de ces organismes ou de l'Association des garants immobiliers sur leur sérieux. Des garants, notamment des sociétés étrangères, délivrent des cautions sans agrément de l'Etat, ce qui est illégal. Le constructeur doit fournir à son client une attestation nominative de caution, mentionnant l'adresse du chantier.

# La ville de Montpellier devient inaccessible

**IMMOBILIER.** L'offre de logements, dans le neuf comme dans l'ancien, est insuffisante

## MONTPELLIER

de notre correspondant

Montpellier, les acheteurs ne manquent pas. C'est plutôt l'offre qui, année après année, se réduit comme peau de chagrin. « Pour faire construire une maison individuelle, un budget minimum de 150 000 euros est nécessaire, faute de quoi le client est condamné à s'éloigner à 20 ou 30 kilomètres de Montpellier, du côté de Gignac ou de la vallée de l'Hérault », constatent les opérateurs immobiliers. Directrice du cabinet montpellierain Perspectives et conjonctures immobilières, Martine Puech a recensé en 2001 moins d'une centaine de parcelles à la vente sur les 38 communes de l'agglomération, pour un prix moyen de 99 000 euros.

Le secteur de la promotion neuve n'échappe pas à ce début de pénurie foncière. « Habituellement, 1 500 logements sont mis à la vente chaque année sur l'agglomération, en 2001 on est tombé à 823 logements », observe M<sup>me</sup> Puech. Une tendance qui se confirme en 2002. « Au premier trimestre, le nombre de ventes a baissé de 30 % par rapport au premier trimestre 2001. Le stock de logements à la vente représente moins de quatre mois de commercialisation »,

## HAUSSE RAPIDE

Prix des logements et des loyers en euros à Montpellier

	janv. 2001	juil. 2001	janv. 2002
Prix du m <sup>2</sup> dans l'ancien	968	n. c.	1 018
Prix du m <sup>2</sup> dans le neuf	1 889	1 888	2 034
loyer moyen mensuel	517	510	545

Sources : Perspectives et conjoncture immobilières et Chambre des notaires de l'Hérault

regrette Marc Sechaud, président de la chambre syndicale des promoteurs-constructeurs du Languedoc-Roussillon. Et encore, à Montpellier, la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine), à travers la création de ZAC – comme celles de Port-Marianne, ou de Malbosc au nord-ouest de la ville – est à l'origine de la moitié des logements collectifs construits. La diminution de l'offre a évidemment un impact sur les prix. De juin à décembre 2001, le mètre carré neuf a aug-

menté de 8 % et de 16 % sur l'année. Pour la première fois, le prix moyen du mètre carré habitable a franchi les 2 034 euros, selon un bilan de la chambre des notaires de l'Hérault. En janvier 2000, les prix moyens s'établissaient à 1 753 euros. Dans le centre de Montpellier, ils atteignent aujourd'hui jusqu'à 2 800 euros le mètre carré.

## REJETÉS À LA PÉRIPHÉRIE

Les produits proposés sont alors d'assez haut de gamme. Ils attirent une clientèle de seniors, extérieurs à la région, à la recherche d'un placement. Ceux qui ne peuvent se permettre ce genre d'acquisition sont rejetés à la périphérie de l'agglomération. « Dans la fourchette de prix pratiquée, 70 % des clients potentiels nous échappent. Pour tous ceux dont le revenu annuel frise les 38 000 euros, il faudrait que nous réalisions de nouveaux produits, moins chers, autour des 1 700 euros le mètre carré, comme des petits collectifs en périphérie de ville », constate M. Sechaud. Mais la création, longtemps retardée, de l'agglomération de Montpellier et l'obligation aujourd'hui faite aux communes de reprendre leur politique d'urbanisation dans le cadre de la loi Solidarité et Renouvellement urbains (SRU) bloquent les

initiatives. « Cela veut dire qu'on risque d'avoir un trou d'air de deux ou trois ans durant lesquels il faudra trouver des solutions intermédiaires », analyse M. Sechaud. Pour Martine Puech, « c'est déjà le cas. Les promoteurs orientent les investisseurs vers des villes moyennes comme Perpignan ou Nîmes, ou même vers des villes plus petites, comme Castelnaudary ou Bagnols-sur-Cèze ».

Dans l'ancien, les prix flambent aussi. En 2001, le prix moyen du mètre carré à Montpellier s'établissait à 1 018 euros, soit une augmentation de 4,6 % par rapport à l'année 2000. Le prix moyen d'un appartement était de 56 500 euros pour une superficie moyenne de 58 m<sup>2</sup>, celui d'une maison s'établissait à 139 000 euros pour un terrain de 520 m<sup>2</sup>. « Au début des années 1990, quand un produit partait à 2,5 millions de francs, c'était exceptionnel ; aujourd'hui, on peut franchir la barre des 5 millions. Le rapport de force entre le vendeur et l'acheteur s'est inversé, constate le notaire montpelliérain François Granier. S'il a un bon produit, le vendeur fait la loi. Il peut se permettre d'attendre, car il sait qu'il trouvera preneur. »

Richard Benguigi

# Vacances : souscrire une assurance-annulation

**Cartes bancaires, solutions clés en main proposées lors de la réservation... Le choix est multiple**

En cette pleine période de réservation de voyages et de locations d'été, se pose la question de prévoir les conséquences d'un empêchement de dernière minute, qui peut faire perdre beaucoup d'argent.

Si le voyage ou la location sont réglés avec une carte bancaire haut de gamme (Visa Premier, Gold Eurocard ou Mastercard, Platinum d'American Express), l'assurance-annulation est systématiquement incluse. Les garanties sont larges et couvrent généralement l'annulation pour cause de maladie, décès d'un proche ou d'un compagnon de voyage, empêchement suite à la modification des dates de congés par l'employeur, accident... Toutes les dépenses sont alors prises en charge : acomptes ou arrhes versés, règlement global du prix du voyage, frais de dossier, etc. Attention : les cartes de paiement traditionnelles ne proposent pas ces garanties.

Par ailleurs, avant de souscrire la formule proposée par le voyageur ou l'agence immobilière,

il est conseillé de relire les contrats assistance (voiture notamment) dont on dispose déjà et qui offrent éventuellement cette couverture. Dans ce cas, une nouvelle assurance s'avère inutile.

## LES EXCLUSIONS DE GARANTIES

Si rien n'est prévu, mieux vaut s'assurer. Sur tout si l'écart entre les dates de réservation et celles du départ est important, car le risque de perte est plus élevé. En effet, dans la grande majorité des cas, plus l'annulation est proche de la date de départ prévue, plus la perte est importante : tout ou 75 % du prix du voyage ou de la location à moins de sept jours avant le départ (voire quarante-huit heures dans certains contrats). L'assurance proposée par le loueur est toujours facultative et si elle ne convient pas, rien n'interdit de ne pas y souscrire et de s'assurer par ailleurs.

Un regard attentif sur les exclusions de garanties est impératif, car elles varient d'un contrat

à un autre. On y trouve généralement les maladies chroniques, les états dépressifs déjà répertoriés avant la réservation, les conséquences de la perte des papiers indispensables au voyage, l'alcoolisme, autant de clauses qu'il ne faut pas espérer faire jouer pour tenter de rentrer dans ses fonds. Il faut également vérifier les plafonds garantis et le montant des franchises laissées à la charge du client.

Côté prix, les propositions des voyagistes et des loueurs sont variables : moins de 1 % du prix de la location cet été chez Pierre & Vacances, environ 3 % pour Option Vacances.

En désespoir de cause, si l'assurance n'est pas souscrite ou si le motif d'annulation n'est pas couvert par le contrat, rien n'empêche de revendre le voyage à d'autres personnes à condition de prévenir l'organisateur au moins sept jours avant le départ. Ce délai est porté à quinze jours s'il s'agit d'une croisière.

Dominique de Noronha

# Faible cote pour les livres de Victor Hugo

**COLLECTIONS.** Ses dessins, plus appréciés, s'achètent à plus de 15 000 euros

Figure tutélaire des romantiques, dramaturge, poète, dessinateur, homme politique... Les prolifiques productions de Victor Hugo reflètent ses activités multiples.

Mais néanmoins, malgré les manifestations liées au bicentenaire de sa naissance, il suscite une passion bibliophile toute modérée. « Hugo est moins recherché que Chateaubriand, par exemple. Il n'est pas à la mode », déclare le libraire Pierre Berès. Les livres de Hugo ayant été tirés entre 1 000 et 2 500 exemplaires, la question de la rareté n'est pas primordiale.

Les prix sont souvent déterminés par la qualité de l'exemplaire. L'état du livre est particulièrement important, d'autant plus que le papier utilisé au XIX<sup>e</sup> siècle présente souvent de multiples rousseurs.

Notre-Dame de Paris a été tiré à 1 100 exemplaires, distribués en quatre tranches. Il s'agissait d'une tactique éditoriale visant à conforter le succès, en mettant en avant plusieurs rééditions. La première tranche ne présente aucune mention et les tranches suivantes présentent une fausse mention d'édition. Un exemplaire sans mention, en parfait état, de Notre-Dame se négocie entre 9 147 et 15 245 euros, alors qu'une fausse seconde ou troisième édition ne s'échange qu'entour de 2 287 euros. Les vraies rééditions en bon état atteignent péniblement 610 à 762 euros.

Pour certains ouvrages, Hugo avait veillé à éditer des exemplaires sur grands papiers destinés à ses amis. Un exemplaire en bon état des *Misérables* sur un papier luxueux atteint 15 245 à 22 867 euros, tandis que la version sur papier ordinaire se vend autour de 1 524 euros.

Il est possible de trouver de nombreux exemplaires de *Hernani* dans des couvertures fatiguées pour à peine 152 euros, tandis qu'une jolie demi-reliure d'époque s'achète autour de 1 524 euros.

## LETRES PLÉTHORIQUES

Les poèmes de Victor Hugo ne sont pas appréciés d'égale manière. « On préfère actuellement la poésie la plus lyrique comme les *Orientales*. Les gens ne lisent plus les poèmes de la fin de sa vie. La poésie politique et polémique n'est pas appréciée. Globalement pour Victor Hugo, il y a davantage d'exemplaires que d'amateurs. Hugo est très commun. La plupart de ses livres, à l'exception de Notre-Dame, font moins de 762 euros, les poésies de la fin de sa vie valent tout juste 610 euros sur grand papier », déclare Dominique Courvoisier, directeur de la librairie Giraud-Badin et expert de la vente de la bibliothèque Philippe Zoummeroff en avril 2001.

À l'instar de ses livres, les lettres de Hugo semblent pléthoriques. « Tout le monde peut acheter une lettre de Hugo. On peut trouver aujourd'hui aussi bien des lettres à

305 euros qu'à 7 600 euros », déclare Jean Gautrot, directeur de la librairie Les Argonautes. La frénésie éditoriale liée à son anniversaire peut-elle influencer la cote de Hugo ? « Il s'agit de deux notions différentes. Le désir d'un ouvrage de Hugo n'est pas lié au bicentenaire, au contraire », rétorque Pierre Berès. Si les amateurs français semblent insensibles au grand raout commémoratif, les Américains offrent depuis deux à trois ans des signes d'un grand intérêt pour certains textes de Hugo et d'autres auteurs français du XIX<sup>e</sup> siècle. « Les Américains rangent depuis quelques années Notre-Dame au nombre des ouvrages majeurs. Il y a quelques années, Hugo valait bien moins cher aux Etats-Unis », explique Dominique Courvoisier.

Malgré une certaine atonie du marché des livres de Victor Hugo, ses dessins aiguisent les appétits. L'écrivain ne dessinait que pour son plaisir, sur de petits formats destinés à ses amis. Les lavis de paysages romantiques et les jeux de taches sont particulièrement prisés. Les petits formats, qui apparaissent régulièrement sur le marché, atteignent souvent 15 000 euros. Un minuscule *Château au bord de l'eau* (2,7 x 12 cm), offert à Auguste Vaquerie, a été adjugé 15 855 euros le 13 juin 2001. Le *Château du lac* (26 x 38 cm) accompagné d'un poème d'Alexandre Dumas, s'est envolé à 26 221 euros malgré quelques



« Han d'Islande », seconde édition, Paris, Lecoq et Durey, 1823, avec envoi autographe, 13 720 euros, le 2 avril 2001 (vente PIASA de la bibliothèque Zoummeroff).

brûlures. « Les dessins de Hugo plaisent car on aime aujourd'hui le côté esquissé, instinctif, explique l'expert Antoine Cahen. Hugo n'avait pas étudié le dessin et n'avait pas idée de la perspective. C'est pour cela que ses paysages ont quelque chose d'étonnant, de fantastique. »

Roxana Azimi

● A voir : Victor Hugo, l'homme-océan, jusqu'au 23 juin, à la Bibliothèque nationale de France, quai François-Mauriac, Paris-13<sup>e</sup>.

## JURISPRUDENCE

# Assurance-vie : des abus de droit

Les ventes d'immeubles dissimulant des donations, des donations successives et déguisées, etc. ont représenté près de la moitié du nombre de dossiers – près d'une quarantaine – passés entre les mains du comité consultatif pour la répression des abus de droit en 2001. Mais une ou deux affaires concernent l'assurance-vie, notamment lorsqu'elle est utilisée à l'extrême fin de vie d'un proche.

Dès lors que des manipulations visent à dissimuler la véritable portée d'un contrat afin d'éviter le paiement de taxes normalement dues, les suppléments de droits, impôts ou taxes exigibles subissent une majoration de 80 %, assortie d'intérêts de retard.

Si elle n'a d'autre intérêt que d'éviter les droits de succession des héritiers, la souscription d'assurances-vie est indéfendable

Une des affaires citées dans le rapport annuel du comité consultatif – composé d'un président, Robert Touzery, conseiller d'Etat honoraire, de Michel Edin, conseiller honoraire à la Cour de cassation, de Guy Gilbert, professeur des universités, Alain Delorme, conseiller maître à la Cour des comptes –, qui contient les avis touchant diverses fraudes sur les droits d'enregistrement, l'impôt sur les sociétés, sur le revenu, etc., adressé par son président au ministre de l'économie fin février pour l'année 2001, paraît un cas d'école riche d'enseignements (affaire n° 99-18).

Ainsi, lorsqu'un parent est sur le point de décéder, la souscription de produits d'assurance-

vie qui n'a, objectivement, d'autre intérêt pour lui que d'éviter les futurs droits de succession de ses héritiers, s'avère juridiquement indéfendable.

Dans cette affaire, M<sup>me</sup> M. décède le 19 novembre 1993 après plus de deux mois d'hospitalisation. Quelques jours auparavant, son fils – unique héritier – procède à dix cessions de placements financiers de sa mère, pour un total de 1 145 517 francs (174 632 euros) représentant 98 % de son patrimoine financier. Il souscrit ensuite trois contrats d'assurance-vie avec le produit de ces ventes.

Le comité considère que la souscription en 1993 de trois contrats d'assurance-vie au profit de sa mère (malade) n'avait pour M. M. qu'un but exclusif : soustraire tous les actifs imposables de la succession, donc éluder les droits de mutation par décès.

Selon lui, l'administration fiscale est fondée à mettre en œuvre la procédure de l'article L.64 du Livre des procédures fiscales – répressive – pour trois raisons majeures : – le mauvais état de santé prolongé de M<sup>me</sup> M., restée hospitalisée du 30 août 1993 à la date de son décès, le 19 novembre ;

– la réalisation par son fils – à compter du 12 novembre – de tout le patrimoine financier de cette dame, pour le placer dans des contrats d'assurance-vie dont il était le seul bénéficiaire si elle décédait ;

– le bref délai entre la réalisation des actifs, leur placement, et le décès de M<sup>me</sup> M., qui était tout caractère aléatoire aux contrats souscrits.

Cet avis constitue un modèle quant à la ligne jaune à ne pas franchir en matière d'assurance-vie.

Alain Farshian

● Pour en savoir plus : le rapport annuel du comité consultatif (*Bulletin officiel des impôts*) pour 2001 est disponible auprès de la direction générale des impôts (DGI), bureau L3, 64-70, allée de Bercy, 75574 Paris cedex 12 (3,05 euros).

## MOTS D'ARGENT

# Déficit

LOUIS XVI et Marie-Antoinette furent, entre autres surnoms, affublés sous la Révolution du sobriquet de « M. et M<sup>me</sup> Déficit ». Cela parce qu'on leur reprochait d'avoir vidé les caisses du royaume...

Déficit – francisé avec un accent aigu – est un emprunt au latin, très précisément à *deficit*, qui équivaut à « il manque », troisième personne du singulier du présent de l'indicatif du verbe *deficere*, « manquer », « faire défaut », voire « abandonner ».

Une acception ancienne de *deficit* a complètement disparu : celle par laquelle le mot désignait ce qui manquait dans un inventaire. Si, récitant le fameux texte de Jacques Prévert, on oublie le non moins célèbre raton laveur, ce dernier aurait pu être, si la signification n'était pas sortie de l'usage, traité de *deficit*...

C'est vers les années 1770 que *deficit* a pris l'acception qu'on lui connaît encore aujourd'hui dans le domaine de l'économie et des finances : le mot désigne ce qui manque pour équilibrer les comptes, ce qui manque pour équilibrer les recettes avec les dépenses.

Par extension, *deficit* désigne aussi la situation créée par l'existence d'un... déficit : un budget gouvernemental en déficit, la République est en déficit...

Il n'est pas incorrect, dans certains milieux, d'employer *deficit* comme synonyme de *deficience*. En médecine, en psychologie – et même en climatologie –, on parle donc de *deficit immunitaire*, de *deficit psychologique*... ou de *deficit pluviométrique*.

L'origine commune de *deficit* et de *deficience*, *defectif*, *défection*, etc., ne doit pas conduire à faire de *deficit* un synonyme de *deficient* ou de *defectueux*, et réciproquement, même en appelant à une extension sémantique et aux divers niveaux du langage. Un budget peut être *deficit*, tout comme un bilan, et comme peuvent être *deficitaires* des vendanges, des récoltes qui ne produisent pas à la hauteur des espérances. On pourra aussi parler d'une *année deficit* (en mai, en blé, en betterave, en vin...).

Mais il est incorrect de dire qu'un enfant est « deficitaire » ou que la démonstration d'une personnalité, à la télévision, s'est révélée « deficitaire ». Dans ces deux cas, le bon choix est *deficient(e)* !

*Defectif (-ive)* est issu également de *deficere*, donc, mais a laissé à *defectueux (-euse)* le sens de « qui présente des défauts, des imperfections », pour être cantonné au domaine de la linguistique (*verbes defectifs* : qui ne sont pas utilisés, dans le langage usuel, sous toutes les formes de la conjugaison). Un budget *deficit* n'est pas « defectif », mais peut être dû à des raisonnements *defectueux*.

Louis XVI – qui fut surnommé « le Restaurateur de la Liberté française »... par l'Assemblée nationale, le 4 août 1789, avant que de faire l'objet de sobriquets moins amicaux, voire carrément hostiles –, paya de sa vie, entre autres, un déficit qui fut mis à son... passif.

Jean-Pierre Colignon

## GESTION COLLECTIVE

## Les fonds santé sont en convalescence

**EUROFONDS.** Les valeurs des groupes pharmaceutiques pâtissent de la concurrence des médicaments génériques

Avec une performance moyenne de 0,37 % sur un an, les fonds santé font mieux que la plupart des autres produits investis en Bourse. Traditionnellement, ces sicav et fonds communs de placement, composés essentiellement de valeurs pharmaceutiques réputées défensives, résistent bien aux baisses des marchés. Cette mécanique a correctement fonctionné au cours de 2001. Toutefois, depuis début 2002, le secteur de la santé a subi de fortes baisses. Si l'indice DJ Stoxx des valeurs pharmaceutiques européennes n'a reculé que de 2 % depuis le début de l'année, l'indice américain Standard & Poor's 500 spécialisé sur ce secteur a chuté de 16 % au cours de la même période. Le plongeon est encore plus impressionnant pour les sociétés biotechnologiques, avec une baisse de plus de 30 % en moyenne.

Plusieurs facteurs expliquent la petite forme des valeurs santé. D'abord, les investisseurs se sont tournés vers des entreprises plus sensibles au retour de la croissance, qui frémit des deux côtés de l'Atlantique. Cette « rotation sectorielle », comme la nomment les spécialistes, s'est faite au détriment d'entreprises dont le taux de croissance est stable mais peu dépendant des cycles économiques. Le secteur de la santé a aussi souffert de maux qui lui sont propres. Un certain

nombre de grands laboratoires, comme Glaxo avec son antibiotique Augmentin, ou Eli Lilly avec le Prozac, ont dû affronter la concurrence de médicaments génériques, alors que leurs produits vedettes tombaient dans le domaine public. Cette arrivée de concurrents s'est traduite, parfois, par des chutes impressionnantes du chiffre d'affaires. Bristol Myers a vu ses ventes de Glucophage divisées par presque dix en l'espace de quelques mois.

**« CLAIREMENT DÉCOTÉ »**

Reste que les baisses observées des valeurs pharmaceutiques permettent d'espérer, sinon un rebond rapide de ces titres, du moins un comportement plus favorable dans les prochains mois. « En raison de leur caractère défensif, ces titres se payent généralement 20 % plus cher que les sociétés qui figurent dans l'indice Standard & Poor's 500. Or, aujourd'hui, ils se traitent 20 % en dessous de cette moyenne. Ils sont clairement décotés », observe Xavier d'Ornélas, le gérant de Mercure Pharmacie, une sicav de Chevreton Philippe. « D'ici à la fin de l'année, les valeurs pharmaceutiques américaines risquent de souffrir du débat électoral sur la réforme du système de santé américain, car elle pourrait se traduire par des mesures défavorables pour ces entreprises », souligne-t-il.

En Europe, beaucoup de gérants estiment que des groupes comme Aventis ou Sanofi Synthelabo devraient continuer de profiter des synergies liées aux fusions.

Dans le domaine des biotechnologies, les chutes enregistrées au cours de ces derniers mois peuvent offrir des opportunités d'investissement. Toutefois, « il est assez dangereux de jouer sur ce secteur à un horizon d'un an, car le cycle de développement de ces sociétés est lent », fait remarquer M. d'Ornélas.

Joël Morio

## La sicav de la semaine

## Saint-Honoré vie et santé

LA SICAV de la Compagnie financière Edmond de Rothschild est le meilleur produit de droit français dans le classement établi par Aptimum Conseil. Elle réalise une performance de +1,41 % sur un an. Créée en 1985, Saint-Honoré vie et santé ne consacre qu'environ un tiers de ses investissements aux valeurs pharmaceutiques.

Le fonds s'est spécialisé sur trois secteurs : la santé, l'agroalimentaire et la distribution. « L'idée du fonds, c'est de jouer sur des secteurs bénéficiant de l'évolution démographique, et notamment le vieillissement de la population », explique Stéphane Chaussat, le gérant de la sicav. Autre particularité de Saint-Honoré vie et santé : le style de la gestion est plutôt défensif et le

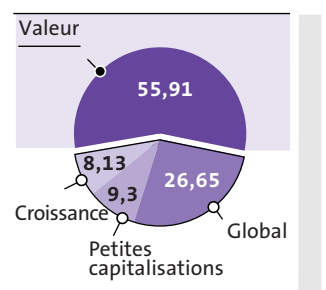
gérant vise une croissance sur le long terme. Enfin, l'actif de la sicav est réparti pour moitié sur les valeurs européennes et géré à Paris, l'autre moitié étant investie sur des titres américains.

A la fin avril, le secteur de la santé pesait 48,8 % de l'actif de la sicav. Dans ce secteur, le gérant a privilégié les sociétés qui offraient le plus de visibilité sur leurs résultats : Aventis (4,9 % du portefeuille), Sanofi Synthelabo (3 %) et GlaxoSmithKline (4 %). Mais la principale ligne du portefeuille est Essilor (5,3 %). « Le numéro un mondial de l'optique enregistre une croissance de 6 % », se félicite M. Chaussat. Saint-Honoré vie et santé investit marginalement sur le secteur de la biotechnologie.

Dans le domaine de l'agroalimentaire (25,4 % du portefeuille à la fin avril), la sicav est très présente dans le secteur de la boisson. Coca-Cola est ainsi la quatrième ligne du portefeuille, avec 4,4 % du fonds. « Le mouvement de concentration dans ce secteur très mature, avec le rachat des activités boisson, accélère la croissance des bénéfices », observe M. Chaussat. Enfin, dans le secteur de la distribution, le gestionnaire de la sicav croit au développement de Carrefour, malgré les débuts difficiles de la fusion avec Promodès. Le distributeur français pèse 3,3 % de l'actif de la sicav.

## ANALYSE DU STYLE DE GESTION

Indices MSI World, en %



La découverte du profil de risque systématique du fonds suivant les indices de style met en évidence une sensibilité importante au Value.

Source : APT

J. Mo.

## CLASSEMENT DES FONDS EUROPÉENS SELON LA MÉTHODE APT

▶▶▶ APT ▶▶▶

Code	Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retraité en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an	Valeur liquid. en euros
------	---------	-----------	------	---------------------	-----------------	----------------	-----------------	------------------	----------------	-------------------------

Performance : Très bonne ★★★★★ Bonne ★★★★ Moyenne ★★★ Faible ★★ Très faible ★ Mauvaise ● Risque : Très peu ★★★★★ Peu ★★★ Moyen ★★ Important ★ Très important ★ Comportement atypique ! Comportement très atypique !!  
Toute la catégorie

## Actions Santé

Performance arrêtée le : 28/03/2002

Performance moyenne sur un an : + 0,38 %

HLTHCWD	WORLD-DS HEALTH - PRIC	WORLD	IN	+ 14,94	1	★★★★	★★★★	+ 15,67	1	1735,04
DS881469	BBL L INVT.FOOD & BEVE	BBL	BL	+ 13,69	2	★★★★	★★	+ 10,78	2	796,93
DE973547	LGT ASS MGMT HEALTHCAR	LGT ASSET MANAGEM	DE	+ 5,75	3	★★	●	+ 7,70	3	62,95
DE933725	OIM SANTANDER BIO PHAR	OPPENHEIM INVESTM	DE	+ 4,72	4	★★	●	+ 3,17	6	48,07
DE989732	ACM INT. HEALTHCARE FD	ACM INTERNATIONAL	DE	+ 4	5	★	★★★★	+ 3,75	4	146,89
DE849041	ZURICH INVM LIFE SCIE	ZURICH INVESTMENT	CH	+ 3,45	6	★	★★★★	+ 3,72	5	85,36
DS673674	FORTIS L FD.EQ.SHOP.WL	FORTIS	BL	+ 1,56	7	★	★★	+ 1,84	7	335,71
FR009824	SAINT-HONORE VIE & SAN	CIE FIN ROTHSCHIL	FR	+ 1,41	8	★	★★★★	+ 1,26	8	384,91
DE989094	DEKA INTL PHARMATECH A	DEKA INTERNATIONA	DE	+ 1,03	9	★	★★★★	+ 1,07	9	56,99
RGZSF	ROBECO ZELFSELECT HEAL	ROBECO	NL	+ 0,69	10	★	★★★	+ 0,77	10	65,15
DS671166	ING BK. FARMACIE FONDS	ING	UK	+ 0,21	11	★	★★★★	+ 0,23	11	36
FR040387	BNP SECTEUR SANTE	BNP PARIBAS	FR	+ 0,19	12	★	★★★	+ 0,22	12	187,25
DS892241	CORDIUS INV HLTHCR.CAP	ARTESIA-BACOB-COR	BL	+ 0,09	13	★	★★★★	+ 0,10	13	1748,77
DE976995	DWS KONSUMWERTE	DWS INVESTMENT GM	DE	+ 0,09	14	★	★★★★	+ 0,09	14	47,06
IT5321	DEX EQ.PHARMA PLUS/USD	DEXIA BIL	IT	+ 0,02	15	★	★★★★	+ 0,02	15	1512,45
IT438	EUROMOB. EUR.GREEN EQ.	EUROMOB.ASS.MNG.S	IT	- 0,05	16	★	★★★	- 0,04	16	11,90
GEQ4309	G-EQ PHARMACEUTICALS E	FORTIS	BL	- 0,09	17	★	★★★★	- 0,09	17	548,22
DE970188	CS EQ FD-GLOB PHARMA	CREDIT SUISSE ASS	DE	- 0,22	18	★	★★★★	- 0,23	18	1135,47
FR028311	PARTNER SANTE INTERNAT	KBL	FR	- 0,39	19	●	★★★★	- 0,40	19	174,39
FR028314	MERCURE PHARMACIE	CHEVRILLON PHILIP	FR	- 0,89	20	●	★★	- 1,05	22	336,52
IT7749	UNICREDIT-UN.PHARMACH.	UNICREDIT F-SGR	IT	- 1,06	21	●	★★	- 0,89	20	15,41
DS323897	SANPAOLO SALUTE AMBIEN	BANCA SANPAOLO	IT	- 1,07	22	●	★★	- 0,90	21	19,96
DE988083	UBS EQUITY FD HEALTH C	UBS EQUITY FUND M	DE	- 1,25	23	●	★★★★	- 1,33	23	120,91
ES1728	BANKPYME MULTISALUD	BANKPYME	ES	- 1,58	24	●	★★★★	- 1,44	24	8,24
DE976985	DWS PHARMA-AKTIE TYP	DWS INVESTMENT GM	DE	- 1,98	25	●	★★★★	- 2,15	25	96,02
KBLEQGP	KB LUX EQUITY-GB PHARM	KBLUX	LX	- 2,28	26	●	★★★★	- 2,36	26	1377,78
DE973204	UNION INVMT APOAESCUA	UNION INVESTMENT	FR	- 3,20	27	●	★★★	- 3,69	29	125,82
FR028457	BIO STOCKS	ECOFI FINANCE	DE	- 3,33	28	●	★★★	- 2,84	27	190,51
DE988257	BAYERN LB PHARMA-GLOBA	BAYERN LB INTERNA	DE	- 3,74	29	●	★★	- 3,11	28	44,89
IT2085	RAS INDIVIDUAL CARE	RAS ASSET MANG. S	IT	- 4,37	30	●	★★	- 3,87	30	8,50
IT2908	ETRA ETRA PRTF.USA	ETRA GLOBAL SICAV	IT	- 4,43	31	●	★★★★	- 4,13	31	11,15
181222	UTD KINGDOM FTSE PHARM	UK	UK	- 4,61	32	●	★★★	- 5,15	33	6618,19
DS685801	AXA B FD.PH&HLTH.CRE.C	AXA	UK	- 4,70	33	●	★★★★	- 4,42	32	160,82

▶ La méthode APT (Arbitrage Pricing Theory) permet d'analyser les fonds selon leur performance mais aussi le risque pris par le gestionnaire. Elaborée par Steve Roos en 1976, elle repose sur un postulat simple : pour mesurer le risque, il faut s'intéresser aux prix. Aptimum, la société qui utilise la méthode

APT, recueille les prix de plus de 30 000 actifs sur chaque marché, chaque région du monde. Elle mesure l'évolution de ces prix au cours du temps. Des calculs sophistiqués permettent, en fonction de ces prix, de décortiquer la performance des fonds et d'en établir une performance retraitée.

## BRUITS DES MARCHÉS

■ DROITS DES CONSOMMATEURS : le Parlement européen a approuvé en deuxième lecture, mardi 14 mai, un projet de directive européenne qui renforce les droits des consommateurs dans la vente à distance de services financiers (téléphone, fax ou Internet). Le texte va désormais pouvoir revenir devant le conseil des ministres, où son adoption définitive ne devrait plus être qu'une formalité.

La directive, qui prévoit de réglementer plus durement les appels

téléphoniques et les messages électroniques non sollicités, vise à éviter la « vente par inertie », la pratique commerciale abusive qui contraint les clients à acheter un service qu'ils n'ont pas demandé. Elle stipule que les consommateurs doivent disposer non seulement d'une information complète et détaillée sur les offres proposées, mais aussi du droit de rétractation, fixé à trente jours en matière d'assurance-vie et d'assurance-retraite individuelle, et à

quatorze jours pour tous les autres services financiers.

■ SICAV : la Macif, mutuelle spécialiste de l'assurance automobile, déjà diversifiée dans la gestion de fonds socialement durables et l'épargne salariale, s'apprête à lancer, en partenariat avec Ofivalmo, acteur de la gestion collective, une offre élargie de fonds et de sicav. Cette gamme accessible par Internet (www.macif.fr) comprendra environ 80 fonds sélectionnés par Ofivalmo (fonds profilés éthiques, mais aussi une soixantaine de « purs » français et étrangers).

■ SCPI : le règlement homologué par la Commission des opérations de Bourse (COB) qui organise le marché secondaire des parts de SCPI est paru au Journal officiel du 4 mai 2002 (arrêté du 26 avril). Il permet d'acheter d'occasion des parts de SCPI plus facilement, à un prix de marché plus transparent.

■ ENCHÈRES : une montre-bracelet Patek Philippe ayant appartenu à Duke Ellington, estimée entre 1,2 et 1,5 million de francs suisses, a été adjugée 1,74 million d'euros, lors d'une vente aux enchères Phillips organisée le 13 mai à Genève. Le compositeur

et pianiste de jazz avait acheté en 1948, à Genève, cette montre, la seule Patek Philippe connue avec cette référence.

■ Pierre Cornette de Saint-Cyr dirigera la vente aux enchères consacrée au photographe Christophe Mourthé, organisée le 23 mai à l'Hôtel Lutécia, à Paris (renseignements au 01-47-27-11-24). Les 109 lots de la vente, dont l'estimation varie de 1 500 à 2 500 euros, illustrent l'inspiration fétichiste de Christophe Mourthé. Une série de « Casanovas » précède, en fin de vente, quelques portraits de vedettes, comme Mylène Farmer (1987) ou Sophie Thallman (2002).

## Précision

Dans l'article intitulé « Emettre un chèque sans provision peut coûter cher » (« Le Monde Argent » daté 12-13 mai), nous avons écrit : « Si le montant du chèque dépasse les 3 600 euros, l'émetteur doit aussi s'acquitter d'une amende. » Nous voulions en réalité préciser que, lorsque le montant de l'amende dépasse 3 600 euros, elle doit être payée directement auprès de la recette des impôts, et pas sous forme de timbres fiscaux à coller sur la lettre d'injonction.

## COURRIER DES LECTEURS

## VIAGER

Vous écrivez dans l'un de vos dossiers relatifs à la réforme des droits de succession que le coût du droit d'habitation viager auquel a désormais droit le conjoint survivant équivaut à 60 % de la valeur usufuitière de l'habitation. Que signifie ce pourcentage et est-il lié au barème fiscal de l'usufruit ?

Hugues Letouzé, Saint-Germain-en-Laye

La nouvelle loi sur les droits successoraux du conjoint survivant instaure en effet pour ce dernier un nouveau droit viager d'usage et d'habitation du domicile conjugal, dont le coût a été fixé à 60 % de la valeur de l'usufruit économique de ce logement. L'usufruit économique équivaut, quant à lui, à environ 80 % de la valeur de base de l'habitation, et cette notion doit être dissociée du barème fiscal de l'usufruit appliqué en cas de démembrement d'une propriété.

## SUCCESSION

J'ai lu dans l'un des dossiers du « Monde Argent » relatif aux règles successorales que le don

manuel devait être rapporté le jour du décès du donataire à sa valeur alors en vigueur, alors que je pensais que la valeur des dons d'argent retenue était celle du jour du don. Qu'en est-il ?

Jacques Hipeau, Marseille

Pour le code civil, le don manuel constitue une avance sur l'héritage à venir. Ainsi, si la somme « donnée » a par exemple été investie dans un bien immobilier qui en quelques années s'est apprécié, la valeur retenue du don sera calculée sur la base du prix actuel du bien immobilier en question. En revanche, si cette somme a été consommée, c'est sa valeur au jour du don qui sera prise en compte.

Devant l'afflux de courrier, nous ne pouvons répondre rapidement à toutes vos questions. Nous vous prions de nous en excuser. Vous pouvez adresser vos courriers à Stéphanie Hockliffe, « Le Monde Argent », 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Fax : 01-42-17-21-67. E-mail : hockliffe@lemonde.fr.

# LES VALEURS DE LA SEMAINE

Code pays	Cours en euros	% Var. hebdo
SE	25,49	-1,88
DE	47,50	+1,06
FR	19,30	+2,39
DE	53,75	+3,37
IT	10,26	+7,21
FR	43,88	+0,62
FR	59,70	+2,14
IT	1,70	+8,97
DE	506	+3,27
FR	56,65	+1,52
FR	47,13	-0,65
DE	37,30	+4,19

Code pays	Cours en euros	% Var. hebdo
GB	16,80	-2,04
NL	21,18	+2,82
GB	14,27	-2,08
GB	24,45	+2,68
BE	43,21	-1,57
GR	16,04	+2,30
IT	8,98	+1,01
IT	34,80	-0,57
IT	11,60	+4,98
IT	8,45	+4,19
IT	10,35	-0,48
IT	14,06	+3,46
IT	2,94	+6,14
ES	16,30	+0,31
GB	21,50	+3,05
GR	7,40	+0,82
ES	35,64	+0,76
ES	13,56	+1,57
IT	9,95	+2,58
IT	7,77	+1,57
IT	10,80	-2,26
IT	21,50	+0,51
IT	4,60	+1,77
PT	3,77	-0,26
IT	2,02	+7,45
IT	2,27	+0,98
FR	60,80	+2,96
FR	25,76	+4,04
DE	24,20	+5,22
FR	47,10	+1,29
CH	40,88	+5,96
DK	19,36	-3,36
BE	18,60	+1,14
NO	...	...
DE	51,66	+0,21
GR	14,26	+3,03
AT	80,40	-3,13
AT	11,31	-2,08
SE	14,16	...
GB	13,12	+3,39
GB	13,74	+2,86
DE	14,80	-0,13
IT	3,35	+2,45
CH	336,35	...
BE	41,33	+0,80
GB	12,25	-1,03
IT	3,63	+4,91
GR	23,52	+7,89
FR	92,40	-0,43
SE	6,18	-0,87
IT	18,80	+2,84
GB	31,92	-0,30
SE	11,44	-0,47
IT	11,41	-0,39
GB	13,54	-1,73
FR	76,80	-1,98
SE	17,03	...
SE	8,57	+1,25
CH	55,94	+5,43
IT	5,15	+3

Code pays	Cours en euros	% Var. hebdo
GB	16,80	-2,04
NL	21,18	+2,82
GB	14,27	-2,08
GB	24,45	+2,68
BE	43,21	-1,57
GR	16,04	+2,30
IT	8,98	+1,01
IT	34,80	-0,57
IT	11,60	+4,98
IT	8,45	+4,19
IT	10,35	-0,48
IT	14,06	+3,46
IT	2,94	+6,14
ES	16,30	+0,31
GB	21,50	+3,05
GR	7,40	+0,82
ES	35,64	+0,76
ES	13,56	+1,57
IT	9,95	+2,58
IT	7,77	+1,57
IT	10,80	-2,26
IT	21,50	+0,51
IT	4,60	+1,77
PT	3,77	-0,26
IT	2,02	+7,45
IT	2,27	+0,98
FR	60,80	+2,96
FR	25,76	+4,04
DE	24,20	+5,22
FR	47,10	+1,29
CH	40,88	+5,96
DK	19,36	-3,36
BE	18,60	+1,14
NO	...	...
DE	51,66	+0,21
GR	14,26	+3,03
AT	80,40	-3,13
AT	11,31	-2,08
SE	14,16	...
GB	13,12	+3,39
GB	13,74	+2,86
DE	14,80	-0,13
IT	3,35	+2,45
CH	336,35	...
BE	41,33	+0,80
GB	12,25	-1,03
IT	3,63	+4,91
GR	23,52	+7,89
FR	92,40	-0,43
SE	6,18	-0,87
IT	18,80	+2,84
GB	31,92	-0,30
SE	11,44	-0,47
IT	11,41	-0,39
GB	13,54	-1,73
FR	76,80	-1,98
SE	17,03	...
SE	8,57	+1,25
CH	55,94	+5,43
IT	5,15	+3

Code pays	Cours en euros	% Var. hebdo
GB	16,80	-2,04
NL	21,18	+2,82
GB	14,27	-2,08
GB	24,45	+2,68
BE	43,21	-1,57
GR	16,04	+2,30
IT	8,98	+1,01
IT	34,80	-0,57
IT	11,60	+4,98
IT	8,45	+4,19
IT	10,35	-0,48
IT	14,06	+3,46
IT	2,94	+6,14
ES	16,30	+0,31
GB	21,50	+3,05
GR	7,40	+0,82
ES	35,64	+0,76
ES	13,56	+1,57
IT	9,95	+2,58
IT	7,77	+1,57
IT	10,80	-2,26
IT	21,50	+0,51
IT	4,60	+1,77
PT	3,77	-0,26
IT	2,02	+7,45
IT	2,27	+0,98
FR	60,80	+2,96
FR	25,76	+4,04
DE	24,20	+5,22
FR	47,10	+1,29
CH	40,88	+5,96
DK	19,36	-3,36
BE	18,60	+1,14
NO	...	...
DE	51,66	+0,21
GR	14,26	+3,03
AT	80,40	-3,13
AT	11,31	-2,08
SE	14,16	...
GB	13,12	+3,39
GB	13,74	+2,86
DE	14,80	-0,13
IT	3,35	+2,45
CH	336,35	...
BE	41,33	+0,80
GB	12,25	-1,03
IT	3,63	+4,91
GR	23,52	+7,89
FR	92,40	-0,43
SE	6,18	-0,87
IT	18,80	+2,84
GB	31,92	-0,30
SE	11,44	-0,47
IT	11,41	-0,39
GB	13,54	-1,73
FR	76,80	-1,98
SE	17,03	...
SE	8,57	+1,25
CH	55,94	+5,43
IT	5,15	+3

Code pays	Cours en euros	% Var. hebdo
GB	16,80	-2,04
NL	21,18	+2,82
GB	14,27	-2,08
GB	24,45	+2,68
BE	43,21	-1,57
GR	16,04	+2,30
IT	8,98	+1,01
IT	34,80	-0,57
IT	11,60	+4,98
IT	8,45	+4,19
IT	10,35	-0,48
IT	14,06	+3,46
IT	2,94	+6,14
ES	16,30	+0,31
GB	21,50	+3,05
GR	7,40	+0,82
ES	35,64	+0,76
ES	13,56	+1,57
IT	9,95	+2,58
IT	7,77	+1,57
IT	10,80	-2,26
IT	21,50	+0,51
IT	4,60	+1,77
PT	3,77	-0,26
IT	2,02	+7,45
IT	2,27	+0,98
FR	60,80	+2,96
FR	25,76	+4,04
DE	24,20	+5,22
FR	47,10	+1,29
CH	40,88	+5,96
DK	19,36	-3,36
BE	18,60	+1,14
NO	...	...
DE	51,66	+0,21
GR	14,26	+3,03
AT	80,40	-3,13
AT	11,31	-2,08
SE	14,16	...
GB	13,12	+3,39
GB	13,74	+2,86
DE	14,80	-0,13
IT	3,35	+2,45
CH	336,35	...
BE	41,33	+0,80
GB	12,25	-1,03
IT	3,63	+4,91
GR	23,52	+7,89
FR	92,40	-0,43
SE	6,18	-0,87
IT	18,80	+2,84
GB	31,92	-0,30
SE	11,44	-0,47
IT	11,41	-0,39
GB	13,54	-1,73
FR	76,80	-1,98
SE	17,03	...
SE	8,57	+1,25
CH	55,94	+5,43
IT	5,15	+3

Code pays	Cours en euros	% Var. hebdo
GB	16,80	-2,04
NL	21,18	+2,82
GB	14,27	-2,08
GB	24,45	+2,68
BE	43,21	-1,57
GR	16,04	+2,30
IT	8,98	+1,01
IT	34,80	-0,57
IT	11,60	+4,98
IT	8,45	+4,19
IT	10,35	-0,48
IT	14,06	+3,46
IT	2,94	+6,14
ES	16,30	+0,31
GB	21,50	+3,05
GR	7,40	+0,82
ES	35,64	+0,76
ES	13,56	+1,57
IT	9,95	+2,58
IT	7,77	+1,57
IT	10,80	-2,26
IT	21,50	+0,51
IT	4,60	+1,77
PT	3,77	-0,26
IT	2,02	+7,45
IT	2,27	+0,98
FR	60,80	+2,96
FR	25,76	+4,04
DE	24,20	+5,22
FR	47,10	+1,29
CH	40,88	+5,96
DK	19,36	-3,36
BE	18,60	+1,14
NO	...	...
DE	51,66	+0,21
GR	14,26	+3,03
AT	80,40	-3,13
AT	11,31	-2,08
SE	14,16	...
GB	13,12	+3,39
GB	13,74	+2,86
DE	14,80	-0,13
IT	3,35	+2,45
CH	336,35	...
BE	41,33	+0,80
GB	12,25	-1,03
IT	3,63	+4,91
GR	23,52	+7,89
FR	92,40	-0,43
SE	6,18	-0,87
IT	18,80	+2,84
GB	31,92	-0,30
SE	11,44	-0,47
IT	11,41	-0,39
GB	13,54	-1,73
FR	76,80	-1,98
SE	17,03	...
SE	8,57	+1,25
CH	55,94	+5,43
IT	5,15	+3

Code pays	Cours en euros	% Var. hebdo
GB	16,80	-2,04
NL	21,18	+2,82
GB	14,27	-2,08
GB	24,45	+2,68
BE	43,21	-1,57
GR	16,04	+2,30
IT	8,98	+1,01
IT	34,80	-0,57
IT	11,60	+4,98
IT	8,45	+4,19
IT	10,35	-0,48
IT	14,06	+3,46
IT	2,94	+6,14
ES	16,30	+0,31
GB	21,50	+3,05
GR	7,40	+0,82
ES	35,64	+0,76
ES	13,56	+1,57
IT	9,95	+2,58
IT	7,77	+1,57
IT	10,80	-2,26
IT	21,50	+0,51
IT	4,60	+1,77
PT	3,77	-0,26
IT	2,02	+7,45
IT	2,27	+0,98
FR	60,80	+2,96
FR	25,76	+4,04
DE	24,20	+5,22
FR	47,10	+1,29
CH	40,88	+5,96
DK	19,36	-3,36
BE	18,60	+1,14
NO	...	...
DE	51,66	+0,21
GR	14,26	+3,03
AT	80,40	-3,13
AT	11,31	-2,08
SE	14,16	...
GB	13,12	+3,39
GB	13,74	+2,86
DE	14,80	-0,13
IT	3,35	+2,45
CH	336,35	...
BE	41,33	+0,80
GB	12,25	-1,03
IT	3,63	+4,91
GR	23,52	+7,89
FR	92,40	-0,43
SE	6,18	-0,87
IT	18,80	+2,84
GB	31,92	-0,30
SE	11,44	-0,47
IT	11,41	-0,39
GB	13,54	-1,73
FR	76,80	-1,98
SE	17,03	...
SE	8,57	+1,25
CH	55,94	+5,43
IT	5,15	+3

Code pays	Cours en euros	% Var. hebdo
GB	16,80	-2,04
NL	21,18	+2,82
GB	14,27	-2,08
GB	24,45	+2,68
BE	43,21	-1,57
GR	16,04	+2,30
IT	8,98	+1,01
IT	34,80	-0,57
IT	11,60	+4,98
IT	8,45	+4,19
IT	10,35	-0,48
IT	14,06	+3,46
IT	2,94	+6,14
ES	16,30	+0,31
GB	21,50	+3,05
GR	7,40	+0,82
ES	35,64	+0,76
ES	13,56	+1,57
IT	9,95	+2,58
IT	7,77	+1,57
IT	10,80	-2,26
IT	21,50	+0,51

# Fort rebond des valeurs technologiques

**FRANCFORT**  
DAX 30 IBIS  
+ 3,38 %  
5 036,41 points

**LONDRES**  
FT 100  
+ 0,91 %  
5 218,00 points

**NEW YORK**  
DOW JONES  
+ 4,16 %  
10 353,08 points

**PARIS**  
CAC 40  
+ 2,61 %  
4 442,94 points

**TOKYO**  
NIKKEI  
+ 2,74 %  
11 847,32 points

**NASDAQ**  
+ 8,78 %  
1 741,39 points

**EURO STOXX 50**  
+ 2,59 %  
3 554,77 points

Après plusieurs semaines de baisse, les valeurs technologiques ont réussi, cette semaine, un fort rebond technique, faisant virer les grands indices boursiers au vert. A Wall Street, l'indice Dow Jones, principal indicateur du marché, s'est apprécié de 4,16 %, à 10 353,08 points. Riche en valeurs de technologie, l'indice Nasdaq a pris 8,78 %, à 1 741,39 points. L'annonce, par les fabricants nord-américains de semi-conducteurs, d'une hausse de leurs commandes pour le cinquième mois consécutif, a fait bondir l'action Intel - numéro un mondial du secteur - de 15,51 %, à 31,20 dollars. Le plan de restructuration rendu public par l'opérateur de télécommunications SBC a provoqué une hausse de 13,53 % du titre, à 34,57 dollars. L'éditeur de logiciels Microsoft, défendu par les autorités américaines face aux services de la concurrence

de la Commission européenne, a aussi bondi de 11,95 % sur le marché, à 56,03 euros.

Les gestionnaires d'actifs ont pourtant continué à se montrer sceptiques et réservés, cette semaine, laissant les mains libres aux fonds spéculatifs (*hedge funds*). La hausse récente des valeurs de technologie, de médias et de télécommunications (TMT) porte la marque de ces derniers, comme la baisse qui l'avait précédée. Ces fonds utilisent en effet la vente « à découvert » de titres. Une technique qui consiste à réaliser une plus-value à la baisse, en empruntant des actions pour les vendre - accentuant d'abord les mouvements de baisse des cours -, avant de les racheter plus bas, ce qui peut provoquer de brusques retours de flamme.

Si les gérants de fonds d'investissements « classiques » sont, eux, attentistes, leurs fonds récoltent cependant de nombreuses sous-

criptions aux Etats-Unis, témoignant de la confiance des institutionnels et des particuliers dans le marché. En avril, les souscriptions nettes de sicav (*mutual funds*) investies en actions ont atteint un montant de 21 milliards de dollars (22,80 milliards d'euros), selon le cabinet d'étude des fonds d'investissement Strategic Insight. Le mois précédent, les souscriptions nettes s'étaient élevées à 37 milliards de dollars, soit leur plus haut niveau historique après février 2000, où elles avaient totalisé 50 milliards de dollars, quelques jours avant le krach des valeurs Internet et du Nasdaq. « Le comportement des investisseurs dans les fonds d'actions continue à témoigner de leur plus grand degré personnel d'optimisme, comparé à celui des gérants d'actifs et des dirigeants d'entreprises », commente Avy Nachmany, directeur de la recherche de Strategic Insight. Nos clients nous disent qu'ils n'ont pas

peur de se jeter à nouveau à l'eau. »

Sur le Vieux Continent, l'indice Euro Stoxx des 50 plus grandes capitalisations boursières de la zone euro a progressé de 2,59 %, à 3 554,77 points. La « chasse aux bonnes affaires » a traversé l'Atlantique, permettant de fortes hausses des valeurs de technologie, comme Siemens (+ 9,43 %, à 71,71 euros), Alcatel (+ 8,75 %, à 13,92 euros) ou Philips (+ 6,84 %, à 35,30 euros). Mais le rebond le plus spectaculaire a concerné les valeurs de télécommunications, qui ont profité, elles aussi, de phénomènes spéculatifs sur le marché.

## CONTRE-PERFORMANCE

Composé des seize premiers opérateurs de la zone euro, l'indice Euro Stoxx Télécommunications a pris 7,25 %, cette semaine, à 368,57 points. Les principales hausses ont touché les titres KPN (+ 11,37 %, à 4,80 euros), Orange (+ 10,56 %, à 6,07 euros), Olivetti

(+ 9,34 %, à 1,32 euros), France Télécom (+ 9,00 %, à 22,40 euros), Telefonica (+ 8,52 %, à 11,72 euros) ou Deutsche Telekom (+ 7,94 %, à 13,32 euros). Néanmoins, Euro Stoxx Télécommunications affiche encore une perte de 22,88 % depuis le début de l'année et de 40,61 % au cours des douze derniers mois. Sur ces périodes, le titre France Télécom enregistre la plus importante contre-performance de l'échantillon : - 50,11 % en 2002 et - 68,89 % en un an. Son homologue Deutsche Telekom perd respectivement 30,98 % et 48,39 % sur ces périodes.

Cette semaine, la progression générale des TMT a tiré vers le haut les indices boursiers européens. A Paris, le CAC 40 a progressé de 2,61 %, à 4 442,94 points. A Francfort, l'indice Dax s'est adjugé 3,38 %, à 5 036,41 points. A Londres, l'indice Footsie s'est apprécié de 0,91 %, à 5 218,00 points.

A Tokyo, l'indice Nikkei a gagné

2,74 %, au cours de la semaine, s'établissant à 11 847,32 points. Le marché applaudit les perspectives de reprise de la croissance dans l'archipel. Selon des professionnels interrogés par l'Agence France-Presse, le Nikkei pourrait en profiter pour franchir le seuil symbolique des 12 000 points la semaine prochaine, pour la première fois depuis le mois d'août 2001. « Je ne pense pas qu'il y ait un risque de renversement de tendance », dit Kazunori Jinnai, analyste chez Daiwa SB Capital Markets, qui parie sur un Nikkei entre 12 000 et 12 500 points la semaine prochaine. De son côté, Horochi Nishi, analyste de marché senior chez Nikko Cordial Securities, affirme que l'indice vedette de la Bourse pourrait atteindre, la semaine prochaine, les 12 000 points, voire les 12 200 à 12 300 points.

Adrien de Tricornot

# La hausse en trompe-l'œil de l'euro

La devise européenne profite de l'affaiblissement du dollar pour dépasser le seuil de 0,92 dollar pour la première fois depuis le mois d'octobre 2001

La remontée est laborieuse et le chemin parsemé d'embûches. L'euro, qui avait reculé en milieu de semaine face au dollar, a regagné le terrain perdu en fin de semaine, rien qu'en évoluant au gré des indications de conjoncture.

Après un bref passage à 0,8996 dollar, mercredi 15 mai, il est revenu vendredi sur ses niveaux d'octobre 2001, à 0,9213 dollar. Mais, s'interrogent les économistes, s'il parvient à conserver une certaine fermeté, l'euro s'est-il pour autant engagé dans une tendance de fond d'amélioration face au dollar ? Rien n'est moins sûr. Pour le moment, il ne fait que réagir au coup par coup aux indications données par les statistiques économiques et au fait qu'elles valident ou non les scénarios établis par les professionnels.

« La reprise américaine va-t-elle tuer le dollar ? », s'interrogent d'ailleurs les économistes d'Aurel Leven dans leur dernière étude. Alors qu'elle était parvenue à surmonter brillamment toutes les étapes de la récession économique américaine depuis plus d'un an et demi sans faiblir, la devise américaine a montré qu'elle pouvait être déstabilisée, paradoxalement, par la publication il y a quelques semaines d'un chiffre très positif, celui du PIB des Etats-Unis du premier trimestre, en hausse de 5,8 % en rythme annuel. « Plusieurs éléments, en partie contradictoires, peuvent expliquer ce mouvement, estiment les experts d'Aurel Leven. Primo, face à une Bourse américaine encore chère, les pays les plus susceptibles de bénéficier de la locomotive américaine attirent les investisseurs, comme le montre la performance exceptionnelle des principales places boursières asiatiques depuis le début de l'année. Secundo, dans l'hypothèse d'une recule de l'activité (scénario en W), les investisseurs pourraient rapidement se désengager des actifs

financiers américains. » Mais, dans cette seconde hypothèse, les Etats-Unis ne jouent plus leur rôle de locomotive : « La valorisation des Bourses asiatiques ne pourrait que retomber, le dollar retrouverait son rôle de valeur refuge. Ainsi, soit le dollar subit un arbitrage temporaire en faveur des actifs asiatiques, soit il est affecté par les craintes sur la reprise, dans les deux cas, cette faiblesse du billet vert est appelée à être momentanée. Le dollar a un « potentiel d'appréciation » à horizon de trois mois. »

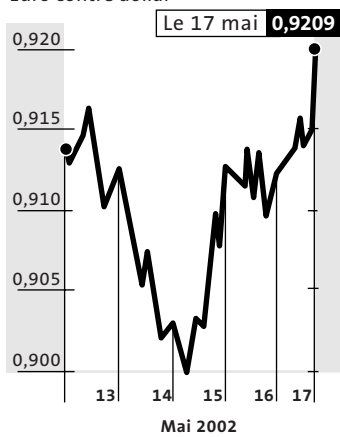
## PRESSIONS INFLATIONNISTES

Les opérateurs auront surtout retenu cette semaine la montée en régime du débat sur la résurgence des pressions inflationnistes dans la zone euro. Si l'achèvement des négociations salariales en Allemagne avec le puissant syndicat de la métallurgie IG Metall, mercredi, a été vécu dans un premier temps comme un soulagement par les marchés financiers, ceux-ci ont finalement estimé, après analyse, que l'accord obtenu pouvait constituer une menace sur les indices de prix en Europe. L'accord prévoit une augmentation des salaires de 4 % sur douze mois à compter du 1<sup>er</sup> juin.

A cela sont venues s'ajouter les données de l'inflation, fournies jeudi par l'Office européen des statistiques Eurostat, un peu moins bonnes qu'espérées. Les prix dans la zone euro n'ont que faiblement reflété en avril et restent en hausse de 2,4 % sur un an. Surtout, Euros-

## FERMETÉ

Euro contre dollar



L'euro est parvenu à revenir sur ses plus hauts niveaux après des statistiques mitigées aux Etats-Unis.

Source : Bloomberg

tat a corrigé à la hausse l'inflation du mois de mars, dont le chiffre passe de 2,2 % à 2,5 %. L'inflation ne décroît donc pas aussi vite que prévu, essentiellement à cause de l'augmentation des prix du pétrole et des produits alimentaires.

Cette nouvelle donne a relancé chez les économistes le scénario d'une hausse prochaine des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE), qui exercerait ainsi sa mission de défense de la stabilité des prix. D'autant qu'elle a clairement affiché son inquiétude face à la montée des pressions inflationnistes. « Nous sommes loin

d'être entièrement satisfaits par l'évolution récente des prix », a déclaré son président, Wim Duisenberg, jeudi, dans un discours prononcé à Francfort. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, s'est également montré inquiet des risques inflationnistes causés par des hausses salariales trop élevées. « Si les négociations entraînent des pressions inflationnistes, alors une Banque centrale devra réagir », a-t-il déclaré en marge d'une cérémonie ayant suivi le discours de M. Duisenberg. « Même si nous reconnaissons que la politique monétaire ne peut influencer sur l'évolution de l'inflation à court terme, nous sommes déterminés à faire en sorte que ce que nous avons accompli ne soit pas mis en danger », avait prévenu M. Duisenberg.

Pour les économistes, cette montée au créneau de la Banque centrale laisse entendre que l'institut monétaire pourrait être amené à remonter ses taux d'intérêt plus tôt que prévu. Selon Olivier Garnier, responsable de la stratégie chez Société générale Asset management, les déclarations de son président montrent que la BCE y songe sérieusement. Pour les experts de BNP Paribas, « l'accord signé par IG Metall semble trop élevé (même si certains aspects positifs ont pu être mis en avant). La BCE sait que si ce niveau symbolique de 4 % fait tâche d'huile en Europe, atteindre les 2 % d'inflation sera un vrai challenge, compte tenu de la progression tendancielle de la productivité de seulement 1,5 %. Avec une inflation sous-jacente décevante en avril, à 2,4 %, seuls les doutes quant à la vigueur de la reprise empêchent encore de relever les taux ; un événement qui a maintenant plus de chance d'advenir avant la pause estivale. » Les économistes d'UBS Warburg chiffrèrent à plus de 50 % la probabilité que la BCE remonte ses taux dans les deux prochains mois.

Cécile Prudhomme

## MARCHÉS DES CAPITAUX

# Automobile et médias en vedette

LE TON, hésitant, reflète la difficulté de se faire une idée d'ensemble de la situation du marché des titres à revenu fixe. Voici des semaines que les experts parlent d'un éventuel relèvement du loyer de l'argent, mais, souvent, ils ajoutent dans le même souffle que rien n'est à craindre, du moins pour l'immédiat. Les autorités monétaires finiront par augmenter les taux, disent-ils, mais plus tard cette année, voire l'année prochaine. Les explications ne sont pas toujours convaincantes. Les opérateurs en gardent l'impression d'un paradoxe qui souligne les incertitudes du moment.

Il en va de même pour les cours du change. Certes, l'euro s'est redressé, mais uniquement en raison de la faiblesse du dollar, expliquent les spécialistes. Il n'y a rien dans la conjoncture qui soit de nature à soutenir la monnaie européenne. La question du défi-

industrielles et commerciales actuellement fort recherchée : celles du secteur de l'information et des médias. Vivendi fait, bien sûr, partie des exceptions.

Parmi les groupes de titres qui, au contraire, incitent à la méfiance figurent les groupes de télécommunications. Le sentiment à leur égard s'est encore détérioré ces derniers jours. La question se pose maintenant de savoir dans quelle mesure le marché international des capitaux va continuer à assurer le financement de ce secteur, comme il le fait depuis trois ans. Un élément de réponse pourrait être fourni sous peu par Deutsche Telekom, qui a laissé entendre en avril qu'elle allait bientôt émettre une série de nouveaux et très grands emprunts. Au total, il pourrait y en avoir pour 5 à 8 milliards d'euros. L'exécution de son projet a déjà été légèrement repoussée. En fait, dans les milieux finan-

Confrontés à des incertitudes concernant le niveau des taux d'intérêt et celui de l'euro, les investisseurs privilégient des valeurs sûres

ci budgétaire au Portugal ou en France, les mauvaises perspectives de croissance qu'offre l'Allemagne sont autant d'éléments qui devraient peser sur l'euro. Confrontés à de telles contradictions, il n'est pas surprenant que les investisseurs répugnent à prendre des risques et soient à l'affût des valeurs sûres. Cette recherche de la qualité ne se limite de loin pas aux seules signatures au-dessus de tout soupçon. Le compartiment des obligations des entreprises industrielles comprend plusieurs groupes vus avec faveur.

A quelques exceptions près (Fiat, en particulier, demeure sous pression), les constructeurs automobiles reviennent en grâce. Quelques-uns sont très attendus, comme Porsche, par exemple, qui vient de confirmer le lancement prochain d'un emprunt de 300 millions d'euros et d'une durée probablement de l'ordre de sept ans. Deux banques, Barclays et Dresdner, dirigeront l'opération. De même, les banques spécialisées espèrent le retour de la Renault. Rien n'a été précisé, mais on verrait assez bien une durée du même ordre et un montant plus important que celui visé par Porsche.

Autre catégorie d'obligations

Parmi les réussites de ces derniers jours, les nouveaux emprunts en dollars de courte ou moyenne durée se sont particulièrement distingués. La devise américaine s'est momentanément reprise, ajoutant à l'attrait des obligations en dollars émises au début de la semaine passée. Celui de 1 milliard de dollars contracté par la Compagnie de financement foncier pour trois ans a bénéficié d'une forte demande, notamment de la part de banques centrales asiatiques. La transaction était dirigée par les banques Nomura et Dresdner. Son succès a été tel qu'il est question de l'augmenter à 1,5 milliard.

Christophe Vetter

## MARCHÉ DES CHANGES

17/5, 23h00

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
<b>NEW YORK (\$)</b>		0,79380	<b>0,92070</b>	1,45800	0,63280
<b>TOKYO (¥)</b>	125,91000		<b>115,90000</b>	183,65000	79,71000
<b>PARIS (€)</b>	1,08580	0,86200		1,58270	0,68690
<b>LONDRES (£)</b>	0,68560	0,54420	<b>0,63120</b>		0,43370
<b>ZURICH (FR. S.)</b>	1,58010	1,25420	<b>1,45510</b>	2,30310	

## LE COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
<b>COURONNE DANOISE</b> .....	7,4368	7,4372
<b>COURONNE NORVÈGE</b> .....	7,5460	7,5510
<b>COURONNE SUÉDOISE</b> .....	9,2085	9,2135
<b>COURONNE TCHÈQUE</b> .....	30,6100	30,6400
<b>DOLLAR AUSTRALIEN</b> .....	1,6649	1,6672
<b>DOLLAR CANADIEN</b> .....	1,4234	1,4247
<b>DOLLAR HONGKONG</b> .....	7,1772	7,1854
<b>DOLLAR NÉO-ZÉLAND</b> .....	1,9804	1,9847
<b>FORINT HONGROIS</b> .....	245,7500	246,2500
<b>LEU ROUMAIN</b> .....	30796,0000	30876,0000
<b>ROUBLE</b> .....	28,7800	28,8000

## OR

VENDEDI 17 MAI 23h00

	Cours	% var.
OR FIN KILO BARRE	10820,00	0,00
OR FIN LINGOT	10920,00	-0,18
ONCE D'OR EN DOLLAR	310,60	-0,16
PIÈCE 20 FR. FRANÇAIS	61,00	-0,97
PIÈCE 20 FR. SUISSE	62,50	-0,16
PIÈCE UNION LAT. 20	61,00	-2,56
PIÈCE 10 USS	195,00	-2,99
PIÈCE 20 USS	375,75	0,00
PIÈCE 50 PESOS MEXICAINS	402,00	-0,56

## TAUX

TAUX D'INTÉRÊT LE 17/5

	Taux J. le J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
<b>FRANCE</b>	3,28	3,49	5,33	5,61
<b>ROYAUME-UNI</b>	3,94	4,11	5,35	5,13
<b>ITALIE</b>	3,28	3,49	5,48	5,85
<b>ALLEMAGNE</b>	3,28	3,49	5,25	5,58
<b>JAPON</b>	0,00	0,06	1,36	2,34
<b>ÉTATS-UNIS</b>	1,68	1,86	5,26	5,75
<b>SUISSE</b>	0,88	1,27	3,44	4,06

MARCHÉS À TERME LE 17/5, 23h00

	Echéance	Premier prix	Dernier prix	Contrats ouverts
<b>PARIS</b>				
<b>CAC 40 À TER.</b>	5/02	4460,00	4453,00	446112
<b>EURO NOTIO.</b>	6/02	n/d	n/d	671
<b>EURO ST. 50</b>	6/02	3594,00	3552,00	4411
<b>FRANCFORT</b>				
<b>BUND 10 ANS</b>	6/02	105,22	105,12	711854
<b>LONDRES</b>				
<b>EURIBOR 3 M.</b>	8/02	n/d	96,15	n/d
<b>NEW YORK</b>				
<b>DOW JONES</b>	6/02	10327,00	10338,00	32401
<b>S. &amp; POOR'S</b>	6/02	1099,50	1105,00	473542

## SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU « MONDE »

**Conforter l'indépendance du Monde**  
Vous êtes attaché à l'indépendance du Monde. Vous pouvez y concourir en rejoignant la Société des lecteurs (SDL). Elle contrôle 10,46 % du capital du journal. Les titres de la SDL sont inscrits sur le marché libre, code SICOVAM 3477. Ceux qui possèdent un portefeuille peuvent passer un ordre d'achat à leur banque. Les autres peuvent acheter une ou plusieurs actions en s'adressant au secrétariat de la SDL. Les actions ainsi acquises seront inscrites en « compte nominatif pur », formule qui n'entraîne pas de droit de garde pour l'actionnaire.

**Cours de l'action le 16 mai 2002 : 17,05 €**  
Société des lecteurs du « Monde », 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél. : 01-42-17-25-01. Courriel : sdl@lemonde.fr